QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11936 – MARDI 14 JUIN 1983



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Vive tension au Chili

LIRE PAGE 6

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un succès pour Hassan II

Au moment même où l'Organisation de l'unité africaine le somme, parvenant enfin à un consensus sur un problème qui amena l'O.U.A. au bord de la scission, d'ouvrir des négociations directes avec le Polisario, le roi Hassan II enregistre sur son « front intérieur » les résultats d'importantes élections municipales et communales qui préfigurent les législatives prévues pour cet été. La consultation du 10 juin, qui se traduit par un succès du « parti du roi », a connu une forte participation (72 % des inscrits) plus convaincante que les 99 % de tant d'autres pays du tiers-monde. Elle a, en outre, été précédée d'une campagne électorale très animée, et le chef du principal parti d'opposition, Mᵉ Abderrahim Bouabid, a pu s'exprimer à *la télévision*.

Seule des quatorze formations en lice, l'Union nationale des forces populaires avait refusé de participer au scrutin en y dénonçant une « parodie de *démocratie* ». En revanche, l'Union socialiste des forces populaires avait accepté de jouer le jeu sans en ignorer les contraintes et les limites. Elle en est bien mal récompensée, avec 537 sièges sur les 15 480 à pourvoir, soit 3,46 %. Constatant que quarante-huit heures après la clôture du vote les résultats détaillés n'avaient pas encore été proclamés, l'U.S.F.P. accuse les autorités d'avoir « subtilisé sa majorité » dans plusieurs villes, dont ses fiefs traditionnels de Rabat et de Casablanca.

Le score encore plus dérisoire du Parti du progrès et du socialisme (communistes, 0,13 %) l'amène à stigmatiser dans son journal « Al Bayane » « falsifications, trafics, ingérences administratives, bref une cuisine concoctée à l'avance... ». Même l'Istiqlal, le grand parti de la lutte pour l'indépendance, trouve à se plaindre : avec ses 16,77 %, il est vrai qu'il connaît un certain *déclin sans qu'on puisse dire* avec précision la part qui revient à son vieillissement et celle qui est due à la volonté du trône de réduire son audience. Le parti constate avec une ironique amertume qu'un de ses dirigeants donné pour « battu », M. Abbès el Fassi, ministre des affaires sociales, n'était pas candidat.

Ce laminage des formations traditionnelles, quelles qu'en soient les raisons, confirme une évolution amorcée dans les précédentes consultations. Il profite en effet aux « apolitiques », qui, tout en se qualifiant d'« indépendants », sont, en *quelque sorte, le « parti du roi »* et remportent 3 440 sièges (22,19 %). Ce conglomérat est encore renforcé par la percée de l'Union constitutionnelle, formation créée il y a seulement quelques mois par le premier ministre en personne, M. Maati Bouabid, qui obtient 2 727 sièges, soit 17,59 %.

Le succès d'hommes acquis au pouvoir obtenu au détriment des formations classiques aura d'autant plus de conséquences que les nouveaux élus sont appelés à désigner un tiers de la [c]hambre des représentants, les deux autres tiers étant issus du suffrage direct. Il ne semble pas, dans ces conditions, que le souverain ait lieu de redouter une sérieuse opposition parlementaire aux décisions qu'il va devoir prendre.

(Voir pages 6 et 48.)

M. Mitterrand en Corse

Le président de la République appelle les élus à assumer leurs nouvelles responsabilités

Arrivé le 13 juin en Corse pour une visite officielle de quarante-huit heures, M. François Mitterrand devait inviter, dans un discours prononcé en fin de matinée à Ajaccio, les élus de l'île à assumer leurs nouvelles responsabilités au sein de l'assemblée régionale désignée l'année dernière au suffrage universel. Réaffirmant le *« droit »* des Corses *« à la différence »*, le président de la République a exprimé sa volonté de *conforter le statut particulier dont jouit désormais la région.*

Bien que le F.L.N.C. ait décrété une *« trêve des bombes »* durant la visite du chef de l'Etat, le voyage de M. Mitterrand suscite une importante mobilisation policière. Deux mille sept cents gendarmes et C.R.S. ont été envoyés dans l'île en renfort. A la suite de la découverte d'une charge – non amorcée – de cent grammes d'explosif dans un hôtel de Bastia situé sur le parcours que doit emprunter mardi M. Mitterrand, deux hommes et une femme ont été appréhendés et placés en garde à vue.

Point de vue

Pour en finir avec la mendicité et le folklore

par DOMINIQUE ANDREI (*)

Après le « handicap de l'insularité », explication naturaliste qui condamnait la Corse au non-développement, la situation économique locale est maintenant analysée comme le résultat d'un « retard historique » : île avant le 10 mai 1981, la Corse s'est muée après cette date en pays sous-développé.

Il y a, bien sûr, de nombreux points de ressemblance : agriculture et artisanat traditionnels en décadence, hypertrophie relative du secteur tertiaire, quasi-inexistence d'industries (bâtiment et travaux publics mis à part). Également : les fonds publics parisiens, les recettes du tourisme et de l'exportation de trop rares productions agricoles compensent tout juste les importations et les fuites de l'épargne locale vers l'extérieur.

Mais il y a aussi des différences notables : niveau de vie moyen incomparablement plus élevé, pyramide des âges où prédominent les vieillards, taux de scolarisation élevé, infrastructures routières et portuaires assez satisfaisantes, etc.

Au total un niveau de consommation proche de la moyenne nationale française avec une population active (étrangers exclus) de 30 % contre environ 50 % en moyenne nationale.

Un ministre a écrit un jour que *« la Corse était la Martinique sans même la canne à sucre »*. On pourrait ajouter : mais aussi avec un bureau pour le développement des migrations d'outre-mer très ancien et très efficace.

C'est pourquoi il vaut mieux parler de *« développement dévoyé »* que de sous-développement.

(Lire la suite page 2.)

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire que le devoir de réserve contraint à l'anonymat.

La fraude électorale

M. Defferre s'oppose à l'exécution immédiate de deux décisions du tribunal administratif

Les élus locaux de la région parisienne qui se réclament de l'opposition organisent jeudi 16 juin une manifestation à Paris, de l'esplanade des Invalides au ministère de l'intérieur, pour protester contre les fraudes électorales. Les mairies de l'opposition de l'Ile-de-France seront symboliquement fermées le même jour. Cette initiative, due principalement aux élus R.P.R. auxquels ceux des autres formations se sont joints, a été provoquée par le refus du ministre de l'intérieur de remplacer les maires communistes invalidés de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) après que le tribunal administratif eut proclamé élus leurs adversaires R.P.R.

Les jugements du tribunal administratif de Paris concernant les municipalités de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) proclamant élues les listes de l'opposition qui avaient été battues, lors du scrutin du mois de mars par les maires communistes sortants ne seront pas immédiatement appliqués. M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, a demandé aux commissaires de la République de ces deux départements de surseoir à l'exécution de ces jugements jusqu'à l'expiration du délai d'un mois pendant lequel un appel peut être interjeté devant le Conseil d'Etat.

Invité, dimanche du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde »*, M. Defferre avait déclaré à propos des protestations du parti communiste contre les décisions des tribunaux administratifs : *« Le parti communiste dit ce qu'il veut, c'est son droit. En ce qui me concerne, j'ai confiance en la justice française, que ce soit celle des tribunaux administratifs, des tribunaux civils ou des tribunaux correctionnels. »*

Les services de la place Beauveau ont jugé qu'il convenait d'attendre les délais d'appel avant toute exécution du jugement.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 8.)

La mission de Pioneer-10

A la recherche du « soleil noir »

C'était hier. Il y a plus de onze ans. On l'avait un peu oubliée, cette petite sonde spatiale de quelque 260 kilogrammes que les Américains ont envoyée, le 3 mars 1972, en direction de Jupiter dans l'espoir d'en savoir un peu plus sur la planète géante du système solaire. Et voilà qu'aujourd'hui elle nous quitte. Ce lundi 13 juin, à 14 heures (heure française), la sonde spatiale américaine Pioneer-10 quitte le système solaire.

Tournoyant sur elle-même, à raison de quelques tours par minute, la sonde s'enfonce à près de 50 000 kilomètres/heure dans l'inconnu, en direction de l'étoile Ross 248 qu'elle croisera dans plus de trente mille ans, après avoir parcouru des dizaines de milliards de kilomètres.

Une nouvelle aventure commence pour Pioneer-10 tandis qu'une autre, combien riche, s'achève. Pourtant, lorsque la petite sonde fut lancée, voici onze ans, depuis la Floride, bien peu auraient parié qu'elle accomplirait sa mission avec autant de perfection. La guettaient, en effet, sur sa route, le vent solaire, la fameuse ceinture d'astéroïdes qu'elle a pourtant traversée sans encombre et, plus tard, les formidables ceintures de radiations qui entourent la planète Jupiter. A tout cela, elle a survécu, comme sa jumelle Pioneer-11, qui, elle aussi, doit sortir du système solaire dans une direction opposée à celle de Pioneer-10.

Mais avant de nous quitter, avant de dépasser l'orbite de Pluton, la planète la plus éloignée du système solaire (entre 4 et 7 milliards de kilomètres), elles ont, toutes deux, fait moisson d'informations scientifiques et ouvert la voie aux fameuses sondes américaines Voyager : la première, pour l'essentiel, sur Jupiter dont elle a montré qu'elle est une énorme sphère d'hydrogène et d'hélium liquide entouré d'un champ magnétique si intense qu'il se fait « sentir » à des millions de kilomètres ; la seconde, quant à elle, a précisé ces données avant de se diriger vers Saturne dont elle a traversé à deux reprises – au prix de quels risques ! – le plan des anneaux.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 11.)

LE NOUVEAU CABINET BRITANNIQUE

Lire page 3 l'article de DANIEL VERNET et les portraits des principaux ministres.

LES RÉUNIONS DU COMITÉ CENTRAL ET DU SOVIET SUPRÊME

Spéculations et attente à Moscou

Le comité central du parti communiste soviétique est convoqué en session plénière les mardi 14 et mercredi 15 juin. Ce plénum sera consacré, pour l'essentiel, aux questions idéologiques. A *cette occasion, le bureau politique,* qui a perdu plusieurs membres depuis un an et demi, pourrait être complété. Le Soviet suprême, lui, se réunira le jeudi 16 juin. Il devrait enfin nommer le chef de l'État : le poste est vacant *depuis la mort de Brejnev.*

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

Moscou. – Peu de rendez-vous politiques dans l'histoire récente de *l'U.R.S.S. ont été attendues* avec autant d'intérêt par les Soviétiques eux-mêmes. Rares sont ceux qui jouent l'indifférence et affectent de croire que la session plénière du comité central, qui se tiendra mardi et mercredi, n'est qu'une réunion de routine.

A l'origine de cette attente, il y a d'abord la personnalité de M. Andropov. Le nouveau numéro un du régime ne manque pas de thuriféraires qui n'hésitent pas à faire de son prédécesseur et le présentent, par contraste, comme porteur d'une sorte d'aggiornamento dans un pays qui sortirait du Moyen-Age. On y croit ou on n'y croit pas, mais l'opinion est largement répandue que l'homme a de grandes capacités intellectuelles, qu'il est parfaitement informé des réalités et ne vit pas exclusivement dans cet univers artificiel d'autosatisfaction dont une propagande en langue de bois entretient le climat.

A peu près aussi commune est la conviction que le nouveau secrétaire général est animé d'une réelle volonté de changement. Non pas dans le sens d'un quelconque « libéralisme » ; on se plaindrait plutôt d'une aggravation des chicaneries policières et administratives. Si changement il doit y avoir, c'est en faveur d'une plus grande efficacité d'un système social et économique qui donne l'impression d'avoir perdu *tout dynamisme, de s'ensabler dans* le gaspillage et l'irresponsabilité, de ne pas survivre que dans une inertie croissante. Les discours les plus officiels en témoignent qui notent la stagnation, ces dernières années, des indices économiques majeurs, le développement de l'esprit de clocher, la peur chez les cadres du parti et de l'appareil de production de toute initiative un peu originale.

Le « matérialisme » de l'idéologie

C'est à partir de ce constat qu'est soulevée l'interrogation fondamentale : que peut faire M. Andropov ? Et c'est cette semaine qu'un début de réponse au moins doit y être donné.

La référence à la nature idéologique du plénum du comité central convoqué cette semaine est lourde de significations. Le dernier plénum dit « idéologique » s'est tenu il y a tout juste vingt ans, au mois de juin 1963, c'est-à-dire avant que ne s'ouvre le règne de Leonid Brejnev qui allait prendre, l'année suivante, la succession de Nikita Khrouchtchev.

On ne saurait mieux indiquer que l'ère du brejnévisme – auquel les références sont d'ailleurs rarissimes – doit être considérée comme révolue. Petit détail qui attire l'attention : la *Pravda* avait largement rendu compte à l'époque de la plupart des vingt-huit discours prononcés au plénum de juin 1963, gardant seulement le silence sur trois interventions qui avaient trait au différend avec la Chine. Les observateurs attendent avec curiosité de voir si M. Andropov – rompant avec l'usage en vigueur sous Brejnev – va renouer avec cette pratique et rendre ainsi un peu de transparence aux débats du comité central.

La nature « idéologique » d'un plénum ne doit pas, d'autre part, donner lieu à malentendu. Elle n'annonce nullement une confrontation d'ordre philosophique plus ou moins fumeuse mais une réflexion aussi « matérialiste » que possible sur l'état du système, ses méthodes de développement et les objectifs qu'on doit lui fixer.

(Lire la suite page 4.)

Fabrice Emaer est mort

UN PRINCE DE LA NUIT

(Lire page 12.)

« FLAMINIO », A L'OPÉRA ROYAL DE VERSAILLES

La nouvelle stature de Pergolèse

Le Festival de Versailles, qui célébrera le tricentenaire de Rameau avec *Platée*, le 27 septembre, nous offre ces jours-ci à *l'Opéra royal une précieuse découverte : celle du Flaminio*, de Pergolèse, qui fut l'adversaire (et le vainqueur) de Rameau dans la fameuse « querelle des Bouffons » (à partir de 1752) avec *la Servante maîtresse*. Il n'y était d'ailleurs pour rien, étant mort en *1736*, un an après la création de ce *Flaminio*, l'exact contemporain des *Indes galantes* récemment représentées au Châtelet ! C'est à croire que les organisateurs de spectacles veulent cette année nous faire des leçons de musicologie...

Monté de façon vivante, dans des décors et une mise en scène quelque peu schématiques, par le Théâtre San Carlo de Naples, *Flaminio*, qui, semble-t-il, n'avait pas été joué depuis 1749, donne une nouvelle stature à ce compositeur *génial, disparu prématurément*, dont la célébrité s'appuyait jusqu'ici presque exclusivement sur le *Stabat Mater* et *la Servante maîtresse*. *Celle-ci n'est qu'une bluette de* bien moins d'importance, un de ces simples *intermezzi* qu'il était d'usage d'introduire en entracte dans un *operia seria*, tandis que l'œuvre ressuscitée mélange le bouffe et le sérieux en une partition de vaste envergure (cinq heures, réduites à trois par l'adaptation, excellente quoique encore un peu généreuse, de Marcello Panni), synthèse très originale pour l'époque.

Le livret passe-partout et inconsistant ne suscite guère l'enthousiasme de prime abord : un Napolitain excentrique, Polidoro, courtise une veuve, Giustinia; il a pour secrétaire Flaminio, qui naguère avait été éconduit par Giustinia ; mais celle-ci l'aime à nouveau et le reconquiert, à la grande fureur d'Agata, qui était éprise du jeune homme et devra se contenter d'un amoureux grotesque.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

Une autre Corse ?

La Corse, que visite actuellement le président de la République, a reçu les moyens politiques et juridiques de prendre la responsabilité de son avenir. Dans quel sens doit-elle travailler ? Dominique Andrei, qui sait de quoi il parle, recense les moyens de sortir de la mendicité et du folklore, qui sont, avec le « copinage » politique dénoncé par un de nos lecteurs, les vraies plaies de l'île. Nicolas Secondi explique comment, autour de projets précis, on peut rassembler ce que l'on appelle aujourd'hui des « majorités d'idées ».

Pour en finir avec la mendicité et le folklore

(Suite de la première page.)

Ce mal-développement est certes le résultat de l'histoire, et non l'effet d'un destin géographique. L'insularité agit sur les mœurs, la culture, mais peu sur l'économie. Sinon, toutes les îles seraient vouées au sous-développement. Et « l'absence de richesses naturelles » ne constitue pas non plus un obstacle insurmontable : la Suisse, Israël, le Japon sont là pour le prouver.

C'est plutôt du côté du couplage de la Corse avec une économie continentale plus performante, de la rupture des liens économiques traditionnels d'avec ses partenaires méditerranéens à la suite du protectionnisme agraire de Méline, de la véritable saignée opérée par la guerre de 1914-1918, de l'émigration vers l'empire colonial et le continent, le tout contrebalancé par l'assistance publique, qu'il faut chercher l'origine de ce développement dévoyé.

Mais ce que l'histoire a fait, un *projet nouveau et surtout la mise en* œuvre de ce projet par des forces nouvelles peuvent le défaire. Les forces nouvelles commencent d'exister. Par contre, leur connexion, une connexion développante et non plus d'assistance, avec l'économie et *l'Etat continentaux n'a pas été en*core inventée.

La dévoyée

Si l'on admet que la Corse a été soumise à des contraintes et à des incitations externes qui ont bloqué et dévoyé son développement, comment expliquer alors qu'il demeure une spécificité corse, et même que celle-ci semble se renforcer ?

La question vaudrait pour toutes les minorités ethniques ou religieuses qui ont pu survivre. Au départ, il y a fondamentalement une volonté collective, inconsciente parfois, de préserver la différence. Il y a ensuite, pour assurer la survie et la reproduction du groupe, la mise en œuvre, inconsciente aussi sans doute, d'une stratégie de détournement, de perversion, de subversion même, des règles du jeu édictées par l'environnement.

La Corse a marginalisé ses rapports à l'économie marchande et elle les a détournés, avec la complicité des pouvoirs publics centraux, vers la mendicité à l'égard de ces pouvoirs publics.

De même dans le domaine politique. Le clientélisme – cet échange d'emplois, de pensions, d'interventions contre des bulletins de vote, – c'est aussi un détournement de la démocratie pour la mettre au service de la survie du groupe, une survie dévoyée, bien sûr.

De même dans la sphère de la reproduction des hommes. La formation de juristes, de militaires, d'intellectuels *et leur exportation vers* l'empire ou le continent dans des activités de gardiennage public ou privé, officiel ou clandestin, avec, pour terminer, le retour au pays, tout ceci est aussi une manière perverse de survivre.

Surtout, et enfin, le refuge dans la solidarité face aux non-corses a été le moyen efficace d'assurer la reproduction du groupe.

Mais, à chaque fois, la déviation des règles externes s'est faite au prix d'un dévoiement interne de l'identité. Au prix aussi d'une image de marque externe défavorable : la canzonetta, la mendicité, la paresse, le banditisme...

Il ne restait plus alors aux Corses qu'à fuir dans l'imaginaire de la di*gnité langagière* – « *nous sommes* les plus courageux » – tout en trouvant en fait des avantages matériels et des bénéfices psychologiques secondaires dans la dépendance. Jusqu'aux années 60 on assistait à une reproduction involutive du système de survie et à l'euthanasie lente de ses acteurs.

Mais la situation a commencé à changer dans les années 60. La décolonisation, la croissance française d'après-guerre, l'afflux des touristes, le développement des médias et de la scolarisation et la crise économique de 1974 ont changé les données du problème : le système de survie s'est mis à mal fonctionner. D'où une prise de conscience par les expatriés, et surtout par ceux qui, localement, se trouvaient exclus ou se voulaient étrangers au « système de survie » traditionnel, qu'un autre *modèle économique, politique*, social et culturel était possible et souhaitable.

On a donc assisté à l'apparition de déviants-innovateurs qui veulent à la fois retrouver l'identité corse originelle et la moderniser. Ils sont devenus ainsi des acteurs, des porteurs du changement.

Et le résultat des dernières élections présidentielle et législatives avait, en quelque sorte, légitimé leur action passée et conforté leur projet d'avenir. Il leur reste toujours à en acquérir les moyens.

De l'assistance à la coopération

Il n'y a pas de recettes préétablies et universelles « pour les marmites de l'avenir ». Il ne s'agit donc pas de décréter de l'extérieur un schéma de développement : ce doit être aux Corses eux-mêmes à partir de leur culture de définir leur avenir, de le traduire en projets concrets et d'articuler par concertation ces projets entre eux en un plan régional, lui-même articulé, par contrat, au plan national.

A partir de là, il y a quelques règles de méthode à observer.

Une aide accrue spécifique et coordonnée de divers ministères est et demeurera pendant quelques années encore nécessaire. Mais l'assistance sociale doit se transformer en coopération économique. Celle-ci doit plus appuyer des initiatives de développement économique qu'entretenir des institutions parfois parasitaires.

Ces initiatives, même aidées financièrement, ne manqueraient pas pourtant d'aller à l'échec, si leurs promoteurs n'acceptaient de pousser la remise en question jusqu'à se remettre eux-mêmes en question : le développement économique est inséparable de l'autopédagogie du changement personnel et social. Les Corses sont actuellement mis en situation, voire mis en demeure, par les faits économiques eux-mêmes, de *changer de pratiques. Il faut alors* qu'ils changent de personnalité s'ils veulent que les changements de pratiques conduisent à la préservation-mutation de leurs rapports économiques, sociaux, politiques et même conviviaux.

Il faudrait enfin, si l'on veut impulser en Corse un développement ouvert mais autogéré, et autocentré, que l'on protège, *au moins transitoirement*, les activités nouvelles : l'inclusion de la Corse dans les régions périphériques de la C.E.E., un code des investissements coordonnant les incitations fiscales, financières, tarifaires, salariales, des contrats de plan inaugurant une connexion novatrice entre l'État et la région, peuvent en être les moyens privilégiés.

Que faire sur la base de ces règles et de ces moyens ? Bien sûr transformer la nécessité en vertu et, si possible, la vertu en plaisir.

La nécessité, ce sont les trop fameux handicaps géographiques ou historiques. Mais ce sont aussi les nouvelles opportunités : la résurgence locale d'initiatives associatives ou privées s'appuyant sur une culture autochtone encore partiellement vivante, la décentralisation politique transférant des responsabilités *inhabituelles aux décideurs* locaux, l'apparition de technologies permettant la délocalisation et la déconcentration d'activités productives (électronique, matériaux composites, tématique, énergies nouvelles et même confection), l'apparition de nouveaux marchés (demande de biens de haut de gamme dans l'agro-alimentaire comme dans les technologies de pointe).

La transformation de la nécessité en vertu, c'est la rénovation des savoirs économiques traditionnels, c'est l'acquisition des connaissances techniques et gestionnaires modernes, c'est le réapprentissage de l'effort productif, c'est l'orientation de l'épargne vers l'investissement innovant.

La transformation de la vertu en plaisir, ce serait la joie de l'accomplissement économique se substi*tuant aux plaisirs suicidaires* conjoints de la main tendue et du fusil menaçant, ce serait la renaissance culturelle, ce serait la réinvention de la fête.

Vaste programme, poétique certes, mais que l'on peut envisager de transformer, en quatre étapes, en vérités pratiques :

D'abord, en préalable, remettre les compteurs à zéro en débloquant les dossiers gelés (l'apurement des déficits de la SOMIVAC, du C.R.T., de la Route du front de mer à Bastia, etc.) et en réalisant les promesses faites depuis 1981 (mise en place des trois offices prévus, réunion du Comité de développement industriel, etc.). La récente déclaration gouvernementale traite de cer*tains de ces problèmes et aide* à les résoudre.

Ensuite, accélérer la solution des questions en cours d'examen : celle du foncier agricole et immobilier, celle du statut fiscal (ou mieux : du code des investissements), celle de la formation et de l'enseignement professionnel (université comprise), celle du plan nautique régional, etc.

En troisième lieu, réorganiser et rééquilibrer les activités économiques existantes : les objectifs et les *moyens du tourisme* doivent être repensés, l'agriculture de plaine diversifiée en vue de la réduction des importations et de l'extension des exportations, les travaux publics venir désormais en accompagnement de projets intégrés de développement, et le bâtiment dirigé vers la rénovation du patrimoine immobilier urbain et rural et vers l'habitat social insuffisant, les élevages et les filières agricoles ou forestières traditionnels de l'intérieur modernisés.

Enfin, lorsque l'assemblée de Corse, en consultation des socioprofessionnels, aura défini ses objectifs de développement, permettre leur réalisation grâce à des contrats de plan explorant quelques-unes des voies possibles d'actions innovantes *associant les savoirs locaux rénovés*, la solidarité nationale et les opportunités et défis techniques et économiques émanant de l'extérieur.

Cela pourrait concerner le développement de la pêche et de l'aquaculture ; la création et l'implantation de petites et moyennes entreprises publiques, privées et associatives travaillant avec du personnel qualifié dans des secteurs à forte valeur ajoutée et pour des marchés en expansion ; l'étalement de la sai*son touristique, l'ouverture vers de* nouvelles clientèles, la création de nouveaux produits et la diversification spatiale des séjours.

Les Corses ne sont pas « franciens »

Mais il est deux problèmes pour la solution desquels la connaissance des contraintes et le pouvoir de l'imagination seront tout spécialement nécessaires.

Le premier est la renaissance progressive de l'intérieur à partir des quelques pôles encore vivaces. Ici la solution ne peut être sectorielle. En prenant appui sur des groupements de *développement microrégional*, elle devrait appuyer les porteurs de projets intégrant plusieurs activités : l'élevage et la filière bois, le tourisme et les loisirs, l'activité artisanale et industrielle, les services publics ruraux. Seule la polyactivité des agents pourrait permettre ce type de développement.

Le deuxième problème est celui de la formation et de la recherche. De la maternelle à l'université, une formation professionnelle de haut niveau *pourrait seule compenser* la faiblesse et les distorsions démographiques de la population insulaire. De même la recherche, également de haut niveau, pourrait à la fois préserver et rénover la culture corse, permettre l'implantation d'activités productives nouvelles ou modernisées et préparer les jeunes Corses à devenir les voyageurs commis à l'exportation dans le bassin méditerranéen de ces savoir-faire et de ces techniques.

Les Corses ne sont pas *franciens*, ils sont corses. *Français*, ils l'ont été d'abord par violence, ensuite par sur-identification et finalement l'Etat aidant – qui y trouvait son compte – par une mendicité hargneuse ou folklorique mais néan*moins confortable*. Ils pourraient peut-être désormais choisir librement, lucidement et avec joie ce que l'histoire, depuis 1769, a fait d'eux.

La Traviata était, somme toute, susceptible mais passionnée, résignée et rebelle, *dévoyée donc mais* loyale : personnalité et biographie vont de pair. D'autres circonstances historiques, un peu moins d'argent facile, une plus exacte conscience de ses choix de vie mais aussi une meilleure écoute de la part de son entourage, lui auraient sans doute évité la fin que l'on sait. La phtisie individuelle, maintenant, ça se prévient et ça se soigne. Mais la phtisie ethnique ? Il est peut-être encore temps.

DOMINIQUE ANDREI.

Une majorité d'idées et de projets

par NICOLAS SECONDI (*)

APRÈS le temps des luttes, des revendications, de la confusion, des remises en cause, et celui des projets technocratiques, le temps de mettre en œuvre un consensus d'idées et de réalisations en Corse est-il, malgré les vicissitudes de l'actualité, enfin venu ?

Il ne s'agit certes pas de prétendre réconcilier des idéologies ni des démarches politiciennes en opposition – voire en concurrence, – mais de dégager des orientations et de lancer des projets sociaux et économiques *sur lesquels un large accord se réa*lise spontanément auprès de la population insulaire, qui souhaite un développement social et économique réel et harmonieux.

Aux discours d'opposition, aux *discours « contre » (qui lorsqu'ils de*viennent systématiques et sans force de proposition ne sont plus révolutionnaires mais réactionnaires), il convient de substituer une démarche autre : soit des propositions visant à améliorer et à transformer l'existant ; soit des projets nouveaux et cohérents tournés vers la mise en valeur d'un territoire : la Corse.

Ni développement replié et autarcique ni développement imposé de l'extérieur, mais une voie nouvelle de concertation et d'ouverture, à condition que l'effort de maturité soit l'œuvre de l'ensemble des partenaires.

Une telle orientation implique de penser le développement de la Corse de demain en tant que projet global, et cela est loin d'être le cas aujourd'hui. Les diverses politiques sectorielles devront être coordonnées entres elles au niveau d'un plan régional ainsi qu'à travers un contrat entre l'Etat et la région. Et cela n'est pas suffisamment pris en compte. Trois politiques déterminantes pour*ront être définies et mises en œuvre* dans cette perspective au service du peuple corse dans son ensemble : formation des hommes, tarification des transports, maîtrise foncière et environnement.

Pour qu'une majorité d'idées et de projets puisse s'épanouir concrètement en Corse et soit le fait des Corses, il convient essentiellement qu'un large courant de l'opinion puisse se détacher et se mettre en marge des clans et partis pour venir en priorité soutenir un mouvement populaire civique, vigoureux et rénové, dont le but ne soit pas la prise du pouvoir (ni, ce qui serait pire encore, la constitution de nouvelles *féodalités classiques*).

Il convient simultanément d'œuvrer pour dépassionner les rivalités entre Corses et continentaux en rejetant toute violence et tout mépris. Les Corses qui, aujourd'hui, rejettent les non-Corses ne voient pas leur propre problématique ; ils semblent répéter la même erreur qu'ont commise les Français à leur égard. Rejeter l'autre est, de toute manière, une illusion, car l'autre réapparaîtra, ne serait-ce qu'au travers de rivalités internes entre Corses.

Au racisme dont a pu être et dont continue, il faut le souligner, à être victime le « Corse » de la part du « Français » (voir les stéréotypes dont ils ont été affublés), ne doit pas correspondre, de la part des Corses, à un racisme réactionnel. Cela serait non seulement odieux, comme tout racisme, mais également un aveu de faiblesse.

La responsabilité des gouvernements de la France, en ce qui concerne la Corse, est un fait objectif. Par exemple, l'Etat français a bâti en Corse un système d'infrastructure (routes, ponts, voies ferrées, ports, aéroports...), mais ces réalisations ont été souvent incohérentes, insuffisantes ou mal adaptées au type de développement socio-économique souhaité par les Corses (absence de mise en œuvre d'un schéma hydraulique, réalisation de marinas, d'aérodrome pour charters) et les mesures *d'accompagnement et d'organisa*tion, souvent inexistantes. Les Corses sont ainsi passés du stade du sous-développement (comme si le retard était dû au handicap d'insularité, au relief, au caractère des habitants) à un surdéveloppement dans certains secteurs déstabilisant la société corse.

Le fait d'être corse ne saurait tout justifier et, en tout cas, pas la survalorisation ni l'idéalisation que certains Corses peuvent faire de leur culture. Certes, il convient de ne pas oublier que c'est en partie les autres qui ont précipité cet enfermement, ce repli narcissique des Corses, même si ces derniers y ont une part de responsabilité. En l'occurrence, c'est un peu comme si la réalité avait rencontré l'imaginaire, comme si les dérèglements sociopolitiques et les carences de la gestion administrative entretenus et patents étaient entrés en résonance avec l'inconscient collectif et les vulnérabilités du peuple corse, fragilisé par l'histoire et victime de bien des injustices.

Certes, les valeurs culturelles corses héritées du passé présentent des caractéristiques d'autant plus attachantes qu'elles sont perverties, oubliées, menacées, dans un monde moderne, mercantile et productiviste ; ce sont ces agressions et un certain modèle de développement qui sont rejetés en conséquence. Et cela est encore plus sensible chez les jeunes en quête de futur.

Encore faut-il que les Corses sortent de leur enfermement intérieur, chevillés et arc-boutés qu'ils sont à leur passé, pour garder ces valeurs, même si les modes de vie disparus ne peuvent être recréés.

Ainsi faut-il permettre aux Corses de prendre une distance et de l'autonomie par rapport à eux-mêmes. Les tampons sociaux qui, jadis, régulaient la vie en Corse (religion, famille, emplois dans les ex-colonies) existant moins que par le passé, le choc interne de la société corse n'a pu qu'être violent. Il faudrait donc que cette société corse nouvelle se construise et s'ouvre sur l'extérieur, tout en restant, et cela est capital, fidèle à elle-même. La France doit lui en donner les moyens au travers d'une coopération à imaginer et à mettre en œuvre sans tarder.

La Corse peut désormais se rendre indispensable à la France et devenir même un exemple pour d'autres régions ; trop de temps a été perdu. Cela nécessite de revaloriser l'image de la Corse et des Corses pour les Français. Cela nécessite de reconnaître aussi ce que l'Etat français, malgré des erreurs structurelles graves et prolongées, a apporté et peut apporter à la Corse dans une coopération bien comprise.

(*) Economiste.

Copinage assassin

M. Dominique Agostini, d'Ajaccio, nous écrit :

Conseiller municipal d'un petit village de Corse depuis huit ans maintenant, je m'intéresse de très près aux affaires de ma commune (moins de sept cents habitants), un point obscur et oublié du centre de la Corse. C'est un petit village de montagne qui, comme tant d'autres dans notre île, s'éteint inexorablement car la vie humaine disparaît.

Mais alors que la réforme sur la décentralisation – une réforme somme toute attendue par tous les élus – pouvait laisser espérer un nouvel élan de l'action des départements pour aider économiquement et ensuite socialement nos communes, il faut bien se rendre à l'évidence que c'est quasiment l'échec, bien plus, le désespoir.

Depuis l'accession du président du conseil général à l'exécutif du département, la politique d'utilisation des crédits a pris un « tour » politique tel que l'on peut parler de ségrégationnisme politique.

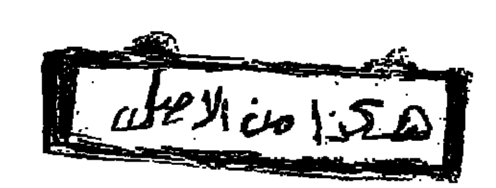
Ma commune, certes, n'appartient pas à la majorité départementale. Toutes les demandes d'aides financières demeurent lettre morte et tous nos investissements s'effectuent sans subvention du département. Lorsque l'on sait que le budget atteint 11 millions de centimes (avec peine...) et que notre commune doit faire face à des charges d'entretien importantes, on imagine sans mal combien il peut être ardu de « joindre les deux bouts ».

Tel est le problème : a-t-on mesuré de telles conséquences lorsque l'on a lancé cette réforme. N'aurait-on pas dû imaginer un garde-fou à ce sectarisme politique en prévoyant une dotation obligatoire du département à toutes les communes, sans exception ? La décentralisation telle qu'elle se pratique revient à une dure loi de la jungle : les tenants du pouvoir départemental sont de véritables despotes sans contrôle aucun.

L'ancienne législation avait au moins le mérite, à travers le préfet, exécutif du département, d'offrir une politique plus neutre (le préfet n'étant pas un élu) et plus attentive aux besoins réels des communes.

Aujourd'hui la politique départementale en Haute-Corse n'est plus qu'un ersatz de gestion des crédits au bénéfice des amis politiques. D'une manière générale, aucun projet, aucune action n'est menée de façon cohérente.

Et nos villages continuent de mourir... Le mal vient de chez nous ; il est en nous. Le sectarisme politique, le copinage politique, tuent nos collectivités locales et notre société corse.



APRÈS LA VICTOIRE DES CONSERVATEURS AUX ÉLECTIONS DU 9 JUIN EN GRANDE-BRETAGNE

● Les leviers de commande de l'économie sont confiés à des partisans convaincus du monétarisme
● M. Michael Foot abandonnera la direction du parti travailliste en octobre

De notre correspondant

Londres. – Les élections du 9 juin ont fait deux victimes de marque : M. Michael Foot et M. Francis Pym. Le leader du parti travailliste a en effet annoncé, le dimanche 12 juin, qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son mandat lors du congrès d'automne. Quant au secrétaire d'Etat au Foreign Office, il a été limogé par Mme Thatcher et remplacé par Sir Geoffrey Howe.

La nouvelle de la retraite de M. Foot n'a surpris personne même si le vieux leader travailliste est, paraît-il, furieux qu'elle ait été rendue publique prématurément par un dirigeant syndical trop pressé. Immédiatement les candidats, dont les noms couraient sur toutes les lèvres depuis plusieurs jours, se sont officiellement déclarés : MM. Neil Kinnock, responsable de l'éducation dans le cabinet fantôme, représentant de la gauche modérée et proche de M. Foot, est le favori ; MM. Roy Hattersley et Peter Shore représenteront l'aile droite, alors que M. Denis Healey, l'adjoint de M. Foot, a renoncé. La « campagne électorale » au sein du Labour va durer près de quatre mois ; les candidats ont promis qu'elle serait moins violente et moins préjudiciable à l'image du parti que la lutte entre MM. Benn et Healey en 1981.

Forte de sa victoire, Mme Thatcher n'a, pour sa part, aucun souci avec son parti. Elle a profité de la formation de son nouveau gouvernement pour mettre à l'écart les deux derniers représentants de la vieille garde conservatrice. Mais elle a fait deux poids deux mesures. Pendant ses quatre années passées à la tête du Home Office, M. William Whitelaw a été en butte aux critiques de la droite conservatrice, qui lui reprochait d'être réticent aux méthodes répressives et de refuser le rétablissement de la peine de mort. Le premier ministre lui a enlevé son poste mais a demandé à la reine de le faire pair héréditaire – bien qu'il n'ait pas d'héritier mâle – et l'a nommé leader de la Chambre des lords. C'est la première fois depuis 1964 qu'est créé un pair héréditaire. M. Whitelaw reste membre du cabinet et vice-premier ministre. Il s'en sort donc avec les honneurs, d'autant que son successeur est un de ses protégés, M. Léon Brittan.

Ce n'est pas le cas de M. Pym, victime de la vindicte personnelle de Mme Thatcher. L'ancien secrétaire au Foreign Office n'a jamais eu de bonnes relations avec la « dame de fer » à laquelle il s'était déjà opposé en 1981 comme ministre de la défense. Il n'avait pourtant pas hésité à répondre à son appel quand lord Carrington avait abandonné la direction de la diplomatie britannique deux jours après l'invasion argentine des Malouines. Mme Thatcher avait été alors bien contente de trouver le soutien d'un homme qui gardait de solides amitiés au sein d'un parti conservateur en plein désarroi.

Aux yeux du premier ministre, M. Pym avait cependant un défaut : il s'identifiait trop aisément avec un Foreign Office toujours soupçonné d'être prêt à sacrifier les intérêts nationaux britanniques aux nécessités de la diplomatie. En revanche, il n'avait pas sur le chef du gouvernement le même pouvoir de conviction que lord Carrington. Surtout M. Pym a commis deux erreurs pendant la campagne électorale : il a douté des vertus d'une victoire écrasante des conservateurs et il a évoqué des négociations avec l'Argentine devant Mme Thatcher, qui l'a par deux fois publiquement rabroué.

M. Pym quitte donc le gouvernement avec une lettre de félicitations du premier ministre qui souhaite que ses « qualités particulières » soient utilisées « dans un autre domaine ». Mme Thatcher a laissé entendre que M. Pym pourrait devenir le prochain speaker (président) de la Chambre des communes, mais outre que l'ancien secrétaire au Foreign Office n'est nullement attiré par un poste sans véritable influence politique, le chef du gouvernement a sans doute commis une maladresse en laissant penser qu'elle voulait dicter sa conduite à une assemblée parlementaire très soucieuse de ses prérogatives.

Mis à part M. Pym, Mme Thatcher a conservé dans son cabinet les représentants des « mous » : M. Prior reste au secrétariat pour l'Irlande du Nord et M. Walker passe du ministère de l'agriculture à celui de l'énergie. Il est vrai que les « mous », dont la principale critique contre la politique thatchérienne était qu'elle conduisait à une déroute électorale, n'ont plus beaucoup d'argument, à faire valoir.

La principale innovation du nouveau cabinet consiste dans la création d'un grand ministère du commerce et de l'industrie, confié à M. Parkinson, qui sera chargé de développer à la fois les industries nouvelles et les exportations. M. Tebbit, un proche du premier ministre, reste au secrétariat d'État à l'emploi, où il devra mettre en œuvre les nouvelles lois limitant les pouvoirs des syndicats. Un autre conseiller de Mme Thatcher, M. Lawson, s'installe à la trésorerie où il sera un exécutant fidèle de la politique décidée au 10 Downing Street. Mais M. David Howell perd le ministère des transports et quitte la cabinet, victime des longues grèves des chemins de fer de 1982.

Ainsi Mme Thatcher a-t-elle placé « ses » hommes aux postes clés sans que l'équilibre politique ait été profondément modifié. La « droitisation » du gouvernement avait déjà eu lieu en septembre 1981 quand la plupart des ministres opposés à la politique monétariste avaient été remerciés. Les autres postes ministériels, qui n'appartiennent pas au cabinet proprement dit (1), devaient être pourvus ce lundi 13 juin et faire la part belle à la génération montante des « thatchériens ».

DANIEL VERNET.

(1) Le cabinet compte vingt et un membres, y compris le premier ministre, contre vingt-deux sous la précédente législature. Les plus hautes fonctions y sont occupées par les secrétaires d'État. Le gouvernement élargi compte, en outre, une soixantaine de ministres d'État, sous-secrétaires d'État et ministres, qui n'assistent pas aux réunions du cabinet.

Parmi les nouveaux ministres

Sir Geoffrey Howe secrétaire au Foreign Office

Sir Geoffrey Howe n'avait jamais caché son ambition de devenir secrétaire au Foreign Office. Mme Thatcher a accédé à son souhait pour le remercier de ses bons et loyaux services pendant quatre ans à la Trésorerie. C'est en effet un exécutant fidèle que « la dame de fer » avait choisi pour appliquer sa politique économique. Non que Sir Geoffrey n'ait pas de convictions, mais il sait les taire quand le service du parti l'exige.

Bien que député depuis près de vingt ans, il n'appartient à aucune des fractions conservatrices et il n'a pas de base propre. C'est plutôt un homme seul dont les engagements ont varié au cours des années. Avec sa femme, qui a toujours été sa confidente et sa plus proche collaboratrice, il a été un des fondateurs et le président du Bow Group, club de jeunes conservateurs progressistes. Il s'est ensuite rapproché de M. Enoch Powell que ses prises de positions contre l'immigration de gens de couleur et contre la participation britannique au Marché commun ont toujours fait classer à l'extrême-droite. Converti à l'orthodoxie économique, il défend aussi l'ordre moral, mais ne cache pas en privé son hostilité aux Public Schools *(collèges privés) et son désir de coopération avec les syndicats.*

C'est en participant au gouvernement de M. Heath, après 1970, qu'il trouve son chemin de Damas. Il se convertit à l'Europe pour ses vertus antisoviétiques et antisocialistes ; il joue un rôle important dans la réforme de la législation rendue nécessaire par l'entrée dans le Marché commun et il accepte de devenir ministre des prix, en contradiction totale avec ses convictions économiques libérales. Il n'aura pas besoin de faire violence à ses idées les plus profondes pour attaquer la politique du gouvernement travailliste quand Mme Thatcher, élue leader du parti conservateur, le nommera chancelier de l'Echiquier de son cabinet fantôme.

Chancelier de l'Echiquier après la victoire conservatrice, il montre une constance remarquable malgré les déboires initiaux de la politique monétaire. L'inflation galope, la récession s'installe, la pression fiscale augmente malgré les promesses électorales. Les objectifs, déjà contestables en eux-mêmes, ne sont pas atteints. La gauche conservatrice et les milieux industriels joignent leurs voix à celles des syndicats pour exiger un changement radical. Mais Sir Geoffroy, appuyé par Mme Thatcher, tient bon.

Cet avocat de cinquante-sept ans peut passer à des horizons plus larges avec le sentiment du devoir accompli. Sa longue fréquentation des milieux européens facilitera ses premiers pas dans les négociations de Bruxelles et il pourra mettre sa légendaire placidité au service d'une diplomatie qui, plus que jamais, sera décidée par le premier ministre. – D. V.

M. Cecil Parkinson secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie

« J'ai un seul véritable objectif : aider le premier ministre à gagner les prochaines élections. C'est mon défi, mon problème et mon travail. » *M. Cecil Parkinson définissait ainsi sa tâche en septembre 1981, après que Mme Thatcher l'eut choisi pour présider le parti conservateur. Il a brillamment rempli son contrat. En moins de deux ans, il a transformé le parti en une machine électorale efficace et il a eu une influence décisive sur le choix de la date des élections, choix qui s'est révélé particulièrement judicieux.*

A cinquante-deux ans, M. Parkinson reçoit comme récompense un grand ministère réunissant les compétences de deux anciens départements. Les questions commerciales ne lui sont pas totalement étrangères, puisque, de 1979 à 1981, il a été ministre délégué auprès du secrétaire d'Etat au commerce après avoir été le porte-parole de l'opposition conservatrice sur ce sujet.

Il a un type de carrière qui plaît particulièrment à Mme Thatcher, malgré un passage – très bref – cher les jeunes socialistes. Fils d'un employé des chemins de fer, il a réussi à force de travail à s'assurer une place à l'université de Cambridge, où il s'est illustré aussi bien dans les études juridiques que dans la course à pied. Mais il a vite abandonné le droit pour créer sa propre affaire, dans le secteur de la construction et des travaux publics. Il a le mérite, aux yeux de Mme Thatcher, de pouvoir exprimer les problèmes économiques dans le langage des chefs d'entreprise.

La crise des Malouines constitue sa première grande épreuve ; il s'en sort avec les honneurs, soutenant sans défaillance le chef du gouvernement, qui l'a appelé dans le « cabinet de guerre » pour faire contrepoids à MM. Pym et Whitelaw, suspects de « mollesse ». Charmeur comme un acteur hollywoodien des années 50, il défend avec brio la politique de fermeté, que ce soit vis-à-vis des Argentins, des syndicats, des travaillistes ou de l'Alliance libérale social-démocrate. Largement inconnu du grand public il y a moins de deux ans, M. Parkinson est l'étoile montante du parti conservateur. Nul ne doute – et certainement pas lui – qu'il soit promis aux plus hautes destinées s'il fait ses preuves au poste ministériel que Mme Thatcher vient de lui confier. – D. V.

M. Nigel Lawson chancelier de l'Echiquier

L'homme qui remplace Sir Geoffroy Howe comme chancelier de l'Echiquier (ministère des finances) est un partisan convaincu des options monétaires de Mme Thatcher.

Agé de cinquante et un ans, M. Nigel Lawson a débuté dans le journalisme, au Financiel Times *d'abord, puis comme responsable du service économique du* Sunday Telegraph.

En 1963 et 1964, il est le conseiller spécial de Sir Douglas Home, alors premier ministre, puis il retourne au journalisme comme rédacteur en chef de l'hebdomadaire de droite Spectator, *jusqu'en 1970. Porte-parole de l'opposition pour les questions économiques de 1977 à 1979, il est nommé secrétaire financier au Trésor par Mme Thatcher à son arrivée au pouvoir.*

Bien que contesté pour avoir dénationalisé, à des conditions trop avantageuses pour le secteur privé, le groupe Amersham International, il est nommé ministre de l'énergie en 1981.

M. Leon Brittan secrétaire d'Etat à l'intérieur

A quarante-trois ans, M. Leon Brittan est le plus jeune membre du nouveau cabinet et le plus jeune secrétaire d'Etat au Home Office (ministère de l'intérieur) depuis Churchill. Il fait partie de ces « jeunes loups » qui doivent leur carrière politique à Mme Thatcher. Dès son premier mandat parlementaire, il fut porte-parole du parti conservateur, alors dans l'opposition, pour les affaires de régionalisation puis pour l'emploi.

Fils d'un juif de Lituanie émigré en Grande-Bretagne en 1927, il a fait des études de droit à l'université de Cambridge puis à l'université Yale, et c'est comme spécialiste des affaires criminelles qu'il accède, en 1979, à son premier poste gouvernemental, dans le cabinet du secrétaire d'Etat au Home Office. En janvier 1981, il devient chef de la Trésorerie, c'est-à-dire en fait numéro deux du ministère des finances. Adjoint de Sir Geoffrey Howe, qu'il ne désespère pas de remplacer un jour, il y défend avec acharnement et habileté les thèses économiques du premier ministre.

En quittant le Home Office, M. Whitelaw réussira pourtant à convaincre Mme Thatcher d'en faire son successeur. Car, si ses idées économiques le classent sans conteste à droite, M. Brittan professe un certain libéralisme sur les problèmes de société. Comme Sir Geoffrey, il a appartenu au Bow Group, *club conservateur de centre gauche, et il est notamment opposé au rétablissement de la peine de mort.* – D. V.

La composition du cabinet

Secrétaire au Foreign Office : Sir Geoffrey Howe (***).
Intérieur : M. Leon Brittan (**).
Chancelier de l'Echiquier : M. Nigel Lawson (***).
Lord chancelier (justice) : Lord Hailsham (*).
Défense : M. Michael Heseltine (*).
Agriculture : M. Michael Jopling (**).
Education : Sir Keith Joseph (*).
Secrétaire à l'Irlande du Nord : M. James Prior (*).
Lord president du Conseil, leader des Communes : M. John Biffen (*).
Environnement : M. Patrick Jenkins (***).
Secrétaire à l'Ecosse : M. George Younger (*).
Secrétaire au Pays de Galles : M. Nicholas Edwards (*).
Lord du sceau privé, leader des Lords : M. William Whitelaw (***).
Commerce et industrie : M. Cecil Parkinson (**).
Transports : M. Tom King (***).
Services sociaux : M. Norman Fowler (*).
Secrétaire en chef au Trésor : M. Peter Rees (**).
Energie : M. Peter Walker (***).
Emploi : M. Norman Tebbit (*).
Chancelier du duché de Lancaster : Lord Cockfield (***).

(*) Inchangé.
(**) Nouveau venu dans le cabinet.
(***) Faisait déjà partie du précédent cabinet à un autre poste.

ANCIEN SECRÉTAIRE AU FOREIGN OFFICE

M. Francis Pym : un rival écarté

Ce n'est pas la première fois que M. Francis Pym est « démissionné » par Mme Thatcher. En janvier 1981, il avait quitté le ministère de la défense, qu'il dirigeait depuis mai 1979, en raison de son opposition au projet de budget, qui prévoyait une importante réduction des dépenses affectées à l'armement conventionnel. Après le remaniement ministériel, il est chargé des relations avec le Parlement et devient chef du groupe parlementaire.

En avril 1982, le déclenchement du conflit des Malouines et la démission du secrétaire au Foreign Office, Lord Carrington, ébranlent plus violemment encore la cohésion du parti. C'est à ce moment que le premier ministre fait de nouveau appel à M. Francis Pym.

La carrière de M. Francis Pym a commencé vingt ans plus tôt, lorsqu'il est entré à la Chambre des communes. Il devient chef adjoint du groupe parlementaire trois ans après, quand les conservateurs passent dans l'opposition. Entre-temps, européen convaincu, il a largement contribué à faire approuver par le parti la législation sur l'entrée dans le Marché commun.

En 1970, il fait partie du gouvernement Heath comme secrétaire au Trésor, puis comme secrétaire à l'Irlande du Nord, où il est chargé de mener à bien l'expérience constitutionnelle de partage des pouvoirs dans la province. Il échouera là où tous, jusqu'à présent, ont échoué.

Foncièrement conservateur (il est par exemple hostile à la réforme facilitant le divorce), il est aussi foncièrement méfiant envers tous les dogmes. C'est ce qui le rattache à la grande tradition Tory, et c'est ce qui l'oppose, dès mai 1979, au monétarisme thatchérien. M. Francis Pym n'a rien cédé de cette indépendance d'esprit pendant les deux ans passés à la tête du Foreign Office.

Dès la fin des hostilités aux Malouines, les désaccords se font jour. M. Pym est hostile à la transformation des îles en « forteresses », selon l'expression du premier ministre, c'est-à-dire au *maintien pour une durée indéterminée* d'une garnison coûteuse aux Malouines et au refus de toute négociation avec l'Argentine. Les incidents se multiplient ensuite, en particulier depuis un an : à propos de la contribution britannique au budget européen, quand le premier ministre se montre peu satisfait du compromis intervenu ; à propos du désarmement nucléaire, quand M. Francis Pym semble partisan d'un alignement moins rigoureux sur les positions de M. Reagan ; à propos du Proche-Orient, lorsque Mme Thatcher refuse de recevoir une délégation arabe issue du sommet de Fès parce qu'elle comprend un représentant de l'O.L.P.

Quand, début 1983, Mme Thatcher nomme Sir Anthony Parsons conseiller diplomatique au 10 Downing Street, on suppose qu'elle est en train de se donner les moyens de diriger elle-même la politique étrangère. Peut-être s'agissait-il seulement d'harmoniser les relations avec le Foreign Office. Mais, même dans cette hypothèse, l'opération ne pouvait être achevée sans un deuxième temps : le départ de M. Francis Pym.

En l'évinçant, Mme Thatcher fait plus que reprendre en mains la diplomatie britannique : elle se débarrasse de l'homme qui apparaissait comme son principal rival à la tête du parti et qui gardait jusqu'à ces *derniers temps* un ascendant considérable sur le groupe parlementaire. L'avenir dira si ce risque pris par le premier ministre était une fois encore justement calculé.

C. T.

EUROPE

R.F.A.

RASSEMBLANT DES DIZAINES DE MILLIERS DE FIDÈLES A HANOVRE

Le Congrès évangélique a été marqué par les thèses pacifistes

De notre correspondant

Bonn. – Tous les deux ans, le protestantisme allemand se retrouve pour un congrès où fidèles et pasteurs réfléchissent sur des questions d'actualité, à partir d'une citation tirée des Ecritures. Cette année, la parole était extraite du Livre d'Ezechiel (chapitre 33, verset 10 à 16), où *il est question du « retour du méchant »*, qui change de voie pour avoir la vie. Ce *« retour à la vie »*, cette conversion, a été le thème central d'environ deux mille groupes de discussion, célébrations, séminaires, auxquels ont participé, du 7 au 12 juin à Hanovre, cent vingt mille membres de l'Eglise évangélique et environ trente mille autres personnes.

Jamais le Kirchentag (littéralement Congrès de l'Eglise) n'avait attiré pareille affluence. Les halls de la foire-exposition de Hanovre bruissaient de « dialogues ». Quatre cents stands de diverses obédiences – partis politiques et Bundeswehr compris – réclamaient l'attention des congressistes, distribuant tracts et brochures et... la bonne parole à qui voulait l'entendre. Pour 5 marks, on pouvait acheter un foulard violet – couleur du protestantisme allemand – portant la phrase : *« Le temps est venu maintenant d'opposer un non sans oui aux armes de destruction massive. »*

Ce « foulard de la paix » devait faire couler beaucoup d'encre. Servirait-il de signe de ralliement *aux pacifistes et n'allait-il pas politiser* un congrès évangélique dont le président, le pasteur Erhard Eppler, membre du comité directeur du S.P.D., était d'ailleurs un champion très engagé de la lutte contre l'installation des euromissiles de l'OTAN sur le sol ouest-allemand ? Ces craintes de politisation se révélèrent sans objet. L'immense majorité des participants avaient moins de trente ans et se trouvaient tout naturellement dans le « camp de la *paix* ». *Les porteurs de foulards* – on en a vendu environ soixante-dix mille – partageaient d'autre part la « joyeuse sérénité » qui marqua d'un bout à l'autre un congrès où les différences d'opinion s'exprimèrent dans la « fraternité évangélique ». Une église de Hanovre donna même un service religieux où se côtoyaient *soldats de la* Bundeswehr et objecteurs de conscience.

Le Kirchentag s'est terminé dimanche matin 12 juin par un *office* qui a réuni dans le stade de la ville quatre-vingt-dix mille fidèles. Le président de la République, celui du Bundestag, le chancelier Kohl, son rival malheureux aux élections du 6 mars, M. Vogel, chef du groupe parlementaire social-démocrate, étaient dans les tribunes. Dans une courte allocution, M. Eppler, sans s'exprimer directement sur la course aux armements, a déploré que les croyants, en République fédérale, soient encore divisés sur le problème de la dissuasion nucléaire, alors qu'en R.D.A et aux Etats-Unis, une convergence s'est manifestée sur le sujet.

Au cours des manifestations de masse, qui ont réuni quelque soixante mille pacifistes samedi soir, comme lors des réunions de petits groupes de réflexion, dans une fantaisie frisant le happening comme dans le silence religieux des moments de méditation, on a voulu délivrer à la jeunesse ouest-allemande un message d'espoir : espoir d'un *monde meilleur, pacifié, réconcilié* avec lui-même. Une indéniable vigueur spirituelle s'est dégagée de ce Kirchentag des chrétiens de l'ère atomique. Mais les petits foulards violets risquent de se retrouver nombreux dans les manifestations moins sereines d'un « automne chaud », et le gouvernement pourrait avoir fort à faire pour lutter contre un pacifisme qui, dans sa composante chrétienne, s'est ressourcé à Hanovre.

ALAIN CLÉMENT.

U.R.S.S.

Spéculations et attente à Moscou

(Suite de la première page.)

Tel était bien d'ailleurs l'esprit dans lequel M. Andropov avait célébré, au mois de février dernier dans son article de la revue *Komunist*, le centenaire de la mort de Karl Marx.

Plus récemment, un reportage de la *Pravda* sur *« la qualité du travail idéologique »* dans la région de Khabarovsk donnait une idée assez claire des discussions auxquelles il faut s'attendre en exposant comment un secrétaire de parti devait être capable d'expliquer pourquoi la viande manquait dans les magasins – et si possible d'agir pour améliorer les approvisionnements.

Le « duel » Andropov-Tchernenko

L'ambiance n'est certes pas au triomphalisme et les plus sceptiques ne sont pas les seuls à se demander si le régime a encore la capacité de se réformer. Question d'hommes d'abord, tant il est vrai que dans un parti communiste au pouvoir *« la ligne idéologique doit être soutenue par la ligne organisationnelle »*. Manière de dire qu'on ne fera pas du neuf sans changer quelques têtes. Moscou fourmille, à cet égard, de rumeurs, révélatrices, elles aussi, d'un climat d'attente.

Le principal adversaire de M. Andropov est M. Tchernenko. On l'a relativement peu vu ces derniers temps et des bruits fâcheux courent sur certains membres de sa famille, *ce qui pourrait nuire à sa carrière*. Mais c'est à lui, en sa qualité de secrétaire du comité central responsable de l'idéologie, qu'il revient de présenter le rapport introductif du plénum. Il est l'homme de l'appareil et a eu longtemps la haute main sur toutes les nominations et mutations. Or, si résistance il y a, c'est précisément à l'intérieur de cet appareil que M. Brejnev, de concert avec M. Tchernenko, avait soigneusement ménagé et au sein duquel on a toute raison de redouter le moindre changement.

Le nouveau secrétaire général est-il de taille à surmonter pareil obstacle ? Si sa santé, d'après ceux qui l'ont approché récemment, donne moins d'inquiétudes que certaines rumeurs l'ont suggéré, c'est néanmoins un homme âgé – soixante-neuf ans – à qui le temps est compté. Ceux qui ont soutenu jusqu'ici M. Andropov – le maréchal Oustinov, certes, M. Gromyko, sans doute, mais aussi quelques « jeunes » comme MM. Gorbatchev ou Dolgikh qui sont encore dans la cinquantaine – sont-ils prêts à parier sur son avenir ?

Outre les décisions du comité central lui-même, le bureau politique qui, depuis début 1982, a perdu quatre de ses membres et n'en a recruté qu'un seul, doit être complété – la session du Soviet suprême qui doit suivre, jeudi, le plénum, devrait apporter quelque lumière sur la nouvelle hiérarchie du régime, puisque elle doit procéder à la désignation d'un nouveau chef de l'Etat et peut-être modifier l'appareil gouvernemental.

Mais où passent, enfin, au-delà des rivalités de personnes, les lignes de clivage proprement politiques ? Qui ne partagerait le souci d'une meilleure efficacité attribué à M. Andropov ? *Et l'accent qu'il met* sur la discipline le distingue-t-il notablement de ses pairs ?

Le terme de « restructuration » qui figurait déjà dans son discours au plénum de novembre dernier, est présenté comme un mot-clé de son programme. Ce n'est pas pour autant la première fois qu'une telle idée est avancée et un irrésistible sentiment de déjà vu s'empare des observateurs lorsque M. Gorbatchev cite, en matière d'organisation des entreprises, *l'« expérience de Chtchekino »* – dont on parlait beaucoup déjà il y a une bonne douzaine d'années.

On fait grand cas également d'un projet de loi sur la participation des collectifs de travailleurs à la gestion de leurs unités dont M. Alieev, l'un des hommes les plus proches de M. Andropov, doit être le rapporteur devant le Soviet suprême. Le dernier numéro de *Komunist* a même eu à ce sujet quelques formules audacieuses, allant jusqu'à parler d'*« autogestion »*... Mais les principes, ô ! combien constants, du « centralisme démocratique » sont, parallèlement, réaffirmés, qui peuvent singulièrement limiter la portée de cette innovation.

De même dans l'agriculture où il y a fort à faire, la nouvelle direction ne donne pas de signes évidents de vouloir se démarquer de l'héritage brejnévien lorsqu'elle borne pratiquement ses interventions à réclamer une application plus systématique et plus efficace, du programme arrêté au mois de mai 1982.

L'image, dans tous ces domaines, est encore très floue. M. Andropov lui-même a déjà dit qu'il *« n'avait pas de recette toute prête »* et qu'il n'entendait agir qu'*« avec ciconspection »*. Toute action, certes, comporte des risques. S'il devait être déçu, l'incontestable sentiment d'attente qui règne aujourd'hui dans la capitale soviétique ferait inévitablement place à un peu plus de découragement, d'indifférence et d'inertie.

ALAIN JACOB.

Une soutane pare-balles pour le pape en Pologne

Cité du Vatican, *(A.F.P.)*. – Une soutane pare-balles protégera Jean-Paul II pendant son voyage en Pologne. *« Il était grand temps »*, déclarent les responsables de la sécurité personnelle du pape, soulagés par sa décision d'utiliser cette cuirasse de 960 grammes, tissée de fil métallique et de plastique.

La firme américaine qui l'a préparée pour le chef de l'Eglise catholique assure qu'elle peut résister aux balles de n'importe quel calibre.

Les « gorilles » du pape restent néanmoins assez inquiets. *« Il est impossible de protéger un homme qui cherche un contact direct avec les gens »*, font-ils remarquer.

DIPLOMATIE

M. Shultz juge « exaspérant » de discuter avec les Français

Le secrétaire d'Etat américain estime qu'il est *« exaspérant » (« aggravating »)* de traiter d'affaires interalliées avec la France en raison de l'ambiguïté des Français sur leur rôle dans l'alliance atlantique. (La France, tout en étant membre à part entière de l'alliance, a quitté l'organisation militaire intégrée en 1966.) Ce jugement a été, d'après B. Gwertzman du *New York Times*, exprimé vendredi 10 juin par M. Shultz devant les journalistes américains qui l'avaient accompagné au conseil atlantique de Paris.

La *discussion* du communiqué a été prolongée de près de trois heures en raison de la *« susceptibilité »* française, a dit M. Shultz, qui a ajouté : *« Vous êtes constamment en train de dire : les alliés pensent ceci et cela, et puis, les Français disent : nous sommes d'accord, il n'y a donc pas de problème mais c'est quelque chose qui relève du commandement unifié et nous ne pouvons en traiter ; alors, on se bat sur la formulation pour ne pas atténuer le point de discussion, tout en respectant la précision française. »*

M. Shultz a indiqué qu'on a mis beaucoup de temps à décider si, pour éviter la dépendance du gaz soviétique, il fallait encourager le développement à l'Ouest de *« ressources énergétiques »* (formule retenue par le communiqué, voir *le Monde* daté 12/13 juin) ou des *« sources de substitution au gaz naturel »*, ce qu'aurait préféré le secrétaire d'Etat. *« Ça prend beaucoup de temps et, dans une certaine mesure, c'est exaspérant »*, a dit M. Shultz.

Un de ses collaborateurs a déclaré qu'il traitait les Français avec *« une politesse soigneusement contrôlée »*. Selon lui, les Français disent une chose en privé et une autre en public. *« Nous reconnaissons*, a-t-il dit, *que, pour des raisons politiques, M. Mitterrand doit prendre ses distances avec l'alliance, mais cela ne signifie pas que nous apprécions le procédé. »*

M. Cheysson : Williamsburg a été utile

M. Cheysson, de son côté, interrogé, dimanche 12 juin, par Radio-Monte-Carlo, a déclaré que le sommet des Sept *« a été plus aisé que nous ne l'avions craint »*. *« Nous sommes rentrés de Williamsburg avec l'impression que l'on avait fait un travail utile dans l'explication réciproque entre les chefs des exécutifs, et c'est là l'objet intéressant, valable, des sommets »*, a dit M. Cheysson. Il s'est toutefois interrogé sur les *« méthodes »* des sommets, sur leur *« appareil »* et la publicité qui leur est donnée. *« Je n'ai jamais entendu le président François Mitterrand dire qu'il n'irait pas à un sommet. Je l'ai entendu s'interroger sur le mode de faire »*, a-t-il dit.

[Dans son entretien télévisé de mercredi 8 juin, M. Mitterrand a déclaré : *« Ma conclusion, c'est que j'ai des doutes sur l'utilité de ces sommets annuels, du moins sous leur formule actuelle. Oui, j'ai des doutes ! »*]

Interrogé sur la possibilité d'un sommet Andropov-Mitterrand, M. Cheysson a répondu : *« Rien n'est exclu, rien n'est prévu. »* L'expulsion par la France de diplomates soviétiques *« ne change rien à la politique française »* vis-à-vis de l'U.R.S.S. Les raisons de la reprise du dialogue avec Moscou *« demeurent »*.

L'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* a appelé samedi 11 juin les communistes de tous les pays à créer une *« alliance antiguerre »* afin de faire pièce à *« la politique agressive de l'impérialisme »*. Chaque groupe de partis communistes devrait, selon *Temps nouveaux*, remplir une mission spéciale à l'intérieur de ce *« front uni »* : celle des partis communistes au pouvoir consiste à *« assurer un potentiel économique, politique et défensif capable de riposter à l'agresseur »* ; celle des communistes agissant dans les pays capitalistes est de *« s'opposer à la militarisation de la société, défendre les intérêts des travailleurs face à la croissance du complexe militaro-industriel et inclure dans la lutte contre la politique agressive de la réaction des couches de population aussi larges que possible »*. *Temps nouveaux* se prononce également pour une coopération plus étroite entre communistes et sociaux-démocrates en Occident.

D'autre part un long commentaire de l'agence Tass accuse le communiqué de la session du conseil atlantique à Paris d'avoir cherché, par des *« assurances hypocrites sur le désir de préserver la paix »*, *« à fourvoyer l'opinion publique et à camoufler la politique militariste de préparatifs en vue d'une confrontation militaire »*. – *(A.F.P., Tass.)*

● *Nouvel ambassadeur soviétique à Berlin-Est.* – M. Vyacheslav Kochemasov, vice-président du Conseil de la République fédérative de Russie, a été nommé ambassadeur à Berlin-Est, a annoncé l'agence Tass. Il y remplacera M. Abrasimov, qui retourne à Moscou au titre de président du comité d'Etat pour le tourisme étranger. Né en 1918, M. Kochemasov avait été envoyé en poste à Berlin-Est à la fin des années 50 et a également travaillé au troisième département du ministère des affaires étrangères, qui s'occupe des deux Allemagnes. – *(Reuter.)*

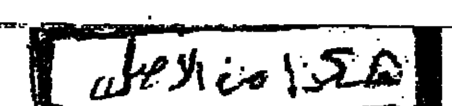
A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● M.MAUROY A MADRID. – En visite privée en Espagne, le dimanche 12 juin, M. Pierre Mauroy *a fait le point* avec M. Felipe Gonzalez des problèmes intéressant les deux pays, notamment des conditions de l'adhésion espagnole au Marché commun, sur lesquelles les points de vue de Madrid et de Paris se sont nettement rapprochés.

Ghana

● REMANIEMENT DU CONSEIL NATIONAL PROVISOIRE DE DÉFENSE. – Le C.N.P.D., au pouvoir à Accra, a été remanié, a annoncé, samedi 11 juin, la radio ghanéenne. M. Koffi Ashibo Mensah, secrétaire au commerce, a été nommé au « secrétariat à la coordination », sans que soit précisé s'il allait travailler aux côtés de M. Obeng, secrétaire en titre et premier ministre de fait, ou lui succéder dans cette fonction. Sept autres secrétaires nationaux et six secrétaires régionaux ont *également été nommés.* – *(Reuter.)*



Colombie

« Je veux croire à la paix en Amérique centrale »

nous déclare le président Betancur, qui réclame le départ de tous les militaires étrangers à la région

Bogota. – Dans les journaux et dans la rue, on l'appelle B.B. pour simplifier. Mais il est vrai que M. Belisario Betancur, au pouvoir depuis août 1982, est très populaire : parce qu'il a brisé le jeu traditionnel et suranné des deux grands partis « historiques » – libéraux et conservateurs, – lui-même conservateur, il a été élu à la présidence grâce aux voies libérales ; parce qu'il a fait adopter une amnistie qui se propose d'en finir avec la violence politique armée en Colombie, une violence qui dure depuis plus de trente ans ; enfin, parce qu'il pratique une diplomatie plus dynamique et indépendante. La Colombie est maintenant membre du mouvement des non-alignés et elle joue un rôle important, au sein du groupe de Contadora, pour tenter de dégager une solution pacifique aux conflits d'Amérique centrale.

Les gros « points noirs » n'ont pas changé : guérilla, insécurité, délinquance, trafic de drogue, contrebande. Un atout de taille cependant, avec une situation économique plutôt satisfaisante : 4 milliards de dollars de réserves et « seulement » 8 milliards de dollars de dette extérieure. De ce point de vue, la Colombie est une oasis de progrès dans un continent à la dérive, mais la situation reste très difficile. La « pacification », entrevue à la fin de 1982, reste à faire. Règlements de comptes et enlèvements, politiques ou de droit commun, ont repris de plus belle. Entre le gouvernement et les mouvements de guérilla, c'est un dialogue de sourds.

Les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), procommunistes, et le M-19 ont d'abord accepté une trêve et des pourparlers discrets, puis ont décidé, en mai, de reprendre la lutte armée. Pour la première fois depuis cinq ans, les deux principales organisations insurrectionnelles armées ont publié, le lundi 6 juin, un communiqué commun relançant l'offre de trêve et proposant de rechercher les moyens de la paix. La nouvelle a été traitée en quelques lignes par les grands journaux de Bogota. Les Colombiens sont blasés et sceptiques.

Cependant, malgré la grogne grandissante d'une armée qui s'agace des maigres résultats de l'amnistie, le président Betancur maintient de son côté ses offres de pourparlers et propose carrément aux guérilleros de s'intégrer à la vie politique légale *« s'il veulent conquérir le pouvoir »*. C'est donc un homme délibérément optimiste qui nous a reçus au palais présidentiel, où l'on entre, paradoxalement, sans même être fouillé.

« Nous sommes des imaginatifs »

« Croyez-vous encore à la paix en Amérique centrale ?

– Oui, je veux y croire parce que je crois aux principes de base du système interaméricain : l'autodétermination, la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, la recherche constante de solutions pacifiques. En conséquence, je rejette, et nous rejetons, les ingérences inadmissibles des nations qui vendent des armes dans la région. Et nous demandons le départ de tous les conseillers militaires étrangers, d'où qu'ils viennent, des Etats-Unis, de Cuba, de l'Union soviétique ou d'ailleurs. Ce dont a besoin l'Amérique centrale, et aussi l'Amérique latine, c'est d'une aide économique et pas militaire. Car la cause profonde des troubles est d'ordre social.

– Le groupe de Contadora a-t-il permis des progrès réels ?

– Nous sommes des imaginatifs. Nous avons cherché à établir des mécanismes permettant d'établir le dialogue. Il y a des réticences, des rigidités, c'est vrai. Certains pays centre-américains préfèrent des pourparlers multilatéraux dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), parce qu'ils estiment que les Etats-Unis y sont plus influents. D'autres souhaitent des négociations multilatérales, ou bilatérales, mais dans le cadre des Nations unies. C'est le cas des sandinistes. Nous essayons de rapprocher les points de vue.

– Avec succès ?

– Nous recevons, chaque jour, davantage de soutiens internationaux. De l'O.E.A., du conseil de sécurité des Nations unies. De toute façon, il n'y a pas d'autre issue.

De notre envoyé spécial

– Peut-on encore éviter une guerre entre le Honduras et le Nicaragua ?

– Absolument. Le Costa-Rica nous a demandé, à nous et à l'O.E.A., d'envoyer une force de paix et des observateurs le long de sa frontière avec le Nicaragua, le long du fleuve San-Juan. C'est une solution applicable ailleurs si les intéressés, évidemment, sont d'accord.

– Felipe Gonzalez [qui a visité la semaine dernière les quatre pays du groupe de Contadora, et qui doit rencontrer M. Reagan en juin à Washington] *a la ferme intention de donner son avis au président américain. Sera-t-il votre avocat ?*

– Oui, sans doute, mais pas comme porte-parole du groupe de Contadora. Felipe Gonzalez connaît parfaitement la situation en Amérique centrale. Nous nous en réjouissons, nous souhaitons maintenir pour le moment l'initiative diplomatique dans la région mais nous nous félicitons de toutes les bonnes volontés, de toutes les aides, par exemple celle de la Communauté européenne qui va dans le même sens. J'espère que le Parlement européen prendra, lui aussi, position.

Les relations avec Cuba

– Le gouvernement qui vous a précédé avait suspendu les relations diplomatiques avec Cuba, accusé d'ingérence. Qu'en est-il ?

– Les relations sont toujours suspendues mais elles ne sont pas rompues. D'ailleurs les conditions ont changé. Les raisons qui avaient motivé la décision du gouvernement Turbay, ont, je crois, disparu pour le moment. J'aime bien me référer à l'*Ecclésiaste* : chaque chose en son temps...

– Le premier ministre espagnol a aussi souhaité que l'U.R.S.S. et Cuba participent à la détente en Amérique centrale en s'abstenant d'intervenir de leur côté. Qu'en pensez-vous ?

– Notre position est claire. Nous avons demandé et nous demandons instamment à toutes les grandes puissances, et à toutes celles qui sont impliquées, de tout faire pour que cesse la course aux armements dans la région.

– La France aussi est impliquée dans cette course aux armements.

– Sans aucun doute. Et nous demandons à tous : exportez plutôt des tracteurs, des bulldozers, tout ce qui peut aider au développement véritable de tous ces pays.

– Quel intérêt pour la Colombie d'avoir intégré le mouvement des non-alignés ?

– Nous ne voulons pas jouer le rôle de simple satellite dans quelque système planétaire que ce soit. Nous voulons garder notre capacité de décision.

– Mais il y a les vrais et les faux non-alignés ?

– C'est vrai. Ceux qui sont alignés, dans un sens ou dans un autre, le font pourtant en exerçant leur propre capacité de décision. C'est leur affaire. En ce qui concerne la Colombie, nous nous réclamons de l'esprit du non-alignement mis en avant à l'époque par Nehru, par Tito et par Nasser. Notre entrée dans le mouvement des non-alignés accroît notre audience auprès de cent dix nations et notre participation aux organismes multilatéraux de consultation dans le monde.

– Il est question que M. Cheysson vienne à Bogota début août, à l'occasion de son premier voyage en Amérique latine.

– Nous nous réjouissons évidemment beaucoup de ce projet qui nous honore. Nous avons avec la France des relations d'affection qui sont anciennes. Mais vous savez qu'il y a plusieurs France. Il y a la douce France, comme vous dites, celle des libertés. Mais il y a aussi une France colonialiste, une France des multinationales qui se comporte très souvent de manière arrogante. Je ne parle pas seulement des multinationales du secteur privé, mais aussi de celles qui dépendent de l'Etat. Prenons l'exemple d'un Boeing-747 qui quitte Paris pour l'Amérique latine : voici qu'arrive la France des libertés. Mais en entrant dans les Caraïbes, il devient un symbole différent car il y a des colonies françaises dans les Caraïbes. Il avance un peu plus et le voici symbole d'un pays vendeur d'armes. Cela dit, nous attendons M. Cheysson avec beaucoup d'espoir et de fierté et nous aimerions que M. Mitterrand vienne aussi en Colombie avant la fin de cette année. Je compte d'ailleurs lui adresser une invitation formelle dans les prochains jours.

L'offre d'amnistie aux guérilleros

– Il semble que la pacification en Colombie soit une longue tâche et une longue épreuve.

– La loi d'amnistie a été approuvée en novembre par tous les partis, y compris par le parti communiste. Elle garde toute sa valeur. C'est une question de droit. La loi n'établit aucune limitation, aucune condition suspensive. C'est ce que je répète à tous ceux qui ont pris les armes. Mais il y a un autre aspect de la subversion : c'est le sous-développement, une maladie épouvantable qui favorise les révoltes, et il faut également lutter sur ce front-là. Ceux qui disent que la loi d'amnistie a échoué oublient simplement que la violence dans notre pays existe depuis plus de trente ans, depuis le Bogotazo de 1948 (1). Ce n'est pas en quelques mois que nous allons régler tous les problèmes posés par cette violence. Il faudra probablement plusieurs années pour en finir avec toutes les séquelles.

– Combien de guérilleros ont accepté l'amnistie et se sont réintégrés à la vie civile ?

– Je ne peux pas vous dire exactement. Plus de mille en tout cas.

– Plus de mille sur un total estimé à six mille guérilleros ?

– C'est ça, sur cinq ou six mille. Sans parler de plusieurs centaines de prisonniers politiques qui ont été libérés. Certains, mais pas beaucoup, sont retournés à la guérilla.

– Pourquoi ?

– Peut-être parce qu'ils n'ont pas su se réintégrer. Peut-être parce qu'ils se sont crus menacés.

– Est-il exact que d'anciens membres d'organisations armées ayant accepté l'amnistie aient été assasssinés après leur retour à la vie légale ?

– Il est bien possible qu'il y ait eu des situations de ce genre. Il y a des vengeances et des rancunes tenaces.

– On dit aussi qu'il y a un malaise dans l'armée en raison de la lenteur du processus d'amnistie ?

– Je peux vous assurer catégoriquement que l'armée, en tant qu'institution, respecte absolument ce processus. Mais c'est une armée qui voit chaque jour des camarades tomber dans des embuscades. Il est naturel que des soldats déplorent la mort de leurs compagnons d'armes. mais encore une fois, et j'insiste, les forces armées en tant qu'institution ne posent aucun problème.

– Une enquête officielle a mis en cause des militaires qui seraient liés au MAS, ce mouvement clandestin responsable de nombreux réglements de comptes et d'assassinats.

– Il y a un débat à ce sujet. Un tribunal que nous appelons « disciplinaire » et qui dépend de la Cour suprême a décidé que les militaires éventuellement impliqués devraient être confiés à la justice militaire. Le procureur général de la nation pense, et il l'a dit, que c'est une erreur. Mais il accepte démocratiquement la décision de la Cour suprême. Cela dit, les forces armées sont les premières intéressées à faire toute la lumière sur d'éventuelles bavures. C'est aussi le point de vue du général commandant en chef de la police nationale, qui l'a redit ce matin même. Si des policiers sont impliqués, ils doivent être sanctionnés. C'est la loi. La même pour tous en régime démocratique. »

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Nom donné à une insurrection populaire dont la répression a ensanglanté la capitale.

AMÉRIQUES

Chili

Le pays est en ébullition à la veille de la manifestation du 14 juin

De notre envoyé spécial

Santiago. – « *N'envoyez pas vos enfants à l'école. N'effectuez aucun achat. N'utilisez pas les transports en commun. Marchez lentement dans les rues. Réalisez des assemblées sur les lieux de travail et dans les universités. A 20 h, klaxonnez et tapez sur les casseroles. De 20 h à 21 h, éteignez toutes les lumières pour montrer la pénombre qui nous entoure...* » telles sont les consignes données aux Chiliens par les organisations de « la deuxième journée nationale de protestation » prévue pour le mardi 14 juin. Certains tracts qui circulent dans la capitale ajoutent : « *Chiliens, nous avons tout perdu. Il ne nous reste que notre dignité. Quand un pays se dresse pour dire assez à l'injustice et à l'arbitraire, il n'est pas de gouvernement qui résiste.* »

A l'approche du jour « J » la préoccupation grandit chez la plupart des dirigeants syndicaux et des leaders de l'opposition. Tout va très vite au Chili. Trop vite peut-être. En un mois et demi, les Chiliens sont en effet passés de la léthargie à l'ébullition, du désespoir à la certitude que la chute du « tyran » était imminente. Un mois après la manifestation du 11 mai, le flot des « protestataires » a considérablement grossi. Plusieurs organisations qui étaient restées en marge la première fois seront cette fois de la partie. Tel est le cas des syndicats de camionneurs, de propriétaires de taxis, de transporteurs interurbains et internationaux et de propriétaires d'autobus, lesquels avaient largement contribué à la chute de Salvador Allende.

Des divergence ont surgi au sein du « commandement clandestin » qui regroupe les organisations syndicales et tous les partis politiques y compris le parti communiste et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Les représentants des formations de droite et les démocrates-chrétiens accusent l'extrême gauche de vouloir créer un climat insurrectionnel, en particulier dans les universités et les « *poblaciones* » (bidonvilles). Les communistes et les « miristes » rétorquent qu'il faut préparer le peuple à l'autodéfense. « *Nous souhaitons une solution pacifique mais nous ne pouvons écarter totalement la voie armée* », affirme un dirigeant communiste.

La droite et le parti démocrate-chrétien souhaitent préserver la possibilité d'un accord avec les militaires hostiles au général Pinochet et favorables à une ouverture modérée. Ils veulent donc éviter une situation de chaos qui ferait le jeu du secteur dur de l'armée. Certains redoutent même, en cas de désordres graves, un coup d'État « blanc » d'orientation nettement fasciste.

Le fait qu'aucune mesure n'ait été prise contre les organisateurs de la protestation ajoute à l'inquiétude de l'opposition. On s'attendait au pire : dirigeants arrêtés, relégués ou expulsés, présence massive des forces de l'ordre dans les principales villes, interpellations, instauration de l'état de siège, déploiement des blindés... il n'en a rien été. Sur un campus où sont concentrés plus de dix mille étudiants, des portraits du général Pinochet portant comme légende « *voilà l'ennemi* » ont fait leur apparition sans que les autorités militaires qui contrôlent l'université n'interviennent... qui plus est, le général Pinochet sera absent de Santiago le 14 juin : il sera dans le Nord, en tournée parmi les « forces vives »...

Les interprétations vont bon train. Pour les uns, « *Pinochet ne gouverne plus* », « *c'est un homme acculé, désemparé qui cherche désespérément à resserrer les rangs des officiers qui lui restent fidèles* ». « *Le chef de l'État a perdu le soutien des États-Unis. Le gouvernement américain l'a lâché comme il a lâché Anastasio Somoza* », affirme-t-on dans les milieux diplomatiques.

Pour les autres, le chef de l'État est loin d'avoir dit son dernier mot. S'il n'a pris aucune mesure préventive, c'est, affirment-ils, pour des raisons tactiques : « *la violence qui risque de s'instaurer mardi lui fournira un bon prétexte pour brandir l'épouvantail communiste et convaincre en particulier les classes moyennes que le choix est entre lui et le chaos* ».

JACQUES DESPRÉS.

Canada

LE SUCCÈS DE M. BRIAN MULRONEY

Les conservateurs se donnent un chef québécois

De notre correspondant

Montréal. – Pour la première fois depuis la création de la Confédération canadienne en 1867, le parti conservateur s'est donné un chef originaire du Québec en choisissant M. Brian Mulroney à l'issue d'un congrès qui s'est tenu à Ottawa du 8 au 11 juin. Les deux principaux partis canadiens sont désormais dirigés par des Québécois (le chef du parti libéral, M. Pierre Elliott Trudeau, est premier ministre depuis 1968), ce qui n'enchante guère les *indépendantistes* au *pouvoir* à Québec.

Il a fallu quatre tours de scrutins et plus de onze heures de suspense samedi pour que les trois mille délégués conservateurs finissent par s'entendre sur un des trois principaux candidats.

La victoire de M. Mulroney – un homme d'affaires – ne constitue pas une véritable surprise. Les conservateurs pouvaient difficilement réélire M. Clark, à qui ils ne pardonnent pas d'avoir perdu le pouvoir sur une motion de censure, quelques mois à peine après leur première victoire électorale en vingt ans. Dans les dernières semaines de la campagne, on avait cru cependant que M. Clark, qui avait démissionné en janvier, parviendrait à surmonter ce handicap, faute d'adversaires sérieux.

M. Mulroney, qui a le même âge que M. Clark (quarante-quatre ans), partait lui aussi avec un handicap : comment un parti considéré depuis plusieurs décennies comme le « parti des Anglais » accepterait-il d'élire un chef originaire du Québec ? Malgré son nom, son père était un catholique irlandais. M. Mulroney dit de lui-même qu'il est « *un Québécois pure laine de Baie-Comeau* », petit port situé au nord de Québec sur le Saint-Laurent.

Sur le plan constitutionnel, M. Mulroney est proche de M. Trudeau, à qui il a reconnu publiquement certaines qualités. « *M. Trudeau*, a-t-il déclaré, *est canadien et québécois. Il tient à sa province et à son pays. Moi aussi. Sur cette question fondamentale, nous nous rejoignons. Pour moi, cependant, le fédéralisme doit être souple, et je suis prêt à examiner toute proposition faite de bonne foi par M. Lévesque* » (le chef du gouvernement québécois).

Avec M. Mulroney, les conservateurs espèrent que la recette utilisée par les libéraux, qui choisirent M. Trudeau en 1968, donnera des résultats identiques et leur permettra d'accéder enfin au pouvoir (les sondages donnent les conservateurs largement gagnants).

BERTRAND DE LA GRANGE.

AFRIQUE

EN DÉPIT DU CONSENSUS DÉGAGÉ SUR LE SAHARA

L'O.U.A. n'a pas pu désigner son nouveau secrétaire général

Addis-Abeba. – Après un laborieux départ puis un indéniable succès – avec l'adoption de la résolution sur le Sahara occidental, – le dix-neuvième sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine s'est achevé, dimanche 12 juin, sur une fausse note. L'O.U.A. n'a pu, en effet, trouver un successeur à son secrétaire général sortant, M. Edem Kodjo. Plusieurs dizaines de tours de scrutin n'ont pas permis de départager les deux candidats restés en lice, MM. Paul Okumba d'Okwatsegue, conseiller du président du Gabon, et Alioune Blondin Beye, ministre malien des affaires étrangères. Les scores réalisés par les deux postulants reflétaient à peu près le rapport de forces entre pays dits « *progressistes* » et « *modérés* ». Aucun d'eux n'a pu approcher la majorité requise des deux tiers.

De notre envoyé spécial

De guerre lasse, l'O.U.A. s'est donc accommodée d'une solution provisoire en désignant comme secrétaire général par intérim l'un des cinq secrétaires généraux adjoints, M. Peter Onu. Citoyen nigérian, il faisait office, jusqu'à présent, de porte-parole de l'Organisation. Il s'agit bien d'une nomination temporaire car les traditions non écrites de l'O.U.A. veulent que le secrétariat *général revienne à une personnalité* francophone.

Avant de se séparer, les dirigeants africais ont décidé que le vingtième sommet se tiendrait à Conakry (Guinée) à partir du 25 mai 1984. Il est probable que l'O.U.A. mettra alors fin au principe de la rotation des sommets et que, à partir de 1985, les conférences annuelles se tiendront à Addis-Abeba, quartier général de l'Organisation. l'Éthiopie dispose ainsi d'un délai précieux pour améliorer des infrastructures d'accueil conçues il y a vingt ans pour une O.U.A. qui ne comprenait que trente-deux membres.

Le premier enseignement de ce dix-neuvième sommet concerne le colonel Kadhafi auquel l'O.U.A. aura, en fin de compte, infligé un triple affront en réussissant à se réunir – après deux tentatives infructueuses en Libye – et en le faisant, de surcroît, en présence d'un représentant de M. Hissène Habré et en l'absence de la République arabe sahraouie démocratique. C'en était trop pour le peu commode colonel *qui préféra bouder le sommet*, quitter à la sauvette la capitale éthiopienne et hâter son pèlerinage d'avant ramadan vers La Mecque.

Un succès pour l'Éthiopie

Le chef de l'État libyen n'a jamais paru si isolé en Afrique. Ce nouvel échec vient après plusieurs déconvenues récentes, notamment en Haute-Volta et en Centrafrique. Son refus de siéger à côté de ses pairs dans un pays ami qui, au demeurant, ne croyait guère à sa venue jusqu'au dernier moment, ne contribuera pas à l'essor des relations libyo-éthiopiennes. Malgré l'accord de défense conclu à Aden en août 1981 entre la Libye, l'Éthiopie et le Sud-Yémen, les rapports entre Tripoli et Addis-Abeba n'ont jamais été vraiment chaleureux. Cette tiédeur s'explique en partie par la prudence du colonel Menguistu envers un partenaire trop imprévisible et par la persistance, de la part de l'Éthiopie chrétienne, fût-elle aujourd'hui marxiste, de l'ancestrale méfiance envers le monde arabe.

La tenue du dix-neuvième sommet constitue, en revanche, un indéniable succès pour l'Éthiopie révolutionnaire. En acceptant, il y a quelques mois, d'accueillir ses pairs, le colonel Menguistu était décidé à tout faire pour réussir. D'où l'invitation chaleureuse lancée à M. Hissène Habré. D'où, aussi, le rôle actif de l'Éthiopie dans la rédaction d'une résolution saharienne. Nul n'empêchera le colonel Kadhafi de juger, peut-être à bon droit, que le succès éthiopien a été partiellement acquis à ses dépens. Vaincu sur le plan diplomatique, va-t-il chercher dans les prochains mois une revanche sur un autre terrain, par exemple en intensifiant son intervention au Tchad aux côtés de M. Goukouni Oueddei ? *Ce n'est pas exclu.*

Le ministre tchadien des affaires étrangères, M. Idriss Miskine, espère que « *Kadhafi comprendra que, dans ce monde, il faut quand même avoir quelques amis* ». « *Le Tchad*, nous dit-il, *souhaite que la Libye amorce maintenant un dialogue avec lui, comme nous l'avons toujours demandé.* »

Le dix-neuvième sommet restera, bien sûr, surtout celui qui aura permis une relance de la négociation sahraouie en invitant à des pourparlers directs entre le Maroc et le Polisario et en restituant l'ensemble du dossier au comité de mise en œuvre créé à Nairobi en juillet 1981. La tâche de ce comité avait été interrompue, en février 1982, par la décision d'admettre la R.A.S.D. au sein de l'O.U.A.

Une chose est claire : le déblocage du conflit est largement dû à l'évolution intervenue au Maghreb depuis la rencontre entre Hassan II et M. Chadli en février, comme le reconnaît le chef de la diplomatie marocaine, M. Boucetta. Tout se passe au fond comme si Alger et Rabat avaient déblayé la voie devant conduire à un référendum au Sahara occidental mais avaient choisi ensuite d'en laisser le bénéfice politique à l'O.U.A. Sans le rapprochement maghrébien, l'adoption par consensus d'une résolution à Addis-Abeba aurait été beaucoup plus difficile.

En attendant que s'engage une partie diplomatique qui s'annonce très serrée, les deux camps en présence affichent leur contentement. Pour le secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, « *le peuple sahraoui vient de remporter une grande victoire à travers le verdict historique rendu par l'Afrique* ». Il se déclare prêt « *à appliquer immédiatement les décisions adoptées à Addis Abeba* » et demande au Maroc d'« *emprunter le chemin de la paix* ».

M. Boucetta, lui, se déclare satisfait, sinon « *pleinement, du moins pour l'essentiel* », dans la mesure où la résolution d'Addis-Abeba reprend celles de Nairobi et où le rôle-clé revient au comité de mise en œuvre dont quatre membres – Guinée, Kenya, Nigéria et Soudan – sur sept n'ont pas reconnu la R.A.S.D. « *Le Maroc*, nous dit-il, *est prêt à prendre tous les chemins qui conduisent à la paix. Il y aura un référendum au Sahara avant six mois si l'autre côté ne soulève pas d'obstacle* »

Le principal bénéficiaire du sommet d'Addis-Abeba est, bien sûr, l'Afrique tout entière. Les partisans de la conciliation l'ont emporté sur ceux de l'affrontement. L'O.U.A. a survécu et peut enfin de compte fêter sans tristesse son vingtième anniversaire. « *Maintenant*, concluait en souriant à l'issue du sommet M. Archie Mogwe, ministre des affaires étrangères du Botswana, *nous pouvons rentrer chez nous heureux et la tête haute.* »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● *M. François Mitterrand* a adressé, samedi 11 juin, un message de félicitations au chef de l'État éthiopien, le colonel Menguistu, à la suite de son élection à la présidence annuelle de l'O.U.A.

PROCHE-ORIENT

SELON M. ARAFAT

Des pourparlers seraient menés en vue de la convocation d'un « sommet arabe » extraordinaire

Poursuivant sa tournée dans les pays arabes du Proche-Orient, M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a annoncé, dimanche 12 juin à Bahreïn, que des pourparlers étaient actuellement en cours en vue de la convocation d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat des pays de la Ligue arabe. Il a indiqué cependant que la date et le lieu d'un tel sommet n'avaient pas encore été fixés, de nombreux problèmes n'ayant pas encore été réglés.

De son côté, le colonel Kadhafi a quitté samedi soir Damas pour Tripoli au terme d'une tournée qui, en trois jours, l'a mené à Sanaa, Ryad, Amman et Damas. Les résultats de ce voyage ne sont pas encore clairs. M. Arafat a, en effet, démenti les informations selon lesquelles il aurait conclu, par l'intermédiaire du président nord-yéménite Ali Abdallah Saleh, un accord en vue de l'arrêt des campagnes de propagande opposant les deux pays (*le Monde* du 11 juin). »

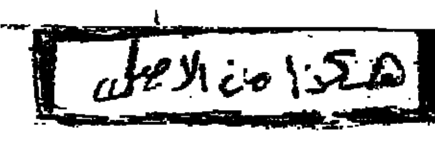
Dans une déclaration publiée *dimanche par le quotidien koweïtien Al Qabas*, M. Arafat a, par ailleurs, révélé que cinq Palestiniens, appartenant au groupe dissident d'Abou Nidal, avaient été récemment exécutés dans la Bekaa libanaise pour avoir tenté d'assassiner Abou Iyad, membre du comité central du Fath. Le groupe d'Abou Nidal avait accusé, début mai, la direction de l'O.L.P. d'avoir donné l'ordre d'« *assassiner* » cinq de ses militants, après les avoir enlevés fin avril dans la Bekaa. Le 9 mai, les cadavres des cinq hommes avaient été découverts dans cette région.

Evoquant, par ailleurs, les dissensions au sein du Fath, M. Arafat les a qualifiées de « *marginales* », estimant qu'elles « *ne mériteraient pas tant d'intérêt* ». Le colonel Abou Moussa, l'un des chefs du mouvement de dissidence au sein du Fath, s'est déclaré, samedi, dans une interview publiée par l'hebdomadaire libanais *Al Chiraa*, catégoriquement hostile à toute éventuelle scission de ce mouvement palestinien, estimant que l'évolution de la crise entre fractions rivales n'a pas encore abouti à une « *impasse* ».

Le colonel palestinien a ajouté que le nombre des cadres préconisant « *une réforme radicale* » au sein du Fath s'accroît de jour en jour. « *Prochainement*, a-t-il dit, *nous serons majoritaires et nous pourrons ainsi convoquer le congrès général du mouvement pour faire le procès des projets américains adoptés par la direction du Fath.* »

Un millier de militants du mouvement La paix maintenant ont manifesté en silence, samedi à Jérusalem, pour marquer la mort, à la fin de la semaine, du cinq centième militaire israélien tué au Liban. Ce chiffre apparaît dans le dernier bilan officiel rendu public samedi à Jérusalem. Les attentats contre les militaires israéliens se poursuivent. Deux d'entre eux ont été blessés dimanche après-midi lors de l'attaque de leur voiture à Aley. Dans la matinée, deux autres avaient été blessés à proximité du village d'Aqabiyeh, à 10 kilomètres au sud de Saïda.

Un porte-parole de l'armée a annoncé de son côté qu'un prisonnier du camp d'Al-Ansar, au Sud-Liban, avait été tué, dimanche après-midi, par un garde israélien « *alors qu'il tentait de s'enfuir* ». Par ailleurs, quatre soldats israéliens affectés à la *garde du camp* ont été blessés durant des manifestations qui s'y sont déroulées la semaine dernière. A ce propos, Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces de l'O.L.P., a déclaré que « *l'O.L.P. pourrait être contrainte à réserver aux prisonniers israéliens qu'elle détient un traitement identique aux méthodes atroces qui sont utilisées contre les prisonniers d'Al-Ansar* ». Selon les correspondants de presse libanais dans la Bekaa, l'O.L.P. a pris cette décision après qu'Abou Jihad eut reçu une lettre d'un officier du Fath détenu à Al-Ansar l'informant que les membres du comité des prisonniers palestiniens étaient mis au cachot et complètement isolés. – (*A.F.P., Reuter, A.P.*)



Le Monde

politique

Versatilité

« L'homme de la droite le plus dangereux et le plus extrémiste », comme dit M. Marchais, – à savoir M. Jacques Chirac – s'efforce à la sagesse. Sur la forme, s'entend, puisque sur le fond, le président du R.P.R. persiste à rechercher tous les artifices qui permettraient à la France de se débarrasser d'une gauche au pouvoir dont la légitimité ne lui est jamais apparue naturelle.

Ainsi, M. Chirac continue-t-il à défendre son idée de référendum sur la politique économique et sociale de la gauche. Rien de plus ordinaire qu'une consultation des Français sur la question centrale de l'action entreprise par le gouvernement et le chef de l'Etat, dit-il en substance. Comment un démocrate comme M. François Mitterrand pourrait-il se dérober ?

Et puisque l'organisation d'une telle consultation ne serait pas conforme à la Constitution, il suffirait d'utiliser n'importe quel biais juridique afin qu'elle le devienne. M. Chirac propose, dans ce but, d'interroger les Français sur le fait de savoir s'ils consentent à être interrogés puis, dans l'hypothèse d'une réponse favorable, de leur poser la question qui ne cesse de lui brûler la langue : oui ou non, la politique économique et sociale de la gauche est-elle la bonne ?

Si M. Chirac tient tant aux procédures démocratiques, ne devrait-il pas affiner la subtilité de sa démarche ? Pourquoi ne pas demander au peuple sur quoi il désire être consulté ? La peine de mort – dont M. Chirac a voté l'abolition, – la sixième semaine de congés payés, la semaine de trente-cinq heures ?... Avec ordre préférentiel et prière de rayer les mentions inutiles.

Le président du R.P.R. estime sans doute que les Français sont aussi versatiles que lui. Il adopte aujourd'hui les thèses européennes de ce *« parti de l'étranger »* dirigé par M. Valéry Giscard d'Estaing, dont il dénonçait, en décembre 1978, les menées nocives. Il affirme, sans rire, qu'il ne s'est jamais attaqué au *« laisser-faire »* du prédécesseur de M. Mitterrand. Sa capacité d'oubli lui permet d'enfouir au fond de sa mémoire la campagne qu'il conduisait, au lendemain des élections législatives de 1978, contre la *« facilité distinguée »* et le *« libéralisme mou »* de MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre.

Il est vrai que les amis de M. Chirac ont une capacité d'oubli au moins aussi forte que la sienne. M. Yves Guéna, qui s'est rallié après avoir rompu avec le président du R.P.R. lors de la campagne des élections européennes de 1979, disait à l'époque : *« Chirac ne sera pas président de la République en 1981. Il ne le sera pas en 1988. Il ne sera jamais président de la République. Et c'est tant mieux pour la France. »* Bien qu'il ait eu raison en 1981, M. Guéna a probablement changé d'avis.

∴

Le changement d'orientation du R.P.R. sur l'Europe, et l'insistance de M. Chirac à réclamer un référendum, outre l'ironie qu'ils suscitent – *« faire une réforme constitutionnelle pour répondre aux préoccupations de M. Chirac, c'est nous demander beaucoup »*, remarquait, lundi 13 juin, M. Lionel Jospin, – pourraient se rejoindre sur un objectif stratégique. Prenant prétexte d'un « refus » du président de la République d'accéder à sa demande de consultation des Français, M. Chirac serait en situation de politiser les élections européennes de juin 1984 et de les présenter comme une consultation parallèle sur la politique générale de la gauche. D'autant qu'une campagne sur ce thème serait plus crédible qu'une argumentation sur une changement de cap européen qui fait s'épanouir quelques sourires parmi ses alliés sceptiques.

« Il faut se garder de nommer évêque un curé du jour », note M. Jean Lecanuet, qui se méfie des convertis de fraîche date. Et sans doute aussi de ceux qui ont tendance à considérer leurs « amis » politiques comme des enfants de chœur.

JEAN-YVES LHOMEAU.

AMORÇANT UN CHANGEMENT COMPLET D'ATTITUDE

Le R.P.R. précise ses propositions pour une relance de la construction européenne

Un an avant les élections à l'Assemblée des Communautés européennes prévues pour juin 1984, le comité central a approuvé à l'unanimité, dimanche 12 juin, un rapport présenté par M. Jacques Chirac sur les mesures pour une indispensable relance de la construction européenne. Aucune voix discordante ne s'est fait entendre et M. Michel Debré, seul absent de marque, avait, au préalable, été consulté et les documents lui avaient été soumis.

Alors que le mouvement gaulliste a toujours été réservé envers la construction européenne, redoutée comme une menace contre l'indépendance nationale, alors que ses positions étaient toujours accompagnées de restrictions, de conditions, de mises en garde, il vient d'amorcer un changement complet d'attitude.

Certes les gaullistes trouvent dans leurs « textes sacrés » nombre de références et de cautions et ils mettent en avant les progrès faits par l'Europe, grâce à de Gaulle avec la création du Marché commun ou la mise en œuvre de la politique agricole commune, et grâce à Georges Pompidou avec l'institution du conseil européen des chefs d'État.

Mais le comité central du R.P.R. estime, aujourd'hui, que les risques de supranationalité et d'intégration n'existent plus. Au contraire même, face à une menace de désagrégation de l'Europe, le moment est venu de plaider pour davantage de concertation en matière de défense et davantage de solidarité en matière commerciale et monétaire. Les principaux dangers qui pèsent sur l'Europe, frappée selon M. Chirac d'une *« maladie de langueur »*, viennent de l'action ou des intentions supposées du gouvernement français. Les récentes déclarations de M. Mitterrand n'ont pas convaincu le R.P.R., lequel redoute que le chef de l'Etat ne soit tenté par une sortie du système monétaire européen qui entraînerait le protectionnisme, l'autarcie et, à terme, la récession. Le R.P.R. craint aussi le relâchement des liens politiques et militaires entre les Etats européens. Il propose donc une concertation diplomatique renforcée au niveau des gouvernements, une politique commune de fabrication d'armements, la mise à l'étude d'une défense « en commun » et l'extension des pouvoirs d'information de l'Assemblée de Strasbourg. M. Chirac et ses amis, qui ne renient pas la conception de l'« Europe des nations », veulent aussi une politique commune en matière d'énergie et d'industries de pointe. Ils ne cachent pas que ce renforcement a un double enjeu : démontrer la supériorité de l'économie libérale et mieux s'opposer aux ferments de l'idéologie totalitaire.

Le R.P.R. est loin, on le voit, de l'attitude négative, frileuse et chauvine qu'il avait adoptée pour les élections européennes de 1979. Son nouveau comportement – sans que cela ait été expressément formulé – tend à démontrer à l'ensemble de l'opposition que les divergences d'il y a quatre ans sur l'Europe n'ont plus de justifications. Ce langage s'adresse plus aux électeurs eux-mêmes qu'aux responsables de l'U.D.F. Toutefois, l'initiative que vient de prendre M. Chirac en matière européenne obéit à la même inspiration que celle qui a guidé son comportement unitaire depuis deux ans. Cette attitude vise à lui faire prendre l'avantage sur un double terrain en se comportant en champion de l'Europe et en champion de l'union de l'opposition.

ANDRÉ PASSERON.

Dans son rapport, M. Jacques Chirac a tout d'abord déclaré : *« Si le désengagement de la France des mécanismes communautaires et les mirages du protectionnisme revenaient à l'ordre du jour des réflexions gouvernementales, nous disons dès maintenant et très haut que nous ne l'accepterions pas. Et c'est pourquoi nous avons choisi d'afficher, aujourd'hui, notre volonté d'affirmer la place de la France en Europe. Affligée de son déficit et de son endettement extérieur, dépourvue d'une monnaie solide, devenue l'obligée de l'étranger, la France n'est plus en état de parler haut et ferme à Bruxelles et à Luxembourg. Aujourd'hui, la cohérence et l'unité d'action de l'Europe sont plus nécessaires en raison de l'instabilité monétaire généralisée, de l'âpreté de la compétition commerciale et technologique, de l'énorme puissance militaire accumulée par l'Union soviétique et de l'antagonisme persistant entre les deux Supergrands. »*

M. Chirac a précisé à propos de *« l'acquis commmunautaire à sauvegarder » : « Il faut que dans les négociations tarifaires internationales, la Communauté européenne fasse preuve de la plus grande fermeté pour obtenir un meilleur équilibre des concessions réciproques et ne pas retomber dans des erreurs comme celle de la conférence de Tokyo, en 1979. »*

Parlant de la politique agricole, il a exposé ses positions : *« Diminution des montants compensatoires monétaires au point de neutraliser leurs effets perturbateurs sur les échanges intracommunautaires, et, en fin de course, élimination totale de ces montants ; suppression des normes techniques et des réglementations phytosanitaires nationales ; application pleine et entière de la règle de la préférence communautaire ; adaptation des règlements aux risques de la concurrence espagnole préalablement à l'élargissement de la Communauté ; aménagement du mécanisme des ressources propres en vue de maintenir intégralement la solidarité financière. Ces objectifs constituent un impératif absolu. »*

En ce qui concerne le système monétaire européen, il a indiqué : *« Une décision de retrait de la France entraînerait immanquablement, au vu de la situation présente de notre économie, une chute incontrôlable de notre devise nationale, à laquelle on pourrait être tenté de porter remède par le suprême recours à des mesures protectionnistes, ce qui ne ferait qu'ajouter un désastre à un autre. »*

Enumérant les *« actions à entreprendre »*, M. Chirac a cité *« la concertation des politiques étrangères »* et, à propos de la sécurité en Europe, il a déclaré : *« L'objectif est clair : donner aux pays européens les moyens de mieux assurer leur défense à leurs frontières dans le cadre de l'alliance atlantique. L'important est que les conversations s'engagent avec sérieux et qu'elles se poursuivent à un rythme satisfaisant. On ne saurait en dire beaucoup plus pour l'instant, sinon pour exprimer l'espoir que la fabrication en commun d'armement sera considérée comme un objectif prioritaire, et pour souhaiter que, outre les questions touchant directement à la sécurité en Europe, et à la stratégie de défense qui doit être définie, la possibilité soit évoquée d'actions combinées hors d'Europe pour faire face, le cas échéant, à des situations explosives ou menaçant la vie et les biens de ressortissants européens. »*

En conclusion, il a déclaré : *« Si la Communauté européenne ne parvient pas à démontrer la supériorité de l'économie de marché, d'entreprise et de responsabilité sur les systèmes étatisés, alors les opinions publiques redeviendront vulnérables à la propagande marxiste. Si les nations européennes ne sont pas décidées à prendre une reponsabilité accrue dans leur propre défense, alors le cancer du neutralisme et du pacifisme s'étendra et les laissera sans force pour résister à la menace communiste. Si les démocraties associées ne parviennent pas à secouer le joug du conformisme intellectuel et à susciter chez les peuples européens l'enthousiasme d'une renaissance morale fondée sur la primauté des valeurs individuelles, alors les ferments des idéologies totalitaires continueront à faire leur œuvre. Tel est l'enjeu pour tous. Et cet enjeu, en France, depuis deux ans, a pris un aspect plus actuel et plus angoissant. »*

M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, député de Paris, a rappelé : *« La Communauté européenne est une des réalisations capitales de la Ve République, qu'à ce jour les folies du gouvernement socialiste-communiste ne sont pas parvenues à ébranler dans ses profondeurs. »* Il a regretté que la Communauté *« manque de direction politique malgré la création du conseil européen des chefs d'États »*, et l'absence d'harmonisation monétaire. Reprochant à la France d'avoir dévalué trois fois sa monnaie il a demandé *« qu'à l'avenir les réévaluations destinées à sauver la face de ceux qui dévaluent soient strictement interdite »*, ajoutant : *« La sortie du S.M.E. vous conduirait au protectionnisme et à la sortie pure et simple du Marché commun. »* Bref, pour M. Couve de Murville, *« il faut faire tout le contraire de ce dont notre pays souffre depuis deux ans »*.

A l'unanimité, le comité central a approuvé le rapport de M. Chirac et une « déclaration » qui en est un résumé.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Chirac propose un référendum à deux questions

M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. du Sénat, a annoncé qu'il déposerait sur le bureau de la Haute Assemblée une proposition de loi constitutionnelle tendant à réformer l'article 11 de la Constitution dans le sens d'une extension du champ d'application du référendum.

M. Chirac a à diverses reprises, ces derniers jours, souhaité que le président de la République procède à un référendum sur la politique économique du gouvernement. Dimanche 12 juin, le président du R.P.R. a ainsi rappelé devant le « Club de la presse » à Europe 1, que les dernières consultations électorales ont fait apparaître que l'opposition semble majoritaire dans le pays et que l'autorité de l'Etat est aujourd'hui *« un peu contestée »*. Il a ajouté : *« Ces deux raisons me conduisent à penser que le chef de l'État serait bien inspiré de retourner un peu aux sources, ne serait-ce, le cas échéant, que pour modifier sa politique s'il apparaissait que celle-ci est vraiment contestée. Or, pour l'essentiel, qu'est-ce qui est aujourd'hui en question ? C'est la politique dite de changement, dont les conséquences portent surtout sur les problèmes économiques et sociaux. C'est donc sur ce point qu'il faut, d'une façon ou d'une autre, interroger le peuple français.*

Doit-on avoir recours à des élections anticipées ? Quand on en parle, tout le monde se drape dans sa dignité. Je parle de la majorité bien entendu. Si on ne veut pas procéder à des élections anticipées – c'est à l'appréciation du chef de l'État – que l'on fasse un référendum et que l'on ne me dise pas qu'il n'existe pas un moyen juridique à trouver pour cela. On pourrait d'ailleurs poser deux questions – il y a des précédents – demander si le peuple est d'accord pour approuver ou non, par voie de référendum, la consultation sur la politique de changement et ses conséquences économiques et sociales et poser ensuite la question sur la politique économique et sociale. Cela ne veut pas dire, s'agissant en tout cas d'un référendum, que le chef de l'État ou le gouvernement doivent en tirer la conclusion de se retirer. Ce n'est pas le problème. Il leur appartiendrait de décider ce qu'ils doivent faire, mais ils seraient au moins éclairés dans cette décision. Il y a une autre possibilité, c'est qu'ils changent de politique et qu'ils fassent enfin une politique conforme aux intérêts de l'ensemble des Français. »

Retour à Provins

Sept ans après sa précédente visite à Provins, à la veille des élections législatives de 1978, la ville dont l'ancien ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, est le maire, M. Jacques Chirac est revenu, samedi 11 juin, dans ce fief gaulliste pour une rencontre en deux temps. Après une première partie intime et amicale qui consacrait officiellement les retrouvailles des deux hommes, le maire de Paris a achevé sa visite par un vaste meeting qui regroupait environ huit mille personnes, selon les organisateurs.

Les deux hommes se sont rencontrés à l'hôtel de ville puis au domicile de M. Peyrefitte, député R.P.R. de Seine-et-Marne, où les attendaient deux cent cinquante élus locaux d'opposition, toutes familles politiques confondues.

Le maire de Provins et son hôte ont ensuite pris la parole sous un chapiteau. M. Peyrefitte a exalté la cohésion du R.P.R. et l'union de l'opposition en disant : *« L'unité au sein de la famille gaulliste, c'est bien ; l'unité de tous ceux qui refusent l'intolérance du dogmatisme marxiste, c'est mieux. »*

Il a ajouté : *« Les Français supporteront-ils longtemps l'humiliation d'être montrés du doigt par nos voisins comme un exemple à ne pas suivre ? »* M. Chirac, pendant plus d'une heure, interrompu par les slogans *« Chirac président ! »*, a dénoncé *« l'incurie de la coalition socialo-communiste »*. – (Corresp.)

POLITIQUE

A LYON

M. Marchais dénonce en M. Chirac « l'homme de la droite le plus dangereux »

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Georges Marchais a participé, dimanche 12 juin, à la fête de *l'Humanité*-Rhône-Alpes, à Lyon. Le secrétaire général du P.C.F. a prononcé une allocution au ton modéré par rapport à ses alliés de gauche et beaucoup plus offensive contre l'ancienne majorité.

Cible privilégiée de M. Marchais, M. Jacques Chirac, « *l'homme de la droite le plus dangereux et le plus extrémiste* ». « *Chirac et les autres dirigeants de la droite*, a dit M. Marchais (...), *n'hésitent pas à attiser les conflits, à lancer dans la rue les forces qu'ils influencent, voire à favoriser des menées factieuses, comme on l'a vu dernièrement à l'occasion d'une manifestation de policiers où ont été odieusement proférées des insultes racistes et des menaces de mort.* »

A propos des relations entre partenaires de la majorité présidentielle, M. Marchais avait, ce dimanche, oublié M. Jacques Delors, dont le nom ne fut pas prononcé. Il faut que la gauche puisse « *aller de l'avant* », a déclaré le dirigeant communiste. Il a souligné que « *tout ce qui pourrait décevoir l'espoir de celles et de ceux qui l'ont portée au pouvoir, tout ce qui nourrit le doute, le désenchantement, l'inquiétude, ne peut que nuire au combat de la gauche* ». M. Marchais a repris la formule utilisée le 8 juin par le président de la République — « *Il n'y a pas de politique de rechange possible* » — en ces termes : « *C'est parfaitement exact. Il ne peut y avoir de politique de rechange à celle qui a été définie par notre parti et par le parti socialiste dans leur accord de 1981, sur la base du choix fait par les Français.* » La conclusion, très applaudie, s'imposait donc : « *Nous sommes et nous travaillons dans la majorité (...), dans le gouvernement. Nous le faisons sur une base claire (...). Le parti communiste français ne faillira pas à ses responsabilités. Il fait et fera tout ce qui dépend de lui pour que les engagements pris soient tenus.* »

L'unité d'action au gouvernement n'implique pas toutefois des accords sur tous les points. Ainsi, à propos des négociations de Genève, qui « *n'avancent pas* », M. Marchais a renouvelé sa proposition d'ouverture de la négociation à « *tous les gouvernements européens* », puisque « *les deux pays qui sont seuls à la table des négociations* » ne parviennent pas à un accord.

Le dirigeant communiste ne conteste pas que ce qu'il expose est « *différent de ce que dit François Mitterrand* ». « *C'est évident*, a-t-il déclaré, *nous ne sommes pas d'accord sur tout, en ce domaine. Tout le monde le sait. Et c'est bien naturel.* » « *Dans leur accord de 1981*, a poursuivi M. Marchais, *le parti socialiste et notre parti ont eux-mêmes souligné leur attachement à la personnalité propre et aux précisions fondamentales de chaque parti. C'est vrai au plan international comme en d'autre domaines.* »

M. Marchais a indiqué qu'il s'était adressé « *à tous les chefs de gouvernement concernés et à tous les responsables de partis politiques du continent pour les informer et leur demander leur opinion* » sur la proposition du P.C.F. d'ouvrir la négociation de Genève à tous les gouvernements européens. Il « *est logique de prendre en considération* » la force nucléaire de dissuasion française « *si l'on veut effectuer le décompte général des forces en présence* », a ajouté M. Marchais, mais il est « *hors de question* » que cette force « *fasse l'objet de négociations dans lesquelles on nous demanderait de la réduire* ».

C. R.

● *M. Jack Lang*, ministre de la culture, a déclaré dimanche 12 juin à Sommières, près de Nîmes : « *Pourquoi la droite montre-t-elle tant de hargne, de haine, pourquoi ces aboiements de bêtes furieuses, cet aveuglement et cette méchanceté ? (...) La droite n'accepte pas l'alternance. C'est une droite factieuse et antirépublicaine.* »

Les décisions de M. Defferre

(Suite de la première page.)

Les municipalités communistes concernées ont effectivement formé des recours devant le Conseil d'Etat et vivement protesté contre les décisions des tribunaux administratifs dans lesquelles elles voient « *une tentative politique de la droite pour remettre en cause le suffrage universel et déstabiliser l'expérience de gauche* ».

La décision du ministre de l'intérieur est contestée par les représentants de l'opposition qui estiment que, le tribunal administratif ayant proclamé élu un candidat, celui qui se trouve invalidé doit immédiatement cesser ses fonctions. Ils se basent sur le principe, constant en droit public, selon lequel les décisions des juridictions administratives sont immédiatement exécutoires. Le tribunal ne s'étant pas contenté d'annuler les résultats — ce qui aurait entraîné la désignation d'une « délégation spéciale » pour préparer de nouvelles élections, — le ministère de l'intérieur semble dès lors se référer à l'article L. 250 du code électoral qui dispose que « *les conseillers municipaux proclamés restent en fonctions jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur les réclamations* ».

Si cette interprétation prévalait, les formations politiques de l'opposition demanderaient alors la suspension des conseils municipaux en place en vertu de l'article 250-1 du code électoral qui permet une telle mesure. Elles trouvent paradoxal, en effet, que d'autres maires aient été suspendus pour différentes irrégularités, notamment en matière de propagande, et que d'autres ne le soient pas pour des fautes plus graves relevant de la fraude.

Sans attendre que la controverse juridique soit tranchée, les représentants de l'opposition ont pris diverses initiatives. Ils ont demandé un avis interprétatif de son propre jugement au tribunal administratif et vont saisir le médiateur, M. Robert Fabre. M. Nungesser, député R.P.R. du Val-de-Marne, maire de Nogent-sur-Marne a écrit à M. Defferre et il interrogera le premier ministre, mercredi, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance des questions au gouvernement. Enfin, et surtout, les élus de l'opposition organisent, jeudi 16 juin, deux manifestations dans l'ensemble de la région parisienne : un rassemblement et un défilé d'élus locaux à partir de 17 heures, de l'esplanade des Invalides au ministère de l'intérieur, place Beauvau, pour demander notamment la suspension effective des municipalités invalidées (une demande d'autorisation a, en effet, été déposée à la préfecture de police) ; la fermeture symbolique et temporaire, ce jour-là de toutes les mairies d'opposition de la région parisienne. La mairie de Paris s'associera à ce mouvement.

L'opposition entend ainsi se saisir des nombreux cas de contentieux électoral qui sont apparus après la consultation municipale des 6 et 13 mars dernier pour lancer une campagne active contre la fraude électorale qui vise au premier chef le parti communiste. L'opposition cherche ainsi à amplifier l'écho qu'elle a recueilli dans la région parisienne, notamment, avec ses succès électoraux depuis deux ans.

ANDRÉ PASSERON.

LA FRAUDE ÉLECTORALE

Point de vue

Les pouvoirs des juges

par BERNARD MALIGNER (*)

CHAQUE fois que les tribunaux se prononcent sur des recours formés contre des élections, il se trouve des hommes politiques pour « juger les juges ». Au moment où les tribunaux administratifs commencent à rendre près de trois mille six cents jugements, il n'est pas inutile de prévenir de tels commentaires. Quels sont les pouvoirs du juge en la matière ?

Outre l'appréciation de l'éligibilité des candidats, l'office du juge est de contrôler la régularité et la moralité des opérations électorales ainsi que *la matérialité du vote. Or en annulant* les consultations, en réformant les résultats des scrutins, les tribunaux rendent d'abord des décisions *conformes à la tradition jurisprudentielle.* En usant des pouvoirs qu'une loi assez récente leur confère, ils sont en mesure d'*innover* et d'apporter une intéressante contribution à la lutte contre les fraudes électorales.

L'écart des voix

Contrairement à ce que rapporte la presse, ce n'est pas seulement parce qu'*une* irrégularité ou *une* manœuvre a été commise par exemple après la clôture de la campagne électorale, comme à Carrières-sous-Poissy, où un tract accusait le maire sortant d'avoir vendu un château appartenant à la commune ; ou même parce que *plusieurs* irrégularités ou fraudes se sont produites au cours des opérations, comme à Trappes, que les scrutins ont été ou seront annulés. En principe, en effet, et réserve faite de l'hypothèse où le juge considère que l'illégalité est *par elle-même* de nature à altérer la sincérité *du scrutin, l'existence d'une irrégularité* formelle ou d'une manœuvre n'entraîne pas l'annulation des élections. Si les juges devaient annuler des élections toutes les fois que la plus vénielle illégalité peut être relevée, de très nombreux scrutins devraient être réorganisés.

En revanche, le juge exerce traditionnellement son pouvoir d'annulation lorsqu'il est dans l'impossibilité de déterminer l'incidence qu'a pu avoir sur le vote des électeurs l'irrégularité ou la fraude dénoncée *dans* le recours. Et il annule effectivement et directement la consultation dans son ensemble s'il estime que la *sincérité du scrutin a pu être altérée ou* que les résultats ont pu être faussés. Or, pour décider que les résultats des élections ont pu être modifiés, les tribunaux se réfèrent constamment à l'écart des voix séparant les candidats en compétition. Si cet écart est faible, l'annulation du scrutin est prononcée. C'est pourquoi les élections municipales de Carrières-sous-Poissy, de Brie-Comte-Robert, *de Brétigny-sur-Orge,* de Brioude et de Cuers, dans le Var, où l'écart de voix séparant les listes concurrentes était respectivement de 20, 117, 91, 15 et 1 voix, ont d'ores et déjà été annulées par les tribunaux administratifs de Versailles, Clermont-Ferrand et Nice.

Quels que soient ses mérites, cette jurisprudence présente le défaut de se référer trop systématiquement à l'écart des voix. En bref, il nous semble que l'idée d'atteinte à la *sincérité ne coïncide pas nécessairement* avec celle d'atteinte aux résultats de la consultation. En privilégiant la première, le juge moraliserait *davantage les élections.*

La rénovation versaillaise

Mais les juges administratifs pourraient aussi rénover la jurisprudence traditionnelle en matière d'annulation des élections en utilisant deux prérogatives complémentaires que la loi du 31 décembre 1975 leur confère afin de lutter contre l'envahissement de la fraude électorale.

La première vise à jeter le discrédit sur les candidats élus en prononçant leur suspension. Cette sanction est prévue par l'article L 250-1 du code électoral lorsque des manœuvres ont *été commises dans l'établissement* de la liste électorale ou des irrégularités se sont produites dans le déroulement du scrutin. Jusqu'à présent les magistrats s'abstenaient de suspendre les élus, estimant préférable de laisser au corps électoral le soin de sanctionner plus radicalement les bénéficiaires de l'irrégularité ou de la fraude lors de l'élection subséquente à l'annulation devenue définitive.

Sans compromettre le choix ultérieur des électeurs, la suspension des élus est un moyen de donner à l'annulation une plus grande résonance : elle souligne qu'ils sont au demeurant indignes d'exercer leur mandat. C'est dans cette voix que devraient s'orienter les tribunaux administratifs s'ils veulent pourchasser les fraudeurs. C'est pourquoi il faut féliciter *le tribunal de Versailles d'avoir prononcé* cette sanction à l'égard des élus de Trappes dont certains doivent leur élection au fait que le président d'un bureau de vote s'était enfermé seul avec l'urne pendant trois quarts d'heure, que le nombre des votants était supérieur à celui des inscrits dans deux bureaux de vote et à la circonstance qu'un certain nombre de votants n'étaient pas électeurs dans la commune.

En vue de « *prévenir le renouvellement des fraudes* » lors des élections qui devront être réorganisées en conséquence d'une annulation définitive, les juges administratifs seraient par ailleurs bien inspirés d'utiliser le second pouvoir dont ils disposent en vertu de l'article L118-1 du code électoral. Ce texte prévoit que « *la juridiction administrative, en prononçant l'annulation d'une élection pour fraude, peut décider que la présidence d'un ou plusieurs bureaux de vote sera assurée par une personne désignée par le président du tribunal de grande instance lors de l'élection partielle consécutive à cette annulation* ». On attend avec d'autant plus d'intérêt les jugements à venir que les juges de Versailles viennent également de tracer le bon chemin dans l'affaire des élections de Trappes.

Est-il naïf d'espérer que, dans le combat à livrer aux fraudeurs, la « *rénovation jurisprudentielle versaillaise* » suscite sinon une révolution des mœurs politiques nationales — ce qui serait, par référence historique, paradoxal — tout au moins une réforme du code électoral ? Dans cette perspective, le Parlement devrait prendre une part plus active.

Il pourrait renforcer l'arsenal juridique à la disposition des tribunaux administratifs en s'inspirant des trois suggestions que voici.

Compléter tout d'abord l'article L118-1 précité du code électoral par le paragraphe suivant : « *Lorsqu'elle prononce l'annulation d'une élection pour fraude commise dans les bureaux de vote, à l'occasion des opérations de vote ou de dépouillement ou lors de la rédaction du procès-verbal, la juridiction administrative décide en outre que la présidence desdits bureaux est assurée par une personne désignée par le président du tribunal de grande instance lors de l'élection partielle consécutive à cette annulation.* » Modifier ensuite l'article L250 du *code électoral (et par la même occasion* l'article L223, applicable à l'élection des conseillers généraux) de telle sorte que, dans le cas où des candidats ont *été élus grâce à une* fraude, l'appel quasi systématique en Conseil d'État de l'annulation prononcée par les premiers juges ne suspende pas l'effet de la décision rendue par le tribunal administratif. Déclarer enfin temporairement inéligible — pour la durée d'un mandat, par exemple, — tout candidat dont l'élection a été définitivement annulée pour fraude.

Multiplier les mesures préservant le libre choix des électeurs, n'est-ce pas garantir l'exercice de la démocratie ?

(*) Ingénieur au C.N.R.S., chargé de travaux dirigés à la faculté de droit de Paris-XII.

CINQ ÉLECTIONS CANTONALES

Le P.C. et l'opposition gagnent un siège chacun

CHER : canton de Bourges-III (2e tour).

Inscr., 11 802 ; vot., 6 535 ; suffr. expr., 6 443. Mme Renaudat, P.C., 3 257 voix, *ÉLUE ;* M. Deschamps, R.P.R., 3 186.

[Cette élection partielle faisait suite à l'annulation du scrutin de mars 1982 qui avait vu M. Deschamps l'emporter au second tour devant Mme Renaudat avec 7 voix d'avance. Les deux candidats avaient respectivement obtenu 3 988 et 3 981 voix pour 7 969 suffrages exprimés et 8 719 votants. Il y avait 11 640 électeurs inscrits.

Au premier tour de cette cantonale partielle les résultats avaient été les suivants : inscr., 11 802 ; vot., 5 990 ; suffr. expr., 5 920. M. Deschamps, 2 768 voix ; Mme Renaudat, 2 630 ; MM. Houques, P.S., 432 ; David, div. d., 89 ; Dangeron, div. d., 1.]

CHER : canton de Bourges-V (2e tour).

Inscr., 7 502 ; vot., 3 809 ; suffr. expr., 3 731. MM. Michel, U.D.F., *1 956 voix, ÉLU ; Camuzat, P.C.,* 1 775.

[Cette élection partielle faisait également suite à l'annulation du scrutin de mars 1982 qui avait vu M. Camuzat l'emporter au second tour avec 2 498 voix contre 2 476 à M. Michel pour 4 974 suffrages exprimés et 5 152 votants. Il y avait 7 501 électeurs inscrits.

Au premier tour de cette partielle les résultats avaient été les suivants : inscr., 7 502 ; vot., 3 411 ; suffr. expr., 3 351. MM. Michel, 1 579 ; Camuzat, 1 162 ; Saulnier, P.S., 435 ; Boiché, div. g., 435 ; Buchet, ext. g., 30.

Les deux élections de Bourges confirment la progression du P.C., d'une part, dans le canton de Bourges-III, de l'U.D.F., d'autre part, dans celui de Bourges-V.]

CHER : canton de Sancoins (2e tour).

Inscr., 4 555 ; vot., 2 731 ; suffr. expr., 2 555. MM. Caldi, div. d., 1 838 ; *ÉLU ;* Barthoux, P.C., 717.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Charles Durand, sénateur (Un. centr.), décédé le 28 mars dernier. Ancien président du conseil général du Cher, Charles Durand avait été réélu, dès le premier tour du scrutin de mars 1979, avec 2 142 voix, contre 976 à M. Cabannes, P.C., pour 3 118 suffrages exprimés et 3 270 votants. Il y avait 4 492 inscrits.

Le premier tour de ce scrutin partiel avait donné les résultats suivants : inscr., 4 557 ; vot., 2 925 ; suff. expr., 2 892. MM. Caldi, 1 307 ; Tatin, R.P.R., 849 ; Barthoux, 476 ; Biasutti, P.S., 260.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Conflans-en-Jarnisy (2e tour).

Inscr., 13 682 ; vot., 7 883 ; suff. expr., 7 662. MM. Gilles, m. de Jarny, P.C., 3 991 voix, *ÉLU ;* Gossot cons. mun. de Jarny, R.P.R., 3 671.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Bezon, P.C., décédé qui avait été réélu au second tour de mars 1979 avec 5 594 voix contre 3 449 à M. Mangin, U.D.F., pour 9 043 suffrages exprimés et 9 585 votants. Il y avait 13.359 inscrits. Au premier tour de cette élection partielle les résultats avaient été les suivants : inscr., 13 684 ; vot., 6 574 ; suff. expr., 6 391. MM. Gossot, 2 872 ; Gilles, 2 833 ; Mme Risi, adj. au m. de Jarny, P.S., 696.

Le P.C. conserve donc le canton de Conflans-en-Jarnisy, malgré une perte de plus de 9 points par rapport au second tour du scrutin de mars 1979. Le candidat du R.P.R. progresse de trois points par rapport au premier tour du scrutin et devance M. Gilles dans dix-neuf des vingt-cinq communes du canton. Il accuse un retard de 736 voix dans la commune de Jarny où le maire, M. Gilles, réalise le même score qu'aux élections municipales de mars dernier.]

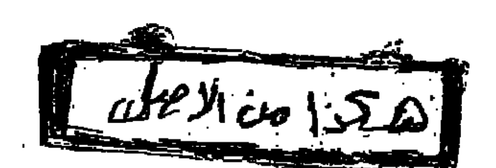
VOSGES : canton de Darney (2e tour)

Insc., 4 028 ; vot., 3 005 ; suff. expr., 2 973. MM. Pairon, m. de Darney, U.D.F., 1 176 voix, *ÉLU ;* Fah, R.P.R., 1 170 ; Sautrot, P.S., 627.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Marulier, U.D.F., décédé en avril dernier. Jean Marulier avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 2 063 voix contre 1 044 à M. Sautrot pour 3 107 suffrages exprimés, 3 208 votants. Il y avait 3 986 électeurs inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle M. Fah devançait M. Pairon (1 003 voix, contre 984). M. Sautrot avait obtenu 615 voix et M. Gérard, P.C. 93. Il y avait 4 028 électeurs inscrits, 2 749 votants et 2 695 suffrages exprimés.

Le maire de Darney, M. Pairon est élu avec seulement 6 voix d'avance sur son concurrent du R.P.R., M. Fah, qui était arrivé en tête du ballottage au premier tour. Par rapport au 2e tour du scrutin de mars 1982, le candidat socialiste, M. Sautrot, enregistre une perte de plus de 12 points.]



POLITIQUE

AU CONGRÈS DE VÉNISSIEUX

Les deux courants majoritaires du P.S.U. se sont âprement disputé le poste de secrétaire national

De notre envoyé spécial

Vénissieux. – La présence de Mme Huguette Bouchardeau au gouvernement n'a pas changé les habitudes du P.S.U. Certes, les délégués au quatorzième congrès, réunis à Vénissieux, dans la banlieue de Lyon, du 10 au 12 juin, n'ont parlé pendant trois jours que de cela : l'ancienne secrétaire nationale du parti avait-elle eu raison d'accepter, le 24 mars dernier, le poste de secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie ? La démocratie interne avait-elle été, alors, respectée ? A supposer qu'il fallût entrer au gouvernement, ne convenait-il pas de songer, dès maintenant, au moment où il faudrait en sortir ?

Ces questions, toutefois, étaient tranchées depuis l'ouverture du congrès. Les deux textes d'orientation favorables à la participation au gouvernement avaient recueilli, au total, dans les votes des militants, 53,20 % des voix, contre 36,84 % pour les deux textes hostiles à cette participation, un cinquième texte ne se prononçant pas expressément sur ce sujet.

Ces débats n'étaient donc que l'occasion, pour le P.S.U., de se livrer à ses deux exercices de congrès favoris : pour les majoritaires, doser les courants dans les *organes de direction*, avec *en* jeu, cette fois, le poste de secrétaire national ; pour les minoritaires, tenter de réintroduire leurs positions dans les travaux de commission et les votes de motions.

Ce congrès, convoqué extraordinairement par une direction politique qui s'était prononcée, à une voix près, contre l'entrée de Mme Bouchardeau au gouvernement, était, en fait, la conséquence de l'éclatement de la majorité issue du congrès de Nantes, en décembre 1981. Le courant animé par MM. Victor Leduc et Bernard Ravenel, à l'origine de la formule du « soutien critique » au *gouvernement, adoptée à Nantes*, s'était divisé, une partie de ses membres approuvant la démarche de Mme Bouchardeau. Ceux-ci, autour de M. Jacques Salvator, membre du secrétariat sortant, ont réussi une percée dans les votes des fédérations, en réunissant 22,97 % des voix, tandis que le texte de MM. Leduc et Ravenel n'en recueil*lait* que 9,19 %.

Ce résultat, obtenu par M. Salvator et ses amis au prix d'une intense campagne, plaçait le chef de file de ce nouveau courant en position de candidat *sérieux* au poste de secrétaire national. Inversement, le courant de Mme Bouchardeau, avec 30,23 % des voix, en recul de 7 points par rapport à Nantes, ne pouvait imposer, aussi facilement qu'il l'aurait espéré, le choix de M. Serge Depaquit pour ce poste.

L'offensive de M. Salvator a abouti à ce que les animateurs du courant Bouchardeau acceptent que la fonction de porte-parole du parti soit partagée, M. Depaquit devenant secrétaire national, porte-parole, et M. Salvator membre du secrétariat, porte-parole adjoint. Cet accord a permis aux deux courants de présenter, dimanche après-midi, une résolution commune, qui a obtenu 55,8 % des 11 304 mandats exprimés (soit une légère progression par rapport au vote des fédérations), contre 44,2 % en faveur d'un texte présenté en commun par le courant Leduc-Ravenel et celui qu'animait M. Jean-Jacques Boislaroussie. La nouvelle majorité a décidé que le bureau politique sera composée à la proportionnelle des courants et que le secrétariat national comprendra un membre du courant « neutre », animé par M. Vin*cent Comparat.*

Lorsqu'elle avait été portée au secrétariat national du P.S.U., au congrès Saint-Étienne, en janvier 1979, Mme Bouchardeau avait observé que l'accession d'une femme à ce poste était due au fait que ce n'était pas un *« enjeu de pouvoir »*. Le secrétaire d'État peut se féliciter d'avoir, de ce point de vue, modifié la réalité : le P.S.U. est devenu, de par sa participation au gouvernement, un enjeu de pouvoir, âprement disputé à M. Depaquit par M. Salvator, sans compter la candidature de M. Ravenel, qui avait pensé rallier à son courant le « basisme » antigouvernemental, traditionnel dans le parti.

Mme Bouchardeau, ses amis et ses alliés estiment avoir amorcé la transformation du P.S.U., de parti contestataire et marginal, en formation politique représentative d'un *courant de la gauche et intégrée*, avec celle-ci, dans les institutions. Ils escomptent de cette évolution un renforcement de l'influence du parti, qui ne réunit, actuellement, pas plus de trois mille militants.

En attendant, le congrès de Vénissieux s'est aussi soldé par le départ d'une vingtaine de militants autour de M. Boislaroussie. Expliquant leur démarche, M. Daniel Richter, responsable C.F.D.T. chez Renault, à Flins, a annoncé la constitution d'un pôle de regroupement d'une « *force de gauche alternative* », autour de la revue *Gauche autogestionnaire*. Ce type de scission est pratiquement rituel au P.S.U. Les habitudes ont la vie dure.

PATRICK JARREAU.

[Né le 3 août 1929, ingénieur physicien au C.N.R.S., M. Serge Depaquit, nouveau secrétaire national, porte-parole du P.S.U., est un ancien militant et permanent du parti communiste, auquel il avait adhéré en 1949. Représentant français au secrétariat de l'Union *internationale des étudiants*, à Prague, en 1955-1956, responsable politique de l'Union des étudiants communistes de 1956 à 1962, M. Depaquit avait été dans l'opposition, au sein du P.C.F., lors de l'« affaire » Servin-Casanova, en 1961.

Animateur du comité Vietnam national en 1966, M. Depaquit avait été exclu du P.C.F. après les événements de mai 1968. Ayant fait, avec M. Victor Leduc et d'autres anciens communistes, en 1971, les Centres d'initiative communiste, il avait, avec ceux-ci, rejoint le P.S.U. deux ans plus tard. Il était entré au secrétariat national, derrière Mme Bouchardeau, au *congrès de janvier* 1979.]

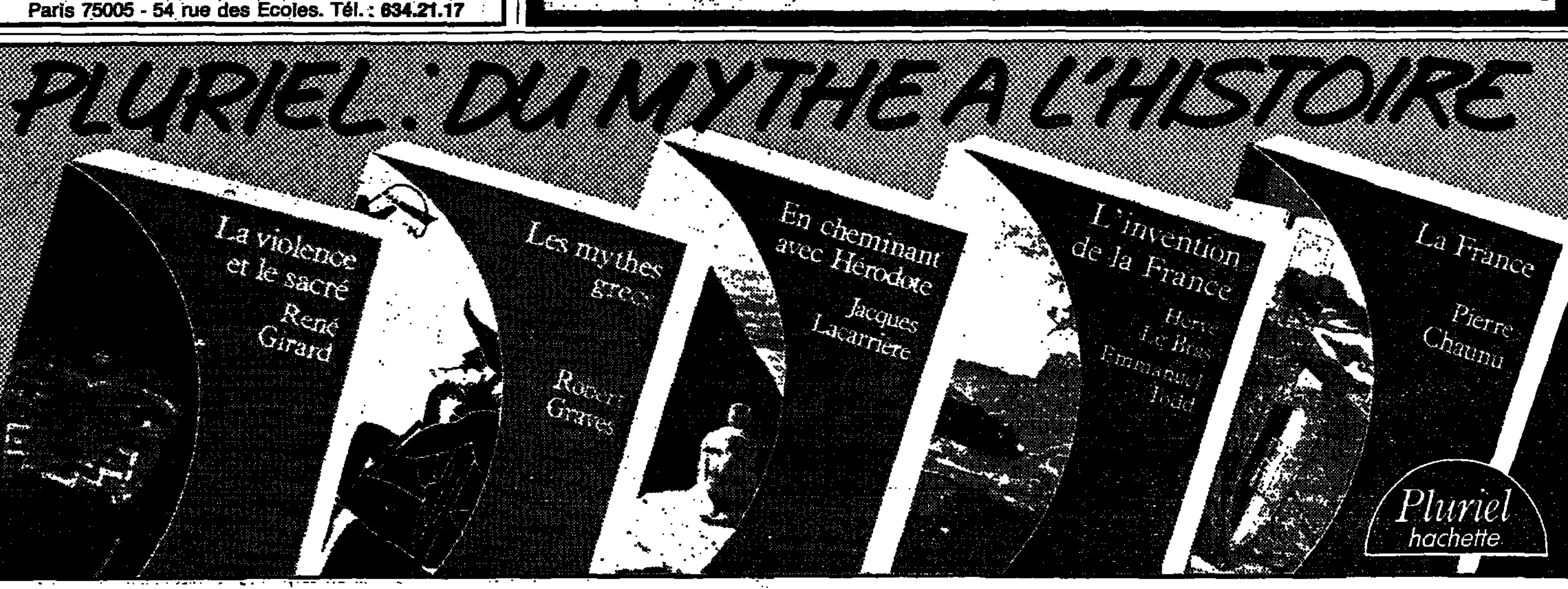
[Médecin, né à Paris le 2 janvier 1949, M. Jacques Salvator, membre du secrétariat national, porte-parole adjoint du P.S.U., est un ancien militant de la Jeunesse ouvrière chrétienne, qui avait adhéré au P.S.U. en 1972. Animateur de la campagne de Mme Bouchardeau pour l'élection présidentielle de 1981, il était entré au secrétariat national au congrès de décembre 1981.]

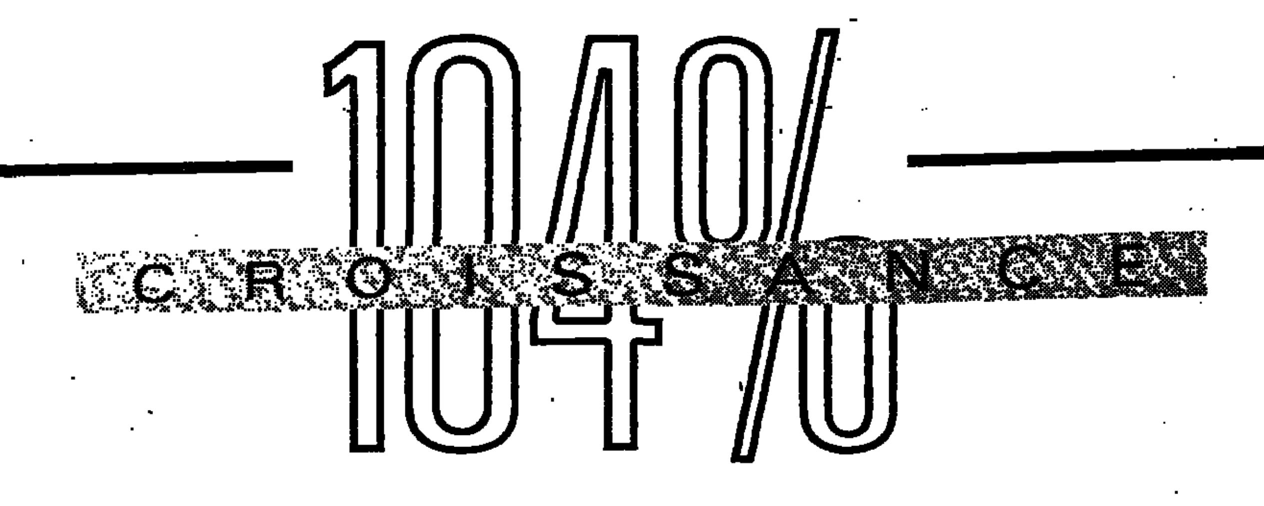
« Un autre modèle de développement »

La résolution adoptée à la majorité des mandats par le congrès du P.S.U. souligne notamment : « *Nous assumons l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement, tous les aspects positifs qu'elle comporte, en termes de crédibilité, d'audience et de possibilité de développement, comme toutes les contradictions qu'elle porte en germe. Participer à un gouvernement, qui réunit exclusivement des forces de gauche, sans avoir été contraint à abandonner aucune de nos convictions, au moment où la gauche se trouve en difficulté face à la droite, nous assure une plus grande compréhension populaire.* »

La résolution indique ensuite : « *Deux dangers guettent la gauche : la philosophie du libéralisme économique et le recours aux politiques monétaires d'une part ; le repliement dans l'étatisme et le nationalisme d'autre part. Pour sortir des recettes de l'économie politique classique, une autre voie s'impose. Dans cette perspective, il s'agit de définir un projet où l'emploi, le partage du travail et des revenus, seront au centre de la politique économique et sociale, en agissant pour une réduction massive du temps de travail (...) et pour un autre modèle de développement (...) et de consommation.*

Pour ne pas hypothéquer cet avenir, il faut, malgré les difficultés rencontrées, assurer coûte que coûte le maintien d'un niveau d'activité économique qui n'aggrave pas le chômage et garantisse l'investissement productif, et, donc, refuser la régulation par la baisse de la consommation des couches populaires. »



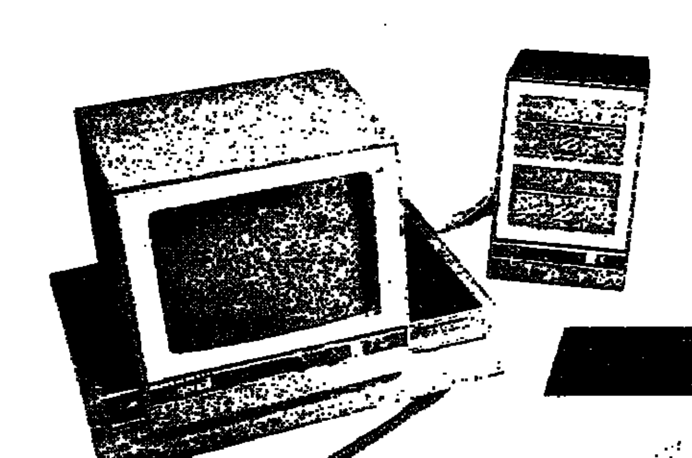


3 SOLUTIONS POUR UNE CROISSANCE REUSSIE A 104%

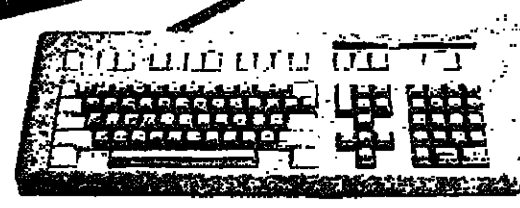
Après plus de trois années d'efforts et grâce à une planification rigoureuse qui aboutit à l'heure dite, SMT-GOUPIL se situe désormais au tout premier rang de la micro-informatique française. Elle connaît depuis sa création un taux de croissance exceptionnel (104 % en 1982), occupe aujourd'hui 8 % du *marché national et vise 20 % à l'horizon 1984. Elle fait régulièrement et raison*nablement progresser sa rentabilité. Elle offre les micro-ordinateurs les plus professionnels et les plus ouverts du marché mondial actuel, spécialement conçus pour bâtir des politiques d'implantation micro sur plusieurs années. Elle développe sa technologie en France, dans une perspective internationale, en s'appuyant sur les plus prestigieuses équipes de recherche (CNET, CCETT, Universités de Paris, Grenoble, Caen, Rennes, Elf-Aquitaine, CIT-Alcatel...) et sur le dynamisme créatif de dizaines de moyennes structures et de son réseau de distribution. Depuis le début de l'année, SMT se tourne vers l'export. Forte de ses succès sur le marché intérieur, SMT attaque vigoureusement le marché mondial en choisissant soigneusement ses cibles.

Réussir sa croissance, aujourd'hui, c'est possible ; 200 KF par mois en avril 1980, plus de 9000 KF en avril 1983. Un chiffre d'affaires mensuel multiplié par 45 en 3 ans.

Pour cela, trois solutions complémentaires : innover pour gagner, financer la réussite, maîtriser le service-client.

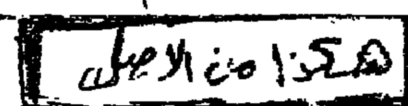


DEMAIN DANS Le Monde, VOUS DÉCOUVRIREZ LA PREMIÈRE DES TROIS SOLUTIONS.



SMT. LE CONSTRUCTEUR DU GOUPIL 3.

direction des ventes, administrations et grandes entreprises



Le Monde

société

JUSTICE

UN ACCUSÉ POUR SIX MEURTRES

J.-T. Recco, homme seul

Draguignan. – Le procès de Joseph-Thomas Recco aux assises du Var entre dans sa dernière phase. Lundi et mardi, sept avocats, au nom des parties civiles, M. Dominique Bréjoux, représentant du ministère public, et les trois défenseurs vont se succéder pour tirer leurs conclusions au sujet d'un dossier que *la première semaine de ce débat frénétique* a finalement laissé en son état.

De notre envoyé spécial

Joseph-Thomas Recco, au long de son interrogatoire comme dans ses affrontements avec les témoins, n'a rien concédé d'un système de défense adopté et maintenu depuis le jour où il revint sur ses aveux d'un instant du triple crime de Carqueiranne. La façon exceptionnelle dont il persévère dans ce combat, le déchaînement verbal et gestuel qu'il y apporte et qui tient à la fois à son tempérament et au sentiment d'être aujourd'hui un homme seul, l'enferment dans cette attitude théâtrale. Dans quelle mesure peut-il encore penser qu'on lui fera crédit et que cette « *Innocence à cent pour cent* », dont il se prévaut, sera reconnue ?

Il n'y a pas seulement contre lui des victimes et ce public trop simple qui, chaque jour, piétine pour avoir sa place au spectacle de ses imprécations et de ses excès. Il y a toute une *instruction avec ses procès-verbaux* d'interrogatoires, d'auditions, de confrontations, ses rapports d'expertises. Le débat oral devant la cour n'y a finalement apporté aucune fissure. *Que ce soit pour les trois meurtres* de Carqueiranne, le 18 janvier 1980, ou pour les trois de Béziers, le 22 décembre 1979, il a pu arriver qu'un témoin paraisse plus ou moins le servir. *Ce fut le cas avec M*[me] *Ordioni.*

Au sujet de la première affaire, elle confirme un de ses alibis, mais le fait avec tant d'excès, pour ne pas dire de provocation, que si on doit lui reconnaître un mâle courage il faut bien constater qu'elle s'est manifestée tardivement. La raison conduit aussi à observer que si cet alibi était réel – la présence de Recco à Marseille à l'heure des meurtres de Carqueiranne – on ne voit pas pourquoi l'accusé avait besoin d'aller en solliciter un autre – de complaisance – dans la nuit qui suivit le crime.

Rapprochements

Il en va de même pour la tuerie de Béziers. Elle fut accomplie avec la même rapidité et avec la même technique : une seule balle par victime, et toujours de gauche à droite dans la tête. Si Recco assure n'avoir pas été à Béziers le 22 décembre 1979 et évoque pour le prouver des alibis attestant sa présence à Marseille, ces alibis résistent mal à un examen sérieux. Ils sont fournis par les siens, sa fiancée de l'époque, sa mère indéfectible. Mais ce qui s'est dégagé surtout de l'examen des deux affaires, c'est que celle de Carqueiranne pouvait bien avoir été finalement la suite de celle de Béziers. Car à ce Mammouth bitterois où il a dit n'avoir jamais mis les pieds le 22 décembre 1979, Recco doit bien reconnaître qu'il y était en tout cas venu le 13 juin précédent pour effectuer une livraison destinée à une des employées de la salle des coffres. On lui avait ouvert la porte blindée, car le paquet qu'il apportait ne pouvait pas passer dans la trappe par laquelle les caissières déposent leur recette à la fin du service. A ce sujet, une question a été posée à l'une des employées : le 13 juin, Recco a-t-il pu, en effectuant cette livraison, se *rendre compte qu'il y avait dans* cette salle de l'argent, beaucoup d'argent ? Recco, trop ardent, a voulu répondre le premier : non. Cette précipitation intrigue d'autant *plus que c'est à partir de l'été 1979* que Recco cherchera à acquérir une arme, et notamment auprès des Le Goff, à Carqueiranne, où il lui arrivait souvent de venir. Il s'ajoute à cela que le 22 décembre 1979, deux témoins assurent l'avoir vu au magasin Mammouth, une caissière et un client, M. Raymond Maffre. Il est vrai qu'à l'audience M. Maffre a commis une bévue de taille. Croyant désigner Recco, voilà qu'il a pointé son doigt vers un juré. Quelle aubaine pour une défense ! En d'autres circonstances, un Paul Lombard, un Frédéric Monneret ou un Alain Lhote s'en seraient saisi. Ils s'en sont bien gardé.

Car il ne suffit pas d'écarter M. Maffre. Il faudrait aussi négliger ces autres témoins qui disent que, après le crime de Béziers où furent volés les 660000 francs, Recco cherchait à acheter une maison et proclamait qu'il pouvait la payer entre 400000 et 500000 francs. Il faudrait encore écarter ceux qui l'ont entendu, à la même époque, annoncer *qu'il allait quitter son petit mé*tier de chauffeur-livreur à Sporasub pour ouvrir à Carqueiranne un magasin de location de planches à voile

Ainsi se dessine, subjectivement peut-être, l'image d'un Recco en quête d'ascension sociale, lui l'ancien condamné à perpétuité de 1962 pour l'assassinat d'un garde-pêche; lui le détenu en libération conditionnelle depuis 1977, pas assez fort pour accepter plus de deux ans la trop modeste place qu'on lui offrait pour ce retour à la liberté.

Alors, il n'y a plus qu'à compter sur la maman, la petite vieille de Propriano, rose comme un bonbon sous le châle noir, ouvrant ses *courtes et fortes mains de poisson*nière pour dire du petit qu'il est tellement honnête qu'il donnerait sa chemise, ou pour lancer quelques aphorismes dans le genre : « *Les lions se promènent, mais l'agneau, lui, il est vite pris.* »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

FAITS ET JUGEMENTS

DES « MOTARDS EN COLÈRE » RÉCLAMENT UNE RÉFORME DU PERMIS DE CONDUIRE

Plusieurs milliers de « motards en colère » ont manifesté, samedi 11 juin, à Paris, pour protester contre le « blocage » de la réforme du permis de conduire. Après avoir sillonné les rues de la capitale, les motards *se sont rassemblés sous la* tour Eiffel où ils ont tenu un meeting de protestation.

Dans un communiqué, les « motards en colère » soulignent que la commission moto a travaillé près de huit mois afin de préparer un projet de réforme et que « *rien n'est sorti de ces travaux* ». Pour les manifestants, qui réclamaient l'abolition du permis moto sous sa forme actuelle, la réforme serait « *bloquée au niveau d'un seul homme, M. Pierre Mauroy, qui fait passer son incompétence et son ignorance* [sur les permis] *avant des travaux sérieux qui vont dans le sens d'une meilleure sécurité* ».

● *Le réalisateur de films vidéo Jean-François Drach inculpé d'escroquerie.* – M. Jean-Louis Beauguitte, juge d'instruction à Paris, a inculpé d'escroquerie, le samedi 11 juin, M. Jean-François Drach, cinquante-neuf ans. M. Drach a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. En mai dernier, M. Drach avait été séquestré durant deux jours par sept hommes qui voulaient ainsi l'obliger à restituer les 900 000 francs empruntés à deux d'entre eux et qu'il avait dépensés au jeu (*le Monde* du 21 mai). Ces sept personnes ont été pour leur part inculpées de « *coups et blessures volontaires et séquestration arbitraire* » (*le Monde* du 25 mai).

● *Quatre cent cinquante kilogrammes de cocaïne,* d'une valeur estimée à 300 millions de dollars, ont été saisis, samedi 11 juin par les douaniers américains de l'aéroport de Miami (Etat-Unis). La drogue, enveloppée dans du papier, était dissimulée dans des bacs à fleurs que transportait un avion-cargo venant de Colombie.

Un malfaiteur tué par des policiers à Villeurbanne

Un malfaiteur dont l'identité n'a pas été révélée a *été tué*, samedi 11 juin dans l'après-midi, à Villeurbanne (Rhône), par des policiers alors qu'il venait de dérober sous la menace d'un pistolet-mitrailleur une somme de 35 000 francs dans une agence du Crédit agricole de Villeurbanne (Rhône). L'homme, dont le véhicule était tombé en panne, avait réussi à s'enfuir à pied, poursuivi par les policiers. Selon la police, se voyant cerné, il aurait ouvert le feu sur ses poursuivants, qui ripostèrent aussitôt, l'atteignant de deux balles.

ÉDUCATION

M. CHARLES PIETRI DIRECTEUR DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

M. Charles Pietri, professeur d'histoire à l'université de Paris-Sorbonne (Paris-IV), est nommé directeur de l'École française de Rome pour une période de six ans à compter *du 1*[er] *juillet 1983, en rem*placement de M. Georges Vallet, qui dirigeait l'établissement depuis 1971.

[Né le 19 avril 1932 à Marseille, M. Charles Pietri est ancien élève de l'École normale supérieure. Il obtient l'agrégation d'histoire en 1956, puis, après un séjour à l'École française de Rome, devient assistant à la Sorbonne. *De 1971 à 1976, il est maître de confé*rences à l'université de Paris-X (Nanterre). En 1976, il est nommé professeur à l'université de Paris-IV. Il dirige, depuis cette date, le laboratoire associé du C.N.R.S. d'histoire du christianisme, où il a succédé à Henri Marrou. M. Pietri a publié plusieurs livres et articles sur l'histoire sociale du christianisme.

● *M. Pierre Daniel réélu président de l'UNAPEL.* – M. Pierre Daniel, a été réélu samedi 11 juin, président de l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL). M. Daniel qui, après avoir exercé son mandat de président pendant trois ans peut le prolonger à nouveau trois ans, mais en le soumettant chaque année à réélection, a obtenu 213 voix sur 215. M. Patrick Derville (Amiens) a été élu premier vice-président, en remplacement de M. Jean-Louis Vanjour (Créteil).

POLICE

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Defferre : je suis responsable

« *Je suis responsable*, a déclaré, dimanche 12 juin, M. Gaston Defferre au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », ajoutant : « *M. Franceschi (...) est, sous mon autorité, chargé de la gestion quotidienne.* » Interrogé sur les « *responsabilités politiques* » dans le malaise policier et sur les manifestations du 3 juin, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a confirmé qu'il avait « *songé* » à présenter sa démission : « *Ce sont des questions dont je ne peux pas parler aujourd'hui. Je peux dire que, dans ce domaine, ma conscience n'a pas de reproche à me faire.* »

S'agissant des manifestations elles-mêmes : « *Je n'ai jamais vu une manifestation véritablement spontanée se dérouler de cette façon.* »

M. Defferre a précisé : « *Personnellement, je n'avais pas été prévenu de cette préparation.* » « *Non* », il n'était pas d'accord pour que les manifestants se rendent place Vendôme, devant le ministère de la justice. Il a, d'ailleurs, « *la plus grande estime* » pour M. Badinter. « *Nous avons eu, il est vrai, un différend politique en ce qui concerne les contrôles d'identité. Ce différend a été réglé par un arbitrage que j'ai accepté et qu'il a accepté. C'est le seul différend qu'il y ait eu entre nous. Les reproches adressés au ministère de la justice et à M. Badinter ne sont absolument pas fondés. Vous savez que le nombre des condamnations et que celui des détenus dans les prisons n'ont jamais été aussi élevés qu'aujourd'hui. La suppression de la peine de mort, votée par M. Chirac et par certains autres, n'a en rien influé sur le nombre des crimes ainsi que les chiffres le démontrent.* »

M. Defferre s'est expliqué sur les raisons de l'interdiction de la manifestation organisée par les syndicats policiers proches de l'opposition, le 16 juin. « *J'ai téléphoné personnellement au préfet de police pour lui demander cette interdiction : la raison est toute simple, car la manifestation précédente a dégénéré, comme vous l'avez vu, et si je laissais faire la prochaine par les mêmes hommes, je commettrais une faute grave. En ce qui concerne le meeting, j'examinerai ce qu'il y a lieu de faire. Certains des meneurs de la tendance dont je parle ont déclaré qu'ils ne seraient pas responsables de ce qui pourrait se passer à la sortie du meeting ou lors d'une manifestation spontanée. Je ferai demander à la préfecture de police de prendre contact avec eux, car je préférerais que les choses s'arrangent à l'amiable. Je ne voudrais pas avoir à faire intervenir la police, je ne voudrais pas prononcer des interdictions. Il faut que nous obtenions toutes les garanties. Si M. Le Pen ou d'autres personnes du même genre sont décidés à participer à ce meeting, si donc celui-ci ne revêt pas de caractère syndical, je n'hésiterai pas à l'interdire.* »

Une police « mal aimée »

M. Defferre a cependant reconnu que la police se sent « *mal aimée* », « *mal dans sa peau* ». Aux critiques de l'ensemble des syndicats policiers – à gauche comme à droite – sur le retard des réformes, il a répondu : « *En vérité, tous les syndicats et surtout, comme il est normal, ceux de gauche, auraient voulu que toutes les promesses soient réalisées en quelques mois. Si l'on se réfère à la lettre envoyée par François Mitterrand à la police le 4 mai 1981, on constate que, sur seize propositions faites, douze ont d'ores et déjà été réalisées en deux ans. Et je rappelle que le président de la République est élu pour sept ans. Si l'on se réfère au rapport Belorgey, on s'aperçoit que les trois quarts des propositions qu'il contient ont déjà eu une application. (...) Nous avons réalisé beaucoup de choses, et très vite ! On aurait voulu que nous fassions tout et tout de suite, mais ce n'était pas possible.* »

Quant à la « *réorganisation* » de la police nationale annoncée par le premier ministre, M. Defferre a répondu : « *Nous allons, M. Franceschi et moi – personnellement, je m'y consacrerai de nouveau, – recevoir les syndicats les uns après les autres. J'en ai déjà reçu un certain nombre. Je recevrai tous les autres, sans exception, tous ceux qui me le demanderont.* » Il s'est refusé à fixer un calendrier des réformes envisagées ou à promettre un débat parlementaire sur la police à l'automne. « *Nous allons travailler à écouter les policiers, d'abord, à tirer les leçons, puis à préparer et à essayer de mettre en œuvre toutes les mesures de qualité. (...) En ce qui concerne l'aspect qualitatif, nous allons nous efforcer de faire tout notre possible pour qu'il y en ait autant que possible, je le répète pour que, désormais, le moral de l'ensemble des policiers soit un bon moral.* »

M. Defferre a seulement précisé qu'une étude de l'inspection générale de l'administration était en cours sur la réduction des horaires, et que l'enquête sur les événements du 3 juin continuera « *jusqu'à la fin du mois* ».

Enfin, M. Defferre s'est interrogé sur l'affaire des Irlandais de Vincennes : « *Vraiment, cela a l'air d'une comédie tellement bien montée, tellement bien organisée pour essayer de faire la preuve que la gendarmerie n'est pas un bon corps, que les choses n'ont pas été faites régulièrement... Il y en a trop, vous avez exagéré, vous en avez trop dit... et je suis sûr que dans les semaines qui viennent, on s'apercevra que les choses ne se présentent pas comme la presse et les médias l'ont annoncé.* »

M. Defferre reconnaît toutefois qu'il n'a pas d'informations à ce sujet : « *C'est une impression. (...) Je n'ai pas lu le dossier.* »



« AU CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Chirac : une politisation croissante

Interrogé au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche, sur les récentes manifestations de policiers, M. Chirac a répondu : « *Quelles sont les causes de cette situation et de cette espèce de déstabilisation, en quelque sorte, de notre police qui est le résultat de la gestion actuelle? J'en vois plusieurs. Il y a d'abord l'augmentation sans précédent de la délinquance et de la criminalité. Pour Paris, 30 % de plus en 1982 par rapport à 1981, ce qui est considérable. Ensuite, la faiblesse des effectifs de police qui sont aujourd'hui moins nombreux qu'ils n'étaient il y a deux ou trois ans, cela en raison notamment de la diminution de l'horaire de travail. Les services de police estiment qu'il manque actuellement 6500 policiers, rien que pour Paris. C'est vous dire l'ampleur du problème. Il y a aussi la responsabilité due aux structures nouvelles; la création d'un secrétariat d'État au ministère de l'intérieur – j'ai été ministre de l'intérieur, j'ai été premier ministre, je sais comment fonctionnent les choses – est, en soi, quelque chose d'absurde, qui ne peut pas fonctionner et qui ne peut être que générateur de conflits et de désordres. Cette double hiérarchie n'a naturellement pas facilité les choses. Il y a aussi la rivalité qui a été artificiellement créée entre les services de sécurité, notamment entre la police et la gendarmerie, et qui a eu des conséquences non négligeables et dont on paie aujourd'hui les frais, avec l'affaire des Irlandais de Vincennes, l'inculpation d'officiers de gendarmerie dont on ne peut pas imaginer un seul instant qu'ils aient été spontanément coupables, en tout cas je ne l'imagine pas.*

» *Il y a encore les querelles qui se sont développées au sein du gouvernement entre le ministre de la justice et le ministre de l'intérieur, notamment au sujet des contrôles d'identité. Il y a cette espèce de laisser-aller, là aussi, qui a caractérisé – j'ai eu l'occasion de l'évoquer plusieurs fois – la politique conduite depuis un certain temps et dont le point fort a été cette lamentable affaire Knobelspiess ; on se souvient de la campagne de soutien indécente et provocatrice menée en faveur de ce personnage et qui a fini par mettre en cause la police elle-même. Il y a, enfin, une politisation croissante de la police par la mise en place de structures syndicales parallèles à la hiérarchie et qui n'ont cessé de mettre en cause cette même hiérarchie. Tout cela a ceéé naturellement un climat très contraire aux exigences de la sécurité et de l'ordre, alors que nous avons une police dont chacun sait qu'elle est probablement – enfin qui est considérée ou qui était considérée – l'une des meilleures.* »

Le maire de Paris a ajouté : « *Depuis deux ans, le gouvernement – je ne dis pas le garde des sceaux – a pris un ensemble de mesures qui ont pour résultat, d'une part, une augmentation importante de la criminalité et de la délinquance, et, d'autre part, une démobilisation. (...) Je le dis très clairement : bien sûr, je suis favorable à une politique de prévention et au développement de cette politique ; mais à partir du moment où l'acte répréhensible a été commis, il doit être sanctionné sans aucune faiblesse. Et, s'il faut faire des prisons nouvelles, eh bien ! je suis tout prêt à considérer qu'il s'agit là d'un investissement prioritaire.* »

SCIENCES

La mission de Pioneer-10

(Suite de la première page.)

La tâche de Pioneer-10, qui a aussi permis de préciser certaines données sur l'héliosphère – de dimensions beaucoup plus grandes qe prévues, – est loin d'être terminée et l'on n'exclut nullement, outre-Atlantique, que la sonde puisse aussi permettre de lever le voile sur certaines variations inexpliquées dans les orbites des planètes Uranus et Neptune. Une hypothèse possible tient, peut-être, dans l'existence d'un compagnon lointain de notre Soleil qui pourrait être une étoile à neutrons – peut-être un trou noir – dont l'influence se ferait sentir jusque dans notre système solaire. L'existence d'un tel objet, pour lequel certains astrophysiciens parlent de soleil noir, n'est nullement improbable, et déjà certains indices laissent à penser qu'une source de rayonnement gamma particulièrement puissante, située dans la constellation des Gémeaux (Geminga), pourrait être un bon candidat. Cette nouvelle demande à être confirmée et, en attendant, doit être prise avec la plus grande prudence.

Audace et économie

Si Pioneer-10 parvient à donner des éléments d'informations sur ce sujet, la sonde marquera une nouvelle première à son actif et démontrera que le programme Pioneer est un peu le triomphe de l'audace et de l'économie. De l'audace dans la mesure où pour tenter d'appréhender la genèse du système solaire au travers de ses deux plus grosses planètes, les Américains n'ont pas hésité à confier leurs espoirs à des sondes relativement légères et équipées chacune de douze instruments scientifiques. De l'économie, enfin, eu égard à la centaine de millions de dollars seulement – le programme Viking d'exploration de Mars a « consommé » 1 milliard de dollars de 1975 – que ce programme a coûté.

Aujourd'hui, et c'est peut-être ce qui est le plus surprenant, Pioneer-10, alimenté par ses générateurs au plutonium 238, fonctionne toujours et lance à travers l'espace sa petite voix. Une petite voix qui met plus de quatre heures à nous parvenir et que recueillent encore les grandes antennes de soixante-quatre mètres du Deep Space Nertwork. Pour combien de temps encore ? Quelques années sans doute. Vraisemblablement jusqu'en 1994, date à laquelle le manque de sensibilité des systèmes d'écoute terrestres sera pris en défaut. Mais qu'importe. Car au moment où commencera cette période de silence, une autre forme de communication prendra le relais : celle de ce message – gravé sur une petite plaque fixée sur la sonde – que l'humanité adresse au reste de l'univers, sous la forme d'un dessin quelque peu énigmatique.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Le Monde

culture

LA MORT DE FABRICE EMAER

Le dernier masque de l'ami

Fabrice Emaer, directeur et animateur du Palace, est mort le 10 juin. Il était âgé de quarante-huit ans. En l'espace de quelques années, cet homme à la personnalité rayonnante, contrastée, avait plus que contribué à renouveler les pratiques du monde de la nuit, brisant les frontières, les ghettos, l'opprobe, inaugurant en France une sorte de discothèque, géante, théâtrale dont beaucoup d'établissements dans le monde se sont depuis inspirés. Producteur de concerts, il savait prendre des risques et le Palace est devenu une des institutions des familiers du rock.

Grand, un physique puissant, et pourtant des traits fins, il s'était composé un personnage de façade, *ce dont paradoxalement il ne se cachait pas*, entre le dandy, le patron, le mécène, l'homme d'élégance, quelquefois d'insolence, d'arrogance. C'était le tribut qu'il payait à la nuit, car la nuit ni la fête n'avancent à visage découvert pour ne pas révéler leur gravité. Ce qu'il était vraiment, seule sa générosité le trahissait. Parfois aussi, il laissait cours à une gaieté telle qu'on y lisait un instant l'inquiétude, la férocité de la vie. Depuis quelques mois, nous étions ainsi plusieurs à redouter l'association d'une gaieté trop affichée et d'une maigreur trop visible chez celui qu'on avait pu, naguère, appeler « le colosse ». Car il cherchait aussi à dissimuler son courage.

Né en 1935 à Wattrelos, près de Roubaix, il avait tôt quitté le Nord pour imposer, à Paris, sa soif de liberté. Il régna d'abord sur un mouchoir de poche, un bar minuscule, dans les années 60, quand la liberté des mœurs ne s'appelait pas même tolérance, ou bien alors dans le secret. En 1968, il ouvrait rue Sainte-Anne le Club 7, à la fois discothèque qui s'affirmait homosexuelle, brassait toutes les couches sociales, et restaurant où se retrouvaient les femmes du monde, celles et ceux de la mode, les sorties d'opéra, les vedettes en transit.

Fabrice, comme on l'appelait désormais, s'entourait, pour l'aider à encadrer les caractères volontiers débridés de la nuit, de collaborateurs, d'amis, dont l'intelligence, la sensibilité, la culture, étaient à ses yeux les premières qualités, plutôt que les gros bras ou l'art de faire sauter un bouchon de champagne. Fidèle, exigeant, il sut donner une consistance à un univers d'ordinaire redouté pour sa légèreté. De la nuit, il *eut cependant à mesurer* aussi l'horreur, la cruauté, au cours d'une fusillade où il vit périr un être cher et dont, blessé lui-même de plusieurs balles, il mit un an à se remettre.

En 1978, Fabrice Emaer achetait, restaurait, rénovait le Palace, un music-hall classé des années 20 qui devenait alors quelque chose comme la plus somptueuse boîte de nuit du monde et a contribuait à re*dorer le blason passablement terni* de la ville lumière. Une succession de fêtes, carnavalesques ou « sardanapalesques », masquées ou cravatées, luxueuses ou populaires, faisaient, selon les plus antiques traditions, oublier un peu la crise et la morosité du temps.

Les hommes et les modes passent, mais ces fêtes auxquelles Fabrice présidait, auront un jour, enluminées par la mémoire de milliers de *personnes, la postérité qu'ont* aujourd'hui les folies de la Belle Époque et de l'entre-deux-guerres. De ces temps, il savait d'ailleurs faire renaître la générosité profuse, enthousiaste, se comportant en mécène avec les artistes qu'il aimait — peintres, architectes, musiciens qu'il faisait travailler sans guère compter au Palace, gens d'écriture et d'étude auxquels il sut souvent donner les moyens, le temps, la liberté d'écrire.

Fabrice avait voulu un palace po*pulaire, mélangé, sans frontière* d'argent, de race, de mœurs. Pourtant, quand le Palace répondit par son succès à ses vœux initiaux, cet être paradoxal inventa dans le sous-sol même du théâtre, un club pour happy-fews qui porte le nom éloquent de Privilège. Il n'aimait que ce qui changeait, et lui-même changeait d'idées, de convictions, de visage. Aléatoires, inconstants, différents par définition, les concerts rock dont il devint bientôt producteur, le ci*néma, la danse, le spectacle, ont* aussi donné au Palace cette mobilité d'expression qu'il cherchait.

Fabrice n'aimait pas « sortir », formule qui désigne plutôt une manière de s'enfermer. Sinon dans les endroits qu'il avait créés, et pour y travailler. Là était l'essentiel de son univers, surtout ses collaborateurs qui formaient sa première famille, et qui restent bien armés pour poursuivre l'œuvre du « patron ». Eux savent ce qu'ont été son exigence, sa fidélité, les qualités que cachaient son système d'apparence. Ils savent combien l'homme poli, léger, brillant, pouvait être sérieux, curieux de toutes choses, passionné, sincère. Ce qu'ont été ses tragédies. Comme *il aimait à marcher seul, des heures* durant, sur une plage déserte.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

La nuit à une porte

La fête est veuve. Fabrice Emaer, passé du côté de la nuit à une porte, celle qu'on ne franchit que contraint, quitte la nuit dont il était le prince, celle qu'on traverse à son gré. Fabrice parti, la nuit ternit, comme un métal qu'on ne polira plus.

Fabrice Emaer est mort, dévoré par la nuit, la nuit dont il était le possesseur inégalé parce qu'il en refaisait constamment l'offrande : à ses proches aujourd'hui privés de pôle, à ses amis, à de plus brèves rencontres, à ses clients — au sens où ceux-ci lui devaient tout, parce qu'il distribuait la fête comme jadis le patricien romain le pain. Tous ceux-là, sans le savoir, ou le pressentant parfois, ont mangé Fabrice en croyant mordre dans la nuit.

Au jour de ses obsèques, peut-être se trouvera-t-il quelqu'un pour répéter le cri entendu aux funérailles de Verlaine : « Tous les amis sont là ! » *Pour que se perpétue le paradoxe de cet homme solitaire, mais naviguant toujours sur le flot de l'amitié.*

PHILIPPE BOUCHER.

ROCK

ROBERT PALMER AU PALACE

Convaincant

On a connu Robert Palmer enregistrant dans la seconde moitié des années 70 des disques superbes et se révélant, en revanche, invariablement décevant en concert. Aujourd'hui, c'est l'inverse : les disques ont perdu de leur identité, mais, les vendredi 10 et samedi 11 juin, le chanteur anglais, installé depuis plusieurs années à Nassau, s'est montré pleinement convaincant sur la scène du Palace, même si, l'effet Bowie jouant, la salle n'était qu'aux trois *quarts pleine. Bien sûr Robert* Palmer est toujours aussi maladroit, les gestes patauds, les mouvements disgracieux. Bien que séduisant (tout de blanc vêtu et le teint bronzé), on le sent mal à l'aise sur les planches mais il compense cela par un spectacle énergique et dépouillé qui repose uniquement sur la musique.

Soutenu par un groupe de six musiciens (deux batteries, deux synthétiseurs, une guitare, une basse), il exploite au mieux la vitalité d'une musique qui emprunte autant au rock qu'à la musique noire. Une espèce de « hard-funk » aux accélérations brutales qui invite à la danse de façon pressante. Pulsions chaloupées et mélodies pétillantes chantées d'une voix élégante et gorgée de *soul*, les couleurs sont chatoyantes et l'inspiration a de la personnalité. L'importance des synthétiseurs, qui envahissent les disques, est ici atténuée par l'incroyable puissance des deux batteries, dont *les élans* conjugués ne laissent aucun vide, multipliant les rythmes auxquels vient s'ajouter une basse sensuelle, omniprésente. A partir de compositions riches et nuancées, Robert Palmer *fait preuve d'un style qui sans souci* de coller à la mode s'y intègre parfaitement.

ALAIN WAIS.

★ Discographie chez Phonogram.

CROSBY, STILLS AND NASH A AUTEUIL

La force de la nostalgie

Depuis la reconstitution intermittente de l'association Crosby, Stills and Nash en 1977, beaucoup d'observateurs ont décrit les protagonistes comme des naufragés du rock, des musiciens vidés de leur substance, meurtris, dépossédés par les mouvements de la vie.

Samedi 11 juin, sur la pelouse d'Auteuil où s'étaient rassemblés vingt mille personnes, l'attente a semblé un peu grise. Il n'y avait pas ce climat d'impatience euphorique qui avait si fortement marqué, deux jours auparavant, toute l'heure précédant le spectacle de David Bowie.

Quand, enfin, le trio est arrivé sur scène on a été un peu étonné du changement physique de David Crosby, devenu une sorte de bouddha placide, et de Stephen Stills, qui a pris l'allure d'un universitaire américain, le visage empâté, éclairé par des lunettes. Et puis, comme au Wembley Stadium de Londres en 1974, Crosby, Stills and Nash ont attaqué le concert avec *Love the one you're with*, et tout a basculé — du moins durant la première partie du show.

Tout de suite les trois voix se sont complétées, se sont fondues littéralement pour faire jaillir une forme de magie musicale. On a retrouvé chez ces figures légendaires du rock une certaine *qualité de vibration*, une reconnaissance d'instinct à instinct. On a senti chez eux l'envie, le désir, c'est-à-dire la force de vie qui transfigure tout.

La finesse harmonique et la perfection vocale de la première chanson ont créé le charme, un sentiment de fusion qui reviendra par à-coups pendant toute la première partie. Car, bien sûr, David Crosby, Stephen Stills et Graham Nash sont trois individualités, trois solitaires qui ont conservé la même démarche qu'autrefois : le compositeur de la chanson interprétée est mis en évidence, et les deux autres ont une participation plus ou moins active.

***Dark Star* que chante ensuite Stephen Stills de sa voix fragile et voilée permet à celui-ci de montrer une énergie brûlante retrouvée et de pousser les autres avec un style plein d'intensité et de hargne. *Wind on the Water*, exposée par Graham Nash au piano puis chantée à trois voix, d'une limpidité absolue, donne l'impression que Crosby, Stills and Nash ressentent en eux-mêmes des forces infinies. La plupart des titres joués sont d'anciennes compositions *«réactualisées»*, selon l'expression de Stills. Et il y a dans ces mélodies — y compris naturellement dans *Blackbird*, de John Lennon et Paul McCartney, repris par le trio — un soleil inépuisable.**

Pendant ce temps, à droite du podium, image surréaliste, des infirmiers en blouse blanche dansent et font la roue dans un ballet sans fin.

Après *un court entracte et un intermède* des trois voix, seulement accompagnées par la guitare à douze cordes de Stills, le groupe va passer à des chansons surtout récentes où ne se retrouvent pas cette lumière et cette grâce qui ont ébloui pendant la première partie. Parfois, les rythmes sont durs et épais. D'autres fois, ils font une incursion dans le blues et ce n'est pas sans séduction. Mais, quand il y n'y plus de mélodie — ce qui arrive malheureusement à Crosby, Stills and Nash, — alors tout tourne à vide. Et l'on se rend compte que le trio, *aujourd'hui*, est véritablement en panne de création.

∴

Le même samedi 11 juin, à New-York, Paul Simon et Art Garfunkel ont annoncé qu'ils allaient se produire dans *d'immenses stades américains en juillet* prochain. *« Nous sautons toujours une décennie*, a déclaré Paul Simon. *Nous étions ensemble dans les années 60. Nous nous sommes retirés dans les années 70. N'attendez rien de nous dans les années 90. Si nous sommes toujours là en l'an 2000, nous donnerons un grand concert et ce sera gratuit. »*

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Albums Crosby, Stills and Nash chez W.E.A. Filipacchi Music.

EXPOSITIONS

A Paris et à Rome : l'âge néoclassique

Les rapports «culturels» entre Rome et Paris s'expriment par des expositions. Et, sans qu'on puisse s'en étonner, celles-ci portent le plus souvent sur des artistes de l'âge néoclassique qui vit en effet un rapprochement sans précédent entre les deux capitales. C'est à ce titre qu'on trouve ici un ensemble original de dessins — déjà présentés à Milan et à Rome — qui nous viennent du Musée de Bassano, la ville de Vénétie célèbre par son pont sur la Brenta au pied du Monte Grappo. Ce détour, un peu surprenant s'explique par le fait que Possagno, le village natal de Canova, est tout proche, et que Bas*sano doit à une donation ancienne de* posséder près de deux mille dessins du sculpteur de Pauline Borghèse et de Napoléon.

Le grand intérêt du groupement, finalement très important, apporté *par F. Rigon aux Parisiens est de* montrer des pages de carnets où les études de nus sont aussi sévères que les petits scénarios de figures en mouvement sont vifs et légers. Ce Canova en liberté travaillant au crayon noir est fasciné, comme Rodin, par les danseuses; il traite le corps mince et fuselé comme un chiffre inépuisable. Une remarquable occasion de découverte, en somme (1).

A la Galerie Borghèse a lieu, en ce moment même, l'exposition complète de l'œuvre peint et des dessins d'un de ces artistes oubliés, qui a précédé David et qui est mort trop tôt : Bénigne Gagneraux. A l'époque où le Prix de Rome avait un sens pour les artistes, l'académie de Dijon avait voulu envoyer, elle aussi, des pensionnaires dans le Ville éternelle, et en 1776 y expédia un jeune Bourguignon de vingt ans, qui fut quelques années plus tard découvert par le roi de Suède. Gagneraux, camarade de Prud'hon, pratiquait un dessin serré, filé, tout en contours, au service de scènes tour à tour violentes et suaves, soumises à l'appareil antique, mais aussi de compositions d'histoire.

Pourquoi la Villa Borghèse? Parce que Gagneraux y a peint le décor d'un plafond : *Jupiter et Antiope*, qui eut l'honneur d'être copié par Thorwaldsen. L'exposition ira ensuite à Dijon. Elle est l'œuvre d'une spécialiste suédoise et d'un pensionnaire-historien de l'Académie de France, Sylvain Laveissière (2).

ANDRÉ CHASTEL.

(1) Mairie du quatrième arrondissement, jusqu'au 20 juillet.

(2) Bénigne Gagneraux (1756-1795), un peintre français dans la Rome de Pie VI, 109 numéros, catalogue par S. Laveissière et B. Sandström, Villa Borghèse (jusqu'à fin juin).

THÉATRE

«LIT VERS LETHE», à la Salpêtrière

L'image prise

Une femme se noie dans le fleuve de l'oubli, se débat, s'accroche farouchement à des images qui flottent, celle d'une femme en manteau rouge dont le bras se tend en avant comme pour arrêter le flot de voitures. Cette femme qui se noie est elle-même une image : une star. Elle est prise en image par un photographe fasciné, *qui l'extirpe d'elle-même et pour*suit son fantasme : le «cliché» de la star. Mais la femme en proie à l'oubli se dérobe en même temps que se dérobe sa mémoire. Le temps se déchire; et c'est comme si elle répétait un rôle, comme si elle reprenait un rôle déjà joué, dont surnagent des bribes...

Philippe Mercier — un brin lointain — et Viviane Théophilidès, dialoguent, se fuient plus qu'ils ne se cherchent dans ce lieu bizarrement détourné de sa fonction : la chapelle de la Salpêtrière, où tout est trop grand, trop solide — solide comme un arbre qui n'a pas vu passer le temps, un blockhaus dont les murs massifs et lisses semblent *retenir la mémoire qui manque* aux humains.

Mi-Lorelei, mi-Marilyn, Viviane Théophilidès, haussée sur de hauts talons d'argent, se retranche derrière la pose glamour, quitte le miroir vide de l'objectif qui tente de la fixer, part en quête d'un signe de vie, de certitude, glisse, se love dans les draps blancs d'un sommeil impossible, s'arrache à l'angoisse, s'abandonne à la mort qui ne vient pas. Et tout recommence.

La pièce de Louis Aftel possède un charme noir que rend très bien la mise en scène de Philippe Mercier. Mais on perd beaucoup du texte à cause d'un effet de réverbération. Alors, on s'attache au comédien et à la comédienne, si vulnérables, si incongru sous la haute voûte trop éternelle.

COLETTE GODARD.

★ Chapelle de la Salpêtrière, 21 heures.

■ Le prix Plaisir du théâtre — d'un montant de 20 000 francs — a été attribué à Georges Wilson, qui a mis en scène et interprété, avec Delphine Seyrig *Sarah ou le cri de la langouste*, au Théâtre de l'Œuvre

CINÉMA

LE PALMARÈS DU FESTIVAL D'ANNECY

Le jury des quatorzièmes Journées du cinéma d'animation d'Annecy a attribué, samedi 11 juin, son grand prix au film tchécoslovaque *les Possibilités de dialogues*, de Jan Svankmajer. Le prix spécial du jury a été décerné à *Dance of Death*, de Dennis Tupicoff (Australie). le prix de la première œuvre à *Album*, de Kresimir Zimonic (Yougoslavie). Le jeune public a remarqué le film *Histoire de Petit Lapin et de Gros Lapin*, de Johan Hagelback (Suède).

■ Josef Kaut, président du Festival de Salzbourg depuis 1971, est mort mercredi 8 *juin dans cette ville* à l'âge de quatre-vingts ans. Il sera remplacé par M. Albert Moser, soixante-trois ans, qui a bénéficié de l'appui particulièrement actif de Herbert von Karajan. M. Moser a été secrétaire général de l'Opéra de Vienne et directeur de la Volksoper.

■ Une soirée consacrée à l'écrivain est-allemand Stephan Hermlin aura lieu le mardi 14 juin, à 20 h 30, à la Maison de la poésie, sur le thème de « L'engagement », avec la participation de Jean Tardieu, qui fut son premier traducteur. Entrée gratuite. (Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, Paris-1er.)

■ Le guitariste et chanteur ivoirien Ernesto Djedje est mort le vendredi 8 juin à Yamoussoukro. Il *était âgé de* trente-cinq ans.

SPECTACLES

MUSIQUE

« FLAMINIO », à l'Opéra royal de Versailles

(Suite de la première page.)

Le troisième mariage réunira les valets, *Bastiano* et *Checca*, tandis que Polidoro restera célibataire.

Un peu excédé au début par la mécanique pergolésienne qui fait alterner les épisodes burlesques (lumière vive) et les interminables *arias da capo* (pénombre), par les attitudes stéréotypées des personnages et les accompagnements orchestraux à l'unisson, on se sent peu à peu pénétré par le charme de cette musique et le caractère profondément humain des personnages, par-delà l'anecdote du livret.

L'accent très neuf de Pergolèse apparaît quand on songe que Vivaldi, Scarletti, Haendel, Rameau et Gluck (auxquels il doit si peu) sont tous morts après lui et qu'il semble directement annoncer Mozart, dont *Idoménée* et *l'Enlèvement au sérail* ne seront écrits que plus de quarante-cinq ans plus tard. Les airs flamboyants, nostalgiques, furieux ou désespérés (parfois annoncés par des récitatifs orchestraux de grand caractère) de Flaminio (rôle travesti), d'Agata, de Giustinia, ont déjà des accents de Donna Anna, d'Elvire ou de Fiordiligi. Si Pergolèse a fait descendre l'opéra de l'*Olympe* ou des cours royales dans la vie de tous les jours (principale nouveauté de *la Servante maîtresse*), il a, de plus, jeté les bases d'un réalisme psychologique encore inconnu, annonçant un véritable changement de société.

Il y aurait bien d'autres traits à analyser dans cette œuvre telles la suave poésie de certains accompagnements ou interludes (dont deux au moins ont été utilisés par Stravinski dans *Pulcinella*), la vivacité des dialogues comiques mélangeant les dialectes italiens, la virtuosité des airs bouffes ou bravachés, la verve irrésistible des parodies burlesques (l'air des « Miaou », qui pourrait avoir inspiré Rossini, et le duo des valets imitant le son des instruments, directement démarqué par Cimarosa dans *le Maître de chapelle*), qui dénotent une alacrité spirituelle et une fraîcheur d'inspiration inépuisables, malgré le carcan des procédés en usage. Et Pergolèse n'avait que vingt-cinq ans !

Si le décor unique reste bien pauvre et les costumes des dames franchement laids, la mise en scène de Roberto de Simone semble s'assouplir au long de la soirée : le vocabulaire traditionnel de la *commedia dell'arte*, d'abord sec, convenu et ridicule, retrouve peu à peu sa sève et son invention, comme dans le joli concert des masques aux gestes saccadés d'automates de Jacques de Vaucanson.

Dans une distribution honorable, on retiendra surtout l'Agata autoritaire et véhémente de Fiorella Pediconi, le savoureux valet lourdaud de Silvano Fagliuca et enfin Daniela Dessy, Flaminio vibrant comme un chevalier à la rose. Herbert Handt dirige excellemment l'orchestre du San Carlo.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Dernière représentation ce lundi 13 juin (21 heures).

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Alto. – *Premiers prix :* Miguel da Silva Fernandez, Nathalie Baudoin, Christophe Desjardins, Laurent Verney, Jean-Pierre Drouet, Cécile Deniélou, Magali Jeanneau.

Deuxièmes prix : Christophe Caugue, Caroline Gallois, Charles Lockie, Catherine Lefebvre.

Violoncelle. – *Premiers prix* Emmanuel Gaugue, Jin Chee, Philippe Tribot, Bernard Scoatariu, Maryse Laufer.

Deuxièmes prix : Eric Picard, Paulo Appelberg Gaio Lima, Nathalie Gaudemer, Aldo Ripoche.

Woronicki, découverte du piano

Aleksander Woronicki est un pianiste de grande dimension. Son jeu est royal, c'est un clair. Heureux les clairs.

Il est taillé pour être soliste, comme d'autres sont nés pour être architectes ou philosophes, envers et contre toutes les solitudes. C'était l'évidence, à l'hôtel Saint-Aignan, dans le Marais, où il vient de jouer Chopin, Liszt en bis, et encore Chopin. Les rappels n'étaient pas ceux d'amis et connaissances venus faire la claque. Quand on est né à Cracovie en 1952 et que l'on a quitté son pays, la Pologne, pour habiter avec sa femme dans une chambre de bonne à Courbevoie en échange d'un nombre copieux d'heures de ménage... on ne dispose pas de foules d'amis.

Alors voilà : Woronicki, qui, depuis deux ans, n'a guère eu la possibilité de travailler son instrument – piano décrété gênant par des voisins d'étage prêts à appeler la police – et qui a eu encore moins l'occasion de se faire entendre en public, Woronicki est très fort, et le dire n'a rien d'exagéré.

Décrire sa technique ? Cette façon de réussir sans nulle apparence de peine les choses les plus ardues ? Décrire plutôt qu'il semble penser chaque morceau avec son début et sa fin, comme s'il en reconstruisait fermement jusqu'aux triolets périlleux ? Il interprétait Chopin, parce qu'à un Polonais dans sa situation on impose quasiment un tel programme : Paris sera toujours Paris. Mais, après tout, Chopin est le plus grand musicien de piano, Rubinstein le disait, on le découvrait ici dans une salle en pierre et dalle de béton d'acoustique pourtant désastreuse.

Tout allait de soi, jusqu'aux folies d'abstraction, jusqu'aux sonorités déchirantes, touchant à la douleur sereine, entrelacées de confidences déliées et secrètes à la fois comme seuls les enfants savent en faire. Puis, des couleurs de petits matins lavés par la pluie, l'été, ou, au contraire, le poids des nuits difficiles...

MATHILDE LA BARDONNIE.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE CHROMOSOME CHATOUILLEUX - Café d'Edgar (320-85-11), 21 h 30.
LA DÉESSE DU CIEL - Centre Pompidou (277-12-33), 20 h 30.
GOBBLE UP STORIES - Dix Heures (606-07-48), 20 h 30, en américain.
IL FLOTTE DANS L'AIR DES MILLIERS DE PARDESSUS - Vincennes, Sorano (343-73-74), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 20 h : Messa Da Requiem.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), à 20 h 30 : Andromaque ; Thermes de Cluny : 21 h : le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc.
Petit TEP, 14 h 30 : la Cuisine et Opéra bouffe ; 20 h 30 : la Souris et son Fils.
BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma-vidéo : Au nom de la raison ; 16 h : Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable ; Images, rue, images ; 19 h : En finir avec la faim.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : 18 h 30 : C. Eda-Pierre/H. Cartier Bresson (piano) (Chopin, Rameau, Mozart...).

Les autres salles

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46), 21 h : Lit vers Léthé.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samuel.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 20 h 30 : Les Mystères du Confessionnal ; II. 18 h 30 : Fragments ; 20 h 30 : Milosz ; Petite salle, 22 h 15 : Permis de séjour.
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berlinois.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Surprise.
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 22 h 30 : l'Argent de Dieu.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : L'ivrogne dans la brousse.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 21 h : J. Charby : Pour de rire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – *II. 20 h 15 :* les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova babies ; 22 h 30 : l'Argent de Dieu.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), *22 h 30 : Romeliette et Julot.*

Lundi 13 juin

Les comédies musicales

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il signor Fagotto.

Le music-hall

AMERICAN CENTER (321-42-20), 20 h 30 : Poésie directe.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Angel Maimone Entreprise.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Odissi.
EPICERIE (547-50-85), 20 h 30 : S. Hyedan, Rubeus Danse...
TH. DE PARIS (280-09-30) 20 h 30 : Cuadra de Seville.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 20 h 30 : Chœur de la cathédrale d'Helsinki (Bach, Haendel, Sibelius).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium : Cycle acousmatique ; 18 h 30 : Pinot, Fort ; 20 h 30 : Vandenbogaerde, Lefebvre ; Auditorium 106, 18 h 30 : D. Megevand, R. Andia (Chaynes, Finzi).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : L. Segerstam (Segerstam, Bancquart, Strauss).
FIAP, 20 h 30 : L. Cabel, Th. Mathias (Bach, Vinci, Damase).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : G. Rispal, S. Bartrop.
CITÉ UNIVERSITAIRE, Grand Théâtre, 21 h : Gwo Ka.
ATHÉNÉE, 21 h : J. Norman.
MUSÉE GUIMET, 20 h 45 : Orchestre de chambre H. Nafilyan (Holstein, Ancelin, *Honegger*).
ALLIANCE, 20 h 30 : Ensemble Circle.
THÉATRE MARIGNY, 20 h 30 : Orchestre d'enfants Suzuki de Chicago (Mozart, Schumann, Vivaldi...).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), à 20 h 30 : M. Solal.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : R. Guérin.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h : Screaming'Jay Hawkins.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Rod Stewart.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Sterkar Tubapack.

Festivals

XXe FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)

CENTRE CULTUREL DE WALLONIE-BRUXELLES, 20 h 45 : Vingt minutes d'entracte.
TH. ESSAION, 18 h 30 : Un mari à la porte ; 21 h 45 : Sally Mara.
CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUVAIS, 20 h 30 : la Crapotte ; à 22 h : Les mots qui penchent.

VIIes SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-60)

21 h : A. Kerrigan, S. Bodley (Hugues, Brahms, Wolf...) ; le 14 : Ensemble baroque français (Boismortier, Mondonville, *Telemann*...).

PRINTEMPS DE LA JEUNE CRÉATION (Quartier des halles) (547-50-85)

DANSE : Espace de l'Horloge, 18 h 30 et 20 h 30 : Cie Signans, Gwall V., Catala-Lemosof, Rubeus Dance Guillaumes, Bos productions-M. Lelièvre-Frédéric, M.O.T.U.S. Danse, Ramdam.
MUSIQUE : Galerie des Lombards, 20 h 30 : Samarkand Djinn concept.

FOIRE SAINT-GERMAIN

Place Saint-Sulpice, 17 h : Théâtre forain.
Salle des Fêtes de la Mairie, 18 h 30 : B. Drandarova (Frescobaldi, Scarlatti, Mozart...) ; 20 h 45 : Comme dit monsieur.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

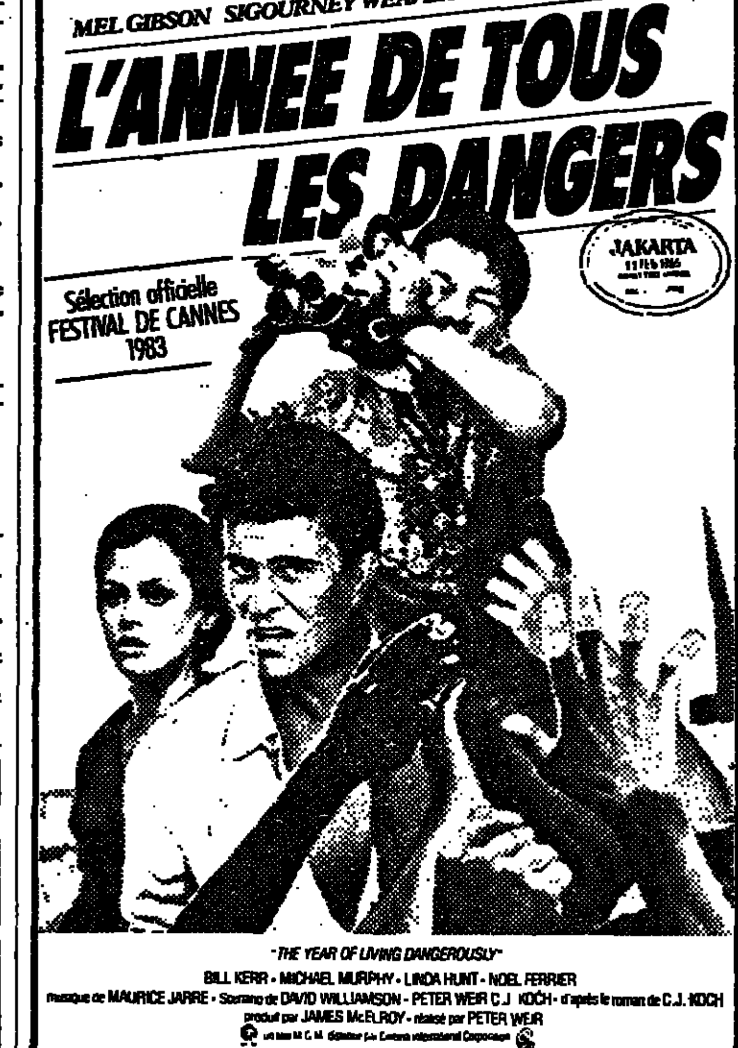
18 h, Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC ; 21 h, le *Bâtard*, de *B.* Van Effenterre.

BEAUBOURG (278-35-57)

Festival de Cannes 83 - Quinzaine des réalisateurs ; 15 h, Daniel prend le train, de P. Sandor ; 17 h, Sans l'ombre d'un péché, de J. Fonseca E. Costa ; 19 h, Panorama du cinéma indien : la Graine, de S. Benegal.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
L'ARGENT (*Fr.*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., *v.o.) : Danton*, 6e (329-42-62). – V.o., v.f. : Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).



SPECTACLES

LA BALANCE (Fr.) : Gaîté Boulevard (233-67-06).

BALLADE A BLANC (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.), Denfert, 14e (321-41-01).

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

C'EST FACILE, ÇA PEUT RAPPORTER VINGT ANS (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cinoche (H. sp.), 6e (633-10-82).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Rivoli Beaubourg (H. sp.), 4e (272-63-32).

DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DIVA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) (**) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

GAIJIN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14).

GANDHI (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

J'AURAI TA PEAU (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PÉNITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

ROCK AND TORAH (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).

THE VERDICT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Paramount Montmartre, 14e (606-34-25).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : H. sp. Denfert, 14e (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ZOMBIE (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN TEENAGERS, film américain de Curtis Hanson, v.o. : Forum Orient-Express 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-12-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secretan, 19e (241-77-99).

ANA, film portugais de Margarida Cordeiro et Antonio Reis, v.o. : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).

CHICANOS STORY, film américain de Luis Valdez, v.o. : Forum, 1er (297-53-74), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Élysée-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-09-07) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FEMME DU CHEF DE GARE, film allemand de Rainer Werner Fassbinder, v.o. : 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

HALTEROFLIC, film français de Philippe Vallois, Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Maxeville, 9e (770-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) : Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

JE SAIS QUE TU SAIS..., film italien d'Alberto Sordi, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA PALOMBIÈRE, film français de Jean-Pierre Denis, Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Élysée-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; P.L.M. - Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.o.) (70 mm) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

LA BLONDE EXPLOSIVE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

CABARET (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CANONS DE NAVARONE (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

LE CHINOIS (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

C'ÉTAIT DEMAIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19)

LA COURTISANE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES DENTS DE LA MER (A., v.f.), (*) : Capri, 2e (508-11-69).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA DERNIÈRE FEMME (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LES DIABLES (A., v.o.), (**) : Danton, 6e (329-42-62) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LES FAUCONS DE LA NUIT (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES FAUX COUPABLES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.f.) : Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

GEORGIA (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (H. sp.) (A., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-14).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JE SUIS TIMIDE MAIS JE ME SOIGNE (Fr.) : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (759-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re et 2e parties), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

LENNY (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LOVE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

M.A.S.H. (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

NEW YORK NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).

NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA PARADE DE PRINTEMPS (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoches, 6e (633-10-82).

LE PIGEON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-47-62).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS (A., v.o.) : UGC Danton 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LES QUATRE DE L'AVE MARIA (It., v.f.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

SATYRICON (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

TOUS EN SCENE (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

VIVRE (Jap., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-56).













SPECTACLES

Les festivals

CINÉMA DU TIERS-MONDE : Sous-développement et surarmement (v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91) : L'Afrique nous appartient. La Bombe.

L'ÉCRAN DÉMONIAQUE (v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : Metropolis.

BUSTER KEATON : Le Marais, 4e (278-47-86) : Sherlock Jr.

CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; 16 h : Stalker ; 19 h : Quelques jours de la vie d'Oblomov ; 21 h 30 : Je demande la parole.

MARILYN MONROE (v.o.) : Action-Écoles, 5e (325-72-07), Sept ans de réflexion.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07), les Marx au grand magasin.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15), la Maison du docteur Edwards.

LES GRANDS SUCCÈS D'H. BOGART (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62), le Grand Sommeil.

WIM WENDERS (v.o.) : 14 Juillet-Parnasse 5e (326-58-00), Hammett.

LES INCUNABLES DE LA FOX (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50), David et Bethsabée.

MICHÈLE MORGAN : Studio 43, 9e (770-63-40), 20 h : Amour et swing ; 22 h : le Procès des doges ; 18 h : la Symphonie pastorale.

LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : Une chambre en ville ; 18 h : Un tramway nommé désir ; 20 h : Zorba le Grec ; 22 h 30 : les Misfits.

CLINT EASTWOOD *(v.o.), Olympic, 14e* (542-67-42), Pendez-moi haut et court.

DENFERT : (v.o.) (321-41-01), 14e, 16 h : Gaijin ; 20 h : Dona Flor et ses deux maris.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 5.

CASANOVA UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (271-52-36), 20 h 20.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 19 h.

DEEP END (Brit., v.o.) : Studio Galande, *5e (354-72-71), 14 h, 18 h 15.*

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.

LA FELINE (A., v.o.) (*) : Olympic Luxembourg, *6e (633-97-77), 24 h.*

FRENCH CONNECTION (A., v.o.) Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 17 h 15, 21 h.

GILDA (A.; v.o.) Acacias, 17e (764-97-83), 16 h, 20 h, 22 h.

GREASE (A. v.o.) Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

LES MISFITS (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 22 h 30.

MISSOURI BREAKS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h.

POSSESSION (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.

LE PROCES (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

LE TAMBOUR (*) (All., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 21 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40, 0 h 25.

THE LAST WALTZ (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

TRAVAIL AU NOIR (Brit., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h.

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 18 h.

ZORBA LE GREC (Grec) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h.

« LE THÉATRE DES NOUVEAUTÉS annonce que la dernière représentation de la saison de *l'Entourloupe*, d'Alain Reynaud Fourton, avec Michel Galabru, se fera le dimanche 26 juin à 15 heures.

LE THÉATRE DES NOUVEAUTÉS rouvrira ses portes le vendredi 5 août, avec la même pièce et, toujours, avec Michel Galabru. »

COMMUNICATION

Le ministère de l'éducation nationale cherche une nouvelle stratégie dans l'audiovisuel

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a chargé M. Christian Malapris, chef du département des relations extérieures du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), de redéfinir la stratégie du système éducatif face au développement des techniques audiovisuelles. Cette mission doit déboucher avant le 15 juillet sur des *« propositions opérationnelles à court et moyen termes »* concernant la place de l'audiovisuel à l'école, mais aussi le rôle de l'éducation nationale dans la production de programmes pour les chaînes de télévision, la vidéo, la micro-informatique et les nouveaux réseaux (quatrième chaîne, câbles, satellite).

Une nouvelle politique de l'audiovisuel à l'éducation nationale ? Cette perspective a de quoi laisser sceptiques les observateurs les plus optimistes. L'histoire des rapports entre l'audiovisuel et l'école est une longue suite d'échecs, d'initiatives contradictoires et avortées. Aux dispositifs lourds (télévision scolaire, circuits fermés dans les lycées-pilotes et les universités) ont succédé les expériences ponctuelles : production vidéo et super 8 dans le cadre des projets d'action éducative (PAE), centres de ressources, opération « jeune téléspectateur actif », opération « 10 000 micros », etc. Face à la pression croissante des médias et à l'innovation technologique, les ministères successifs hésitent visiblement entre l'initiation à la production audiovisuelle, l'utilisation de l'image comme outil pédagogique et l'éducation critique du regard.

Quel que soit l'intérêt de chacune de ces expériences, leur dispersion les condamne à la marginalité. En l'absence d'une politique cohérente, l'institution scolaire, forte de ses contraintes administratives, du corparatisme ou des réticences de bon nombre d'enseignants, résiste sans grand mal aux séductions de l'image.

M. Christian Malapris a dressé, lui aussi, le bilan de ces échecs : *« Il ne s'agit pas de faire entrer de force l'audiovisuel dans l'école mais de reconnaître que les médias représentent aujourd'hui un enjeu éducatif. Tout simplement parce que les enfants regardent plus de deux heures par jour, en moyenne, la télévision. La véritable question est là : le système éducatif dans son ensemble – qu'il s'agisse de l'école ou de la formation continue – peut-il être un partenaire à part entière des médias? Un partenaire qui, tout en restant fidèle à sa propre stratégie, respecte les règles du jeu de l'audiovisuel grand public. »*

On glisse donc de la télévision scolaire à l'audiovisuel éducatif. Ce changement de cap est sensible depuis un an dans la production du C.N.D.P. « Entrée libre », diffusé le samedi sur FR 3 depuis septembre 1982 jusqu'au 26 mars, mêlait documentaires, reportages, débats ou fictions dans une optique « tous publics ». Contestée au sein du C.N.D.P. par un certain nombre de pédagogues, l'émission avait réussi à gagner un public, certes réduit, mais nettement supérieur à celui de la télévision scolaire.

Fort de cette première expérience, M. Christian Malapris songe à aller plus loin et regarde du côté de la quatrième chaîne, du câble et de la vidéo : *« En rassemblant les compétences et les équipements dispersés au sein de l'éducation nationale, on peut mettre sur pied, aux niveaux national et local, une force de production non négligeable. Mais cela n'est pas suffisant. L'équipement des lycées en téléviseurs et en magnétophones ne suffit pas à faire une politique de l'audiovisuel. La concentration de la production non plus. Il faut aussi étudier la programmation des chaînes et déterminer avec elles des stratégies de programmation. Le secteur éducatif ne sait pas et ne peut pas tout faire. Il doit concentrer son effort sur quelques créneaux. »*

Ne risque-t-on pas de renouer avec les dispositifs lourds et de créer une sorte de S.F.P. (Société française de production) de l'éducation ? *« Ce redéploiement,* répond M. Christian Malapris, *doit être lié à une ouverture sur l'extérieur. Nous devons travailler avec des producteurs privés, des éditeurs. Devant l'importance des enjeux en matière de programmes audiovisuels, le rôle du service public est de déterminer des stratégies de production, et non de monopoliser cette dernière. »* Que restera-t-il de cette volonté d'ouverture à l'épreuve des faits, des lourdeurs administratives, des problèmes complexes liés au statut des personnes audiovisuels de l'éducation nationale ? La réponse sera sans doute donnée au mois de juillet lorsque M. Alain Savary définira la politique de son ministère dans ce domaine.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Au quotidien « Nord-Éclair »*, M. André Farine, quarante et un ans, vient de succéder à M. Jules Clauwaert au poste de rédacteur en chef. M. Clauwaert, qui dirigeait la rédaction depuis 1956, a été nommé vice-président de Nord-Eclair Edition et reste éditorialiste du journal.

● *Au quotidien « le Maine libre »*, M. Jean Bryckaert, P.-D.G. depuis 1975, a demandé de ne pas être reconduit dans ses fonctions. Élu président d'honneur, demeurant administrateur, il sera remplacé *« pour une durée limitée »* par M. Martin Desprez, directeur général du *Parisien libéré* qui détient une participation majoritaire dans *le Maine libre*).

Lundi 13 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : Houston Texas.
Film français de F. Reichenbach (1980), avec C. Bass et sa famille, le détective C. Kent, les policiers de Houston.
Filmant, à Houston, les activités de la police locale, François Reichenbach est amené à s'intéresser au cas d'un homme condamné à mort pour avoir tué un shérif qui voulait l'arrêter...
Ce reportage, influencé par les conditions, les événements de son entourage, a pris la tournure d'un document exclusif et quelque peu « sensationnel » sur le personnage même du meurtrier, qui semble avoir fasciné le réalisateur.

22 h 15 Santé : La médecine catastrophe ou l'espoir venu du ciel.
Magazine d'I. Barrère et E. Lalou
Une équipe de TF 1 accompagne « Aviation sans frontières », une organisation humanitaire de médecins volontaires, sur les lieux de sauvetage des populations sinistrées.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Du vent dans les branches de sassafras.
De R. de Obaldia, mise en scène J. Rosny. Avec Jean Marais, N. Barentin...
Dans un ranch assiégé par les Indiens, un beau ténébreux rencontre une beauté ardente : un western de chambre, certainement cocasse.

22 h 40 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville.
Avec Maria Pacôme.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : l'Année des Français.
D'après Th. Flanagan, réal. M. Garvey, avec J.-C. Drouot, P. Floersheim, J. Zabor...
L'Irlande en 1798... Le général Humbert vient de remporter sur les Anglais une éclatante victoire, mais il se demande parfois ce qu'il est venu faire dans ce coin perdu. Suite d'un feuilleton historique sur un épisode quasi inconnu de notre histoire et qui n'est pas à la hauteur de ce qu'on en attendait.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Magazine : Thalassa, de G. Pernoud.
Festival du film maritime et d'exploration de Toulon.

22 h 29 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Georges Febre commenté par le photographe Frédéric Brenner.

22 h 30 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et violoncelle, *de Maurice Ravel, par Gérard Poulet (violon) et Philippe Muller (violoncelle).*

FRANCE-CULTURE

20 h, « Le coq de Hampton Square », de B. Mazéas, avec M. Travail, Coryn, A. Delpy...

21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : le sens du malheur chez Jean-Jacques Rousseau.

22 h 30, Nuits magnétiques : la septième face du dé ; à 23 h 5, Roussel au télescope et au microscope.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Nocturne*, de Segerstam, *Symphonie nº 1*, de Bancquart, *Ainsi parlait Zarathoustra*, de R. Strauss par l'Orchestre national de France, dir. L. Segerstam.

22 h 30, Fréquence de nuit : New-York : œuvres de Rachmaninoff, Anderson, Schwarz, Ashley, Heinrich, Steiner, Varèse.

Mardi 14 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Féminin présent.
Feuilleton : La chute des aigles ; 15 h 25 Dossier : Les Français sont-ils romantiques ? ; 16 h 10 Débat, variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
(I.N.C.) Tarifs aériens.
20 h 35 Magazine : Saga.
Pour le dernier numéro de la saison, Michel Tréguer présente plusieurs courts métrages.
21 h 40 Café-théâtre : La vie, c'est pas de la rigolade.
Sylvie Joly, elle a du tempérament, elle pète le feu, elle épuise, pour notre plaisir elle se métamorphose en un clin d'œil, en toute une série de personnage, vendeuse, coiffeuse, bourgeoise assomante, épouse harassante... accroche tous les tics de langage, les accents, les faiblesses humaines... On s'amuse franchement même si cela ne va pas très loin.
22 h 45 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
Troisième épisode de la série anglaise « Le prisonnier ». Mythe et violence.
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
Histoire du peuple juif en France.
15 h 5 Série : D'Artagnan amoureux.
16 h 5 Reprise : La chasse aux trésors.
Au Pérou (*dif. le 12 juin*).
17 h 10 Entre vous.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film : Est-ce bien raisonnable ?
Film français de G. Lautner (1981), avec Miou-Miou, G. Lanvin, R. Saint-Cyr, M. Galabru, J. Guiomar, H. Guybet.
Afin d'éclaircir une louche affaire locale, une journaliste de Nice vient demander, à Paris, l'aide d'un juge redresseur de torts. Elle prend pour celui-ci un prisonnier évadé, qui profite de l'occasion pour partir vers le Midi, avec elle.
Il y a moins de verve et de rythme que d'habitude dans ce genre de comédie cher à Lautner. Mais on se laisse prendre par l'interprétation de Miou-Miou.
22 h 35 Mardi cinéma.
Avec Brigitte Fossey et Isabelle Adjani.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Tourisme et travail.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Vagabul.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
(I.N.C.) Tarifs aériens, cherchez la concurrence.
20 h 35 Film : le Septième Juré.
Film français de G. Lautner (1961), avec B. Blier, M. Biraud, F. Blanche, D. Delorme, J. Riberolles (N).
Un pharmacien de Pontarlier, coupable d'un meurtre accidentel, est nommé juré au procès d'assises où va comparaître un innocent, arrêté, accusé à sa place.
L'un des premiers films de Lautner, à redécouvrir. Étude de mœurs provinciales et cas de conscience d'un bourgeois. Une certaine tradition psychologique et sociale du cinéma français. Et d'excellents acteurs.
22 h 15 Journal.
22 h 35 Bleu outre-mer.
Emission de Marie Coletti.
Bienvenue au Très Saint-Père (reportage de M.-J. Alie) ; Les Caraïbes (reportage d'H. Metro).
23 h 23 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Georges Fèvre par un fonctionnaire.
23 h 25 Prélude à la nuit.
Sonate pour trompette et orgue en ré majeur, de Telemann, par Bernard Soustrot (trompette) et François-Henri Houbart (orgue).

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musique du matin : œuvres de Weber, Berlioz, Scarlatti.
7 h 5, Concert : œuvres de Rossini, Haydn...
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : Berlioz.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui (voir lundi) : œuvres de Balakirev, Dargomijski, Bizet, Glazounov.
12 h, Archives lyriques : Verdi.
12 h 35, Jazz, Bill Evans.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h, Pologne bien tempérée : œuvres de Baird, Lutoslawski, Moniuszko, Chopin.
17 h 5, Les intégrales des œuvres de Mendelssohn.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : Duo de Carter, Sonate d'Ives, « Sequenza », de Berio, Sonate pour piano de Gagneux avec M. Le Dizès (violon), J.-C. Henriot (piano).
19 h 35, L'imprévu.
20 h 30, Concert : « Capuletti ed i Monecchi », de Bellini, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Delogu, et les chœurs de Radio-France, dir. J. Jouineau.
22 h 35, Fréquence de nuit : 23 h 35, Jazz-Club.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : l'Égypte, porte de l'Orient ; l'orientalisme, pour quoi faire ?
8 h, *Les chemins de la connaissance :* *Quelques négations* du hasard ; à 8 h 32, Elisée Reclus, un géographe libertaire ; à 8 h 50, La vallée aux loups.
9 h 7, La matinée des autres : L'Occident vu du Gange.
10 h 45, Etranger, mon ami : « les Enfants par la tête » ou « Les Allemands se meurent », de G. Grass.
11 h 2, Les orchestres symphoniques français (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Groupe », de M. McCarthy.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : Le grand livre des aventures de Bretagne, ou le livre de maître Blaise.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : désordre et ordre (redif.).
20 h, Dialogues franco-portugais : le dilemme de la communauté portugaise : partir ou rester ?
22 h 30, Nuits magnétiques : La septième face du dé ; à 23 h 5, Raymond Roussel.

Création par la C.G.C. d'une union nationale de l'audiovisuel

L'Union nationale de l'audiovisuel C.G.C. est née. Constituée à l'initiative de M. Daniel Pautrat – délégué pour Paris du syndicat des journalistes C.G.C., secrétaire général de la commission nationale de la carte d'identité des journalistes et délégué du personnel de TF 1, – l'UNA-C.G.C. regroupe, dans l'audiovisuel, aussi bien les journalistes, les réalisateurs, l'encadrement administratif et technique, les producteurs, les artistes, les musiciens, les cachetiers du public et du privé, les cadres des agences de télévision des radios locales que les publicitaires.

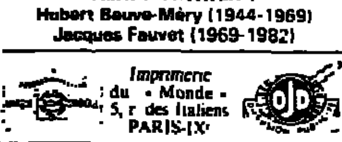
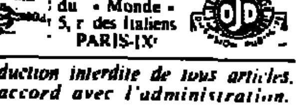
Dans l'immédiat, l'UNA-C.G.C. entend *« faire progresser les conventions collectives existantes en combattant l'écrasement de la hiérarchie »*. Le bureau de l'UNA-C.G.C. est composé de M. Daniel Pautrat, *président;* Mme Madeleine Vikar (Radio-France), MM. Christian Raynaud (TF 1) et Bernard de Flandre (réalisateurs), *vice-présidents;* Mme Chantal de Bechade (Radio-France Internationale), *secrétaire générale;* M. Alain Thierry (FR 3), *trésorier.*

★ Adresse de l'UNA-C.G.C. : 15, rue Cognacq-Jay, 75007 Paris.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

sports

FOOTBALL

LA DEUXIÈME VICTOIRE CONSÉCUTIVE DU PARIS-SAINT-GERMAIN EN COUPE DE FRANCE

Le « Brésilien » et le Yougoslave

Une chaude soirée estivale, la présence dans les tribunes du président de la République — sifflé à son arrivée alors qu'il avait été applaudi les deux années précédentes — et du maire de Paris, un choc au sommet doublé d'une opposition de style entre la maîtrise collective des Nantais, nouveaux champions de France, et les coups d'éclat des individualités du Paris-Saint-Germain, détenteur du trophée : la finale de la soixante-sixième Coupe de France de football se présentait sous les meilleurs auspices, samedi 11 juin, au Parc des Princes.

Une fois n'est pas coutume, le spectacle a même dépassé les promesses de l'affiche avec cinq buts d'anthologie ou d'un pur classicisme d'école, un coup de théâtre initial avec l'ouverture du score par Zaremba dès la troisième minute et deux renversements de situation dignes des meilleures dramatiques : l'égalisation et l'avantage pris par les Nantais grâce à Baronchelli (18e minute) et Touré (40e minute), puis l'égalisation et la victoire finale des Parisiens, œuvres de Susic (65e minute) et de Toko (81e minute).

Une finale qui fera date dans l'histoire de la Coupe de France puisqu'elle a permis à Dominique Bathenay, le capitaine parisien, d'égaler le record du Lillois Marceau Sommerlinck avec cinq victoires et à la jeune équipe de la capitale de rejoindre au palmarès, avec deux succès consécutifs, l'Olympique de Marseille (1926 et 1927), le Racing Club de Paris (1939 et 1940) et l'Association sportive de Saint-Étienne (1974 et 1975), avant de viser l'an prochain le triplé réussi par le Red Star (1921, 1922, 1923) et Lille (1946, *1947, 1948*).

Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur du Football-Club de Nantes, s'est levé d'un bond. Comme bon nombre de spectateurs du Parc, José Touré venait de donner l'avantage à son équipe au prix d'un exploit technique d'anthologie : saut en pleine course, contrôle du ballon de la poitrine, deux jongleries du pied droit sous le nez d'adversaires médusés, tir du pied gauche et but malgré un angle réduit. Jamais le numéro 10 nantais n'avait autant mérité son surnom de « Brésilien ».

Dans les tribunes, un authentique footballeur brésilien avait apprécié en connaisseur : Paulo Cesar, qui suivait la finale en compagnie de Yannick Noah. Comment alors ne pas comparer la réussite du joueur *nantais avec celle du récent vainqueur* de Roland-Garros ! De Noah, Touré a la détente, la souplesse presque féline, le goût de l'improvisation, le sens du spectacle et le panache. Plus curieusement, leurs histoires sont presque semblables.

Comme Noah, Touré est métis. Il est également né dans l'est de la France, où son père, Malien, était aussi venu faire carrière comme footballeur professionnel. Enfin, tous deux se sont préparés très jeunes à leur métier, le premier en entrant à la section tennis-études du lycée du Parc impérial à Nice et le second au centre de formation du Football-Club de Nantes.

Avec ce but de José Touré, Jean-Claude Suaudeau voyait se concrétiser son rêve : réussir à Nantes un compromis entre l'organisation, la force collective des Anglais de Liverpool et l'imagination et la virtuosité des Brésiliens.

Si le tir canon de près de 30 mètres de Pascal Zaremba avait cueilli les Nantais à froid, il n'avait pas suffi pour ébranler leur confiance. Près d'une heure durant on *allait* retrouver cette équipe dominatrice qui avait terminé le championnat avec dix points d'avance sur Bordeaux en raflant tous les accessits : meilleure attaque, meilleure défense et meilleur buteur avec son avant-centre yougoslave Vahid Halilodzic, seul élément à ne *pas être passé par le centre de formation* du club, dirigé jusqu'à cette saison par Jean-Claude Suaudeau.

Vitesse d'exécution, appels de balle, une-deux, changements de rythme, alternance du jeu court et du jeu long : la mécanique de précision nantaise baignait dans l'huile et donnait souvent le tournis à une défense parisienne au sein de laquelle Dominique Bathenay, mal remis d'un claquage à la cuisse gauche, n'était pas plus à l'aise que Jean-Claude Lemoult, arrière gauche improvisé. L'égalisation par Bruno Baronchelli, qui avait pris de vitesse ces deux défenseurs parisiens, était on ne peut plus logique. Tout comme l'avance donnée par José Touré juste avant la mi-temps.

« Griserie des cîmes »

De son poste de défenseur libre, Maxime Bossis multipliait ses assauts, tranchants comme des coups de pique, les milieux de terrain nantais plaçaient leurs banderilles, les attaquants enchaînaient leurs dribbles comme des matadors leurs passes de cape, mais nul ne réussissait à porter l'estocade. Réduits à jouer leur va-tout, les Parisiens prenaient des risques insensés. Comme sur ce coup-franc de la 53e minute à proximité des buts nantais devant lesquels ils s'étaient presque tous massés. Sur le dégagement, les trois attaquant nantais n'avaient plus devant eux que Lemoult et Dominique Baratelli. Pourquoi Halilodzic a-t-il voulu tenter sa chance seul et tiré à côté ?

« C'est la griserie des cimes », dira Robert Budzinski, le directeur sportif, pour tenter d'expliquer cet oubli des notions les plus élémentaires du jeu au moment de réussir le premier doublé Coupe-championnat de l'histoire du club. *« Il nous suffisait de marquer un troisième but pour qu'il n'y ait plus de match »*, regrettait Suaudeau.

Asphyxiés par cette chaleur inhabituelle et par leur débauche d'efforts sur cette pelouse aux dimensions maximales, les Nantais baissaient peu à peu leur rythme. Il n'en fallait pas plus aux Parisiens pour refaire surface et se montrer à leur avantage. Comme Safet Susic. Avec ses bas toujours baissés sur ses chaussures, ses jambes torses, le Yougoslave du Paris-Saint-Germain est loin d'avoir l'élégance de José Touré. Certains lui reprochent même un comportement trop intermittent. Pourtant, depuis son arrivée dans la capitale l'hiver dernier pour remplacer l'Argentin Oswald Ardilès, l'équipe parisienne n'a plus perdu au Parc des Princes.

A la 65e minute, Susic se retrouve en possession du ballon à 25 mètres des buts nantais. Ses partenaires sont tous marqués. Il doit alors tenter quelque chose. Par deux contre-pieds *successifs, il élimine les deux* adversaires qui s'interposaient et frappe de toutes ses forces. Jean-Paul Bertrand-Demanes est battu pour la deuxième fois.

Safet Susic n'est pas seulement un sas du contre-pied et de la talonnade doté d'un force de frappe phénoménale, il possède aussi au plus haut degré le sens de la passe décisive. Comme celle adressée à Toko, idéalement lancé à la limite du hors-jeu pour faire sombrer le Football-Club de Nantes et chavirer la foule du Parc des Princes. En deux coups d'éclat, le Paris-Saint-Germain a fait honneur à sa réputation d'équipe de Coupe. Quant aux Nantais, battus pour la troisième fois en quatre finales, ils devront encore attendre la Coupe d'Europe des clubs champions la saison prochaine pour démontrer leurs progrès dans ce type de compétition.

GÉRARD ALBOUY.

SPORTS EQUESTRES

La révélation de Xavier Leredde au C.S.I.O. de France

Un outsider à grosse cote, le jeune cavalier normand Xavier Leredde, vingt-cinq ans, en selle sur l'étalon Jalisco, neuf ans, a remporté à Longchamp, dimanche 12 juin, devant des tribunes archicombles, le Grand Prix de la Ville de Paris, lequel, avec la Coupe des nations disputée la veille, constituait le clou du concours de sauts international officiel de France (C.S.I.O.)

Strictement confiné aux demi-succès jusqu'à ce jour, sa campagne américaine de 1982, pour ne citer qu'elle, n'ayant pas été un triomphe, le jeune cavalier sur le compte duquel l'observateur avait peine à se faire une opinion se voit donc projeté dans une envolée inattendue sur le devant de la scène. Hâtons-nous d'ajouter que le hasard n'y est pour rien. En réalité, une âme honnête et travailleuse, à défaut de talent hors série, a été justement récompensée pour la conscience de son zèle équestre. Entre parenthèse, son père, éleveur réputé, n'a pas été le dernier à lui fournir les armes à la mesure de son ambition.

Et que dire du cheval Jalisco ? Qu'il présente à vue humaine une poitrine bien descendue, près de terre, des jarrets bien dirigés et agréablement cravatés, le type même du cheval normand qui, présentement, fait fureur sur le marché européen, pour ne pas dire mondial. Le seigneurial élevage irlandais ayant sensiblement perdu de son bon renom. Il est certain que les cavaliers de la verte Erin, complètement dans les choux la veille dans la Coupe des nations, ne peuvent être regardés comme des ambassadeurs très convaincants.

Et la piste ? Le Grand Prix couru en deux manches comportait treize obstacles dans le premier temps, huit dans le deuxième. Les pièges provenaient surtout de sinuosités des *tracés successifs. Tourner* court pour gagner du temps, soit. Mais à condition que le cheval ait toutes ses aises, les actions franches se recommandant seulement pour les allongements. Sur les trente concurrents représentant huit nations — qui eussent été neuf sans l'absence re*marquée des cavaliers* de l'Allemagne fédérale —, huit au premier tour ont été sans faute. Pour sa part, et contre toute attente, le crack britannique David Broome se payait quatre points, échec qui ne pouvait échapper aux commentaires, surtout dans les rangs des « petits copains » soulagés de voir effacé du droit au titre le tout premier d'entre eux.

Victimes

Autres victimes de marque, l'Autrichien Hugo Simon, sur l'alezan Gladstone, le Français Pierre Durand, vidé de sa monture, le bai Jappeloup, au premier élément du triple, atteignant de ce fait l'extrême limite du néfaste, le Brésilien Nelson Pessoa, pénalisé de huit points pour avoir ratissé deux obstacles, tandis que, pour notre délectation, les Français Patrick Caron (Eole-IV), Frédéric Cottier (Flambeau) et, naturellement, le vainqueur en puissance Xavier Leredde tiraient brillamment leur épingle du jeu.

Pas de changement à la fin de la deuxième manche, sinon l'élimination de Patrick Caron, deux Français n'en étant pas moins appelés à « barrer » avec un autre rescapé de l'hécatombe. Suisse de nationalité, coriace de tempérament et n'ayant pas de la *cravache une conception spécialement* humanitaire, il s'agit du jeune Thomas Fuchs, qui se classera deuxième pour avoir renversé une perche. Auparavant, l'enfant de la grasse Normandie s'entendait déclarer vainqueur sous les vivats d'un public chauffé à blanc par les coups de gosier *d'un speaker apparemment* « increvable ».

Doit-on mentionner le résultat de la Coupe des nations ? Première la Grande-Bretagne, et deuxième, à un quart de point seulement pour dépassement de temps, la France, le benjamin de l'équipe, Philippe Rozier, ayant effectué les deux tours sans faute, sur le bai Jiva.

ROLAND MERLIN.

Les résultats

Motocylisme

GRAND PRIX DE YOUGOSLAVIE

Le Suisse Kneubuehler sur M.B.A. en 125 cm3, le Vénézuelien Lavado sur Yamaha en 250 cm3, et l'Américain Spencer sur Honda en 500 cm3, se sont imposés dimanche 12 juin dans le Grand Prix de Yougoslavie disputé à Grobnik. Les courses ont été marquées par de nombreuses chutes, dont les principales victimes ont été le Français Jean-Louis Tournadre (orteil et clavicule cassés) et surtout le Suisse Reuttman, décédé à l'hôpital de Rijeka où il avait été transporté sans connaissance.

Tennis

TOURNOI DU QUEEN'S

Jimmy Connors a retrouvé sur le gazon anglais l'efficacité qui lui avait fait défaut à Roland-Garros (battu par Roger-Vasselin), et qui lui valut tant de succès à Wimbledon, le dernier étant la victoire qu'il remporta l'an passé sur John McEnroe. Contre le même McEnroe, il a enlevé, samedi 11 juin, à Londres, le tournoi du Queen's, qui prélude aux « Champion ships » de l'All England Club, par le score sans appel de 6-3, 6-3. En demi-finale, Connors avait éliminé Ivan Lendl plus facilement encore (6-0, 6-3).

AUTOMOBILISME

AU GRAND PRIX DU CANADA

René Arnoux : premier succès avec Ferrari

Les monoplaces à moteur suralimenté ont largement dominé, dimanche 12 juin, sur le circuit Gilles-Villeneuve, à Montréal, au Grand Prix du Canada. Le Français René Arnoux sur Ferrari a fait à cette occasion un véritable cavalier seul, bouclant les 308,700 kilomètres du circuit en 1 h 48 sec. 83. L'Américain Eddy Cheever sur Renault a pris la deuxième place à 42 sec. 02 ; le Français Patrick Tambay sur Ferrari s'est classé pour sa part troisième à 52 sec. 61. Le champion du monde en titre, le Finlandais Keijo Rosberg sur Williams, quatrième, a pris la première place des moteurs atmosphériques.

Malgré une cinquième place difficilement acquise, Alain Prost (30 points) garde la première position du Championnat du monde des conducteurs devant Patrick Tambay et Nelson Piquet (27 points) qui a dû abandonner la course, et Keijo Rosberg (25 points).

Le Grand Prix du Canada est la dernière des épreuves de Formule 1 organisées cette année sur les circuits américains. New-York a renoncé à celle qui devait avoir lieu le 25 septembre. Las Vegas, à son tour s'interroge. Long-Beach a dit non, définitivement, à une organisation trop coûteuse. C'est tout l'avenir du Championnat du monde de Formule 1 qui, aujourd'hui, est en jeu.

Le non des Américains

« A l'avenir, les courses de Formule 1 couronneront plus un champion d'Europe qu'un véritable champion du monde. » M. Christopher Pook, l'organisateur américain du Grand Prix de Long-Beach, ne se fait guère d'illusions sur l'avenir de la Formule 1 aux Etats-Unis. Après avoir mis sur pied, pendant plus de dix ans, son Grand Prix, il a décidé de renoncer pour des raisons d'ordre économique.

Long-Beach aurait coûté cette année la bagatelle de 2,650 millions de dollars. Le transport de 120 tonnes de matériel, de 46 voitures et de 400 personnes de Rio-de-janeiro — où a eu lieu la première épreuve de la saison — au circuit de la côte ouest, et les prix attribués aux équipes se seraient au total élevés à 1 750 000 dollars. L'organisation proprement dite du Grand Prix se serait chiffrée à 900 000 dollars.

Ni la recette ni le montant des droits de retransmission de télévision payés par vingt-neuf pays n'ont été en revanche publiés. M. Pook en a néanmoins conclu que les entrées — deux cent mille personnes environ — n'ont pas suffi à équilibrer les dépenses.

Le renoncement des organisateurs de Long-Beach serait presque anecdotique s'il ne survenait au moment où d'autres circuits américains n'éprouvaient les mêmes difficultés. Las Vegas pourrait renoncer elle aussi à son prochain Grand prix, dont l'organisation devait pourtant relancer l'activité économique de la ville du jeu et du spectacle. Les deux expériences faites ces deux dernières années n'ont pas apparemment satisfait les organisateurs. Les dépenses, là encore, auraient été plus importantes que les recettes. En deux années, l'aménagement du circuit sur le parking du Caesar Palace a coûté près de 12 millions de dollars. Moins de 80 000 personnes, malgré un abaissement spectaculaire — 500 à 250 dollars — du prix des places les plus chères, ont assisté aux deux événements.

Le Grand Prix de New-York, qui devait avoir lieu le 25 septembre, est mort avant d'avoir vécu. Les organisateurs ont été incapables de réunir les garanties nécessaires au déroulement de la course.

De toutes les épreuves américaines, la moins fragile semble encore être celle de Détroit qui a pourtant eu toutes les peines du monde pour organiser en 1981 sa première course. Destiné à redonner un peu d'oxygène à la capitale mondiale de l'automobile sévèrement touchée par le chômage, le Grand Prix de Détroit devait, selon les prévisions des experts, rapporter 4 millions de dollars pour un investissement de 2,5 millions. Les commerçants ont été les premiers à faire la grimace en constatant que les recettes du Renaissance Center — ville dans la ville — n'avaient pas été à la hauteur de leurs espérances. Les hôteliers, en revanche, étaient mieux lotis : la fréquentation de leurs établissements avait augmenté d'environ 40 % le temps du Grand Prix.

Les difficultés d'existence de la Formule 1 aux Etats-Unis ne sont pourtant pas seulement d'ordre économique. Elles tiennent aussi dans le manque d'intérêt des Américains pour les courses d'origine européenne. De l'autre côté de l'Atlantique, on porte, en effet, plus d'attention aux formules telles que les 500 miles d'Indianapolis. Des épreuves qui attirent plusieurs centaines de milliers de personnes autour d'un anneau sur lequel s'affrontent des voitures proches de celles de la *Formule 1, toutes équipées* de moteurs Ford-Cosworth turbo et de pneumatiques Goodyear.

Pour autant, la Formule 1 ne peut se permettre aujourd'hui d'être absente sur le continent américain. L'aspect commercial tient une large place dans la stratégie des grandes firmes automobiles dont l'objectif est d'améliorer leur image de marque : Renault, notamment, qui ayant pris le contrôle d'A.M.C. et lancé sa R9 Alliance, a été jusqu'à choisir avec Eddie Cheever un pilote américain, ou encore Alfa Romeo, Ferrari et le manufacturier Michelin, voire, BMW par Brabham interposé, Honda et Porsche dont les moteurs suralimentés devraient bientôt équiper les monoplaces.

Bernie Ecclestone, le patron de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des constructeurs de *Formule 1* (FOCA), n'est *pourtant* pas prêt à se laisser prendre de court par les incertitudes qui pèsent sur Las Vegas et l'annulation de l'épreuve de New-York. On parle déjà d'organiser un deuxième grand prix au mois de septembre à Brands-Hatch, en Grande-Bretagne ; on murmure qu'une épreuve pourrait avoir lieu le 10 juillet prochain à... Dijon, où le Grand Prix de Suisse a déjà été annulé faute de couverture télévisée. Coûte que coûte, il va bien falloir pourtant sauver cette année le Championnat du monde, sauf à considérer que la Formule 1 a définitivement sombré dans le show-business.

GILLES MARTINEAU.

ATHLÉTISME

Un Chinois à 2,37 mètres !

Un athlète chinois âgé de vingt ans, Zhu Jianhua, étudiant en éducation physique à Sanghaï, a battu, samedi 11 juin, à Pékin, le record du monde de saut en hauteur avec un bond de 2,37 mètres. L'ancien record était détenu par l'Allemand de l'Est Gerd Weissig (2,36 mètres).

Ce jeune homme longiligne (1,93 mètres et 70 kilos) n'est pas un inconnu dans le monde de l'athlétisme. A seize ans, il était déjà considéré comme un grand espoir du sport chinois, après avoir sauté 2,13 mètres.

A l'occasion du Mémorial Nakazawa, en juin 1980, à Mexico, Zhu Jianhua se retrouva, malgré une entorse à la cheville, avec le Soviétique Muladov face à la barre à 2,23 mètres. Le jeune Chinois manqua ses deux premières tentatives, tandis que le Soviétique réussit, dès le premier essai, à franchir la hauteur.

Sur la pelouse, à quelques mètres du sautoir, Mudalov avait déjà ôté ses pointes. Zhu Jianhua le regarda et, dans un violent effort pour tenter d'oublier sa douleur, s'élança une troisième fois et... franchit la barre. Puis il réussit 2,25 mètres alors que le Soviétique abandonnait la victoire au jeune Chinois. Un champion était né.

Un an plus tard, Zhu Jianhua battait d'un centimètre le vieux record de Chine de Ni Chihehin, établi en 1970 avec 2,29 mètres. En 1982, à New-Delhi, il gagnait la médaille d'or aux Jeux asiatiques avec un bond de 2,33 mètres.

Les 2,37 mètres franchis à Pékin ne constituent donc pas une véritable surprise. La Chine ayant réintégré en 1979 le mouvement olympique, ce record pourra être présenté pour homologation. Le jeune Chinois n'a pas l'intention de s'arrêter là : « Je serai le premier à franchir 2,40 mètres », *a-t-il déclaré au lendemain de son exploit.*

MARCHE

Roger Quemener récidive dans Paris-Colmar

Quemener, Pheulpin, Pietquin et Simon, c'est le quarté du Paris-Colmar 1983 à la marche qui s'est achevé par le triomphe du policier parisien, Roger Quemener, en 64 heures 12 minutes, nouveau record de cette épreuve, la troisième du nom et aussi la plus longue (518,5 kilomètres) depuis qu'elle a pris la suite de Strasbourg-Paris. Un Strasbourg-Paris que justement Quemener avait remporté en 1979 avec un temps de 12 minutes supérieur à celui réalisé cette année, mais pour une distance moindre alors de 8,5 kilomètres. Etonnante performance, donc, à quatre ans d'intervalle, du sociétaire de l'A.S. Police Paris qui avait dû abandonner, l'an passé, victime de maux d'estomac. Surprenant de fraicheur, il devance Adrien Pheulpin (Pontarlier), vainqueur en 1982 de plus d'une heure (65 heures 21 minutes) ; le Belge Roger Pietquin (66 heures 36 minutes), vainqueur de l'édition 81 et le Luxembourgeois Josy Simon, quadriple vainqueur et recordman des arrivées (douze) pour ses cinquante ans.

Vingt-huit concurrents avaient pris le départ le mercredi 8 juin, à Vincennes. Onze ont terminé à Colmar. Cette performance fait de ce troisième Paris-Colmar un cru exceptionnel favorisé par des conditions climatiques optimales tout au long du trajet. A noter aussi que, pour la première fois, une femme termine l'épreuve, la Néerlandaise Annie Van der Meer et cela malgré de graves ennuis intestinaux dans la journée de vendredi. Faisant preuve d'une ténacité qui émerveilla les milliers de spectateurs tout au long du parcours, elle franchit le col de la Schlucht alors que le vainqueur avait passé la ligne depuis plus de six heures.

BERNARD LEDERER.

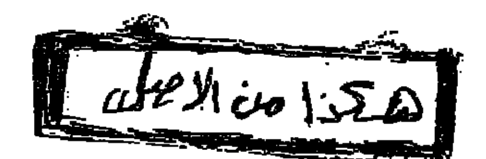
VOILE

Sprint final vers Lorient

Si le vent se maintient, l'arrivée de la deuxième transat en double Lorient-les Bermudes-Lorient, organisée par le Point *et Europe 1, pourrait avoir lieu dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 juin. Les vainqueurs auraient alors mis moins de vingt-trois jours, soit... onze jours de mieux qu'Eugène Riguidel et Gilles Gahinet en 1979. Riguidel, en tête de la course avec Jean-François Le Menec sur leur trimaran géant* William-Saurin, *depuis le passage à la bouée des Bermudes, peut encore espérer se succéder au palmarès.*

Bien qu'ayant parcouru 354 milles en vingt-quatre heures (14,7 nœuds de moyenne) dans la journée de samedi, le trimaran de Riguidel avait perdu du terrain sur le catamaran Charente-Maritime *de Pierre Follenfant et Jean-François Fountaine (385 milles, soit 16 nœuds de moyenne) mais aussi sur le catamaran* Jet-Services *de Patrick Morvan et Jean Le Cam (410 milles soit 17 nœuds de moyenne) qui navigue pourtant avec un seul safran.*

Coup de théâtre, Pierre Follenfant annonçait par radio, dimanche vers 16 heures, qu'il avait aperçu le trimaran géant à moins de 10 milles. Dans une liaison V.H.F., Riguidel lui avait appris qu'il avait cassé sa drisse de grand-voile et naviguait donc sous seul spinnaker en attendant que Le Menec puisse monter en haut du mât pour remplacer la drisse. A moins de quarante-huit heures de l'arrivée, Riguidel se retrouvait dans la situation inverse de celle qui lui avait valu de régater victorieusement contre Tabarly et Pajot en 1979. Mais, en fin de soirée Follenfant signalait qu'il avait dépassé le trimaran.



Le Monde

ÉCONOMIE

Michel Rocard sauvera-t-il le ministère de l'agriculture de la décrépitude ?

par HENRI MENDRAS (*)

LE ministère a été créé en 1881 par Gambetta, à partir de la direction de l'agriculture du ministère de l'industrie et du commerce. Dans l'esprit de son fondateur, ce devait être le ministère des paysans, dont la fonction principale était politique : faire pénétrer la République au village contre les notables cléricaux et monarchistes. Cent ans après, appuyé par l'école républicaine, on peut dire qu'il a bien rempli sa mission. Curieusement, il demeure un grand ministère politique, où M. Edgard Pisani s'est fait connaître, que M. Edgar Faure n'a pas dédaigné, ni plus tard M. Jacques Chirac, ni enfin M. Michel Rocard. Pourtant, à y regarder de près, depuis vingt ans il a perdu beaucoup de ses moyens d'action : ministère des paysans, il est en train de mourir en tant que tel pour se réduire à un ministère de l'agro-alimentaire.

En fait, le véritable ministre de l'agriculture depuis vingt ans est le président de la F.N.S.E.A. : M. Michel Debatisse et son équipe de la JAC, du C.N.J.A., puis de la F.N.S.E.A., ont inventé toutes les nouveautés que M. Edgard Pisani a fait entériner par le gouvernement et le Parlement ; ensuite, M. Debatisse a continué à montrer la voie, entraînant toute sa génération et lui imposant sa volonté. Aujourd'hui, sous un pouvoir socialiste, M. François Guillaume l'a remplacé dans ce rôle et a obtenu que Mme Edith Cresson cède la Rue de Varenne à M. Michel Rocard ; c'est lui qui fait et défait les ministres, semble-t-il, pour le téléspectateur.

En revanche, une politique persévérante et efficace du corps des ingénieurs des ponts et chaussées a fait du ministère de l'équipement le grand ministère technique des infrastructures puis de l'environnement. Il y a trente ans, dans une préfecture, la direction des services agricoles (si l'on y joignait le génie rural et les eaux et forêts) était à deux de jeu avec la direction des ponts et chaussées ; le directeur agricole était le conseiller politique du préfet. Aujourd'hui, la direction de l'équipement compte, en moyenne, cinq fois plus d'employés que la direction de l'agriculture et dispose avec ses subdivisions d'un relais sur le terrain.

Par ailleurs, deux institutions agricoles majeures ont pris de l'importance au détriment de la direction départementale de l'agriculture (D.D.A.) : la chambre d'agriculture et la caisse de crédit agricole. Toutes deux ont de nombreux agents au chef-lieu et sur le terrain, à travers le réseau des agents de vulgarisation agricole et les bureaux locaux du Crédit agricole. La D.D.A. en est réduite quasiment à distribuer des subventions et à contrôler l'application de la législation.

Pris en tenaille entre ces deux compétitions, le ministère a perdu à tous les coups et, de démission en démission, n'est pas aujourd'hui véritablement un grand ministère.

Comment on perd son âme

Le corps des eaux et forêts, où les polytechniciens étaient à parité avec les ingénieurs agronomes, était un très grand corps, qui faisait l'admiration des services analogues des autres pays. L'effort séculaire de reboisement et la lutte contre l'érosion en faisaient le premier pionnier mondial de la conservation du milieu environnant. Techniciens de la forêt, ils n'ont pas su prévoir que l'écologie et l'environnement allaient devenir de grandes affaires scientifiques et politiques. Ils ont laissé les botanistes transformer leur pratique en science : l'écologie. Surtout, fascinés par l'industrie, ils ont accepté la création de l'Office national des forêts, croyant que, en devenant responsables de la filière bois, ils seraient riches et puissants : c'était oublier que des fonctionnaires, « conservateurs des forêts », ne se transforment pas en industriels et que, s'ils y parvenaient, ils y perdraient leur âme de forestiers. Ils y ont perdu leur âme et n'ont pas réussi à rentabiliser la forêt française.

Ayant manqué d'imagination au moment voulu, ils ont laissé le champ libre aux ingénieurs des Ponts. C'est le ministère de l'équipement qui s'est vu adjoindre la responsabilité de l'environnement : quelle injure ! Les jeunes ingénieurs lucides et ambitieux ne s'y sont pas trompés : ils ont quitté leur ministère pour rejoindre « l'autre », où ils seront toujours des parents pauvres.

La formation du Marché commun faisait de la politique agricole un problème de grande politique nationale et internationale. Si le ministre français de l'agriculture est le défenseur des agriculteurs français dans les négociations marathon de Bruxelles, il y est le porte-parole des décisions gouvernementales préparées au commissariat au Plan et au ministère des finances plutôt que Rue de Varenne. N'ayant jamais voulu sortir de leurs compétences techniques, apprendre l'économie et la finance et s'intéresser à la grande politique, les « agro » ont raté la deuxième chance qui s'offrait à eux de prendre une stature nationale et internationale.

Mis à la tête de la Caisse nationale de Crédit agricole, un inspecteur des finances réussit à transformer un réseau mutualiste de caisses locales et régionales en puissance financière de première grandeur, jusqu'à en faire pour un temps la première banque mondiale par la masse de ses dépôts. Les agriculteurs français, que l'on croyait encore des paysans à bas de laine défiants à l'égard du crédit et de l'emprunt, ont donné la main pour construire l'une des premières banques du monde : joli paradoxe ! Mais en dehors du ministère de l'agriculture. Aujourd'hui, les politiques de production sont appliquées par les caisses de crédit, qui exigent de leurs clients des « plans de développement » de leurs exploitations pour leur accorder des prêts. L'application de la politique agricole dans chaque région et pour chaque production est dans la main du directeur de la caisse régionale.

Les Néerlandais rassurés

Dans les années 50, la vulgarisation agricole paraissait en bonne voie, sous la pression des jeunes agriculteurs et la responsabilité des directeurs des services agricoles. Il faut rappeler que la JAC et le C.N.J.A. ont été, sans nul doute, l'expérience d'éducation populaire la plus ample et la plus réussie que l'on connaisse : toute une génération d'enfants de petits agriculteurs ont appris leur métier et découvert le monde grâce à elle. La modernisation rapide de l'agriculture française était si spectaculaire que les experts étrangers, y compris les Hollandais, venaient l'observer et s'en inspiraient. L'élan fut brisé lorsque, sous le nom de développement, la vulgarisation fut retirée aux D.S.A. (1) pour être confiée aux chambres d'agriculture, fraction la plus conservatrice de la profession. En se confinant à la gestion des exploitations et en s'adressant de préférence aux agriculteurs « dynamiques », le développement agricole a perdu le souffle de la période précédente. Dans les débats d'aujourd'hui, les arguments et les exemples sont les mêmes qu'il y a vingt ans, et les observateurs néerlandais, rassurés, ne viennent plus. Les récentes Assises du développement l'ont bien montré : elles ont mobilisé la base, qui a pu s'exprimer dans chaque région, mais elles ont été boycottées à Paris par les organisations agricoles. Ni le premier ministre ni le président de la République n'y sont venus.

Qu'un ministère naguère prestigieux ait laissé passer toutes les occasions qui lui ont été offertes depuis trente ans ne peut s'expliquer par des raisons particulières et contingentes. Une situation de double rivalité avec l' « équipement » et la « profession » et surtout une volonté politique peuvent seules rendre compte de ce refus persévérant à tirer profit des innombrables changements que la société française a connus. Et seule une volonté politique pourrait redonner une raison d'être au ministère, un esprit au corps des ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts (IGREF) et des tâches importantes aux fonctionnaires. Un grand ministère est responsable d'une population, d'un problème politique national et non d'un secteur de production.

Société rurale pas morte

En agriculture, tout est politique avant que d'être économique, n'en déplaise aux économistes. En effet, si le principal producteur mondial triche en permanence, que peuvent faire les autres ? Le Wall Street Journal du 23 mars s'insurge contre la « folie laitière » qui coûte 3 milliards de dollars aux contribuables américains et rapporte 6 000 dollars par an à chaque producteur de lait. En France et en Europe, la politique agricole coûte de plus en plus cher bien que le nombre des agriculteurs à plein temps continue à diminuer, ainsi que la part de l'agriculture dans la comptabilité nationale. Six cent mille ou sept cent mille agriculteurs à plein temps ne peuvent justifier un grand ministère. Leur rôle politique est aujourd'hui fortement surévalué, comme leurs organisations. Pour ne pas se contenter d'être la direction des productions agro-alimentaires, le ministère de l'agriculture doit cesser de jouer à l'économiste et à l'industriel, qu'il n'est pas, et revenir à sa fonction primordiale, qui est politique.

En effet, la société rurale, un temps assoupie, a repris une vitalité remarquable, dont le recensement vient de nous apporter la preuve : les communes de moins de dix mille habitants ont vu leur population croître plus rapidement que celle des villes de plus de vingt mille habitants. Une petite ville de dix mille à vingt mille habitants est, sociologiquement, « rurale » : or 45 % de la population française vit dans ces petites villes et dans les campagnes, qui occupent 90 % du territoire national.

La France n'est pas aussi urbanisée qu'on se plaît à le dire. La moitié des fermes sont tenues par des familles multi-actives, qui joignent à une activité agricole d'autres activités : il faut reconnaître leur existence et leur donner une légitimité. On ne peut élaborer une politique agricole uniquement orientée vers des exportations qui coûtent cher sans penser à elles. De même, l'autoconsommation, le troc, la vente directe des produits consommables se développent. Toutes ces tendances nouvelles, que les économistes veulent ignorer, doivent servir à élaborer des politiques agricoles diversifiées d'orientation sociale, qui permettent aux ruraux de mieux vivre dans une période de croissance très ralentie (2).

Enfin, une véritable politique de l'environnement et de la nature reste à inventer pour répondre à la soif de nature des Français. Ce n'est pas des ingénieurs des ponts et chaussées qu'on peut l'attendre : que les spécialistes du béton restent dans leur domaine, et que les « agro » reprennent en main ce qui est de leur compétence, la nature et le biologique en général. Le béton, c'est hier ; la biologie, c'est demain. Alors, les élèves de l'Institut agronomique retrouveront une foi dans leur mission et des ambitions légitimes de carrière dans leur ministère.

La réforme régionale qui va changer l'équilibre des pouvoirs entre le corps préfectoral, les élus et les corps techniques est l'occasion qui s'offre aux IGREF de reprendre le rôle qui est le leur : être les techniciens de la nature, conseillers non seulement des agriculteurs mais aussi des collectivités locales, pour refaire de la France un jardin et non pas une immense banlieue mal construite. Hier, les militants agricoles ont révolutionné la campagne ; aujourd'hui, les militants de la nature et du local sont les porteurs de dynamisme et d'avenir qu'il faut aider. Un grand ministère de la nature et de l'agriculture et un grand corps d'ingénieurs du « génie naturel » sont nécessaires à cette ambition.

(*) Directeur de recherches au C.N.R.S.

(1) D.S.A. : direction des services agricoles.

(2) L'auteur argumente ce point dans un article à paraître dans la prochaine livraison de la revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (O.F.C.E.).

Le dialogue Nord-Sud à petits pas

SANS doute les signes d'une reprise économique sont-ils sensibles outre-Atlantique, mais, face à l'énorme déficit budgétaire américain, qui oserait parier sur l'empleur du redémarrage et sur sa durée ?

Paradoxalement, l'incertitude qui règne sur l'avenir proche de l'économie mondiale, comme sur les différents marchés, est propice aux dialogues et à l'adoption de mesures constructives. Le temps n'est plus où, assurés de leur croissance, les riches n'éprouvaient pas le besoin de faire des concessions aux pauvres. Il n'est pas non plus, comme au lendemain du premier choc pétrolier, à l'utopie d'un nouvel ordre économique mondial qu'imposeraient les producteurs de matières premières à leurs utilisateurs. La stratégie des petits pas a plus de chance d'être efficace.

Le marché pétrolier est imprévisible. Nul ne peut affirmer que les prix – après une chute de plus de 25 % en dollars constants – ne poursuivront pas leur déclin. Mais nul ne peut prétendre que, avec le retour de la croissance, le nœud coulant pétrolier ne se resserrerait pas. Voilà pourquoi, à Williamsburg, les Sept Grands ont rappelé qu'« une plus grande prévisibilité et une moins grande volatilité des prix du pétrole » seraient bénéfiques pour l'économie mondiale.

Il n'est donc pas étonnant que M. Cheysson, recevant la semaine passée plusieurs ministres de l'OPEP, ait relancé l'idée d'un dialogue « sur des bases différentes » de celles du passé. Et il est heureux que M. Nabi, le ministre algérien, lui ait répondu que « le désordre n'est profitable pour personne » et que le pétrole doit être « vecteur de coopération et non de confrontation ».

Même évolution à la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, où le long cri solitaire des pauvres pourrait enfin laisser place à une véritable conversation. Si l'idée de « négociations globales » n'est pas abandonnée par les pays en développement, modération et réalisme des demandes permettront peut-être de sortir de l'impasse. La création effective du Fonds commun de garantie des prix des matières premières – les P.V.D. auraient perdu 21 milliards de dollars entre 1980 et 1982 du fait de l'effondrement des cours – pourrait en représenter le premier pas.

Les cycles ont de ces plages vacantes où l'interdépendance apparaît plus clairement et où l'incertitude accroît les besoins de solidarité. Mais cela dure rarement. Il faut en profiter.

BRUNO DETHOMAS.

L'INDUSTRIE DES COMPOSANTS PASSIFS EN CRISE

Le textile de l'électronique

Trois chiffres : 102 %, 88 %, 74 %. Le taux de couverture des importations de composants électroniques passifs par les exportations pour 1980, 1981 et 1982 est en chute libre. Rien ne va plus. Est-ce un passage à vide, un effet conjoncturel ? Non. Si l'écroulement est récent, les causes en sont structurelles et remontent à dix années. Il s'agit bien d'une crise profonde d'un secteur.

L'enjeu est important. Des composants électroniques, on connaît les « actifs » et surtout les circuits intégrés, qui ont fait l'objet de plusieurs plans de la part des pouvoirs publics, en 1979, puis plus encore depuis mai 1981. On est encore loin de compte, mais la volonté de mener à bien l'entreprise existe. Pour les « passifs », ce n'est pas le cas. Les pouvoirs publics ont négligé jusqu'à aujourd'hui cette multitude de produits obscurs que sont les condensateurs, les résistances, les connecteurs, les circuits imprimés, les haut-parleurs, les bobinages. Pourtant, ils représentent la moitié du marché mondial total des composants (17,8 milliards de dollars en 1981 sur 36,9 milliards de dollars). En France, leur fabrication occupe 33 800 personnes contre seulement 3 500 dans les circuits intégrés, dix fois moins. Plus de deux cents entreprises (chiffre approximatif) y réalisent un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de francs.

Depuis deux ans, on observe une baisse nette des productions en volume (le chiffre d'affaires en francs courants n'a crû que de 7 % en 1982 et de 6,6 % en 1981), mais le ralentissement remonte en réalité à 1974. Avant cette date, la croissance atteignait 20 à 30 % ; depuis elle suit à peine l'inflation. Les effectifs depuis 1974 ont été ramenés de 41 500 personnes à 33 800 par érosion régulière. Erosion est d'ailleurs le terme qui décrit le mieux l'évolution générale de ce secteur depuis dix ans. On commence aujourd'hui seulement à en mesurer le risque.

Imperceptiblement, cette industrie est devenue stratégique. Pour l'équilibre des échanges extérieurs en premier lieu. Bâtir une industrie de l'électronique grand public en France perd une partie de son sens s'il faut importer tous les composants passifs contenus dans les téléviseurs, les tuners hi-fi et les magnétoscopes, dont ils constituent encore une part essentielle de la valeur ajoutée. Pour des raisons technologiques ensuite. Les composants passifs n'ont pas connu l'évolution fulgurante des circuits intégrés, mais leur technologie a néanmoins progressé régulièrement en dix ans, avec les circuits imprimés multicouches, les condensateurs en céramique ou les hybrides. Le retard pris par la France pèse aujourd'hui du fait que, comme dans les circuits intégrés, il se répercute en aval sur la qualité technique des équipements finaux de toute l'industrie électronique. Cet « effet filière », qui n'avait pas été compris, commence à l'être par les pouvoirs publics (même si nombre d'experts socialistes privilégient encore les composants actifs dans la filière électronique) et par les industriels eux-mêmes. Une prise de conscience qui n'est pas que théorique, puisqu'un plan « composants passifs » est en préparation et devrait être annoncé en juillet.

Pourquoi la France, qui tenait des positions prépondérantes sur nombre de produits il y a dix ans, s'est-elle laissé distancer ? En fait, la spécialisation, qui avait les faveurs des industriels français pour de petites quantités de composants de haute technologie à coût élevé, à destination de l'industrie professionnelle (la défense par exemple), a été petit à petit battue en brèche par les Japonais, qui ont poussé vers le haut la qualité de leurs produits tout en maintenant des prix bas grâce à de très forts volumes.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 18.)

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'industrie des composants électroniques passifs en crise

(Suite de la page 17.)

Ce problème, qui est général dans l'électronique française, est particulièrement aigu pour les composants passifs. On s'aperçoit que pour établir un bon « triangle qualité-volume-prix », exigence déterminante pour l'industrie, la France n'avait pas mis tous les atouts de son côté. Du fait de sa spécialisation, mais également de par le choix des industriels qui ont chacun cherché à couvrir une gamme trop large et, ce faisant, ont perdu des gains d'« effet d'échelle ». Erreur de stratégie donc.

La France s'était alors mise en mauvaise position et allait subir de plein fouet la concurrence des nouveaux pays industriels (Taiwan, Singapour...) qui ont tiré parti du faible coût de leur main-d'œuvre. Les salaires représentent un tiers, en moyenne, du coût d'un composant passif et beaucoup plus pour certains produits. Mais l'argument sur les salaires avancé à chaque occasion par le patronat doit, ici comme ailleurs, être accueilli avec réserve. R.T.C., la filiale de Philips, avait sans doute ses raisons de fermer ses usines de Caen et de Joué-les-Tours pour « délocaliser » sa production en Asie. Il reste que l'analyse des chiffres des importations en 1982 montre que l'Extrême-Orient représente encore une part très faible de nos achats par rapport à la C.E.E. ou les Etats-Unis. Par exemple 28 millions de francs pour les résistances en provenance d'Extrême-Orient hors Japon contre 240 millions d'origine C.E.E. (dont 67,7 d'Allemagne) et 78 millions des Etats-Unis. Le domaine où l'« effet salaire » a eu le plus de force est celui des haut-parleurs. Or il reste faible : 30 millions de francs d'importations en provenance d'Extrême-Orient, mais 97 millions du Japon et 90 millions de la C.E.E. Même constatation pour les condensateurs fixes (les trois chiffres sont respectivement 30, 50 et 310 millions de francs). L'« effet salaire » a en réalité provoqué plus une pression sur les prix qu'une concurrence insoutenable.

Cette pression, en revanche, n'a pas été sans effet sur les marges des entreprises qui, érodées, n'ont pas permis l'investissement d'automatisation nécessaire. L'automatisation constitue le fond du dossier et la véritable lacune de l'industrie française. Les composants passifs sont le textile de l'électronique, le manque d'argent n'explique pas tout.

Certaines entreprises ont réalisé d'excellents profits dans les années 70, et pourtant la plupart d'entre elles ont peu investi ou ont beaucoup moins investi que les Japonais. Un exemple : la société nippone J.D.S. a investi 30 millions de francs dans l'automatisation d'une usine qui fabriquera quelques variétés de condensateurs au rythme de 10 millions par mois avec quarante-cinq employés seulement. « *C'est impensable en France, où il faut cent vingt personnes pour une production de moitié* », avoue le Sycep (le Syndicat professionnel des industries de composants électroniques passifs).

Les pouvoirs publics vont aujourd'hui chercher à recoudre cette « filière ». *Ils devront mettre* de l'ordre dans leurs rangs. M. Fabius, aujourd'hui ministre de l'industrie, n'a-t-il pas favorisé l'installation de l'américain A.V.X. près de Rouen au risque de mettre en grande difficulté des usines françaises ? Les P.T.T. doivent-elles préférer des haut-parleurs étrangers pour leurs combinés téléphoniques ? Pour l'essentiel, elles devront chercher à débloquer en priorité les investissements d'automatisation. Avec un problème connexe qui s'était déjà posé pour les circuits intégrés en 1979 : les machines automatiques ne sont pas produites en France, il faudra les faire venir du Japon...

ERIC LE BOUCHER.

Composants « actifs » et « passifs »

Les composants actifs, reliés à une source d'énergie, modifient les signaux électriques (amplification, modulation d'amplitude, de fréquence ou de phase), les détectent, les mémorisent, les comparent, etc. En ce sens, ils ont un rôle actif.

Les composants passifs assurent les liaisons entre les différents composants actifs et transmettent les signaux électriques sans les transformer. Ils ont un rôle passif.

Bibliographie

La diagonale Europe-Amérique latine

LA diagonale Europe-Amérique latine pourtant si naturelle est ignorée. Et pour cause : la politique extérieure de la Communauté, quand elle ne s'épuise pas dans des affrontements douteux avec les « grands » partenaires (États-Unis, Japon), a concentré ses efforts sur la consolidation de la zone d'alliance et de coresponsabilité qui la relie à l'Afrique et au monde méditerranéen.

Plus récemment toutefois, les effets du redéploiement industriel et l'idée que cette diagonale pourrait constituer un pôle d'attraction pour d'autres pays du tiers-monde désireux de s'affranchir de l'influence des deux « grands » ont conduit la Communauté à s'intéresser davantage à l'Asie du Sud-Est, à l'Amérique centrale et à l'Amérique latine. Nul doute, la Communauté est davantage concernée aujourd'hui qu'hier par ce qui se passe en Amérique latine.

Le livre d'Armando Toledano, conseiller juridique à la Commission européenne (1), vient donc nous révéler à point nommé les connexions nombreuses, riches de potentialités, qui existent entre la Communauté et l'Amérique latine. L'ouvrage, dédié à cette « diagonale » méconnue, est bâti autour du concept d'intégration. L'auteur, témoin privilégié des regroupements latino-américains, décrit le fonctionnement et l'esprit des institutions de la Communauté, puis en contrepoint les efforts d'intégration en Amérique latine : l'Association latino-américaine de libre-échange, le Marché commun de l'Amérique centrale, et surtout, exercice le plus poussé, le plus prometteur, la création du Groupe andin.

Le rapprochement n'est pas artificiel : la Communauté pour ces États, ces peuples latino-américains qui comme ceux d'Europe cherchent à s'unir par refus du déclin, a joué un rôle de précurseur. Leur projet lancé, ils tablent sur son appui. Armando Toledano nous fait comprendre avec beaucoup de conviction que « *l'intégration ne peut et ne doit pas être ramenée à un exercice purement économique* ».

Pas d'intégration sans démocratie. C'est vrai en Europe. Ce l'est bien davantage encore, parce que les structures politiques y sont plus fragiles, en Amérique latine. Armando Toledano croit aux vertus démocratiques des efforts, des rapprochements régionaux qui sont accomplis. L'expérience du Groupe andin constitue à cet égard le « laboratoire » le plus prometteur.

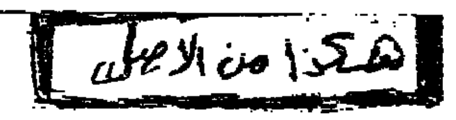
Un livre utile pour un peu mieux décrypter ce qui se passe dans le sous-continent au moment où, encore une fois, la Communauté, après une longue éclipse, y occupe une place plus significative.

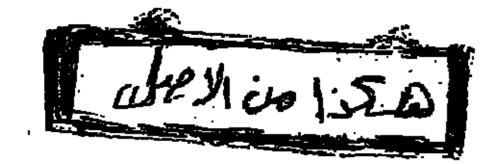
PHILIPPE LEMAITRE.

(1) *Intégration et démocratie*, par Armando Toledano Laredo. Editions de l'université de Bruxelles.

● *Publication d'un guide pratique de la compensation.* — L'Association pour la compensation des échanges commerciaux (Aceco) créée en 1977 à la demande de M. Raymond Barre, alors premier ministre, et présidée par M. François Missoffe, vient de publier un *Guide pratique de la compensation*. Cette opération, qui consiste à proposer en échange d'une commande un montant équivalent de biens ou de services et constitue une forme de troc moderne, représenterait aujourd'hui un cinquième du commerce mondial. Après les pays de l'Est et d'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et de nombreux pays d'Afrique, et même certains pays industrialisés y ont recours.

* Librairie du commerce international, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. Tél. : 505-34-60. 130 pages, 320 F.





Sur les plates-formes de la mer du Nord, la quiétude norvégienne l'a emporté sur l'aventure

Au temps des pionniers, sur les plates-formes de la mer du Nord, a succédé le régime de croisière de l'exploitation méthodique des énormes gisements. Le travail et les conditions de vie s'y sont banalisés, tandis que les équipements s'amélioraient, en devenant encore plus gigantesques. Sur le champ de Frigg, dont la société Elf-Norge (filiale à 100 % de la société Elf-Aquitaine) est l'unique opérateur, seul l'environnement extérieur demeure hostile, à un endroit où les vents peuvent atteindre 200 km/h et les vagues « centenaires » (leur fréquence moyenne est d'une fois par siècle) 29 m de creux. Au mois de juin, lors de la visite des *journalistes de l'AJIS (1), et durant tout l'été,* on peut y procéder aux vérifications et aux réparations éventuelles, par un temps plus clément.

MAJORITAIRES il y a quelques années, les Français ne sont plus que cinq à travailler régulièrement sur les plates-formes du champ de Frigg, *exploitées par Elf-Norge,* à 200 km au large de Stavanger. On y trouve les quatre *field managers* (patrons du site), à tour de rôle, et... le cuisinier.

Progressivement, la filiale à 100 % Elf-Aquitaine se « norvégianise » puisque, sur les mille deux cent cinquante personnes qu'elle employait au 31 décembre 1982, 3 % étaient anglaises (Frigg s'étend de part et d'autre de la frontière maritime entre la Grande-Bretagne et la Norvège), 17 % françaises et 80 % norvégiennes.

Les Français d'Elf-Norge, comme tous les « expatriés » du groupe dans le monde entier, dépendent toujours d'Elf-Aquitaine, dont ils sont détachés, et sont régis par une convention particulière, signée par les organisations syndicales. Chaque année, la commission paritaire « expatriés » examine leur situation globale, en plus du « suivi » régulier, alertée par les délégués expatriés, élus sans étiquette syndicale pour respecter les lois des pays d'accueil (en Norvège, cinq délégués représentent les cent soixante expatriés).

Employés aux conditions du droit social français, les expatriés voient leur salaire brut augmenté d'une prime d'expatriation de 25 % et complété par une indemnité de résidence ou différentiel du coût de la vie (coefficient de 1,25 pour la Norvège, de 1,80 pour la Chine), le *logement et l'éducation des enfants* étant pris en charge par l'entreprise. En outre, s'ils travaillent offshore, c'est-à-dire sur les plates-formes, les expatriés touchent une prime de 17 %.

Que ce soit M. Francis Duesso, l'un des délégués de Stavanger, ou M. Jean-Yves Abbat, *field manager,* les expatriés n'aiment pas dire combien ils gagnent, de peur de paraître privilégiés. On sait pourtant qu'un géologue travaillant à terre, ayant dix ans d'ancienneté et élevant deux enfants reçoit 23 000 F par mois, Elf-Norge se chargeant de payer la différence d'imposition entre la France et la Norvège.

Pour un *field manager,* le salaire serait donc plus élevé, étant entendu que « *nous travaillons de quarante à cinquante jours de plus par an que les Norvégiens,* insiste M. Abbat, *à raison de douze heures par jour et de vingt-quatre heures d'astreinte* ». En fait, la différence provient surtout du régime des rotations qui s'avère moins avantageux que la règle norvégienne. Sur un cycle de *vingt et un jours, un expatrié passera* huit jours en mer, profitera de trois jours de récupération et de quatre samedis ou dimanches, puis travaillera six jours à terre, au siège.

Et les Norvégiens ? Egalement soumis au douze heures quotidiennes de travail en offshore, ils ne doivent pas dépasser la base annuelle *légale pour tous les travailleurs* du pays, fixée à mille sept cent trente trois heures. C'est ainsi qu'aux quatorze jours de présence sur la plate-forme succéderont trois *semaines de repos à terre, le solde* étant complété par des séances de formation (notamment pour la sécurité) et les congés annuels (trois semaines l'été, une semaine l'hiver). Avec une prime de 40 % sur le salaire de base, leur rémunération annuelle moyenne atteint 170 000 couronnes (170 000 F), allant de 130 000 couronnes pour une secrétaire – il y a quinze femmes sur le champ de Frigg – jusqu'à 240 000 couronnes pour un ingénieur.

A terre, ceux que l'on appelle les travailleurs « on shore » d'Elf-Aquitaine ne bénéficient pas de tels avantages, et la durée hebdomadaire moyenne de travail s'établit à trente-sept heures trente. Ils regardent parfois avec envie leurs collègues des plates-formes, qui font figure, en Norvège, de privilégiés, et qui ont d'ailleurs développé certains signes de corporatisme.

Dans ce pays où l'on a voulu une exploitation *moderato tempo* des *ressources pétrolières ou gazières,* et qui est marqué dans ses traditions sociales par la recherche volontaire d'une « ambiance ouatée », comme le rappelle M. Abbat, la situation extrêmement favorisée des « offshore » provoque des remous et risque même de rompre l'équilibre tout en nuances. « *Ça peut nous conduire jusqu'à l'explosion* », prophétise le *field manager.*

Aux temps héroïques de l'exploitation *pétrolière en* mer du Nord, les travailleurs offshore étaient syndiqués au sein de la Fédération des marins de la puissante confédération L.O. (liée au parti travailliste) puis *à la Fédération de la métallurgie.* Se trouvant en minorité, et amenés à défendre des avantages autrement importants, ils s'organisèrent bientôt en syndicat autonome (O.F.S.) et connurent quelques problèmes *d'adaptation aux règles du jeu social* si particulier en Norvège.

Par quatre fois, de 1980 à 1982, ils firent grève, allant jusqu'à la grève « sauvage » – que la réglementation norvégienne n'autorise pas, – c'est-à-dire en dehors de la période annuelle prévue pour les revendications (avril). Ils furent même désavoués par la commission arbitrale nationale qui avait jugé exorbitante leur demande. La loi n'accepte que des négociations de branche entre syndicats représenta*tifs et syndicat patronal,* l'accord s'appliquant simultanément dans toutes les entreprises, s'il est conforme aux orientations gouvernementales.

Dans ces conditions, l'activité syndicale sur le lieu de travail est limitée, hormis les périodes de grève « presse-bouton ». Sur les plates-formes de Frigg, un délégué syndical occupe, douze heures par jour, un bureau voisin de celui du *field manager.* Ensemble, ils discutent de l'application de tel ou tel accord et se livrent à une interprétation des textes pour les adapter aux situa*tions du chantier.* « *On trouve toujours des arrangements,* assure M. Abbat, *parce qu'un service en vaut un autre. Et puis, nous avons affaire à des gens intelligents.* »

Mais, nantis ou pas, français ou norvégiens, les travailleurs offshore dissimulent mal leur ennui, malgré ou à cause de la quiétude sociale, auquel s'ajoutent les conditions de travail. Douze heures durant, il leur faut surveiller les installations en buvant du café avec, sans doute chevillée au corps, l'appréhension de ne *pas avoir su détecter à temps l'incident* aux conséquences peut-être irrémédiables. Ainsi va la vie de ces hommes très spécialisés, contraints à l'observation attentive d'un pro*cessus d'extraction du gaz qui* se déroule sans eux, et qui doivent savoir intervenir en quelques secondes à bon escient.

M. Abbat a constaté, pour sa part, que les périodes de *travail* entrecoupées de repos lui « *faisaient perdre le fil* ». Il observe aussi, chez ses collègues norvégiens, une absence de motivation qui est sans doute le revers d'un comportement bien plus placide que celui des Latins. Mais il sait aussi que, accentuée par le climat social norvégien, cette morosité fait souvent place, à terre, à un déploiement compensateur d'activités. Avec leurs ressources et leur temps libre, des travailleurs offshore se sont mis à leur compte, gérant de petites entreprises (taxis, location de matériel de chantier, etc.)

A la belle saison, le champ de Frigg s'active aussi. C'est le moment *des vérifications ou des réparations* et, comme ce mois-ci, de l'installation de nouveaux équipements, tous travaux qui nécessitent l'arrivée d'un « flotel » (une plate-forme hôtel) et de nombreux travailleurs contractuels employés par des entreprises extérieures.

Plus tard, à l'automne, les travailleurs offshore se retrouveront seuls, perdus dans les brumes, la pluie, le vent et le froid, cernés par une mer hostile et reliés à la Norvège par les navettes audacieuses des hélicoptères...

ALAIN LEBAUBE.

(1) Association des journalistes d'information sociale.

Archimède à la rescousse

POUR le forage et l'exploration, *il y a les plates-formes* métalliques, ancrées au fond de la mer, par 100 mètres d'eau. L'une d'elles, toujours visible dans le fjord de Stavanger où elle devrait être relevée le mois prochain et peut-être laisser apparaître les trente-six corps qui s'y trouveraient encore, s'est retournée à Ekofisk le 27 mars 1980. Ce fut le drame de l'*Alexander Kielland.*

Pour l'exploitation, qui se prolonge en moyenne pendant vingt années, les compagnies installent des plates-formes le plus souvent construites en béton. Reliées entre elles, elles sont chacune affectées à une fonction différente : extraction, traitement du gaz avant son envoi par gazoduc jusqu'en Ecosse (380 km) dans le cas du champ de Frigg, torchère de sûreté et, enfin, *logement du personnel.*

En béton, les plates-formes sont plus stables et posées sur le sol. Elles pèsent selon le cas 100 000, 400 000 tonnes, voire *840 000* tonnes *comme celle que* l'on achève actuellement à Stavanger pour le compte de Mobil, et qui est destinée au champ de Statfjord, au nord de la Norvège.

Pour construire ces monstres, on utilise les profondeurs d'eau du fjord... et le principe d'Archimède. A chaque stade de la fabrication *des alvéoles de soutènement, puis* les piles qui amèneront la plate-forme jusqu'à des hauteurs de 160 ou 180 mètres, *le chantier* s'avance dans le fjord. Ensuite, la masse de béton recevra le « pont », fabriqué par ailleurs et équipé de modules préparés par des entreprises spécialisées, pour former la plate-forme proprement dite. L'assemblage se produira sur l'eau, en lestant le ballast des alvéoles de béton, puis le tout sera *relevé pour flotter et enfin être remorqué jusqu'au site. Archimède,* une dernière fois, sera alors appelé à la rescousse. La plate-forme sera lestée pour reposer par le fond, avec de l'eau pour les installations *gazières telles que Frigg, ou avec* des réserves de pétrole brut pour les autres.

On peut penser que le mastodonte préparé pour Statfjord marque l'apothéose et la fin d'une ère. Pour la première fois, en raison des progrès techniques accomplis, une seule plate-forme pourra en effet *accueillir tous les éléments d'un* champ d'exploitation avec, en prime, un hôtel de neuf étages pour héberger tous les personnels. Mais, à l'avenir, l'exploitation en mer du *Nord devra se poursuivre* sur des fonds de 300 mètres où les plates-formes en béton seront inutilisables : elles devraient dépasser le million de tonnes et les plongeurs ne pourraient en ausculter les soubassements.

C'est pourquoi les sociétés pétrolières recherchent de nouveaux *systèmes, comme celui qu'utilisera* Elf-Norge dès 1984 sur le petit gisement de Frigg nord-est. Au fond de l'eau, on place un ensemble modulaire composé d'éléments stan*dards interchangeables qui assurent* l'exploitation en employant l'électronique. Cet exemple-ci est dirigé et contrôlé depuis la plate-forme de Frigg (18 km) par télécommande grâce à la présence, sur Frigg nord-est, d'une petite plate-forme métallique tubulaire et oscillante placée sur un cardan qui lui *permet d'accuser 2 à 3 degrés de* gîte sous l'effet de la houle. Quand un élément ne fonctionnera pas, on le remplacera intégralement afin de le réparer au sol.

A terme, quand ce type d'équipement sera placé par 300 mètres de fond, il travaillera sans présence humaine en mer et sans interven*tion de plongeurs. On pourra même* espérer le commander depuis le rivage.

L'exploitation « offshore », *même* par de grandes profondeurs, aura alors cessé de représenter l'aventure.

AL. L.

NOTES DE LECTURE — par Alfred SAUVY

● GEORGES FRELASTRE. — L'aménagement du territoire en Europe de l'Est.

Avec le concours de la DATAR et des services de relations culturelles, cette question, redoutable entre toutes, a été remarquablement traitée par le professeur clermontois, qui a accru encore son mérite en étendant son champ à l'Albanie, ce pays curieux qui se dit « seul au monde » et sur lequel la littérature en langue française est bien modeste, sauf... en Albanie (une bibliographie est opportunément donnée). Non sans raison, l'auteur ne se limite pas à ce qu'on appelle un peu péjorativement la « bureaucratie géographique », mais donne un tableau vivant du développement dans les neuf pays européens socialistes.

Déjà largement pratiqué dans les pays occidentaux, l'aménagement du territoire, selon l'expression de Claudius-Petit, fait, dans les pays socialistes, largement corps avec le plan, non sans difficultés administratives (chevauchements ou conflits d'autorité), mais aussi avec de remarquables réussites. Partout apparaît le souci d'équilibre régional, au profit des régions attardées (par exemple, la Slovaquie au détriment de la Bohême-Moravie), avec des résultats divers, plus concluants, par exemple, en R.D.A. qu'en Yougoslavie. Ce souci d'égalité entre souvent en conflit avec celui de la meilleure localisation industrielle (par exemple les *complexes territoriaux de production en* U.R.S.S.) et, pour tout dire, du PIB. C'est l'éternel conflit entre morale et efficacité.

La tâche la plus difficile est celle de l'Union soviétique, en raison de l'étendue et de la diversité des territoires et des hommes, en opposition avec la Hongrie, très homogène, du fait même des amputations subies au traité de paix.

Aux plans, le plus souvent quinquennaux, s'ajoutent des *plans perspectifs* de plus longue durée, qui vont jusqu'à cinquante ans en Tchécoslovaquie.

Partout se manifeste le souci d'aider les villes moyennes, au besoin aux dépens des grandes agglomérations, déjà mal vues par Marx et Lénine.

La question de la population, si souvent oubliée, est opportunément présentée. En particulier est bien souligné le souci politique général d'assurer, contrairement aux Occidentaux, le remplacement des générations. L'octroi de larges congés au deuxième ou au troisième enfant a eu de remarquables résultats, en particulier en R.D.A., où la natalité a progressé de plus de 40 % en quelques années. N'est cependant pas soulignée l'étrange augmentation de la mortalité, depuis 1970, dans les sept pays placés sous l'obédience soviétique.

Oublions la confusion, bien classique, entre exode rural et diminution de la population agricole. C'est une œuvre remarquable que nous donne le jeune auteur d'œuvres si diverses et dont nous attendons tant.

★ *Economica*, Paris, 1983. 24 cm, 341 pages, 125 F.

● DIVERS. — La rencontre de l'ingénieur et du philosophe.

Ils sont vingt et un à avoir abordé la combien redoutable rencontre de la technique et de la vie sociale. En dépit de la grande diversité de ses membres, la société amicale des anciens élèves de l'Ecole polytechnique (AX) a dû faire un large appel à l'extérieur, en visant loin et haut (Edgar Morin, Henri Laborit, Michel Crozier, etc.).

Pendant trois ans, le groupe de réflexion mixte a poursuivi le dialogue ressortissant, selon l'expression de l'introducteur, au « doute méthodique ». Il en résulte, sur une gamme très étendue, ce qu'il faut bien appeler des monologues, dont nous ne citons ici que ceux qui touchent du plus près l'économie.

Avec Francis Lepatre, président de l'Association nationale des industries alimentaires, nous entrons de plein fouet dans le « marathon agricole », par l'étude de cet « ensemble de rafistolages » curieusement éloigné aussi bien de la nature que de la routine. C'est toute la logique occidentale qui est ici en question.

Avez-vous parfois comparé le chauffage électrique et le nucléaire ? C'est ce que fait clairement Jean Guilhamon, directeur général adjoint d'E.D.F., en cherchant une optimisation, déjà suffisamment complexe, pour laisser de côté l'emploi (domaine si peu exploré) ainsi que les possibilités de la fusion de l'atome.

André Laure n'hésite pas à affronter le sujet, délicat entre tous, des immigrés et de leurs enfants, avec le dilemme ségrégation ou vie commune. Le terme *race* est heureusement laissé de côté, au profit de ceui d'*ethnie*, qui traduit lui-même imparfaitement l'idée fondamentale de différences culturelles. Conclusion bien classique : nécessité de recherches nouvelles.

Nombreux sont, à Paris, les familiers de la carte orange, mais bien peu en connaissent les conditions de naissance et l'effet favorable sur la circulation, par une substitution *partielle du transport en commun au* transport individuel.

Un double regret, toutefois : celui de voir proposer le canal Rhin-Rhône, certes séduisant dans l'optique de la carte, sans connaissance des objections décisives formulées par les *commissaires au Plan, et notamment* Pierre Massé ; regret aussi de ne pas voir exposée la notion, si fondamentale et si négligée, des besoins.

★ *Les Éditions d'organisation.* Paris 1980. 24 cm. 258 pages. 94 F. Introduction de René Mayer.

● CLAUDE RUIZ. — Le Conseil économique et social de l'O.N.U. et la coopération pour le développement.

Il est bien connu dans tous les pays, cet Ecosoc sur lequel reposent tant d'espoirs et se concentrent tant de responsabilités, peu connu cependant en France, puisque le seul ouvrage le concernant remonte à 1950, fait observer l'excellent préfacier, M. Maurice Flory, en le qualifiant de « lieu géométrique » (au sens de carrefour) des conflits du monde moderne.

Une impressionnante, et combien utile, liste des sigles en français et en anglais est suivie d'une introduction et d'un historique, *remontant à la Société des nations. Cet organisme* intergouvernemental, sans ramification régionale, mais dont la compétence technique s'étend à tout l'immense domaine économique et social, reste sous l'autorité de l'Assemblée générale, en particulier pour les aspects financiers.

Sont ensuite présentés les problèmes posés (assistance technique, charte des droits et des devoirs des Etats, coopération pour le développement, responsabilités de chaque organe, etc.). Peut-être peut-on regretter le caractère trop juridique de cet exposé, qui, de ce fait, passe presque entièrement sous silence l'action intense exercée sur la population du monde par des prévisions, d'abord, par les avis de la commission spéciale, ensuite, qui a peu à peu évolué vers l'aide à la limitation des naissances, dans ce *monde que l'on dit, sur ce point, en état* d'explosion.

Importante bibliographie.

★ *Economica.* Paris, 1983. 24 cm. 501 pages, 125 F.

● JOSEPH KLATZMANN. — *Nourrir dix milliards d'hommes ?*

Mentionnons, par exception, cette nouvelle édition, en raison de l'importance du sujet, de l'excellence de la façon dont il est traité et des améliorations apportées depuis dix ans.

L'un des grands mérites de cette somme est la dissipation des nombreuses illusions répandues, dans les deux sens, sur ce sujet qui prête à sensation. A une mise au point minutieuse, sans déviation, succède la partie positive, constructive. Tout en modérant les espoirs, parfois enflammés, mis dans de nouvelles sources (aquaculture, synthèse de protéines, chlorelles, etc.), l'éminent agronome décrit les moyens positifs, en prenant pour exemple les résultats considérables obtenus en Israël, malgré la pauvreté en eau.

Nourrir dix milliards d'hommes, c'est-à-dire la population du monde à la fin du siècle qui vient, est-ce possible ? La technique répond affirmativement, mais son utilisation est contrariée par la poursuite d'autres objectifs et par le trouble des relations internationales, notamment par les armements.

Après une si remarquable mise au point, bien des défaillances restent peut-être excusables, mais pas l'ignorance.

Bibliogaphie sommaire.

★ *Presses universitaires de France.* Paris, 1983. 21 cm. 296 pages. 110 F.

● PAUL PAILLAT et ALAIN PARANT. — Conditions de vie et ressources des retraités agricoles.

C'est à la demande du ministère de l'agriculture que les deux gérontologues de l'INED ont mené cette enquête remarquable, en écho à celle de *1967. Par soixante*-treize questions, posées à un échantillon représentatif, du moins pour le sexe masculin, nous plongeons dans la vie de cette population retraitée, dans les deux sens du terme, disons peu connue et fort discrète : condi*tions familiales, état de santé, logement, di*vers aspects de la vie courante, activité professionnelle, antérieure ou actuelle, ressources, tout nous est clairement présenté et commenté.

Amélioration légère, sans doute, de la condition, depuis 1967, qui laisse encore bien des besoins sans couverture.

★ *Presses universitaire de France.* Paris, 1983. 24 cm. 208 pages. 45 F.

● JEAN DOURY. — Sécurité sociale. Sortir de l'impasse.

Le mot *impasse* doit-il être entendu dans le sens courant, ou dans celui de déficit durable ? Les deux sans doute. Syndicaliste et financier, l'auteur est particulièrement bien placé pour juger les deux plateaux de la balance. Pas de recette miracle, pas de formule propre à éviter de penser, mais une analyse profonde de tous les aspects, sans oublier, comme si souvent, le familial.

La baisse (en valeur réelle) des compensations accordées à la famille a dû contribuer, est-il estimé, à celle de la natalité. Il *est rare, dans un tel ouvrage, de voir défen*dre la famille de trois enfants, victime, elle aussi, du chômage, cette fois par transfert de ressources, alors qu'elle contribue tant à assurer les retraites de demain.

Que les cotisations patronales soient finalement payées par les salariés, disons plutôt par tous les ménages, est bien à portée de jugement, mais constamment oublié, pourrait-on observer, dans l'optique des revendications.

Fiscalisation ou budgétisation, risque de bureaucratie, gaspillage de produits pharmaceutiques, petit risque et ticket modérateur, arme absolue du contrôle direct des prix de journée, cent soixante-dix mille médecins en l'an 2000, légende des brimades et des fraudes fiscales, double secteur et conventions, médecine libérale en sursis, illusion de la maîtrise des coûts en matière de *retraite, coût du vieillissement, tout cela est* passé au peigne fin, par un connaisseur.

Quelques lacunes cependant, curieusement, dans la partie financière ; il manque, en fait, ici, un cadre solide des comptes nationaux tels qu'ils sont souhaités. N'est pas traitée non plus la question du droit, pour un travailleur, d'épargner au cours de sa vie, en vue d'être mieux traité lorsque celle-ci est menacée, au risque de se heurter à l'argument de la « médecine de riche ».

Une seconde édition, méritée en tout état de cause, permettra, par une mise au point, de disposer d'un instrument *remarquable* pour traiter une question où la lumière n'a pas toujours l'intensité nécessaire.

★ *Economica.* Paris, 1983. 24 cm. 234 pages. 79 F.

LES CLEFS DE LA CONJONCTURE

Difficile redressement du commerce international

MOIS après mois, les chiffres confirment une certaine reprise aux États-Unis, en Grande-Bretagne et même en Allemagne.

L'activité américaine se développe plutôt régulièrement que fortement. Le PIB a finalement progressé de 2,5 % au premier trimestre 1983, et non de 3,1 % comme annoncé. Les commandes de biens durables, considérées comme un indicateur particulièrement significatif, ont à nouveau augmenté de 2,4 % en avril (après 3,2 % en mars). Les *directeurs d'achat présentent des résultats* d'enquête de plus en plus optimistes, 70 % d'entre eux estimant maintenant que 1983 sera meilleur que 1982, contre 59 % en décembre. Cependant, l'entraînement interna*tional de cette reprise ne s'amorce* guère. Les importations du premier trimestre 1983 sont en diminution de 3 % par rapport au quatrième trimestre 1982, contraction due il est vrai au pétrole, alors que les achats *de biens manufacturés augmentent* un peu. Contrairement à ce qu'avance le président Reagan, le déficit commercial américain ne contribue pas à la relance mondiale : en effet, *il* est dû plus à la faiblesse des exportations, pénalisées par un dollar excessif, qu'à la vigueur des importations.

La récente reprise allemande ne doit rien aux exportations, puisque celles-ci ont baissé de 4 % sur les derniers mois, alors que le PIB augmentait de 0,5 %. Si les commandes à l'industrie du premier trimestre 1983 sont en progrès de 1 % *par rapport* à l'année dernière, c'est grâce à leur composante interne (+ 3,5 %), les ordres de l'étranger ayant au contraire diminué de 8,5 %. Les chiffres de mars pour l'automobile illustrent bien cette *différence* : la production a progressé de 20,6 % par rapport à février, mais les exportations se sont contractées de 1,8 %. Les chiffres d'avril du commerce extérieur récemment publiés montrent même une nouvelle dégradation des ventes à l'étranger. Ils sont à rapprocher des résultats de la dernière enquête de l'IFO, faisant apparaître des chefs d'entreprise moins optimistes, car prévoyant des *difficultés* à l'exportation à la suite de la réévaluation du deutschemark.

Faiblesse persistante des exportations japonaises

Ainsi, les échanges n'apportent pas à l'économie allemande le stimulant qui lui permettrait de se redres*ser plus rapidement (la production* industrielle reste encore à 6,5 % en dessous de son niveau d'il y a un an). La reprise actuelle, d'après M. Helmut Geiger, président de la Fédération des caisses d'épargne, ne *ressemble pas aux précédentes, tant* par l'absence de ce moteur habituel que par les caractéristiques de rattrapage forcé qu'elle présente, les particuliers essayant de satisfaire enfin, après deux ans d'austérité, des *besoins accumulés de biens durables* et de logements, en prélevant sur leur épargne.

Au Japon, à la différence de l'Allemagne, l'activité reste bien hésitante, malgré les chiffres un peu plus favorables de la production industrielle de mars (+ 2,3 %) et d'avril (+ 0,1 %), les premières progressions depuis quatre mois. Elle accuse toujours le choc de la considérable baisse des exportations en 1982, qui, d'après l'Agence de planification économique, va entraîner sur l'exercice 1983, et pour la première fois depuis six ans, une baisse *de 8 % des investissements de l'in*dustrie. Début 1983, et même encore en avril, les ventes à l'étranger restent faibles, en particulier celles de biens d'équipement, les importations se situant à leur plus bas niveau *depuis trois ans. L'exemple de* l'automobile l'illustre bien : sa production est tombée de 1,05 million de véhicules en mars à 938 000 en avril, au-dessous du niveau de l'année dernière, les exportations se *contractant de 2,8 %.*

La Grande-Bretagne est le seul pays où les exportations sont venues renforcer le réveil de la demande interne, après une longue austérité, conjonction qui permet d'expliquer le récent mini-boom qui a tant étonné les observateurs de ce pays. Ainsi, les ventes à l'étranger ont progressé de 15 % sur les trois derniers mois, pour atteindre 5,28 milliards de livres en mars, ce qui, d'après lord Cockfield, ministre du commerce, constitue le record absolu en valeur et le second en volume de l'histoire des échanges britanniques.

De leur côté, les importations sont elles aussi élevées, grâce à la vigueur de la demande interne : les ventes au détail sont, en volume, de 5,4 % plus élevées que l'année dernière, grâce à la considérable décélération de l'in*flation (4 % en avril), alors que le* rythme des augmentations salariales est de plus de 7 %. En Italie la conjoncture est pratiquement inverse, avec des chutes considérables des exportations et de la production, *qui se situent en mars respective*ment à 11 % et 8,5 % au-dessous de celles de l'année 1982. Le recul de l'une explique souvent celui de l'autre. Ainsi l'UCIMU, l'Association des producteurs de machines-outils, a vu ses commandes s'effondrer, tant à cause du marasme étranger que de la baisse très forte des dépenses d'équipement des entreprises italiennes (– 17,5 %). De son côté, le textile, fer de lance des exportations, a connu au premier trimestre une forte dégradation de ses ventes et des prix très bas.

Les échanges mondiaux sont donc encore plus freins qu'accélérateurs. Pour qu'ils deviennent « porteurs », il faudrait encore une assez longue période de croissance, notamment aux États-Unis, et une consolidation de la récente remontée des cours des matières premières, permettant aux pays en voie de développement de reconstituer leurs ressources et de relancer leurs importations.

MAURICE BOMMENSATH.

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

A la fin mai 1983

	Indicateurs	Evolution sur 3 derniers mois annualisé (*)	Evolution sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITÉ	Production industrielle	1 % *	– 0,8 %	127	mars 83
	Consomm. des ménages de prod. ind.	– 4 % *	+ 1 %		avril 83
	Exportations en volume	– 3 % *	+ 2 %	139,3	mars 83
	Importations en volume	+ 12 % *	+ 3 %	152,7	mars 83
	Investissements des entreprises privées	–	– 5 %	– 5 %	année 83 (enquête mars 83)
EMPLOI	Demandes d'emploi	– 3 % *	+ 1 %	2004 M	avril 83
	Offres d'emploi	– 5 % *	+ 21 %	91 M	avril 83
	Durée de chômage	+ 0,6 mois	+ 0,9 mois	9,9 mois	mars 83
	Durée du travail hebdomadaire	– 0,2 h	– 1,1 h	39,2 h	4e tr. 82
PRIX ET SALAIRES	Prix de détail	12,2 % *	9,1 %	1,3 %	avril 83
	Salaire horaire	13 % *	10,8 %	3,1 %	1er tr. 83
	SMIC horaire	12,6 % *	13,8 %	21,65 F	juin 83
	Revenus disponibles des ménages	0 %	2 %	0 %	4e tr. 82
BALANCE ET COMPÉTITIVITÉ	Résultat balance commerciale	– 63 MF *	– 91 MF	– 1,5 MF	avril 83
	Résultat balance des paiements courants	– 68 MF *	– 79 MF	– 17,1 MF	4e tr. 82
	Différentiel de prix par rapport à la moyenne des six grands pays	+ 6 % *	+ 2,7 %	0,5 %	avril 83
TAUX INTÉRÊT	Taux jour le jour	– 0,25 %	– 3,96 %	12,50 %	mai 83
	Taux de base bancaire	0 %	– 1,75 %	12,25 %	mai 83

(*) Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois.
Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.
MF = milliards de francs ; M = milliers.

ACTIVITÉ

La production française faiblit certes, mais elle ne recule pas. Cependant, l'attente d'une véritable dégradation provoque des anticipations pessimistes. Mauvais signe : la consommation des ménages en produits industriels confirme encore une fois en avril son recul. Les investissements ne prenant pas le relais, restent les exportations qui, en valeur, semblent reprendre depuis peu (*+ 8 % sur les 3 derniers* mois). Cela dans l'attente d'une confirmation plus précise par les données en volume qui ne sont pas encore disponibles pour avril (sur les trois derniers mois, il y a encore une baisse de 3 %, mais mars semble amorcer une remontée).

EMPLOI

La diminution des demandes d'em*ploi (encore une fois – 0,5 % en avril)*, réduisant le rythme annuel d'augmentation à 1,1 %, contraste de plus en plus avec les deux autres indicateurs, dont la dégradation s'accentue : la durée moyenne du chômage augmente et la baisse des offres d'emploi se confirme (– 10,8 % sur avril).

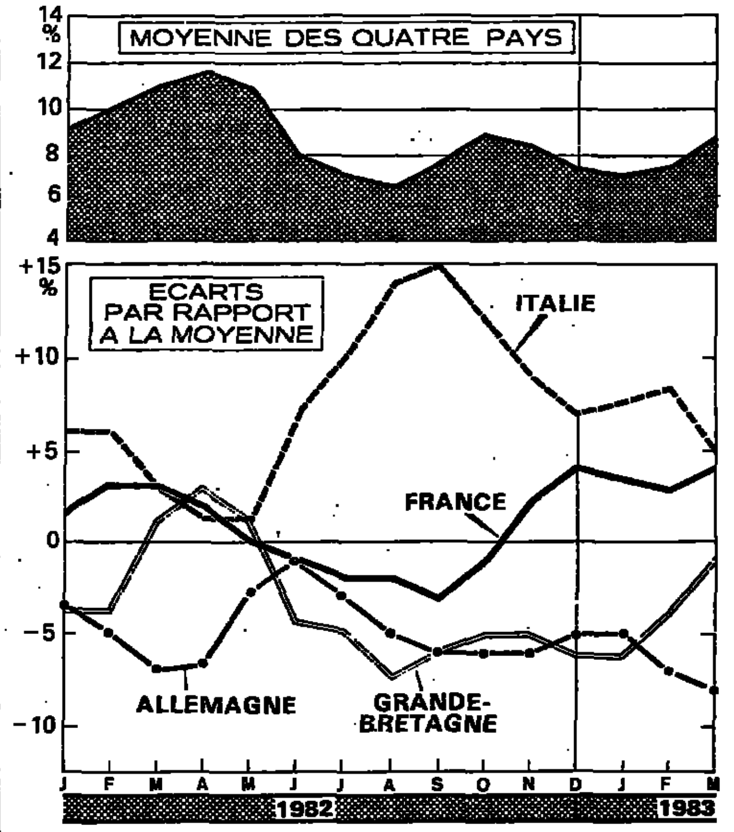
PRIX ET SALAIRES

La forte hausse des prix d'avril est due en bonne partie à une augmentation des tarifs publics destinés à réduire les déficits correspondants. Le rythme d'augmentation des salaires reste élevé (3,1 % pour le premier trimestre, soit un rythme annuel de + 13 %), le progrès par rapport aux exceptionnels 4,2 % (dus au rattrapage suivant le blocage) du quatrième trimestre 1982 étant encore insuffisant.

BALANCE ET COMPÉTITIVITÉ

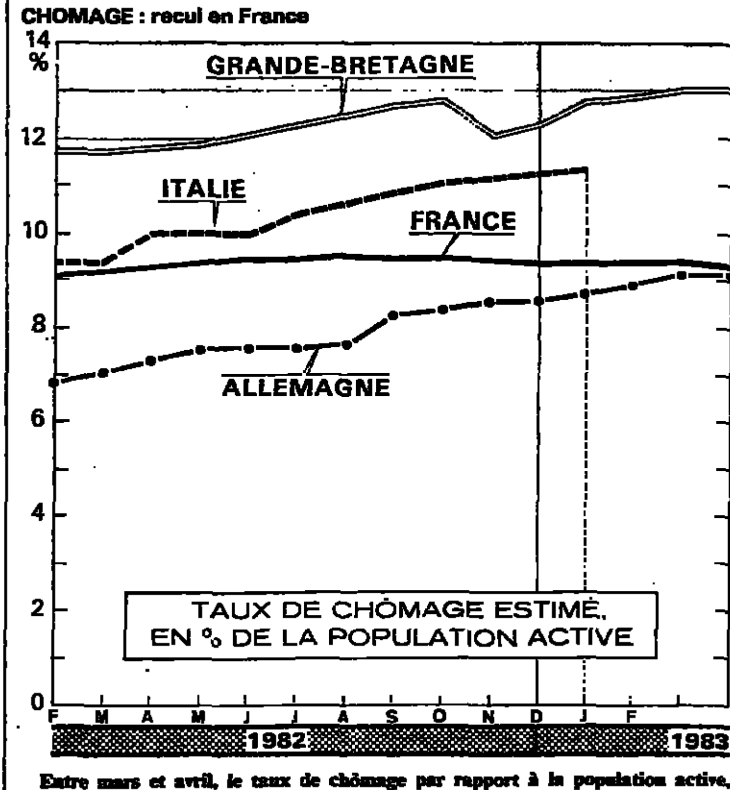
Enfin, le déficit commercial se réduit considérablement en avril (– 1,5 milliard de francs). Plutôt que de prendre ce chiffre (compte tenu des distorsions qu'ont pu provoquer les anticipations liées à la dévaluation du franc), il vaut mieux se *référer* aux moyennes mobiles sur trois mois : le déficit est ainsi revenu de 7,5 milliards en janvier à 5,2 milliards en avril, ce qui représente quand même un net progrès. La différence entre l'inflation française et la moyenne de celle des six grands pays a augmenté de 2,4 à 2,7 % quand on la calcule sur douze mois, et de 5,6 à 6 % quand on l'évalue sur trois mois en l'annualisant (cette dernière dégradation résultant du mauvais chiffre d'avril).

PRIX : remontée du taux d'inflation sur trois mois en France et en Grande-Bretagne.



L'inflation moyenne des quatre grands pays industriels, calculée sur février, mars et avril et annualisée, est remontée fortement pour atteindre 8,7 % (contre 7,6 % le mois précédent). Cela est dû à des causes particulières. D'abord en Grande-Bretagne, comme chaque année, l'indice d'avril a augmenté (+ 2 %) sous l'effet de l'introduction des taxes nouvelles prévues par le budget, ce qui fait passer le rythme de 2,8 à 8,3 %. De même, en France, les tarifs publics ont contribué pour 0,5 % dans la hausse de 1,3 % d'avril, entraînant une accélération de 10,8 à 12,2 %. En revanche, l'inflation moyenne sur douze mois est passée de 8,3 à 8,1 % : les prix ont augmenté de 3,3 % en Allemagne (contre 3,5 % le mois précédent), de 4 % en Grande-Bretagne (contre 4,6 %), de 9,1 % en France et de 16,3 % en Italie.

CHOMAGE : recul en France



Entre mars et avril, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a diminué de 9,40 à 9,30 % en France. En Allemagne, l'effectif « brut » des chômeurs a continué de diminuer, essentiellement sous l'effet des facteurs saisonniers, le taux corrigé au contraire augmentant de 9,1 à 9,2 %. Le taux est resté inchangé à 13 % en Grande-Bretagne. Les derniers *chiffres de mai font apparaître des augmentations des taux corrigés en* Allemagne (9,3 %) et en Grande-Bretagne (13,1 %).

PRODUCTION INDUSTRIELLE : affaiblissement en France et renforcement en Grande-Bretagne.

En France, le rythme de la production industrielle, calculé sur janvier, février et mars, comparé à celui des trois mois précédents, faiblit (1 %). En revanche, les derniers chiffres confirment la remontée de l'activité en Grande-Bretagne (+ 6 %), et dans une moindre mesure en Allemagne (+ 4 %). En Italie, la production industrielle, après son impressionnante chute de 1982, reste dans le creux (– 8,5 % par rapport à la même période de l'année dernière) dont elle essaie d'émerger (faible progrès de 1 % en rythme annuel sur les derniers mois).

INFORMATIONS « SERVICES »

BREF

DOCUMENTATION

ATLAS MARITIME. — La société Sesam publie un atlas de navigation sur les côtes françaises de la Méditerranée et de la Corse et destiné aux navigateurs. Cet atlas rassemble les réproductions *exactes des cartes officielles du* service hydrographique et océanique de la marine.

★ **900 F. 132, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, 94600 Choisy-le-Roi. Tél. : 890-82-44.**

ENSEIGNEMENT

COURS D'ALLEMAND. — Le Centre culturel allemand Goethe-Institut Paris organise des cours intensifs d'allemand du 1er au 29 juillet à l'Institut Goethe 17, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 723-61-21 (1 200 F) et du *30 juin au 13 juillet, à la même* adresse (900 F).

FORMATION PERMANENTE

CALENDRIER DES STAGES DU SECOND SEMESTRE DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU MARKETING. — Le calendrier des stages de formation organisés par l'Institut supérieur du marketing de septembre à décembre 1983 est à la disposition de tous ceux qui en feront la demande. Il comporte quarante stages de deux à trente-quatre jours, destinés à des cadres et à des dirigeants d'entreprise à la recherche d'un enseignement concret, en petits groupes, animés par des praticiens.

S'adresser à l'Institut supérieur du marketing, 210, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris. Tél. : 372-64-00.

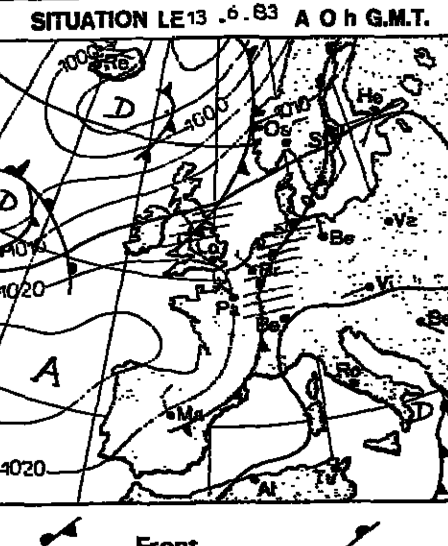
INFORMATIQUE

AU FESTIVAL D'AVIGNON. — Le Centre international de recherche, de création et d'animation (CIRCA) organise, du 8 au 31 juillet, pendant le Festival d'Avignon, les rencontres Informatique/Culture 83, en association avec la Photo Electric Arts Foundation de Toronto. Ces rencontres, qui ont pour but d'explorer *les liens multiples* entre l'informatique et la culture, consistent en une série de conférences publiques, stages en ateliers, expositions, manifestations musicales, *vidéothèque, démonstration,* et d'un Festival du logiciel.

★ **CIRCA, la Chartreuse, 30400 Villeneuve-lès-Avignon. Tél. : (90) 25-05-45.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.6.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.6.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard — Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

Évolution probable du temps en France entre le lundi 13 juin à 0 heure et le mardi 14 juin à minuit.

Le front orageux achèvera de traverser nos régions de l'est demain matin, tandis qu'un front nouveau abordera les côtes de la Manche où il se frontolysera et sera donc peu actif.

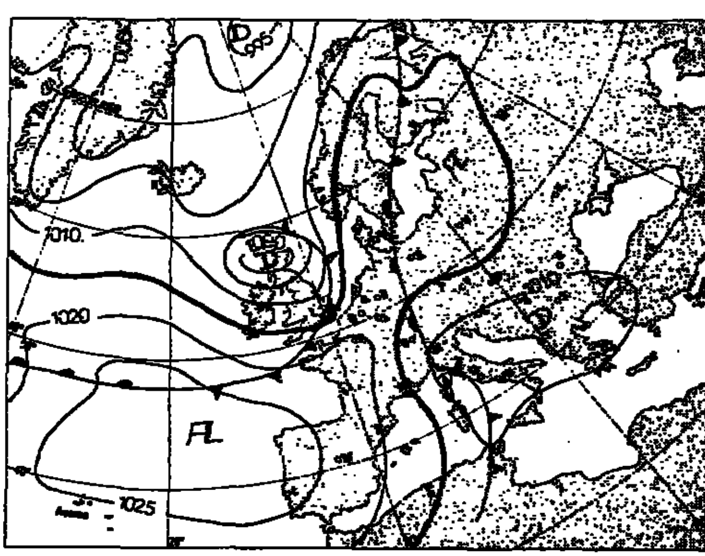
Demain, des Vosges à la Corse, le ciel sera encore très nuageux le matin et des orages résiduels éclateront, accompagnés de quelques ondées. Ce temps orageux disparaîtra l'après-midi pour laisser place à une belle amélioration. Près des côtes de la Manche et de la Bretagne à la Picardie, le ciel sera très nuageux avec des petites pluies plutôt côtières. Sur tout le reste du pays, le temps sera ensoleillé. Le mistral et la tramontane souffleront, le mistral sera fort. Au point de vue températures, il fera nettement plus frais. Au lever du jour, 9 à 13 degrés du Nord au Sud ; l'après-midi, il fera 15 degrés près des côtes de la Manche, 22 à 25 degrés sur la moitié sud du pays et 19 à 22 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 13 juin, à 8 heures, de 1 023,1 millibars, soit 767,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 juin ; le second le minimum dans la nuit du 12 au 13 juin) :

Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 21 et 16 ; Bordeaux, 22 et 13 ; Bourges, 27 et 13 ; Brest, 17 et 9 ; Caen, 17 et 9 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 26 et 14 ; Grenoble, 27 et 15 ; Lille, 22 et 11 ; Lyon, 26 et 16 ; Marseille-Marignane, 28 et 20 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice-*Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Le Bourget*, 25 et 10 ; Pau, 22 et 14 ; Perpignan, 31 et 18 ; Rennes, 18 et 7 ; Strasbourg, 24 et 13 ; Tours, 25 et 8 ; Toulouse, 26 et 13 ; Pointe-à-Pitre 32 et 24.

PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 34 et 19 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 26 et 20 ; Berlin, 26 et 14 ; Bonn, 24 et 15 ; Bruxelles, 23 et 12 ; Le Caire, 35 et 22 ; îles Canaries, 23 et 21 ; Copenhague, 19 et 12 ; Dakar, 28 et 23 ; Djerba, 34 et 19 ; Genève, 27 et 14 ; *Jérusalem, 21 et 14 ; Lisbonne, 27* et 15 ; Londres, 20 et 7 ; Luxembourg, 24 et 11 ; Madrid, 34 et 16 ; Moscou, 21 et 12 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 33 et 19 ; Palma-de-Majorque, 32 et 18 ; Rome, 31 et 17 ; Stockholm, 21 et 12 ; Tozeur, 42 et 23 ; Tunis, 29 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 JUIN

« M. Eiffel et sa tour racontés aux jeunes », 14 h 30, pilier Nord (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Art et promenades).

« Holder », 14 h 15, Petit Palais, Mme Caneri.

« Souterrains et alentours du collège des Bernardins », 15 heures, église Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« *Les Catacombes* », *14 h 30, 2, place* Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

17 h 30, 6, rue Ferrus, E. Rouleau : « La Syrie face au conflit » (IFRI).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 12 juin :

UNE LOI

● Organisant une souscription nationale en faveur de la Polynésie-Française.

DES DÉCRETS

● Relatif au crédit d'impôt institué en faveur de la recherche par l'article 67 de la loi de finances pour 1983.

● Relatif à la durée quotidienne du travail.

● Relatif aux institutions interdépartementales.

● Relatif à l'application dans les régimes de protection sociale de la majoration annuelle forfaitaire des valeurs locatives cadastrales des propriétés non bâties.

● Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

TROISIÈME ÂGE

Cumul retraite-emploi : *le versement de la « contribution de solidarité »*

Tout a été dit sur l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ou presque... Il manque encore des précisions quant aux conditions de reprise éventuelle d'activité pour certains retraités désireux de cumuler retraite et emploi. On attend le décret précisant le paiement de la *contribution de solidarité* » due par les retraités salariés. « *Texte dont la sortie ne devrait pas tarder* », indique le ministère des finances.

On sait déjà que cette « *contribution* » ira alimenter l'assurance-chômage et qu'elle sera calculée sur le salaire à hauteur de quatre fois le plafond de la Sécurité sociale (7 410 F depuis le 1er janvier 1983). La contribution de 10 % sera partagée à égalité entre le salarié retraité et l'employeur. Exigible à partir du 1er avril 1983, elle vise tous ceux qui, âgés de soixante ans, occupent un emploi et perçoivent une retraite en tant que salariés du régime général ou d'un autre régime (comme les fonctionnaires), qu'ils en aient demandé le bénéfice avant ou *après soixante ans et que cette* pension soit récente ou ancienne.

Les entreprises publiques et privées vont donc recenser leurs salariés pensionnés et ceux-ci devront faire une « *déclaration sur l'honneur* », indiquer à leur employeur le montant de leur pension et signaler les membres de leur famille qu'ils ont encore à charge.

En effet, certains pourront être dispensés du paiement de cette « *contribution de solidarité* » : ceux qui perçoivent une pension inférieure au SMIC (3 658,85 F depuis le 1er juin 1983) majorée de 25 % par personne à charge, comme l'entend la Sécurité sociale, c'est-à-dire les enfants, les ascendants, le conjoint qui ne travaille pas, en un mot touts lés « ayants droit ».

Pour les salariés en activité et souhaitant bénéficier de la nouvelle retraite à soixante ans depuis le 1er avril 1983, celle-ci est « *subordonnée à la rupture définitive de tout lien professionnel avec l'employeur ou, pour les assurés exerçant une activité non salariée, à la cessation définitive de cette activité* ».

Quelques exceptions ont été prévues : pour des activités « non substituables », telles que artistiques, littéraires ou scientifiques ou de juré de concours par exemple.

Pour tous les autres, l'abandon est impératif. Si l'intéressé est salarié à temps partiel par plusieurs employeurs, le fait de demander sa pension implique qu'il les quitte tous. Autre exemple : celui d'un conseiller juridique qui partage son temps entre la gestion de son cabinet de *consultant et une fonction rémunérée* dans une entreprise devra cesser l'une ou l'autre profession. Ensuite, rien ne leur interdit de reprendre une activité. Pour ceux qui s'engageront dans la voie du salariat : pas de problèmes, ils seront simplement astreints au versement de la « *contribution de solidarité* ». Pour ceux qui décideront d'exercer une profession libérale ou de devenir artisan ou commerçant, la doctrine du ministère des affaires sociales n'est pas encore totalement établie.

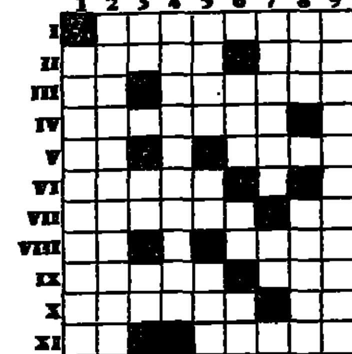
L'obligation de cesser toute activité pour percevoir une pension de salarié et l'obligation de verser une « *contribution de solidarité* » pour les retraités salariés sont entrées en vigueur le 1er avril 1983 et sont applicables jusqu'au 31 décembre 1990 (1).

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Il s'agit de l'ordonnance no 82-290 du 30 mars 1982 ratifiée sous réserve de modifications par la loi no 83-430 du 31 mai 1983 (*J.O.* du 1er juin 1983).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3470



HORIZONTALEMENT

I. Plus facile quand les travaux ont été faits. — II. En première audition. D'un auxiliaire. — III. Conjonction. Susceptibles d'être accueillis par des éclats. — IV. Ne peut pas être reprochée à ceux qui sont de bonne foi. — V. Possessif. Pays pour un poète. — VI. Quelque chose dans le ventre. — VII. Fournit un alcaloïde très toxique. Entre trois et quatre. — VIII. Qui n'a donc pas circulé. Invoqué par de vieux marins. — IX. Ne peut rentrer chez lui que s'il a au moins le bac. Dans une main où il n'y a pas de poil. — X. Ne peut être d'aucun secours pour ceux qui cherchent la lumière. Fin de bail. — XI. Préposition. Que l'on a donc fait sauter.

VERTICALEMENT

1. N'est jamais prise par celui qui dort. — 2. Pour les voir, il faut vraiment chercher la petite bête. — 3. Coule en Italie. Deux points opposés. Terme de mépris. — 4. Des femmes à qui il ne faut pas proposer des crudités. — 5. Difficile à arrêter quand il est fou. Conjonction. N'admet pas. — 6. Ne laisse pas. Règle. Article arabe. — 7. A un bon pied. Un agrément d'autrefois. — 8. Mot de charretier. Peut être proposé à celui qui cherche une couverture. — 9. Qui ne supporterait pas d'être négligée.

Solution du problème no 3469

Horizontalement

I. Extermination. — II. Meule. Ne. On. Eue. — III. Orée. Angoissant. — IV. Té. Cruels. Eon. — V. Isatis. Is. Citée. — VI. Pott. Guet. NS. — VII. Noir. Eté. Pirée. — VIII. Saur. Apicales. — IX. Imbécile. — X. Mêlent. Lu. Diète. — XI. Ali. Aède. Sen. — XII. Ria. Esaü. Goût. — XIII. Ce. Ré. Vétuste. — XIV. Hécatombe. Rée. — XV. Esus. Né. Cri. Sou.

Verticalement

1. Émotions. Marche. — 2. Xérès. Reliés. — 3. Tue. Apis. Lia. Cu. — 4. Électorale. Ras. — 5. Ré. Rit. Navet. — 6. Austérité. On. — 7. Inné. Derme. — 8. Négligeables. — 9. Ossu. Peu. Avec. — 10. Toi. Épic. Sue. — 11. Insecticide. Tri. — 12. Soi. Ralingue. — 13. Néant. Elée. Osés. — 14. Un. Enée. Tout. — 15. Nettes. Sec. Têtu.

GUY BROUTY.

CARNET

Décès

— Tous ceux qui l'ont entourée ont la profonde douleur d'annoncer le départ vers l'espérance de

Marie-Hélène ASSOUAD,

à l'âge de vingt-neuf ans.
De la part de
M. et Mme Pierre Assouad,
M. Patrice Assouad,
M. et Mme Yves Assouad,
Laurent, Xavier et Bruno,
M. et Mme Alain Assouad
et Julie.
Marseille, le 30 mai 1983.

— Le colonel (C.R.) Bacquier,
M. et Mme François Rogé,
M. et Mme Louis Bacquier
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Thérèse BACQUIER, née Rogé,

leur épouse, sœur, mère, grand-mère et arrière-grand-mère,
survenu à Cély-en-Bière, le 7 juin 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Antonin Bicheron,
Le docteur et Mme Michel Bicheron,
M. et Mme Philippe Bicheron,
M. et Mme François-Xavier Staub,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-enfant, neveux et nièces,
Les familles Bicheron et Bouquillon,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antonin BICHERON,

rappelé subitement à Dieu, en son domicile, le 10 juin 1983, dans sa soixante-dix-huitième année.
La messe d'inhumation, célébrée par l'abbé Jacques Bicheron, aura lieu le *jeudi 16 juin, à 9 h 30, en l'église* d'Héricy (Seine-et-Marne).
Priez pour lui.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Lucien Boccara,
son épouse,
M. et Mme Philippe Boccara
et leurs enfants,
M. et Mme Etienne Nataf
et leurs enfants,
Mlle Dominique Boccara,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Pansieri, Zeitoun, Boccara et Spizzichino,
Toutes les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien BOCCARA,
croix de guerre 1939-1945,
médaille militaire,
directeur à la B.N.P.,

survenu le 10 juin 1983 à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 juin 1983, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux où l'on se réunira porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

— M. Louis Chipaux,
Mme Michel Chipaux-Jarry,
M. et Mme Jean-Pierre Drouin,
Mlle Françoise Chipaux,
Caroline, Charles († 3 mai 1983),
Catherine, Jean Drouin,
Mère Marie-Françoise Jubert de la Visitation de Nevers,
M. et Mme James Jubert
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part de la *perte* cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Mme André CHIPAUX, née Thérèse Jubert,

leur mère, grand-mère et sœur,
pieusement décédée à « La Ferrière » le 11 juin 1983.
Les obsèques auront lieu le mardi 14 juin, à 10 h 30, en l'église abbatiale de Massay (Cher).
La Ferrière-Massay,
18120 Lury-sur-Arnon.

— Mme Nicole Emaer,
M. et Mme Jean Ferchaud,
Mlle Henriette Brunin,
Mme René Brunin,
M. et Mme Didier Desvachez,
M. Eric Van de Meirssche,
Et toute la famille,

M. Claude Aurensan,
M. Assaad Debs,
Mlle Sylvie Grumbach,
M. Jean-Yves Lascombes,
M. Gilles Roignant,
M. Noël Rousseau,
M. Dominique Segall,
Et tout le personnel du Théâtre le Palace et du « 7 »,

ont la douleur de faire part du décès de

Fabrice EMAER,

survenu en son domicile, le 10 juin 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 14 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, *Paris-1er, suivie de l'inhumation au cimetière* du Père-Lachaise.

— M. et Mme Roger Dernis,
M. et Mme Daniel Gervis,
Matthieu, Paul et Alexandre Gervis,
Mme Jacques Henri-Robert,
Et toute la famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Jeanne HENRI-ROBERT,

leur belle-mère, mère, grand-mère et tante.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 13 juin, en l'église Saint-Augustin, sa paroisse, et l'inhumation au cimetière des Batignolles.

— La présidente
Et les membres du conseil d'administration de l'Entraide des femmes françaises,
ont la tristesse d'annoncer le décès de leur présidente d'honneur,

Mme Jeanne HENRI-ROBERT.

12, rue Clément-Marot, Paris-8e.

[Née le 22 avril 1893, Mme Jeanne Henri-Robert était la fille du bâtonnier Henri-Robert de l'Académie française.
Elle fut la femme du président Paul Reynaud de 1912 à 1938.]

— Mme Huguette Dorra-Naggar, son épouse,
Et ses enfants Patrick et Joëlle,
M. et Mme Jacques Cohen,
et leurs enfants,
Les familles Naggar, Dorra, Tazartez, Salama,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Simon NAGGAR,

survenu le 11 juin 1983.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 juin 1983, à 9 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Uzan Fabienne,
M. et Mme Félix Uzan et leur famille,
Le docteur et Mme Claude Uzan,
Mme Guillaume Pansieri et sa famille,
Mme Charles Hassid et sa famille,
Le docteur et Mme Koskas Roger
et leur famille,
M. Pierre Koskas,
ont le regret de faire part du décès cruel *et soudain de leur très cher*

Philippe UZAN,
ancien de Normale Sup.,
ancien de Sup. Elec.,
docteur en physique,
ex-ingénieur de recherche
au C.E.A.,
ingénieur automaticien et informaticien
S.T.E.R.I.A.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 juin, à 9 heures, au cimetière de Bagneux parisien (porte principale) où l'on se réunira.
La famille est au regret de ne pouvoir recevoir.
69, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.

Anniversaires

— Il y a quinze ans était rappelé à *Dieu*

Raoul ALFROY.

Ceux qui l'ont connu et aimé gardent vivant son souvenir.

— Il y a un an, à Amman (Jordanie),
Martine PANCHAUD,
épouse du commandant Gérard Ligerot,
nous quittait pour toujours.
Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue, aimée, et sont fidèles à son souvenir.

— **Françoise PÉPIN-LEHALLEUR,**
née Ducassé,
nous quittait il y a huit ans.
Ses amis auront une pensée pour elle et son mari disparu.

— Il y a deux ans disparaissait

Szlama PRESBURGER,
13 juin 1981 - 13 juin 1983.

Messes anniversaires

— Pour le trentième anniversaire du décès de

René FONCK,
l'As des As
Français et Alliés de 14-18,

l'Association nationale des vieilles tiges fait connaître qu'une messe unira dans une même pensée les aviateurs disparus en la chapelle Saint-Louis des Invalides, le 16 juin, à 18 h 30.

— Pour le premier anniversaire du décès de

H.-N. FYSSEN,

une messe sera célébrée à sa mémoire, le mercredi 15 juin, à 11 heures, en l'église grecque, 7, rue Georges-Bizet.

Soutenances de thèses

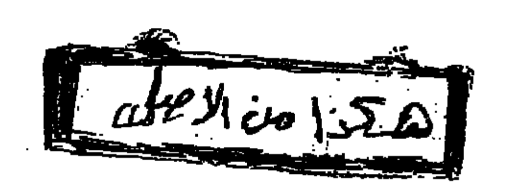
DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-XII (Val-*de-Marne), mardi 14 juin, à 10 heures,* salle G. 100, M. Amakoué Francis Satchivi Acakpo : « L'Organisation de l'unité africaine et les conflits récents ».

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 14 juin, à 10 heures, salle E-07 (bât. G), M. Nasr Hajji : « Science, technologie et nouvel ordre économique mondial ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), mardi 14 juin, à 14 heures, salle Bourjac, M. Alain Bonora : « Les paradoxes de la presse afro-américaine ; l'idéologie d'« Ebony Magazine ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), mardi 14 juin, à 14 heures, salle *Gréard*, M. Jean-Pierre Clément : « Bourgeoisie créole et lumières : le cas du « Mercurio Peruano (1790-1795) ».



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



S.A. groupe leader de la location de véhicules industriels recherche

DIRECTEURS DE SUCCURSALE

pour Dijon et Marseille

Les candidats retenus, ingénieurs école de commerce ou équivalent auront une expérience de plusieurs années marquées par des succès commerciaux. Ils seront également capables d'être les "patrons" d'unités autonomes, d'assurer la gestion du parc de véhicules et d'animer leur équipe.

Adresser C.V., prétentions et photo à :

FRAIKIN S.A. - 191 av. Charles de Gaulle, 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

COMITE INDUSTRIEL DE DEVELOPPEMENT VOSGES

recherche UN JEUNE

Secrétaire général

H.E.C - ESSEC - E.S.C.A.E. - I.E.P. DROIT - SCIENCES ECO

Avec quelques années d'expérience en milieu industriel.

Pour détails téléphonez au (8) 335.42.63 ou écrire sous référence P.340 au Cabinet Claude BLIQUE B.P. 3097 - 54013 NANCY Cédex

---



Directeur technique — 350.000F

Rennes - *Un groupe industriel français (chiffre d'affaires : 250 millions de francs)* à implantation internationale, leader dans le domaine des composants mécaniques de sa spécialité, recherche son directeur technique. Basé à Rennes et placé sous l'autorité du président-directeur général, il assumera la responsabilité de l'ensemble des activités techniques du groupe. Il sera ainsi chargé de coordonner et d'animer les études et les méthodes (définition de nouveaux produits et rationalisation des procédés de fabrication) mais aussi de contrôler les opérations de production en France et à l'étranger et d'en assurer la gestion avec le support de l'informatique (suivi des prévisions, maîtrise des coûts...). Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 33 ans minimum, diplômé d'une grande école à dominante technologique (ECP, AM...) et justifiant, *si possible, d'une expérience de la construction mécanique en séries* répétitives, acquise de préférence dans un environnement sensible à l'évolution technologique et à la recherche de gains de productivité. De réelles qualités de meneur d'hommes et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont *indispensables. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 350.000* francs, sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT.

Réf. A/R 9017M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur adjoint — 325.000 F

Presse - Le directeur d'un important organe de presse grand public recherche son adjoint. Sa fonction première sera un rôle de coordination et d'animation des grands secteurs de l'entreprise, en intervenant directement auprès du *commercial, de la publicité, de la fabrication, du contrôle de gestion, et indirectement* auprès de la rédaction et des relations publiques. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une très large culture générale, disposant d'un fort *rayonnement personnel et de réelles facultés relationnelles, et se sentant à* l'aise dans une fonction de généraliste. Le sens de la gestion et la capacité à s'investir personnellement sont indispensables. L'expérience souhaitée peut avoir été acquise soit dans la presse, soit à l'état major d'une grande organisation publique ou d'une grande entreprise. La rémunération, de l'ordre de 325.000 francs par an, sera surtout fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2399M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur juridique

LILLE — 400.000 FRANCS +

Un groupe de sociétés désire renforcer son équipe de direction en créant la fonction de responsable juridique.

Celui-ci aura un double rôle :
— *la conception de l'avenir juridique du groupe,*
— l'organisation de la fonction juridique au sein de celui-ci avec le rôle de conseil et de formation y afférant.

Il participera d'autre part au développement de la société à l'étranger.
Le candidat recherché est actuellement responsable juridique et fiscal au sein d'un groupe dynamique ou d'un cabinet. Une formation de base financière et *fiscale ne sera pas négligée. Une expérience internationale sera appréciée.*

Envoyer C.V. détaillé, sous référence 6578 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Responsable des ressources humaines : une bonne carrure !

De formation supérieure (Université, Ecole de Commerce avec option gestion de personnel), vous *avez au cours d'une expérience* de 3 à 5 ans dans une PME, PMI,ou dans un établissement décentralisé de 200 à 500 personnes, fait les preuves de vos capacités à animer, à gérer et à appliquer une politique sociale.

Nous recherchons pour des magasins situés en proche *banlieue parisienne et en Normandie* plusieurs responsables des ressources humaines pour leur confier :
- la politique de recrutement et d'évolution (niveaux d'embauche, respect des grands équilibres : âges, formation...),
- la création *et le suivi de* la politique de formation individuelle et collective,
- la mise en place de la politique des ressources humaines et la gestion des carrières,
- les relations avec les partenaires sociaux (réunions de C.E., délégués du personnel, hygiène, sécurité...),
- l'administration et la gestion (paie, études, statistiques, prévisions...).

Ces postes prenants mais exigeants (vous travaillerez en étroite *collaboration avec le Directeur* du magasin et vous ferez partie de l'équipe de direction) demandent de la part des candidats :
- une autorité naturelle,
- *une bonne aptitude aux contacts* humains
- le sens de la négociation,
- et, surtout, d'être convaincu de l'utilité des techniques modernes de gestion de personnel, d'être capable de les appliquer et de les faire accepter.

La rémunération proposée est intéressante et motivante (13e mois, prime de progrès, avantages...). Elle sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Si vous êtes motivé pour entrer dans une société dynamique, où vous pourrez exprimer vos compétences professionnelles dans le cadre d'une large autonomie,

adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., *photo et rémunération* actuelle) sous la référence LM/04 à Jean-Marc GIVERT - **AUCHAN** - Direction Régionale - 4, rue des Frères-Lumière - 78370 PLAISIR.

MEDIAPA

AUCHAN

Travailler à AUCHAN, c'est passionnant !

Voulez-vous devenir jeune patron d'une PME de 100 personnes en Métropole Nord ?

Entrez comme

DIRECTEUR TECHNIQUE

Vous êtes appelé à prendre à court terme la succession du **Directeur Général.**
Notre activité : intervenir pour l'entretien et la modernisation technologique de matériels industriels et de chantier.
Votre rôle : animer, coordonner et contrôler le travail technique des conducteurs de travaux, des chefs d'équipe et de l'atelier, trouver de nouveaux créneaux de clientèle, puis assurer la gestion et la direction de l'Entreprise, dès que vous vous révélerez prêt.
Ce poste conviendrait à un jeune Ingénieur ICAM, A & M ou IDN.
Expérience 3 à 5 ans souhaitée.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence DM à :

COREP
Tour Défense 2000
92800 PUTEAUX

COREP

Organisation et Publicité

Direction de projets industriels à l'exportation

Pour assurer la direction complète de projets d'entreprise générale où la partie bâtiment sera importante, il est recherché un ingénieur d'affaires ayant une formation et une expérience solides de génie-civil-bâtiment. Il connaît les règles d'ingénierie françaises et a pratiqué également les méthodes anglo-saxonnes.

Dans ce poste de direction que propose une entreprise française d'une solidité exceptionnelle, son titulaire non seulement aura à suivre des projets en réalisation mais contribuera directement à l'élaboration de nouveaux projets répondant à la demande du client. Il les défendra techniquement, participant à la négociation des contrats correspondants, avant d'en assurer l'exécution.

La mission s'exercera à Paris mais nécessitera des déplacements aussi fréquents que nécessaire, généralement de courte durée, à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour les relations avec les clients.

Les candidatures seront traitées très confidentiellement par les consultants du cabinets de recrutement CLEAS qui ne communiqueront pas votre dossier à leur client sans votre accord. Ecrivez-leur sous référence 8338 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris

NOUS SOMMES LA FILIALE FRANCAISE D'UN DES TOUS PREMIERS GROUPES CHIMIQUES MONDIAUX.

Nous réalisons un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de francs, dont plus du tiers venant de nos usines en France.

Nous recherchons **un professionnel de haut niveau** pour assurer la

DIRECTION des SERVICES COMPTABLES HF

Ce poste, rattaché à la Direction Financière et assorti d'une rémunération élevée, requiert :
- une maîtrise parfaite du domaine comptable, avec une très bonne expérience des questions fiscales,
- une bonne connaissance de la 4ème et de la 7ème directives européennes,
- l'expérience de la consolidation comptable d'un groupe,
- une pratique informatique, avec la volonté de poursuivre les actions déjà entreprises,
- une bonne maîtrise de la langue allemande.

Convaincu du succès du travail en équipe, ce collaborateur devra être l'animateur et l'élément d'intégration des services placés sous sa responsabilité, y compris ceux des usines.

Adresser candidature (C.V. détaillé + prétentions) s/réf. 10380 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra. (discrétion assurée).

Futur directeur Industrie Textile — 350 000 F +

Ce Groupe textile français, l'un des tout premiers sur son marché, a une vocation internationale. Il désire confier dans un proche avenir, l'une de ses divisions exportant plus de 75 % de son CA à un dirigeant ayant, si possible, une expérience réussie du marketing dans l'industrie textile (tissage, bonneterie).

La fonction consiste dans un premier temps, à élaborer la politique marketing de la principale unité, en France et à l'exportation : études de marché, de commercialisation, plan marketing, recherche de nouveaux débouchés, contrôle sur place des réalisations...

Nous souhaitons rencontrer un dirigeant, ayant au moins 35 ans, diplômé d'une grande école (d'Ingénieurs ou de Gestion), maîtrisant bien l'anglais. Généraliste, il saura analyser le présent pour préparer le futur, s'imposer par son «leadership» et ses qualités de contact et d'animation d'équipes commerciales multiples.

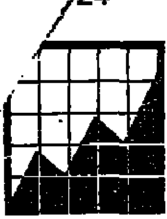
Lieu de travail : LILLE.

P. VINCHON vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae sous référence 2932 M avec photo et vous assure de son absolue discrétion.

CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

CORT
Paris-Lille-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Medtronic

Société Internationale Leader Mondial en Stimulation Cardiaque recherche, dans le cadre du développement de ses activités de diversification en matériel biomédical

project marketing manager (biochimiste ou pharmacien)

Basé au siège européen à Paris, le candidat sera chargé du lancement d'une gamme de produit entièrement nouvelle **Implantable Drug Administration Systems** et du contrôle de son évolution sur les marchés européens.

Il aura la responsabilité de maintenir et de développer les contacts scientifiques de haut niveau avec la communauté médicale européenne : *il assurera la coordination des opérations avec les départements études cliniques et l'unité de production aux Etats-Unis.*

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une formation biochimie ou pharmacie, dont les connaissances scientifiques seront jumelées à une expérience marketing (5 ans minimum) acquise de préférence dans une société ou laboratoire international du secteur médical, pharmaceutique ou instrumentation biomédicale.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable ; la connaissance de l'allemand est un atout supplémentaire.

Pour ce poste de haut niveau, nécessitant de nombreux déplacements, il est demandé de réelles qualités de persuasion, de communication et un sens éprouvé de la pédagogie.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23009 à

MRI conseil Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly

Directeur technique maintenance

ELECTRONIQUE PARIS

Société française, nous appartenons à un Groupe d'envergure internationale et connaissons une croissance que tous nos concurrents envient. Nous occupons un créneau important sur un marché-secteur de pointe lié à l'ELECTRONIQUE ET LES MICROPROCESSEURS. Notre Directeur Général recherche son Directeur Technique à qui il souhaite confier la responsabilité de tous les problèmes techniques de la Société avant et après vente ainsi que les installations de notre matériel. Vous êtes *Ingénieur de formation* si possible et possédez de réelles compétences en **ELECTRONIQUE DIGITALE & ANALOGIQUE**. Une expérience de même nature dans un domaine tel que les systèmes de contrôle, les appareils de pointe en recherche médicale, l'avionique, par exemple, serait certainement un plus. Vos qualités personnelles d'homme soucieux du service-client, capable d'inspirer confiance, meneur d'hommes vous permettront de réussir dans ce poste à responsabilités. La maîtrise de l'anglais dans ce Groupe anglo-saxon est indispensable. Merci d'adresser votre dossier (C.V. + prétentions) sous référence 6600 en mentionnant les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Bristol-Myers,

Groupe Pharmaceutique International,
dans le cadre de son développement en France,
recherche, pour son nouveau centre de recherches
de Marne la Vallée
disposant d'importants moyens humains et techniques

un Directeur de Galénique

Ce poste conviendrait à une personnalité de premier plan, dotée d'une excellente expérience de pharmacotechnie moderne.

Adresser CV, photo à
Bristol-Myers S.A. - Direction du Personnel
BP 62 - 77312 Marne la Vallée Cedex 2
Discrétion assurée

LÉVI TOURNAY

PEINTURES ET VERNIS INDUSTRIELS

Nous sommes un puissant groupe industriel français (CA 3 milliards, plus de 7000 personnes).

Dans le cadre de notre diversification, nous venons de créer une division (40 M de C.A., forte MB), spécialisée dans la fabrication - très sophistiquée et pratiquement en commandes spéciales - de peintures, vernis et revêtements industriels.
Nous recherchons pour la développer, la diriger et la gérer

UN DIRECTEUR DE DIVISION

Vous êtes **ingénieur diplômé** (type ENSCP.:. ou d'une autre grande école d'ingénieur) et votre expérience professionnelle d'au moins 8 ans s'est orientée vers l'industrie chimique (si possible peinture, vernis, liants, adjuvants).
Surtout, vous avez acquis en milieu industriel les compétences d'un **responsable de centre de profit :** direction des hommes, gestion, capacité de développement et d'adaptation à un marché.
Vous vous sentez aujourd'hui, quoique encore jeune, mûr pour assumer des **responsabilités de patron** dans un contexte de large délégation.

Sous la responsabilité de notre directeur de département « produits spéciaux » et avec le concours de la maison-mère, vous aurez la responsabilité directe de cette division, avec objectifs importants de développement à moyen et long terme : recherche et développement, fabrication, vente, investissements, gestion des hommes. Vous serez bien-sûr jugé aux résultats... et votre réussite vous permettra d'envisager une évolution de carrière dans notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature (avec prétentions) sous réf. 9974 à
VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.

URGENT F.J.T.
recherche

DIRECTEUR ADJOINT

pour gestion et Socio-éducat.

Envoyer candidat et C.V. à :
L'Initiative – 21, rue Daubenton, 75005 Paris.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

NANCY

GROUPE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE 800 salariés proche NANCY recrute CADRE formation D.E.C.S. ou équivalent pour diriger services comptables, gestion, direction du personnel et secrétariat général.

Cadre de vie agréable.
Possibilités salaire important.

Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P. 400

CLAUDE BLIQUE
B.P. 3097, 54013 NANCY Cedex.

INSTITUT INTERN. PRIVÉ
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche pour Paris

DIRECTEUR

d'établissement

ayant déjà eu responsabilité à l'échelon direction IMPÉRATIVEMENT

Ecrire sous le nº 285.491 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ass. loi 1901, ch. directeur, centre post-cure toxicomanes, région Haute-Normandie, 8 salariés, 10 résidents-Sal. conv. collective, enfance inadaptée mars 1966.
Ecrire avec C.V. M. le Directeur de l'AREJ, 12, rue Mann-Le Pigny, 76000 ROUEN.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

SOCIÉTÉ CHAMPENOISE DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

140 millions de chiffre d'affaires

recherche

directeur financier

diplômé ou antodidacte

Les candidats, âgés d'environ 35 ans, devront allier diplomatie, autorité et forte compétence.
Ils posséderont la langue anglaise, à l'écrit comme à l'oral.

Le poste débouche sur la direction générale de l'entreprise.

envoyer lettre détaillée, CV et photo récente, sous réf. 83.62, à :

FRANÇOIS REBOUD & CIE
CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers - 51100 Reims

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) · emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) · emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

(ou terminant leurs études en 1983)

ayant la nationalité de l'un des 3 pays suivants :

CAMEROUN - COTE D'IVOIRE - GABON

et dégagés des obligations du Service National

Des postes de haut niveau sont proposés à de jeunes diplômés de cycles longs Scientifiques ou Grandes Ecoles.
Après une formation de base, la Compagnie leur confiera la responsabilité du développement d'une part importante de ses affaires locales, avec le titre **d'Ingénieur Commercial ou d'Ingénieur Technico-Commercial.**

• Les candidats devront pouvoir prétendre à une activité de premier plan, alliant dans un rôle de Conseil auprès des Administrations et des entreprises, une excellente technicité à des qualités de contact à haut niveau.

• Les candidats(tes) enverront lettre et C.V. détaillé à l'une des adresses ci-après, selon leur résidence actuelle :

Agences IBM : Cameroun B.P. 792 Douala - Côte d'Ivoire B.P. 964 Abidjan - Gabon B.P. 1079 Libreville.
ou à Monsieur G. Boisdon - Division des Opérations Extérieures 68/76, Quai de la Rapée 75592 Paris Cedex



MASH

PA

Ingénieur électronicien — **Proche orient**

Filiales d'un groupe français de premier plan, deux importantes sociétés spécialisées respectivement dans les biens d'équipement électromécaniques (engins balistiques) et dans l'ingénierie coopèrent dans le cadre d'un transfert industriel avec un partenaire important. Pour mener à bien cette mission sur place, elles recherchent leur responsable groupe synthèse technique. Basé dans une importante capitale, il apportera un soutien technique au fabricant local dans le cadre d'opérations déterminées. Il assurera le contrôle de l'assemblage de la partie guidage/pilotage, le contrôle du bon fonctionnement du système, ainsi que celui des bancs d'essais. Il exploitera également les résultats des essais sur le terrain et apportera son assistance dans l'établissement de simulations. Cette fonction ne peut convenir qu'à un ingénieur électronicien, âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience industrielle de 4 ans minimum acquise dans l'électronique, l'informatique ou l'avionique. Des connaissances de guidage, de pilotage, des boucles d'asservissement et d'aérodynamisme sont souhaitées. Il aura également une bonne pratique de la simulation scientifique sur calculateur ainsi que celle de l'anglais. A la rémunération élevée, tenant compte de l'expérience du candidat, s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9018M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIASONICS SONOTRON

recrute

des ingénieurs de maintenance

pour régions : NORD SUD-EST, SUD-OUEST et BRETAGNE.
(Voir annonce encadrée offre d'emploi.)

CHEFS DE MISSIONS EN AUDIT

L'un des premiers cabinets français dans le domaine de l'Audit et de l'Expertise comptable

recherche pour PARIS et LYON

pour intervention en commissariat aux comptes et en audit dans sociétés cotées.

Expérience cabinet audit français, anglo-saxon souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Monsieur Jean LAZURE — FIDUCIAIRE DE FRANCE
2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS-PERRET

Centre de Formation dans l'Yonne recherche

FORMATEURS

EN SECTEUR COMMERCIAL
Connaissance de la micro informatique. BTS exigé + 5 ans de pratique. Ecrire s/réf. 8.311 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220. 75063 PARIS cedex 02, qui transmettra.

Cabinet de conseils juridiques et fiscaux région Nord, rech.

CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

expérimenté
Ecr. avec C.V. au Nº 8.396 LE MONDE Pub.
5, rue des Italiens.
75427 PARIS CEDEX 09.

ALSTHOM ATLANTIQUE

DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE

Région Rhône Alpes

recherche pour son Département H.T de VILLEURBANNE (plus de 2000 personnes) un des leaders mondiaux de la très haute tension.

ingénieur système

CONFIRME

Il est le conseiller technique du département pour
- les nouveaux equipements,
- les aménagements et compléments des systèmes existants.

Il met en place les logiciels, administre les bases de données et il gère le réseau de Télétraitement *(Réf. 8346-M)*

chef de projet

CONFIRME

Ingénieur en Informatique ou Ingenieur ayant acquis sa formation informatique sur le tas, il a déjà une solide pratique de la fonction CHEF de PROJET et si possible, dans plusieurs des secteurs de l'**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.**

Il étudie, réalise et met en place les systemes informatiques qui lui sont confiés et suit la réalisation des Analystes Programmeurs (Réf. 8347-M)

D'intéressantes perspectives d'avenir seront ouvertes dans le groupe pour les titulaires de ces deux postes

Merci d'adresser votre candidature avec C.V détaillé en précisant votre rémunération actuelle sous référence du poste à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

---

emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

csee 5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

CHEF DU SERVICE INSTALLATIONS ELECTRICITE

AVEC UN ROLE D'ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE D'ALGER

Responsable des activités d'installation et de mise en service, sur l'ensemble du territoire Algérien, des divers matériels et systèmes électromécaniques et électroniques vendus, il gère avec un effectif de 40 personnes, un chiffre d'affaires annuel de 15 M. F. de travaux.

Formation : ENSAM, ENSI ... ; Expérience d'entrepreneur ; Expatriation : 3 ans renouvelables.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Developpement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions, réf. P 601.

AVIS D'EMPLOI

Le Fonds Saoudien de Développement qui est une institution de financement de projets dans les pays en développement désire recruter des cadres qualifiés dans les domaines suivants ;

- **Technique : Ingénieurs civils, Ingénieurs Electrique, Ingénieurs Mecanique**
- **Gestion et Administration : Analystes financiers et banquiers.**
- **Comptables.**
- **Economistes.**
- **Juristes.**

La préférence sera accordée aux candidats ayant acquis une solide expérience dans des institutions similaires.

Les candidats doivent repondre aux conditions suivantes :

- **Etre titulaires au moins d'un diplôme Universitaire de troisième cycle (D.E.A. et/ou Doctorat)**
- **Avoir acquis dans leur spécialité une experience professionnelle d'au moins 5 ans.**
- **Maitrise parfaite des langues Francaise et Anglaise.**
- **Une préférence sera accordée a ceux qui maitrisent en plus la langue Arabe.**

Les demandes de candidature accompagnées du Curriculum Vitae détaillé doivent etre addressées à l'attention de Mr. Abdullah A. Al–Assaf, Fund Development, P.O. Box: 1887, Riyadh, Saudi Arabia.

LA GROSSE ENTREPRISE OU LA PETITE BOITE ?

C'est sans doute la question que vous vous posez. Vous, vous *sortez d'une grande ecole de commerce, votre diplôme en poche* et des projets plein la tête.

Bref ! Vous voulez prendre des responsabilites et nous voulons vous en donner. A La Redoute, vous avez la possibilite d'exercer tres vite les responsabilites d'un patron d'une «petite boite» : de l'analyse marketing au compte d'exploitation, en passant *par le plan d'assortiment, la selection, la négociation et la gestion* d'un chiffre d'affaires de 150 a 200 millions de francs.

A La Redoute, vous bénéficierez aussi des moyens de la grande entreprise : marketing pointu, laboratoires de qualite-produits, simulations de gestion, ouverture sur les marchés internationaux.

Mais choisir d'entrer a La Redoute, c'est aussi choisir une qualite de vie et les moyens de se réaliser dans une activité où les relations humaines ne cédent en rien au pouvoir de decision.

Contactez nous en adressant votre courrier (lettre, CV et photo). On pourra peut-être monter une affaire ensemble.
Véronique SILVAIN, LA REDOUTE CATALOGUE,
57, rue de Blanchemaille 59100 ROUBAIX.





Leader de l'alimentation préparée pour animaux familiers, filiale d'un groupe international.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de 970 personnes, dont 230 cadres répartis dans 3 usines récentes et hautement automatisées, installées à proximité d'Orléans (siège), Blois, Strasbourg.

analystes

163.000 +

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, vous participerez : à l'expansion rapide de notre société, qui entraine le développement de l'informatique dans tous les domaines, gestion, production, process, commercial, bureautique.

Environnement technique : 2 IBM 4341, (MVS, CICS, SGDB, INFO CENTRE).

Vous avez :
- une expérience de 3 à 5 ans d'Analyste-Programmeur dans un environnement technique similaire au nôtre,
- de bonnes connaissances du COBOL et du télétraitement IBM (CICS) ou DL1

Vous voulez évoluer rapidement vers la fonction d'Analyste.

Vous trouverez :
- une pratique systématique de la délégation des responsabilités en harmonie avec un système de gestion décentralisé.
- des possibilités de développement individuel fondées sur :
  - La formation considérée comme une ces priorités de l'Entreprise.
  - Des opportunités de progression basées sur vos résultats.

Vous voulez réaliser vos ambitions dans un environnement informatique avancé, écrivez-nous, CV et photo à :
UNISABI-SA - Département du Personnel (NC) - BP 7
45550 SAINT-DENIS DE L'HOTEL.

CANIGOU - PAL - FROLIC - LOYAL - KITEKAT - RONRON - WHISKAS

GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour sa filiale de
Lagos (NIGERIA)

RESPONSABLE PIECES DETACHEES VL-PL

Le candidat que nous recherchons dans le cadre de notre activité distribution et entretien *véhicules automobiles VL-PL (C.A. 2500* millions de francs), alliera à son niveau d'études supérieures une expérience de plusieurs années (comme commercial et gestionnaire) dans une activité similaire disposant de support informatique.

Meneur d'hommes, il aura si possible une connaissance de l'Afrique.

- Rémunération et tous avantages liés au statut d'expatrié.
- Possibilité de partir en famille
- Bilingue ANGLAIS-FRANCAIS
- 30 ans minimum
- Développement de carrière possible au sein du groupe.

Envoyer *lettre manuscrite* + CV + photo sous référence 72639 à
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

---

deputy project manager

ARABIE SAOUDITE

Nous sommes une Société d'Ingénierie Française, filiale d'un Grand Groupe National. Nous recherchons un cadre, de formation Ingénieur Génie Civil diplômé ou Architecte, pour assurer la surveillance des travaux de la construction de 2600 villas à LA MECQUE - (Durée prévue : 32 à 34 mois).

Le poste est en rattachement de l'Ingénieur en Chef. Il est impératif :
- d'avoir une expérience de plus de 12 années dans des activités similaires.
- d'être de religion musulmane.
- de parler anglais couramment.

Nombreux avantages liés au statut d'expatrié.

Merci d'adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 66.54/ST/545 à ADEQUATION, 62-64 avenue Emile Zola. 75015 Paris.

Adequation

REDACTEUR TECHNIQUE EN ANGLAIS

La direction des ventes OEM (other equipment manufacturers) du premier centre européen de périphériques d'ordinateurs recherche un rédacteur technique qui concevra la documentation à l'usage des clients OEM. *A partir des spécifications émises par les bureaux d'études,* il réalisera des plaquettes promotionnelles de nos produits.
Le poste exige une parfaite maîtrise de la langue anglaise et une formation technique de base.
Du cœur de la Franche Comté, dans une petite équipe, votre champ d'action sera international.
Ecrivez à
Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 BELFORT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





Basés au Havre, nous sommes filiale d'une importante entreprise internationale et sommes spécialisés dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de haute technicité destinés à l'industrie de l'énergie (Chiffre d'Affaires 600 millions de Francs - Effectifs d'environ 800 personnes).

Notre Direction Financière désire se renforcer par l'intégration dans son équipe de 2 cadres qui assumeront des responsabilités importantes dans l'organisation.

RESPONSABLE ORGANISATION et INFORMATIQUE

Rattaché au Directeur Financier et animant une douzaine de personnes (études et exploitation) autour d'une configuration IBM (3.15 D, 3438), il sera essentiellement chargé de réaliser la mise en oeuvre du plan informatique gravitant autour d'un logiciel de gestion de production, concevra et mettra en oeuvre une politique d'assistance aux utilisateurs, définira et orientera la stratégie informatique de la société par une information permanente sur les matériels et logiciels et établira pour son domaine les relations avec la maison-mère.

Ce poste intéresse un candidat âgé d'au moins 35 ans, de solide formation générale et technique, ayant acquis dans un environnement technique et industriel similaire une expérience convaincante de plusieurs années, notamment en gestion de production.

Une bonne pratique de la langue anglaise sera un atout supplémentaire.
La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel. (Réf. A/2352)

CONTROLE FINANCIER

A la tête d'un petit service très informatisé, le titulaire de ce poste aura pour mission de préparer les plans financiers et d'en suivre la réalisation dans les différents services de la société en France et dans les filiales européennes. Participant à la stratégie de l'entreprise, il assistera la Direction Générale dans ses rapports avec la Direction du Groupe et soutiendra lui-même ses conclusions auprès du siège aux Etats-Unis.

Ce poste évolutif conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (École Supérieure de Commerce, D.E.C.S.,...), ayant réussi une première expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou comme auditeur interne ou contrôleur budgétaire au sein d'une société industrielle.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, du reporting et de la consolidation sont des atouts supplémentaires.

La réussite à ce poste exige une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
La rémunération proposée tiendra compte de l'expérience acquise. (Réf. 2411)

Veuillez écrire à J. HAXAIRE, P.A. Conseiller de Direction
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY

pmp

Informaticien de gestion à Grenoble

Notre service informatique a pour objectif d'être un modèle dans l'utilisation de nos produits (matériels et logiciels) : pratique d'une informatique décentralisée avec utilisation du temps réel, des bases de données.

L'intéraction entre utilisateur et informaticien est une véritable collaboration accroissant ainsi l'intérêt du travail et la qualité des systèmes.

Notre futur ingénieur se verra confier la responsabilité du développement, de la mise en place de logiciels : il en assurera également l'évolution : adaptation, optimisation...

Cette fonction requiert :
- une formation informatique de valeur : grande école de commerce, ou d'ingénieur (option informatique), ou MIAGE + éventuellement formation complémentaire en gestion,
- une expérience même courte serait appréciée sans être indispensable.
- une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

HEWLETT PACKARD c'est : une très forte croissance entièrement autofinancée de + 30 % en moyenne sur les cinq dernières années, une technologie dynamique (9 % du C.A. consacré à la recherche), des unités à taille humaine.

HEWLETT PACKARD GRENOBLE joue un rôle de leader sur le marché européen pour l'ensemble de la gamme des ordinateurs scientifiques et techniques, ainsi que des ordinateurs personnels.

Si vous êtes attiré par une entreprise qui offre de réelles possibilités d'évolution, un management par objectifs et une « qualité de vie », adressez votre candidature sous référence CIG/23/M à Claire BACHELARD - Département du Personnel - **HEWLETT PACKARD** - 5, avenue Raymond-Chanas - 38320 EYBENS.

MEDIA PA



L'EFFICACITÉ PASSE AUSSI PAR L'AUDIT OPÉRATIONNEL

Vous êtes à un carrefour de votre carrière. Vous cherchez maintenant un poste d'Étude et de Conseil auprès de sociétés très différentes, par leur taille et par leurs activités. Votre diplôme de Grande École de commerce et votre première expérience réussie, vous permettent de prendre en charge des missions complexes.

Au sein du holding, vous intégrerez notre équipe Audit (opérationnel). Vos domaines d'intervention seront variés. Ils couvriront toutes les sociétés du groupe (La Redoute, Prémaman, Éditions Rombaldi...). Sous la responsabilité du Directeur de l'Audit, vous rendrez compte de vos activités au Directoire. Il attend de vous, que vous dépassiez le simple constat, pour que, par vos conseils et le suivi des résultats concrets, vous participiez à l'efficacité de notre Société.

Vous intégrerez un groupe qui, par son dynamisme (progression du C.A.), vous offrira des possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 83.26.06/LM, à Marie-Agnès CAVANIOL – LA REDOUTE – Direction des Affaires Sociales – 57, rue de Blanchemaille – 59100 ROUBAIX.

HAVAS CONTACT

La Redoute

Vendre aux entreprises un nouveau visage de la banque

Voulez-vous concourir à la nouvelle dimension que nous sommes en train de prendre, en développant un nouveau concept de financement ? Grâce à ce crédit à court terme spécifique, *nous avons pour ambition de développer nos concours aux entreprises de 20%* cette année.

Banque à taille humaine (moins de 500 personnes), implantée à Paris et dans les grandes métropoles, nous recherchons pour nos agences de BORDEAUX, LILLE et PARIS, de **jeunes Attachés de Direction.**

Rattachés aux Directeurs d'Agence, ils seront chargés, dans un premier temps, de prospecter une clientèle d'entreprises et d'étudier les dossiers d'entrées en relation. Par la suite, ils seront amenés à prendre en charge le suivi des comptes ouverts, et pourront postuler sous 3 à 5 ans à une direction d'agence.

Les candidats devront avoir obligatoirement un diplôme d'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, d'Ingénieurs ...) ainsi qu'une formation et une expérience de 2 à 5 ans en analyse financière et crédits aux entreprises, acquises soit dans le domaine bancaire, soit dans une Direction financière d'entreprise.

Dynamisme, tempérament commercial, ouverture d'esprit et imagination devront être conciliés avec une capacité d'analyse du risque ; la mobilité géographique ultérieure sera requise.

Adresser C.V. manuscrit, avec photo, rémunération actuelle et prétentions en précisant, par ordre de préférence les lieux d'affectation souhaités, sous référence 3461 M à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur comptable

PROVENCE

Grande Banque décentralisée (1.200 personnes), notre système comptable est en pleine evolution. Vous participerez à cette évolution en vue d'intégrer le plan comptable bancaire, ainsi qu à la conception et à la mise en œuvre d'une nouvelle chaîne comptable, ameliorant les contrôles et la fiabilite des operations.
Vous aurez une double mission d'assistance et de contrôle auprès des différentes unités de l'entreprise, gestionnaires de comptabilités décentralisées.
Diplômé d'une grande ecole de commerce (SUP de CO PARIS, ESSEC, HEC), vous êtes de préference titulaire du DECS et possédez une experience de 2 ans minimum, qui vous a apporté la maîtrise des procédures comptables, *si possible en secteur bancaire.*
Larges perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous ref. 6554 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Un commandement en Normandie pour un jeune ingénieur

Notre métier - le verre - est un travail de passion, un métier appuyé sur la tradition et orienté vers les techniques les plus modernes de fabrication en mécanique, thermique, électricité, chimie, physique des réfractaires... L'expérience accumulée de l'entreprise y prépare l'innovation permanente.

Dans notre spécialité, le moulage de pièces industrielles de précision, nous avons acquis une place significative au plan mondial : les marchés internationaux nous sont ouverts.

L'atelier de production -votre responsabilité- travaille en continu et emploie 200 personnes. Forte automatisation. Pas de technique figée : chaque commande est un produit nouveau. Il faut réagir vite, trouver des solutions neuves. Le contact est direct et continuel avec un personnel compétent. Pas de structures lourdes : Vous pouvez réaliser des scores.

Travail de meneur d'hommes, d'ingénieur passionné de technique et plus encore de commandement car diriger un atelier de production, c'est aussi un métier qui réclame de l'équilibre et du caractère. Formation : Ingénieur généraliste de haut niveau. Première expérience : les hommes et les techniques. Motivation : diriger.

Pour l'environnement, sachez que nous sommes normands, à une heure de la mer et autant de Paris et que "la belle province" a bien du charme. Ecrivez nous sour référence CN 647 UN et rencontrons nous vite. Merci.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC



TURBOMECA

recherche pour la région **Pyrénées Atlantiques**

2 ingénieurs
Mécanique- métallurgie débutants

Les candidats auront une solide formation en mécanique (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent) et de bonnes connaissances en métallurgie.
Les deux postes à pourvoir sont rattachés au Laboratoire Matériaux :
- le premier est orienté vers l'expertise de pièces rompues, le suivi de pièces après fonctionnement et la participation à la mise au point de pièces mécaniques. réf. 256 1.
- le second correspond à des études métallurgiques se rattachant aux procédés de fabrication et de réparation de pièces aéronautiques. réf. 256 2.

L'anglais technique courant est indispensable ainsi que le goût de l'expérimentation et du travail d'équipe.

Adresser CV, photo et prétentions, en indiquant la référence, à TURBOMECA, Direction du Personnel, Bordes, 64320 Bizanos.

média-system

ENTREPRISE FRANCAISE
(120 MF CA) liée à un grand groupe Européen
région Centre
recherche

JEUNE ACHETEUR

Collaborateur direct du responsable des achats, pour secteur équipements véhicules industriels. Tempérament de negociateur affirme primordial. Allemand courant écrit et parle indispensable, allemand technique souhaitable.
Titulaire du BTS mécanique générale de préférence.
Début d'expérience dans service achats apprécié.
Position assimilée Cadre, évolution possible.

Ecrire sous référence 11667/L avec CV, photo et prétentions à Contesse Publicité
74, rue Bechevelin - 69363 LYON Cedex 01
qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS
recherche
POUR CAEN

JURISTE
en
DROIT SOCIAL

Ayant expérience gestion du personnel. Poste motivant et évolutif pour candidat ouvert, concret et disponible. C.V. + photo n° 6.491 à AGENCE HAVAS – 14000 CAEN qui transmettra.

« Groupement de communes pour le développement de trois cantons ruraux recherche son Animateur / secrétaire Général (H. ou F.). Envoyer lettre + C.V. à Syndicat de Pays, rue de la présentation. 07110 LARGENTIÈRE ».

L'orchestre philharmonique de Lorraine
(ORCHESTRE RÉGIONAL DE CATÉGORIE A)

recrute son

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Nommé par le Président de l'Orchestre, il sera notamment chargé sous la responsabilité du Directeur Artistique – Chef permanent, de l'organisation du travail et de la gestion financière.

Poste à pourvoir immédiatement
Détachement de fonctionnaire possible.

Curriculum vitae et prétentions financières à adresser à :
M. le Président de l'Orchestre Philharmonique de Lorraine, 57, rue Chambière, 57000 METZ.
Renseignements éventuels au (8) 731-00-63.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour son unité d'études
et de production de matériels électroniques
(450 personnes dont 70 Ingénieurs)

INGENIEUR ELECTRONICIEN E.S.E.-INPG

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.

Adresser S/REF. 11646/L C.V. manuscrit, photo et niveau de rémunération actuel à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin 69363 LYON CEDEX 07.

LYON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour son unité d'études
et de production de matériels électroniques
(450 personnes dont 70 Ingénieurs)

INGENIEUR ELECTRONICIEN E.S.E.-INPG

Orienté vers l'électronique industrielle et les circuits logiques et analogiques. Il sera chargé du suivi technique d'équipements électroniques complexes.

Adresser S/REF. 11640/L C.V. manuscrit, photo et niveau de rémunération actuel à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin 69363 LYON CEDEX 07.

Société de promotion, leader dans son département, filiale d'un groupe des Bâtiments-Travaux Publics International

RECHERCHE

Pour la Côte d'Azur

des « CHARGES DE PROGRAMME »

Ce poste requiert une première expérience de 2 à 3 ans ainsi qu'une formation supérieure indispensable (droit, HEC et ingénieur).

Une connaissance dans le montage et la gestion du logement social serait appréciée.

Lieu de résidence : NICE

Adr. curriculum vitae, prétentions et photo à : GSA, 113, bd François-Grosso, 06000 NICE qui transmettra.



Ingénieur très haut niveau 250.000 F

Chef de département informatique - Cette société, filiale d'un important groupe américain, occupe une place prépondérante sur le marché de l'industrie pharmaceutique. Elle recherche, pour prendre en charge son département informatique, un ingénieur de très haut niveau basé dans la moitié sud de la France. Rattaché directement au siège parisien, il prend en charge l'informatique de l'ensemble des établissements du groupe, il définit et propose une politique de développement, il met à la disposition des autres services de l'entreprise les moyens informatiques nécessaires à la réalisation de leurs objectifs sur les plans de la gestion, de la recherche et de la production. Il s'appuie dans sa mission sur un important service dont il anime et coordonne l'activité sur un outil informatique de pointe et gère son propre budget. Enfin, il assure les relations avec les constructeurs et les départements informatiques des autres filiales. Cette réelle opportunité ne s'adresse qu'à un ingénieur grandes écoles, (Mines, Centrale, Télécom...) ayant une expérience de 5 ans minimum de l'informatique, au cours de laquelle il aura acquis outre le sens des responsabilités, la connaissance et la pratique des techniques modernes de l'informatique (base de données, réseau, méthodes...). De bonnes notions du matériel IBM seraient un atout supplémentaire. La parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Pour un candidat de valeur, la société offre des perspectives d'évolution. La rémunération, liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, pourra atteindre 250.000 francs. Ecrire à D. de VERNEUIL. Réf. A/3742M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs d'affaires 240.000 F

Alsace - Cette jeune société en pleine expansion (plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires annuel) et appartenant à un grand groupe européen, conçoit, fabrique et vend à travers le monde entier des biens d'équipement lourds de manutention et de levage. Pour renforcer sa structure commerciale et négocier avec des industries des contrats techniques et de montants importants (plusieurs millions de francs) elle recherche plusieurs ingénieurs d'affaires. *Interlocuteurs privilégiés de leur clientèle respective ils élaboreront avec* l'appui des services spécialisés des projets adaptés aux besoins, en établiront les budgets dont ils seront totalement responsables et assureront le suivi de leurs affaires jusqu'à leur réalisation. Ces postes basés dans le sud de l'Alsace et *nécessitant de courts déplacements (1/3 du temps) intéressent* des ingénieurs ou des techniciens supérieurs de bon niveau, âgés de 35 ans au moins et pouvant faire valoir une solide expérience dans une industrie mécanique proche (en bureau d'études par exemple). Les candidats pratiqueront couramment l'anglais et auront si possible des connaissances en allemand. Les conditions et l'ambiance de travail sont attrayantes, la rémunération tiendra compte de l'expérience et pourra atteindre 240.000 francs. Ecrire à Marie GILET. Réf. A/6197M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeunes ingénieurs mécaniciens — Picardie et lorraine

Intégrée à un groupe important, cette société est le numéro deux de l'emballage métallique en France grâce à la qualité de ses produits, à la technicité et *à la puissance de sa structure industrielle. Sa production est destinée au con*ditionnement de produits alimentaires ou industriels (chimiques, pétroliers...). Elle recherche deux ingénieurs de fabrication pour ses usines de province. Après une première phase de connaissance de l'entreprise réalisée au sein *des différents services de production, ils seront appelés à seconder le chef de* fabrication de leur unité. Ces postes qui offrent de réelles possibilités d'évolution au sein de la société ou du groupe s'adressent à de jeunes ingénieurs mécaniciens (ENSAM, ICAM, ENSI...) débutants ou ayant une première expérience de production réalisée dans une entreprise du secteur métallurgique. Ecrire en précisant la région choisie à B. COULANGE. Réf. A/2409M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



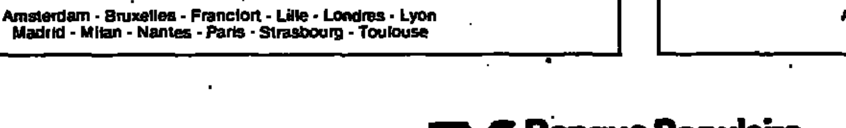
Responsable du département qualité — Chimie tinctoriale

Une importante entreprise textile de l'Est de la France, en excellente santé, recherche un ingénieur expérimenté pour prendre à très court terme la responsabilité de son service contrôle de qualité. Responsable de la qualité des produits tout au long du cycle de fabrication et assistant la clientèle sur les problèmes techniques, il sera souvent en déplacement dans les unités de produc*tion et chez les fournisseurs et clients, en France et à l'étranger. Homme de* coordination entre les services commerciaux et techniques, il sera organisé, ouvert au contact technico-commercial et capable d'animer une équipe d'une dizaine de personnes. Il sera rattaché directement au directeur général adjoint. *Ingénieur chimiste, âgé de plus de 30 ans, il aura une expérience d'au moins 5* ans, dans les textiles ou dans une branche industrielle faisant appel à la chimie des colorants. Il devra parler couramment l'allemand, et si possible l'anglais. Le poste est basé dans une grande ville de l'Est. La rémunération pourra atteindre un niveau important si l'expérience le justifie. Ecrire à D. HATT. Réf. A/6199M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse





PREMIER GROUPE EUROPEEN DE JEANS recherche pour son siège en France où se trouve le centre pilote de l'informatique de l'ensemble des filiales de l'Europe de l'Ouest

chef d'exploitation expérimenté
jeune ingénieur système

Il est nécessaire que les candidats soient de Haut Niveau pour faire face au développement important de la puissance informatique inscrit au plan à moyen terme.
Configuration actuelle du réseau international : un IBM 4341² (MVS-CICS) sept HP 3000 et 200 terminaux.

Rémunération très motivante pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle, sous réf. M 8 584 K à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system



recherche pour son agence de
CAVAILLON (VAUCLUSE)

UN RESPONSABLE DE GESTION COMMERCIALE

MISSION :
élaboration et réalisation des objectifs commerciaux (ressources/emploi) de l'agence, *plus montage et suivi des dossiers de crédit.*

Les candidats devront justifier d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans une *fonction similaire.*

CLASSIFICATION GRADE.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel 16, rue Léon Paulet, 13008 MARSEILLE.

La fonction

EXPLOITATION INFORMATIQUE

au Crédit Agricole de l'Aube

Vous avez 32-35 ans environ, vous êtes informaticien d'origine ou après une formation complémentaire, une première expérience vous a permis de prendre goût à la fonction.

Vous désirez poursuivre dans une entreprise importante, vous assurerez la production informatique et la disponibilité du réseau télétraitement, vous animerez une équipe de 27 personnes.

Vous possédez le sens de la communication et de l'organisation.

Le poste est basé à TROYES.
Merci d'adresser votre dossier à :
Monsieur le Directeur CRCAM de l'Aube
502 X 10080 Troyes Cedex.

Lyon Sud

Nous sommes une PME de 150 personnes spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de moules de fonte et de bronze. Nous recherchons un

INGENIEUR RESPONSABLE DE PRODUCTION

Il est responsable de l'amélioration et de l'optimisation de l'ensemble des moyens de production ainsi que de la gestion d'un parc important de machines-outils et de machines à commandes numériques. Il exerce ses responsabilités sur le plan humain en prenant la direction de la principale unité de production (120 personnes) et *collabore étroitement* avec la direction générale.
Homme de réalisation, cet ingénieur de 35 ans minimum, AM, ECAM, INSA ou de formation équivalente a impérativement acquis dans notre domaine d'activité ou similaire, pendant 7 années, une expérience industrielle en fabrication (*mécanique, machines-outils, machines à commandes numériques...*).
Les perspectives de l'entreprise, le contenu du poste et les possibilités d'évolution sont de nature à intéresser un homme de terrain, animateur d'équipe.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 15596 C, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

ROUSSELOT.

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour usine

SUD-OUEST

UN CADRE DE SERVICE ADMINISTRATIF

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Sciences Economiques, orientation Comptabilité et Gestion du Personnel, *il aura de l'expérience en administration des entreprises.*

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il aura la responsabilité de la comptabilité et de l'informatique de gestion ainsi que des problèmes de personnel de l'établissement.

Les candidatures entrant dans le cadre d'un Contrat de Solidarité seront prioritaires.

Adresser C.V. et prétentions à ROUSSELOT, référence ANG 8, rue Christophe-Colomb, 75360 Paris Cedex 08.

INGENIEUR MARKETING IMPRIMANTES

Dans le premier centre européen de construction de périphériques d'ordinateurs (2700 personnes), nous *souhaitons compléter notre équipe de support aux* ventes OEM avec un spécialiste des imprimantes.
Il participe à la définition technique des nouveaux produits, coordonne leur lancement et assure leur suivi en clientèle avec un rôle d'assistance auprès du réseau de vente.
Ingénieur de formation, les technologies d'impression vous sont déjà familières. Alors, valorisez votre expérience au sein d'un groupe français lancé dans la compétition internationale de l'informatique.

Ecrivez à
Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 BELFORT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR SON MARCHE,
POUR RENFORCER SON EQUIPE DE VENTE, RECRUTE

4 INSPECTEURS COMMERCIAUX

pour les métropoles suivantes : LYON : (1) - NANTES : (2) - TOULOUSE : (1)
(Réf. L 2591 M) (Réf. N 2591 M) (Réf. T 2591 M)

MISSION : - vendre notre matériel aux concessionnaires,
- assister les concessionnaires dans leur action commerciale par des actions (de formation sur le terrain, animation d'équipes, campagnes promotionnelles, publicité, etc.),
- contrôler, analyser et exploiter les informations concernant les ventes et la concurrence.

PROFIL : de formation supérieure (DUT, BTS ou ingénieur), vous avez 3/5 ans d'expérience professionnelle et une connaissance des circuits de distribution par réseau de revendeurs en biens d'équipement (T.P., secteur véhicules industriels, etc.).

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et n° de téléphone en précisant la référence choisie à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

MAIS ANGEVIN

Semences de Maïs
crée un poste

INGENIEUR QUALITE

De formation agronomique, ses fonctions concerneront la mise en place d'une politique Qualité dont il assurera le suivi et le développement.

Chargé d'améliorer sur le plan qualitatif le processus de production et de fabrication des semences, cet *ingénieur aura à la fois un travail de terrain-suivi des* expérimentations - et de laboratoire.

Ce poste basé dans la région d'**ANGERS (49)** conviendrait à un candidat ayant de bonnes connaissances en biologie végétale, et apte à travailler en équipe.

La connaissance des semences serait appréciée.

Les candidatures doivent être adressées en précisant la référence 1008 à

MAIS ANGEVIN
Rue de la Vilaine - ST MATHURIN
49250 BEAUFORT EN VALLEE

Jeunes diplômés, vous avez l'étoffe d'un manager prouvez-le avec Casino

Vous avez déjà prouvé vos compétences intellectuelles en obtenant votre diplôme de l'enseignement supérieur (Bac + 2 minimum). Reste à faire vos preuves en prenant un bon départ professionnel.

Casino, 2e groupe français de distribution, vous propose de commencer par une formation commerciale pratique dans l'une de ses grandes surfaces (nous avons 76 supermarchés et 21 géants). Cette expérience du terrain vous sera précieuse pour acquérir la maîtrise des problèmes de gestion *et de développement commercial. Sans oublier la* dimension humaine : il vous faudra aussi savoir créer une ambiance de travail et animer une équipe d'une vingtaine de personnes et parfois plus.

Passé ce premier jalon de votre accomplissement professionnel, nous attendons encore beaucoup de vous. Car nous avons besoin de véritables managers capables de prendre la direction de nos futures unités (grandes surfaces, restaurants libre service...) et participer ainsi à notre politique d'expansion.

Si vous vous sentez de taille à assumer des responsabilités, l'importance de notre groupe (22 000 personnes, 17 milliards de CA) et notre volonté de diversification peuvent vous offrir de larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrivez en mentionnant la référence M 11 MO à CASINO, Département Recrutement, BP 306, 42008 St-Etienne Cédex.



donne de l'avenir à votre diplôme.

Un ingénieux de conception industrialisation

A base de coton et de papier, nos produits d'hygiène sont conçus pour le grand public. Leur faible valeur unitaire ne permet pas de se rendre compte de la variété des techniques mises en oeuvre pour les concevoir, les développer, les fabriquer et les vendre. Même s'ils sont apparemment simples, ils requièrent les 10 % d'inspiration et les 90 % de transpiration nécessaires à tout succès de créativité.

Assistant du directeur industriel, vous ferez donc l'interface avec la direction du marketing comme avec les directeurs d'usine. Vous étudierez, non seulement, le nouveau produit mais aussi la machine ou l'appareillage nécessaires à la réalisation. Vous serez aidé par un projeteur compétent mais vous devez aussi écouter les suggestions de l'encadrement et du personnel. Vous aussi vous proposerez au marketing des nouvelles solutions et des nouveaux produits.

Ingénieur généraliste, pragmatique, soucieux de contact, de nouveautés de brevets, vous développerez votre fonction et lui donnerez toute la dimension que vos interlocuteurs attendent avec sympathie. Vous travaillerez en province, dans le cadre même de l'usine, mais vous ne serez pas bien loin de Paris. Une première lettre aux conseils de SIRCA sous la référence 354935M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Le département de Brest, de la Division des Activités Sous Marines, *spécialisé dans l'étude et la réalisation* d'équipements électroniques destinés à la connaissance des milieux sous marins

recherche un

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE QUALITÉ

Cet ingénieur, de formation générale (grandes écoles), ayant évolué de préférence 10 ans dans l'industrie électronique, sera chargé de promouvoir les actions d'assurance qualité au niveau conception. Son sens pragmatique et ses aptitudes humaines pourront le conduire à terme à prendre la responsabilité du Service.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à :
THOMSON-CSF/Division Activités Sous-Marines
Service du Personnel, route du Conquet
29283 BREST Cedex



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAY
NORD

PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION HF

Secteur tertiaire

Cette importante société renommée pour son dynamisme et ses résultats a inclus très tôt dans sa stratégie une politique de communication élaborée. Elle offre l'opportunité à un(e) **spécialiste** de prendre en main son service d'informations et de relations publiques, constitué d'une équipe de 3 personnes. Intégré à la direction des relations humaines, ce poste a pour finalité de favoriser la communication interne et externe, de la développer et de la maintenir à un **haut degré de qualité.** Responsable des "produits finis" (journaux, plaquettes, revues de presse,...) le cadre recherché assurera en outre un rôle de véritable conseiller technique auprès des différents départements de la société. Il convient d'être âgé d'au moins 28 ans, d'être rompu aux techniques de communication et de les avoir appliquées, soit au sein d'une entreprise, soit dans un journal. Une formation supérieure spécialisée dans l'information (ESJ, CFJ, MSTI Strasbourg...) est nécessaire. Pour réussir dans cette mission, des qualités rédactionnelles de premier plan, une capacité d'autonomie et le sens de la négociation sont primordiaux. Le contexte participatif et le niveau de rémunération proposés ont de quoi satisfaire les ambitions de ce futur collaborateur. Ce poste est situé dans une ville très agréable à **1 h 30 au Nord de Paris.**

Adresser votre candidature sous la référence 3122 M à notre Conseil :

Hervé Adamski
HAY *Managers* ☎ (20) 73.71.70
50 bd de Paris 59100 ROUBAIX

BERTIN & Cie

recherche dans le cadre
du développement de ses activités :
OPTIQUE et OPTOELECTRONIQUE

1 INGENIEUR OPTICIEN (E.S.O)

(réf. 866)

pour prendre en charge des projets relatifs aux fibres optiques, détecteurs (C.C.D.), lasers et autres composants optiques modernes.

1 INGENIEUR OPTO MECANICIEN CONFIRME

(réf. 867)

pour animer une petite équipe chargée de développer des *systèmes opto-mécaniques, en collaboration* avec des automaticiens.

Ces postes sont à pourvoir à notre **CENTRE D'AIX-LES-MILLES** (Z.I. d'Aix en Provence).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée, avec référence choisie, à :
Mr DUFOURMANTELLE
BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 Plaisir Cédex.

CIBA—GEIGY

DIVISION PHARMACEUTIQUE
recherche
pour chacune de ses usines de **LYON et HUNINGUE (Haut - Rhin)**

INGENIEUR DEBUTANT

(A & M, ENSI, INSA ou équivalent)
+ formation complémentaire en gestion

Ce poste sera rattaché en position fonctionnelle au Directeur de l'usine. Après une période de formation (3 à 4 mois) au siège du Groupe à Bâle, cet ingénieur aura pour mission de mener à bien des études dans les domaines suivants :
- contrôle et amélioration de la productivité,
- analyse des temps standards machines et main d'oeuvre,
- suivi de la capacité de production.

Il se verra en outre confier des études spécifiques concernant la maîtrise des coûts de production dans l'usine.

La diversité des missions et des interlocuteurs nécessite capacité d'adaptation et imagination. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

La taille de notre groupe, offre des possibilités de carrière à des candidats motivés.

Pour plus d'informations, et poser votre candidature (lettre, CV, photo, salaire) téléphoner ou écrire à Stanislas ENGRAND — Département du Personnel
2 & 4 rue Lionel Terray - 92506 Rueil-Malmaison - 749.02.02 poste 4745

Unilever France Services

recherche pour la société
COGESAL
(crèmes glacées MOTTA, surgelés IGLO)

INGENIEUR MAINTENANCE CONFIRME

Nous lui proposons de prendre la responsabilité de l'ensemble du service maintenance de notre usine (30 personnes dont 5 A.M. dans une unité de 450 salariés) : maintenance opérationnelle en mettant en œuvre des technologies diversifiées ; management humain d'une équipe de spécialistes d'entretien ; gestion et planning des interventions en liaison avec les travaux neufs et la production.

Ce poste peut constituer une bonne opportunité pour un ingénieur généraliste (INSA, ENSAM, IDN... + IFFI appréciée) désireux de valoriser une expérience professionnelle réussie en milieu industriel (3 à 6 ans). Ses qualités humaines et professisonnelles lui permettront d'évoluer ultérieurement dans la société ou au niveau du Groupe UNILEVER.
Anglais nécessaire.
Usine située en Normandie à Argentan. (61)

Adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. X/83 2M au Département Central du Personnel -
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

TRAM INFORMATIQUE
La compétence et l'efficacité
dans la réalisation de logiciels
RECHERCHE

INGÉNIEURS

(Écoles d'ingénieurs ou équivalent)
débutants ou 1 à 3 ans d'expérience
pour renforcer ses équipes dans le domaine de
L'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
logiciels de base, systèmes, applications sur mini-ordinateurs
(SEMS, DEC, CII).

Adr. un dossier de candidature av. prét. ss réf. M 830614
TRAM Informatique, 78390 BOIS-D'ARCY,
23, avenue Raymond-Falaize.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

TRANSPORTS MARITIMES INTERNATIONAUX
C.A. 560 MF/MARSEILLE
recherche

CHEF COMPTABLE

Pour service de 15 personnes avec :
- Responsabilité de la comptabilité générale et analytique ;
- Bonne connaissance informatique (IBM) ;
- Expérience du maritime ;
- Anglais courant.

La rémunération sera fonction des compétences du candidat.

Adresser c.v. + photo et prétentions sous réf. n° 8.380.
le Monde Pub., Service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.





UN TREMPLIN DE CARRIERE LE CONTRAT CADRE USINOR :

- Missions internationales
- Projets sabbatiques
- Parrainage création d'entreprise
- Personnalisation de carrière.

Pour inventer l'**acier de demain** vous apportez votre savoir et votre savoir-faire en :

Automatisme et robotique
Informatique & CAO
Recherche métallurgique avancée
Management de production et process
Marketing et commerce international
Études Financières et planification.

Pour chacun de ces secteurs, nous cherchons :

JEUNES DIPLÔMÉS
GRANDES ÉCOLES UNIVERSITÉ
DÉBUTANTS
X, MINES, CENTRALE, ARTS & MÉTIERS, SUPELEC, HEC, ESSEC, SUP DE CO (ou équivalent)
MAÎTRISE ET TROISIÈME CYCLE.

Adressez votre curriculum vitae, lettre manuscrite et photo à

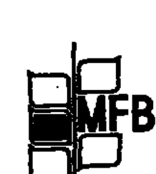
USINOR
NICOLE LE BAGOUSSE
IMMEUBLE ILE-DE-FRANCE
92070 PARIS-LA DÉFENSE CEDEX 33.

usinor

Mobil

Ingénieurs généralistes, débutants ou 1re expérience, rejoignez les équipes d'ingénieurs d'application de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences acquises dans les domaines mécanique, génie chimique ou thermique... Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingénieurs d'application



Vous prenez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...).
Vous développez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions...
Vous participez à l'établissement des objectifs de votre unité, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente.
C'est dire que vous êtes un homme d'action et de relation, autant que de technique.

Les postes sont à pourvoir à Paris ou en Province selon les opportunités de la Société.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 72554 à MOBIL OIL FRANÇAISE Service Central Recrutement-Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DÉFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

---

ingénieur technico-commercial

200000 +

MFB

L'une des toutes premières sociétés françaises de malterie, réalisant 75 % de ses ventes à l'export et faisant partie d'un très important groupe agro-alimentaire, recherche un ingénieur technico-commercial destiné à s'intégrer à l'équipe de direction. Sa mission sera double : négocier des contrats de vente à haut niveau auprès d'une clientèle répartie entre la France, les autres pays de la CEE, et les pays tiers ; coordonner l'action avec les deux usines afin d'harmoniser en permanence les produits à la demande de la clientele.

Cet ingénieur, très autonome mais en contact constant et étroit avec la Direction Générale, est un fin négociateur. Capable de s'adapter avec précision aux contraintes et à la réglementation communautaire du marché céréalier, il sait aussi apprécier la marge de manœuvre de son entreprise. Il associe à cette capacité une très bonne connaissance des produits et des modes de fabrication.

Un candidat de 35 ans au moins alliant une expérience commerciale confirmée à une formation supérieure dans le domaine des techniques agro-alimentaires peut envisager une carriere passionnante dans cette société. Anglais indispensable. Une seconde langue (espagnol ou allemand) serait un atout important. Lieu de travail : Paris. Déplacements à l'étranger.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 15008/M à Marie-Christine Gilles, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Nous sommes l'un des leaders français de la **Conception Assistée par Ordinateur**.
Notre constant développement nous conduit à étoffer nos équipes.

Contrôler la qualité de nos logiciels

Après une formation supérieure (école d'ingénieur ou université), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en informatique (conception de logiciels).
Nous vous proposons d'être le responsable de la qualité de nos logiciels : *conformité* aux normes internes, documentation, fonctionnalités, tests.
Vous interviendrez sur des logiciels importants et diversifiés.

Négocier la rédaction de nos contrats

Vous avez une formation type DUT (techniques *de commercialisation) et une expérience d'une* dizaine d'années dans un service achats.
Vous aimez négocier et défendre habilement les intérêts de votre société.
Votre mission sera de négocier la forme et le contenu des contrats obtenus par la société et de rédiger les propositions définitives.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à Assigraph, 72 quai des Carrières 94227 Charenton-le-Pont Cédex.

ASSIGRAPH

média-system

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL
recrute à Sèvres (92)

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

Pour études et contrôles variés « aciers »
Connaissances métallographie
Anglais lu.

Adresser lettre man., C.V. et prét. à C.T.I.F., 12, av. *Raphaël, 75016 PARIS.*

Association de formation professionnelle automobile recherche

JEUNE COMPTABLE

Niveau minimum brevet professionnel pour travaux comptables.
Première expérience souhaitée.
Env. C.V., photo et prét. à ANDFPCRACM, 52, rue Copernic, 75116 PARIS.

SYNDIC de CO-PROPRIÉTÉ ST-LAZARE, recherche

COMPTABLE

Connaissant profession, C.V. et prétentions F.S.G., 3, rue de Stockholm, PARIS-8e.

SYNDIC de CO-PROPRIÉTÉ ST-LAZARE, recherche

PRINCIPAL

Libre rapidement
C.V. et prétentions à F.S.G. 3, rue de Stockholm, PARIS-8e.

Notre Direction des Services Informatiques recherche des

INGENIEURS D'APPLICATIONS
DEBUTANTS OU CONFIRMES

Dans le cadre du développement du nouveau systeme d'information intégré, ils prendront en charge la conception et la réalisation d'applications transactionnelles utilisant les bases de données de la Compagnie dans un environnement D.S.A.
La qualité du service assuré sera une préoccupation constante dans leurs relations avec les utilisateurs.
Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs informaticiens ou technico-commerciaux diplômés grandes écoles ou issus de l'université ayant une bonne connaissance du DPS. 8, DM IV, IDS 2 ou MINI 6.
Adressez lettre manuscrite, CV, photo et pretentions en précisant la référence 433M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION.

recherche pour le service logistique du Département *Maintenance (Rungis Silic).*

RESPONSABLE CONTROLE DES STOCKS

Assistant du chef de service logistique. le titulaire du poste devra :

- Assurer le contrôle et la gestion du stock de pièces détachées (3 Millions de Dollars).
- Planifier les réassortiments grâce au package informatique et négocier les achats de pièces détachées.
- Surveiller le tableau de bord technique et financier.

Les candidats de formation supérieure (anglais indispensable) auront une expérience de gestionnaire d'inventaire (5 ans minimum) ainsi qu'une connaissance du *matériel informatique* ou électronique.

Perspective de carrière dans société en pleine croissance.

Envoyer candidatures à : Brigitte RISCHARD, Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Gallieni - 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu



SODERN

La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.

Afin d'accroître encore son action sur le marché intérieur et les marchés internationaux, la SODERN recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Il aura pour missions d'effectuer des études de marchés et de mener des actions de vente, en France et à l'étranger.

Ingénieur grande école, à fort potentiel, le candidat aura plusieurs années d'expérience de la fonction dans une entreprise mettant en œuvre les techniques de pointe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel
SODERN, 1, avenue Descartes, 94450 LIMEIL BREVANNES.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE,
filiale d'un Groupe International,
recherche le

chef du service électronique

Il animera le potentiel d'innovation que représentent nos équipes d'ingénieurs de haut niveau et de techniciens confirmés, qui développent des matériels faisant appel aux derniers acquis technologiques.
Outre une formation Grande Ecole (E.S.E., ENST, ENSAE...), le candidat aura l'expérience de l'encadrement dans l'industrie électronique de pointe.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. 72733 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra. Discrétion assurée.



L'Entreprise Industrielle

L'un des premiers groupes français (8.000 personnes – CA 2,5 MILLIARDS F), intervenant dans le domaine des **grands travaux d'électricité, Génie civil et Bâtiment,** recherche un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONFIRMÉ
TRAVAUX ÉLECTRIQUES

Il sera chargé de la réalisation, depuis le devis jusqu'à la réception, de chantiers de grande importance en électricité, tels que gares, centres sportifs, tours, expositions, ...

Dans le cadre d'une large délégation, il aura la responsabilité technique, technico-commerciale, financière et humaine des contrats qui lui seront confiés.

De préférence diplômé INGÉNIEUR EN ÉLECTRICITÉ et âgé d'environ 35 ans, il possède une solide expérience, acquise en particulier sur d'importants chantiers d'installations électriques.
Ce poste est basé aux MUREAUX (Yvelines). Ses activités sont situées principalement sur la région parisienne, dans le Nord et en Normandie.
De larges possibilités de carrière s'offriront à un élément de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez aux Consultants du Département recrutement d'EUREQUIP, *sous référence 8328 M, à qui nous avons confié cette recherche.*

EUREQUIP
Département Recrutement
15, avenue d'Eylau – 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT



SOFRESID

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS - 80% du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID *recherche dans le cadre de son centre de calculs* utilisant des matériels IBM et des logiciels parmi les plus modernes,

Jeune ingénieur ou Informaticien

ayant quelques années d'expérience.

Connaissant l'anglais et intéressé par des applications scientifiques ou de gestion de projet (V.M - C.M.S.).

Le poste proposé offre au sein d'une équipe dynamique et de taille humaine un réel intérêt pour candidat :
- aimant le contact et l'assistance technique auprès des utilisateurs,
- *appréciant la responsabilité de travaux autonomes.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 2104 - SOFRESID
Service du Recrutement 59, rue de la République 93108 MONTREUIL Cédex.

ORGANISATION NATIONALE DU TOURISME MALTAIS

Responsable chargé du développement du Tourisme

Salaire brut: 14.960 FF à 16.450 FF par mois.
Le candidat idéal devra être parfaitement bilingue français/anglais.
Il possèdera les qualifications suivantes:

- ☐ Connaissances approfondies des techniques de marketing se rapportant à l'industrie du voyage, plus particulièrement en ce qui concerne les relations publiques.
- ☐ Des capacités exceptionnelles en communications et un jugement sûr. Il aura prouvé qu'il est à même de travailler de façon indépendante.
- ☐ Il possèdera des aptitudes créatives, et saura rechercher, évaluer et développer des opportunités promotionnelles.
- ☐ *Il devra faire preuve de savoir-faire dans tous* les domaines du marketing "tourisme", tout particulièrement dans les secteurs-clés de la vente directe, de la promotion des ventes et du développement des voyages en groupes.
- ☐ Il devra avoir des connaissances dans le domaine des congrès internationaux et des voyages "incentive".

Il devra posséder un permis de travail français non périmé ou être originaire d'un des pays de la CEE.
Les candidats - masculins ou féminins - devront être âgés de 30 à 40 ans.
Les curriculum vitae, uniquement en anglais, devront être soumis à:
THE CHAIRMAN, NATIONAL TOURIST ORGANIZATION, MALTA, VALLETTA, MALTA.

Contrôle de gestion et cosmétiques

135 personnes, 60 millions de Francs de CA. Un gestionnaire aime bien planter le décor en quelques chiffres. Mais il faut aussi donner le contexte. Une affaire qui a poussé comme un champignon. Créativité, justesse du positionnement et investissements publicitaires ont permis à l'une des marques de prendre la première place de son marché et les autres sont prometteuses. Une équipe de direction jeune, battante, exigeante. Un environnement *mobile, évolutif.*

Une croissance aussi rapide doit se maitriser. C'est la mission qui sera confiée au contrôleur de gestion qui va créer le poste. Tous les outils sont à mettre en place : contrôle budgétaire, tableaux de bord, critères de performance, analyse des coûts, contrôle des frais, définition des procédures... Autant dire que le travail ne manquera pas et qu'il vous faudra déployer des trésors de curiosité, d'imagination, de souplesse, qualités trop rarement demandées à un gestionnaire. Vous êtes, bien sûr, rigoureux et très "profit-minded", mais devrez vous sentir à l'aise dans un milieu où, beauté oblige, l'irrationnel occupe une place de choix.

Une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), au moins cinq années d'expérience en audit et contrôle de gestion... et l'envie de relever le défi. Écrivez sous référence 435 938M aux consultants du cabinet SIRCA qui étudieront avec vous vos chances de succès à ce poste. La rémunération, ouverte, peut être très motivante pour un(e) candidat(e) de valeur. Et puis, un bureau près de la place Vendôme, c'est plutôt symphatique.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

JOURLIS

HEC, ESSEC, SUP de CO débutants

élaborer des contrats d'ingénierie
participer à leur négociation

La société (800 personnes) a une activité d'ingénierie, elle est spécialisée dans les techniques de pointe et possède un leadership incontesté dans son secteur.

Au sein du service vente, le poste à pourvoir comporte les aspects suivants :
- *analyse des appels d'offres,*
- *préparation des offres avec les services techniques concernés,*
- *élaboration des clauses commerciales (modalités financières, garanties...) juridiques (clauses de responsabilité notamment).*
- *gestion des offres (relance et suivi du client),*
- *participation à la négociation de la commande,*
- *intervention pendant la gestion de l'affaire.*

La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Ce poste est formateur et évolutif ; des possibilités de carrière sont ouvertes au niveau du groupe d'appartenance de la société.

Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 5192 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

vendre à très haut niveau

Management consulting

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises. *Depuis 35 ans, plus de* 6000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions. Implantée depuis 9 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses produits auprès des dirigeants des entreprises françaises.

Le candidat souhaité, d'une formation supérieure, maîtrisant bien l'anglais et l'espagnol, est âgé d'environ 40 ans. Il a l'expérience des affaires, une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises et a exercé des fonctions impliquant des responsabilités opérationnelles ou de vente à haut niveau, en France ou à l'Etranger. Il a un excellent contact, le goût du challenge et apprécie les méthodes rigoureuses. La connaissance des milieux d'affaires espagnols constituerait un plus, mais n'est pas essentielle.

Le poste est doté d'une large autonomie et exige de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 15009/M à M. - C. Gilles, Sema-Sélection : **Centre Metra - 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille, Toulouse

Un des plus importants cabinets d'audit internationaux recherche pour son bureau de Paris des

AUDITEURS CONFIRMES

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Les candidats devront être diplômés d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO / Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à
BCA - A l'attention de P. Narain - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

BCA

Correspondant de Price Waterhouse

Dessein





HATIER-INTERNATIONAL

(Editions Hatier, Didier et Foucher)

recherche

RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE ET COMMERCIAL

Export - Résidence Paris - Déplacements fréquents

FONCTIONS :

- Promotion et diffusion de livres et matériels scolaires ;
- Actions suivies auprès des libraires, établissements scolaires et organismes officiels.

NIVEAU :

- Diplôme enseignement supérieur ;
- Forte motivation pour la pédagogie ;
- Sens commercial ;
- Espagnol indispensable, anglais.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo à Madame Hélène CHAMBON, HATIER INTERNATIONAL, 8, rue d'Assas, 75278 CEDEX 06.



ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION

DARTY PARIS ILE-DE-FRANCE est la plus importante unité du groupe DARTY. L'efficacité de ses méthodes de gestion lui permet de continuer à progresser et à améliorer ses performances. Pour renforcer son équipe financière, elle recherche un adjoint au responsable du contrôle de gestion.

Dans le cadre de la direction administrative et financière, il participe à la mise en place et à l'amélioration des systèmes de gestion et de management.

Outre l'élaboration du budget, il conseille en matière de gestion les principales fonctions dépenses (vente, SAV, logistique...). Il effectue des études ponctuelles de rentabilité, conçoit des outils de gestion, (tableaux de bord ; clignotants...)

Ce poste implique un dialogue permanent avec l'informatique et les services comptables. Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion justifiant de bonnes connaissances comptables (niveau DECS). Il a une expérience minimum de trois ans dans un poste similaire et possède un poids personnel important.

La taille du groupe et son dynamisme permettent d'envisager pour ceux qui réussissent une évolution de carrière intéressante.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération annuelle, sous réf. M 2344 M, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

Paris

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJETS

Cette Société Internationale (80 personnes, 100 millions de francs de C.A.) est le premier spécialiste européen dans son domaine d'activité. Associée à des partenaires industriels très puissants, elle maîtrise une technologie de pointe dans un secteur qui connaît un fort développement : le transport des combustibles nucléaires irradiés.

Son expansion la conduit à proposer le poste d'Ingénieur Responsable de Projets. Rattaché au Directeur Technique de l'Entreprise et dans le cadre d'une large délégation, il établit pour l'ensemble des activités techniques de l'Entreprise les cahiers des charges, les spécifications, les procédures comprenant les programmes d'assurance qualité. Il suit la réalisation des différentes fabrications et en contrôle la conformité. Il assure la coordination technique avec les clients. Il gère par ailleurs les dossiers d'homologation (concernant notamment la sécurité) auprès des autorités de tutelle. Il remplit sa mission dans le contexte d'une équipe internationale.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Mécanicien de formation supérieure (Arts et Métiers, INSA, ENSI, etc...). Il possède une première expérience professionnelle significative. Une bonne connaissance des principes de l'Assurance-Qualité serait un plus. Il doit posséder d'excellentes qualités de synthèse et d'expression écrite. La maîtrise de l'Anglais est indispensable. *De fréquents déplacements de courte durée en France et à l'étranger sont à prévoir.*

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 14761 C, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

csee

5500 personnes dont 640 cadres

INGENIEURS ENTREPRENEURS ELECTRICITE

RESPONSABLES D'AFFAIRES ET FUTURS CHARGES D'AFFAIRES FRANCE ET EXPORT

Les réalisations à mener à terme touchent pour l'essentiel aux installations d'automatismes industriels et d'équipements tertiaires, aux installations spécialisées (centrales électrogènes, ensembles de gestion de trafic aérien), aux installations d'électricité générale pour l'EXPORT. La diversité des postes à pourvoir permet d'intégrer des HOMMES D'EXPERIENCE et DES DEBUTANTS ESE, ENSAM, ENSI, ESME, ESIEE, ENAC...

Lieu de travail : Paris (principalement), Bordeaux, Marseille, Reims, Rouen, Alger.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions, s/réf. P602.

Organisateur - Conseil

Dans le cadre de sa mission de Conseil aux Banques du Groupe, la CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, recherche un organisateur conseil pour :

- *conseiller les Directions des banques sur les missions à entreprendre dans les domaines de l'Organisation Générale (structures, coûts bancaires, procédures, activités ...),*
- *mettre en œuvre et réaliser ces missions,*
- *étudier et proposer de nouvelles techniques pour améliorer la productivité bancaire (siège et réseau).*

Le candidat aura nécessairement :

- *une solide expérience de plusieurs années dans la fonction, acquise si possible dans le secteur bancaire,*
- *une formation supérieure du type école de commerce ou de gestion, maîtrise Sciences Eco,*
- *de bonnes connaissances en informatique,*
- *de réelles qualités de pédagogue et de négociateur.*

Poste basé à PARIS, déplacements de courte durée en Province.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V., photo et indication de la rémunération actuelle sont à adresser sous référence 40 à Monsieur CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

IBM

Parce que demain rien ne se fera sans l'informatique...

C'est maintenant une évidence : l'informatique pénètre chaque jour davantage au plus profond du tissu économique français. De la multinationale à la PME, chaque entreprise s'est informatisée, s'informatise ou s'informatisera. Phénomène économique et social, l'informatique sera demain familière à l'univers de chacun. Au moment où, jeune diplômé(e), vous choisissez votre voie, nous vous proposons un secteur d'avenir qui se développera longtemps encore.

Parce que demain le conseil sera indispensable aux entreprises...

Les conseils les plus écoutés dans ce domaine sont certainement l'ingénieur commercial et l'ingénieur technico-commercial. Chez nous, ce sont de jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs ou de Commerce qui reçoivent une formation alternée et rémunérée leur permettant de jouer pleinement leur rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès d'entreprises diverses. Ils analysent le besoin du client, l'étudient, soumettent une solution adaptée, aident au démarrage du système et suivent le client.

Parce que demain comme hier IBM innovera...

Présente dans tous les pays du monde par ses laboratoires, ses unités de production et son réseau commercial, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux.

La Compagnie IBM France est l'une de ses plus importantes filiales : 20.000 Français sont employés par IBM. Un centre d'études et de recherches, quatre usines et un réseau dense d'agences et de directions régionales, installées à Paris et dans les principales villes de France, font de la compagnie une grande entreprise française, proche de ses clients pour leur assurer le meilleur service.

Pour toutes ces raisons nous avons besoin de vous, JEUNES DIPLOME(E)S d'écoles d'ingénieurs ou de commerce.

Si vous terminez vos études cette année, ou si vous avez déjà une première *expérience professionnelle*, IBM France vous propose un métier et, si vous le souhaitez, une carrière. Grâce à la formation permanente, vous pourrez avoir accès à des fonctions variées. Avec autonomie, vous exercerez pleinement vos responsabilités, à PARIS ou en PROVINCE, dans le cadre d'une grande entreprise, beaucoup moins contraignante qu'on ne l'imagine.

Outre les qualités inhérentes à un tel poste, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, même si vous n'avez pas encore terminé vos études, à :

IBM FRANCE
(Référence DM 02) - Département Recrutement - Orientation - Conseils
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Organisation et Publicité

RECHERCHE ADMINISTRATEUR
pour ensemble musical. Candidature à déposer pour le 20 juin au plus tard : Direction de la Musique, M. Michel FONTES, Chef de la Direction générale. 53, rue Saint-Dominique. Paris-7e. Tél. : 555-92-03.

CCF LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

propose

UN PROJET A CONDUIRE POUR UN JEUNE INFORMATICIEN

- 2/3 ans d'expérience -

Au sein d'une équipe chargée de l'automatisation du Secteur International, il prendra en *charge la responsabilité du projet "transferts de fonds à l'étranger".*
Ce poste implique de nombreuses relations avec les utilisateurs, Direction Commerciale et Direction de l'International.

Si vous avez en outre une formation supérieure adressez votre candidature sous réf. 8C148 O1M à



UNILOG Ethnos Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

INGÉNIEUR D'AFFAIRES ÉLECTRICITÉ

HAUTE et BASSE TENSON
Installations industrielles
POUR PARIS
Proche banlieue Nord-Ouest

Ecrire à No 70.248, RUSH Publicité, 84, rue de Hauteville 75010 PARIS (qui transm.).

LE C.N.A.M.

RECRUTE

UN INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

Niveau BAC + 4 ou BAC + 5

UN TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Niveau BAC + 2 ou BAC + 3 pour participer aux applications de gestion.

Adress. les candidatures accompagnées d'un C.V. et d'une *copie de diplôme au :*
SERVICE DU PERSONNEL
292, rue St-Martin, 75003 PARIS.

Cabinet recherche FORMATEURS en relations humaines expér. sérieuse d'animat. de stages déplace. en province temps partiel vacations ou stat. libéral libre rapidement.
Env. C.V. dét. et références :
A.A.R.P. 70, rue Franklin
78100. Saint-Germain-en-Laye.

Notre Direction des Systèmes Avancés et Spéciaux recherche des

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour les intégrer dans les équipes responsables de développement de logiciel de projets complexes pour les clients dans les domaines de : Systèmes temps réel; réseaux d'informatique distribuée, téléinformatique.

Ils se verront confier des études, tant au niveau de l'avant-vente (étude de configurations, devis techniques) que de la réalisation (spécifications de logiciels et de matériels spéciaux, programmation, démarrage sur site).

Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université ayant acquis une spécialisation en informatique, soit au cours de leurs études, soit au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 295 M à

Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94 avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



DÉPARTEMENT TRANSMISSION

INGENIEUR MARKETING APPROVISIONNEMENT

Votre rôle consistera à :
- Mener les études de marchés dans le domaine des composants électroniques;
- Recueillir toutes informations sur l'activité et l'évolution des fabrications de composants;
- Assister les acheteurs pour définir nos stratégies d'achats.

En plus de votre diplôme d'Ingénieur Electronicien vous possédez une expérience technique de quelques années dans le domaine des composants ou des matériels électroniques. En outre, connaissance et pratique du marketing seront appréciées.

(Réf. BON/C)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

Pour son activité Export

CHEF DE PRODUIT

Vous possédez de solides connaissances techniques (labo ou chantiers) en transmission numérique et êtes rompu à la communication écrite ou orale.
Votre très bonne pratique de l'anglais et une jeune expérience réussie constituent les atouts complémentaires

pour devenir
RESPONSABLE DE LA MISE SUR LE MARCHE DE PRODUITS NOUVEAUX
(stratégie d'introduction, analyse de la concurrence, adaptation au marché)

(Réf. LE/COS)

Lieu de travail : PARIS

Pour le Centre d'Etudes et de Communications Optiques

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Vous participerez, au sein d'une petite équipe, à des études de systèmes optoélectroniques de transmissions optiques à très haut débit (liaisons à 560 M/bit...). Ces réalisations concourent à notre réussite dans le domaine des transmissions terrestres à grande distance et des liaisons sous-marines.

Votre formation supérieure en électronique (ESE...) vous aura également doté des connaissances, indispensables pour la tenue du poste, en optoélectronique.

(Réf. CE/CO.1)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

INGENIEUR D'ETUDES

Intégré à une équipe légère, vous étudierez et mettrez en œuvre des maquettes de systèmes optiques et optoélectroniques destinés, par exemple, à la commutation ou à la distribution d'abonnés.

Votre formation supérieure de type ENSAM vous aura doté des connaissances mécaniques, électromécaniques et optiques grâce auxquelles vous maitriserez les manipulations de faisceaux optiques demandées.

(Réf. CE/CO.2)

Lieu de travail : région d'ORSAY (91)

Pour ses Unités de Production décentralisées

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous vous insérerez dans différents secteurs de fabrication de matériels de transmission (Télécommunications et/ou Télématiques) : méthodes, assistance atelier, contrôle final production, études industrielles...
Une formation complémentaire en CFAO constituera un atout important pour votre évolution.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs débutants ou possédant une première expérience industrielle.
Connaissances requises : électronique, électromécanique, mécanique...

(Réf. PR/OD)

Lieu de travail : ORLEANS ou MONTARGIS (45)

CONTESSE

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à l'attention de :
CIT ALCATEL – Service Recrutement Cadres – 10 bis, rue Louis Lormand
78320 LE MESNIL SAINT-DENIS – Tél. : 062.41.28.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

INGÉNIEURS

Spécialités :
- Electronique (physique des semi-conducteurs).
- Travaux publics bâtiments et bâtiments tous corps d'état.
- Électronique *analogique (réseau télémesures* géophysique)

TECHNICIENS
(titulaires : BTS – DUT – BAC Technicien)

Spécialités : Electronique
- Equipements électroniques par transmissions de signaux,
- *Mise au point et réalisation de* mesures (connaissances en micro-informatique),
- Mise au point et maintenance des matériels d'équipement de réseaux de transmissions.

Spécialités : Electromécanique
- Installations de projections plasma,
- Exploitation et maintenance de matériels de mesures (connaissances en mini-informatique).

Spécialités : Génie civil - Electrotechnique-Mécanique
- Surveillance, contrôle, coordination et gestion de chantiers,
- Surveillance et contrôle chantiers de travaux d'électricité,
- Soudage par faisceau d'électrons,
- Métallurgie des Poudres (connaissances en essais mécaniques et physiques classiques - notions de métallurgie générale et de la technique du vide).

Les candidats devront être âgés de 30 ans environ, libérés des obligations militaires et de nationalité française. Horaires de travail : 38 heures par semaine, avantages sociaux : restaurant d'entreprise, transport.

Adresser curriculum vitae détaillé sous nº 8.393 *le Monde* service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CABINET EXPERT COMPTABLE
(MÉTRO LA MOTTE-PICQUET-GRENELLE)

recherche

COLLABORATEUR

Diplômé BTS pour travail en cabinet et visite en clientèle.

Téléphoner pour rendez-vous : 273-38-52.

Association de formation recherche pour enquêtes et études de financement

TECHNICIEN DE L'AUTOMOBILE
de bon niveau.

Connaissance et expérience de l'enseignement indispensables.
Déplacements très fréquents.

Adresser curriculum vitae + photo à :
ANDFPCRACM - 52, rue Copernic,
75116 PARIS.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

AUDITEURS CONFIRMÉS

diplômés enseignement supérieur, ayant acquis la pratique de l'audit en cabinet.

AUDITEURS DÉBUTANTS

formation ESCP - IEP - MSTCF ou équivalent.

LES CANDIDATS RETENUS :
- Interviendront auprès de sociétés dans des secteurs d'activité variés.
- Bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Env. curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions à :
COGERCO, 72, rue de Bellechasse, 75007 PARIS.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

recrute par concours

3 SECRÉTAIRES DES DÉBATS

chargés de

L'ANALYSE DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

Emploi de haut niveau.
Rémunération en conséquence.
Licence ou diplôme équivalent exigé.

Clôture des inscriptions le 29 juillet 1983.
Séances de préparation facultatives
les 26 juin et 3 juillet à 9 h 30
au 101, rue de l'Université.

Pour tous renseignements, s'adresser au :
Service du Personnel de l'Assemblée nationale.
Téléphone : 297-62-81.

GRANDE INSTITUTION FINANCIÈRE FRANÇAISE
C.A. 10 MILLIARDS DE FRANCS
implantée sur l'ensemble du territoire, nombreuses filiales
recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES JURIDIQUES

pour son département juridique au niveau central à Paris-8e (25 personnes dont 10 Chargés d'Études).

Formation : Maîtrise en droit, plus si possible.
Expérience dans le domaine juridique de 2/4 ans dans une entreprise (assurance, banque ou autre), un cabinet juridique ou d'avocat.
Goût de l'étude et des travaux écrits,
Esprit clair et logique
Qualités rédactionnelles
Aptitude à s'insérer dans une équipe.
Réelle possibilité d'évolution au sein du Département Juridique comme Chef de Service ou dans les Directions en province.

Rémunération en fonction de la valeur des candidats à partir de 120.000 F.

Env. C.V. et lettre de candidature sous nº T 040.899 M à
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Ingénieur

Analyste de gestion

CECA S.A., importante société de produits chimiques, recherche pour son siège à VELIZY (78) un **analyste de gestion.**

Il sera chargé de l'étude et de la conception de diverses applications.

Pour ce poste, nous souhaitons *rencontrer un ingénieur de formation* possédant obligatoirement une bonne expérience en analyse. La connaissance du matériel IBM 38 serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à

CECA S.A., DPRS
11, av. Morane-Saulnier -
78140 VELIZY.

CECA SA

MEDIA PA

---

zéro . un . informatique

Première revue française spécialisée en informatique renforce ses équipes de rédaction et recherche plusieurs

JEUNES INGENIEURS ATTIRES PAR LE METIER DE JOURNALISTE

à des qualités d'expression irréprochables, ils allieront une première connaissance de l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- logiciel, télécommunications, matériels IBM.

Adresser sous référence 0683, une lettre manuscrite, CV et prétentions à
Groupe TESTS - Jean-Marc CHABANAS
5, place du Colonel Fabien - 75491 Paris cedex 10.

INSTITUT FRANÇAIS DE L'ÉNERGIE

recrute pour sa

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT

INGÉNIEUR THERMICIEN

chargé de la formation des conducteurs de chaufferie et agents de maîtrise.

Sens de l'innovation et de la pédagogie en vue d'élaborer les programmes des stages et d'effectuer prospections auprès des entreprises et des collectivités.

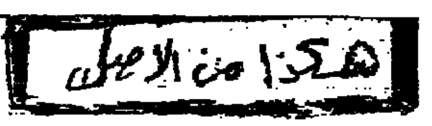
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
I.F.E., 3, rue Henri-Heine, 75016 PARIS.

Adjoint chef comptable

Dans le cadre de son développement, une importante Société basée à *Paris, 500 M de CA - 500* personnes, crée le poste d'adjoint au chef comptable.
Jeunes DECS, 28-30 ans, 4-5 ans d'expérience comptable, ce poste est pour vous l'occasion de faire la synthèse, à haut niveau, de vos connaissances. Poste passionnant dans l'immédiat pour un candidat de valeur, il pourra ouvrir de bonnes perspectives à terme dans le cadre de notre rapide évolution.
Pour plus d'informations, veuillez envoyer vos CV, photos et rémunération actuelle, à M. Weigelt c/o Adès, 2 rue Mariotte 75017 Paris.

média-system





Groupe multinational, très renommé dans le domaine des composants mécaniques de précision, recherche pour sa Direction financière à CLAMART

RESPONSABLE COMPTABILITÉ FILIALES ET CONSOLIDATION

Il aura pour mission :
- d'assurer la coordination comptable des filiales (7) utilisant les méthodes comptables françaises et américaines,
- d'effectuer la consolidation mensuelle des Comptabilités Générales,
- de participer de manière très active à l'élaboration du Reporting.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation comptable et financière ayant acquis une première expérience de préférence dans un cabinet anglo-saxon.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 6141 à,

Emplois et Entreprises

PA

Ingénieurs technico-commerciaux — Région parisienne et afrique

Pompes centrifuges - BYRON JACKSON, filiale d'un groupe international spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de pompes centrifuges recherche deux ingénieurs technico-commerciaux. Sous l'autorité d'un «district manager» mais bénéficiant d'une large autonomie, ils négocieront à haut niveau avec des représentants du secteur de l'énergie, du pétrole, de la géothermie et seront entièrement responsables des projets jusqu'à la mise en route finale. Les deux postes sont basés à Paris, mais l'un couvre la région parisienne, l'autre la moitié nord de l'Afrique (Algérie, Libye, Egypte, Nigeria). Pour ce dernier, il faut prévoir entre 30% et 40% du temps en déplacements à l'étranger. Ces postes s'adressent à des candidats titulaires au minimum d'un BTS (BE, électromécanique) ou équivalent et ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans le domaine des machines tournantes. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable. Pour la fonction «export», une expérience de la vente à l'étranger est nécessaire. La rémunération composée d'un fixe et d'un intéressement sera fonction de l'expérience acquise et assortie d'une voiture de fonction. Ces postes pourront, à terme, évoluer pour des candidats de valeur. Ecrire à Christine CHABAUD. Réf. A/R 9016M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur CAO — Banlieue ouest

Membre d'un important groupe industriel français (2,5 milliards de chiffre d'affaires), cette société métallurgique est le leader français et le second européen sur son marché (équipements mécaniques VL, PL et ferroviaires). Elle souhaite recruter pour son centre de développement situé en proche banlieue ouest de Paris, un informaticien CAO au sein de cette équipe à structure souple. Il sera plus particulièrement chargé, dans un contexte scientifique avancé, d'analyser les besoins présents et futurs en matière de conception assistée par ordinateur, de mettre au point les modèles et de développer les logiciels correspondants. Il participera à la mise en place des diverses applications, y compris au niveau production, en collaboration avec les services intéressés et développera en outre d'autres calculs de nature scientifique (éléments finis). Il restera bien sûr à l'écoute de l'actualité en matière de hard et de software. Ce poste évolutif s'adresse à un ingénieur diplômé (ECP, Arts et Métiers, ENSI...) âgé d'au moins 27 ans, une première expérience (2 à 5 années) lui ayant permis de valoriser ses compétences en CAO (matériels et opérations). Des connaissances en mécanique et dynamique sont des atouts supplémentaires. Les capacités d'ouverture et de disponibilité sont des éléments de réussite dans cette fonction. La rémunération sera essentiellement liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à B. COULANGE. Réf. A/2408M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MERLIN GERIN

15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde. CA 82 - 5 Milliards dont 50 % à l'exportation. Nos domaines d'activités :
— Biens d'équipement pour la maîtrise de l'énergie Électrique.
— Électronique industrielle et automatique.

La progression de notre Chiffre d'Affaires : + 30 % en 1982, témoigne de la vitalité de nos forces de vente. Pour renforcer ces équipes nous recherchons des

ingénieurs commerciaux

ayant le goût du **challenge**.

Vous êtes ingénieurs diplômés en Électrotechnique, électronique, mécanique. Vous avez une première expérience de la négociation acquise en entreprise.

Nous vous proposons de commercialiser nos produits d'Automatique ou nos produits et équipements électrotechniques auprès de nos **«Grands Clients»**: grandes entreprises des secteurs public et privé, Sociétés d'Ingénierie...

Ces postes sont à pourvoir à **Paris**.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions, en précisant la référence MTM 214 au Service recrutement des Ingénieurs et Cadres — MERLIN GERIN — 38050 GRENOBLE CEDEX.



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

recherche

pour sa
Direction Générale Technique et son usine de fabrication de prototypes :

JEUNES INGENIEURS

(X, Sup.Aéro, Centrale, Télécom, Sup.Elec, ENSI...)

Ils seront intégrés aux équipes participant aux études de définition, ou à la fabrication, des avions à haute performance.

- **Domaines d'études :** aérodynamique théorique, calcul des structures, dynamique du vol, installations de systèmes d'armes...

DESSINATEURS ET AGENTS TECHNIQUES

BTS ou DUT...

- Electroniciens
- *Informaticiens*
- mécaniciens aéronautiques.

Pour des fonctions d'études ou de réalisation.

Lieu de travail : **Saint Cloud.**

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à
CONSILIA
Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris
(4è étage)

PHILIPS
Data Systems

ingénieur électronicien

ESE, INPG, ENSEEIHT, ...

Intégré au Service central de maintenance, vous encadrerez une équipe de spécialistes produits. Votre mission : apporter le soutien technique aux inspecteurs de maintenance dans nos agences régionales.

Ingénieur Grande Ecole, bilingue anglais, vous avez les qualités de contact, la mobilité et l'expérience nécessaire pour rejoindre un des services maintenance les plus performants de la profession.

Vous pourrez être appelé, à moyen terme, à prendre des responsabilités plus élargies au sein de notre réseau national.

Poste basé à MARNE-LA-VALLEE.

Pour un premier contact, vous pouvez appeler au (6) 005.91.13 poste 358-359 *ou adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à la Direction du Personnel*, PHILIPS DATA SYSTEMS 5, Square Max Hymans 75741 PARIS CEDEX 15.

PHILIPS

CONTESSE

Jeunes diplômés, sur un marché neuf alliez savoir-faire et qualité de vie !

- Mettre à profit votre formation (école de commerce) dans une société en forte expansion et possédant un style de management basé sur la délégation des responsabilités.
- Avoir un travail aux facettes multiples et surtout non routinier, telles sont vos ambitions.

Importante société de *distribution* (1 750 personnes, 33 magasins sur toute la France) sur un créneau porteur *(le bricolage), nous sommes* certainement en mesure d'y répondre.

Nous vous proposons, au sein d'une unité à taille humaine, un poste de

Chef de secteur

qui vous permettra de faire l'apprentissage de la prise de décision, de la gestion et de l'encadrement d'une équipe.

Outre une mission de vente et de conseil, vous aurez la responsabilité de la gestion de votre secteur (objectifs, prévisions, commandes...) et de l'animation de votre équipe.

Plus qu'à vos diplômes, nous nous attachons à vos qualités de commerçant, votre goût de la performance et votre capacité à vous imposer.

Si la perspective de réussir avec nous vous motive, adressez votre candidature sous référence M/106.

Région Rhône-Alpes
LEROY MERLIN - D. AVRON
Centre Commercial Record
38670 CHASSE-SUR-RHONE.

Région Ouest
LEROY MERLIN - J.M. DAUBIGNY
Route Nationale 165
44700 ORVAULT.

Région Nord
LEROY MERLIN - F. LECLERCQ
Rte de Douai - 59000 LILLE.

Région parisienne
LEROY MERLIN - D. JONVEL
11-13, Route Nationale 1
95560 MONSOULT.




MEDIA PA

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont aussi présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages en clientèle). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui débutera en Septembre et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 286 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EUREQUIP : UNE VIE PROFESSIONNELLE OUVERTE SUR LES ENTREPRISES ET LE MONDE

Nous sommes 180 consultants, de formation, *d'âge et d'expérience variés, qui intervenons dans tous les domaines* de l'entreprise et les grands secteurs de l'économie, en France et à l'Étranger, le plus souvent en équipes pluridisciplinaires.

Notre métier est d'aider les hommes à conduire l'évolution de leur entreprise.
Pour continuer à enrichir nos équipes, nous souhaitons accueillir de nouveaux CONSULTANTS.
Votre profil :

- **diplômé Grande École ou de formation supérieure (Ingénieur, Informaticien à vocation généraliste, Sciences Humaines, ...)**
- ***une première expérience professionnelle comprise entre un à cinq ans***
- **la maîtrise d'une langue étrangère.**

Et, bien sûr, vous avez le goût des situations variées, de la mobilité géographique, et votre approche de l'entreprise associe le facteur humain aux facteurs technique et économique.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8327 aux Consultants du Département RECRUTEMENT d'EUREQUIP.
Les premiers entretiens auront lieu à PARIS ou en PROVINCE.

MEMBRE DE SYNTEC

PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tél. 553.84.73

HEC, ESSEC, SUP DE CO, EAP...

L'ENVIE D'ENTREPRENDRE, LES MOYENS DE VOUS REALISER

— Notre entreprise commerciale *a été créée il y a 8 ans, par* 15 pionniers, avec l'appui d'un des plus importants groupes français. Aujourd'hui, nous réalisons, en France et en Europe, plus de 400 MF de CA, nous avons intégré près de 400 personnes. Mais l'esprit est resté le même : celui d'une équipe jeune (nos dirigeants ont entre 28 et 44 ans), celui de réalisateurs, qui veulent se mesurer à des problèmes concrets, celui, enfin, d'hommes qui aiment construire et gagner dans un contexte vivant, efficace, *informel*.
— Avec vous, nous poursuivrons une politique active de diversification (création de nouvelles branches d'activité, de nouveaux produits, montage de filiales à l'étranger...).

- **assistant chef de produits.**
Vous serez co-responsable d'une de nos gammes de produits professionnels *représentant le tiers de notre CA.*

- **assistant chef de promotion.**
Vous serez chargé d'élaborer et de mettre en oeuvre les moyens publipromotionnels qui rendront nos forces de ventes encore plus performantes.

- **assistant contrôleur de gestion.**
En France, dans nos filiales européennes, vous participerez à l'élaboration et au suivi de nos budgets.

Ce sont des postes actifs, qui font appel à vos qualités d'écoute, de synthèse, de créativité. Des postes qui vous feront participer de plain-pied à la croissance de notre entreprise.

Pour un premier contact, adressez votre CV + photo, en précisant le poste souhaité, à J. Chauché, COPERS, 1 rue Moncey 75009 Paris.

COPERS

Chef de projet, ingénieur technico-commercial

vous avez une solide expérience chez un constructeur ou dans une SSCI.

SPI, filiale de Péchiney Ugine Kuhlmann, c'est un centre de traitement exceptionnel par sa taille (équipé IBM 3081 et 3083), *un réseau important (plus de 1.000 terminaux et 10.000 télex), une grande variété d'applications, et 350 collaborateurs compétents*, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs.
Notre évolution nous amène à vous proposer le poste d'

INGENIEUR CONSEIL

qui vous permettra de développer une activité de conseil de haut niveau, de participer à l'élaboration de plans informatiques et aux choix de solutions de traitement informatique.
Une réelle opportunité pour un candidat à fort potentiel, ayant une grande faculté de contact à des échelons élevés et une compétence reconnue.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

Merci d'adresser votre candidature sous référence EM à :
SPI - Service des Affaires Sociales - 98, boulevard Victor Hugo
92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

Organisation et Publicité

Nous cherchons pour un **établissement financier** situé à PARIS Centre, un

AUDITEUR INFORMATIQUE

Directement rattaché à l'Inspecteur Général, il sera chargé de s'assurer de la fiabilité du contrôle interne de la fonction informatique, de vérifier les procédures mises en œuvre dans les unités de production et d'application, de prévoir des outils informatiques adaptés aux besoins de l'Inspection Générale.

Diplômé d'études supérieures, le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années en informatique. La connaissance du matériel IBM 43 41 sous système MVS serait appréciée. Par contre, la pratique de l'Audit n'est pas indispensable, une formation appropriée dans ce domaine étant prévue.

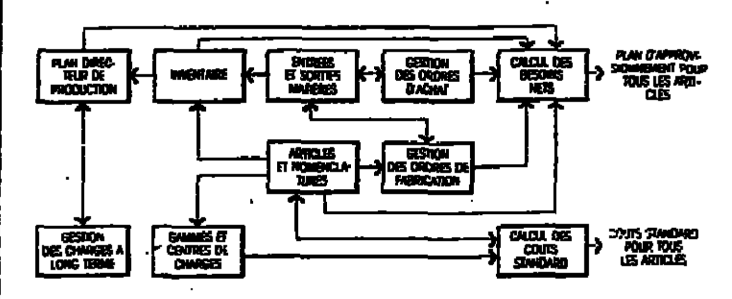
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 80140 M

UNILOG Ethnos
Conseil en Recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs d'Application spécialisés en Gestion de Production

RHÔNE-ALPES ET PARIS



Dans le cadre du développement de notre activité «Gestion de Production» nous recherchons des Ingénieurs d'application ayant 2 ou 3 ans d'expérience de production.
Ces postes conviendraient à des Ingénieurs diplômés ayant acquis déjà une bonne expérience de l'informatique adaptée à ce domaine. Ces spécialistes, rattachés au Directeur du Département «logiciel» apporteront aide et conseil à nos clients sur l'utilisation de nos systèmes de gestion de production dans le cadre d'engagements contractuels.
Une formation complémentaire est prévue en Europe et *aux USA ce qui nécessite une bonne connaissance de* l'anglais.

La croissance rapide de ce département offre de réelles opportunités de carrière.

Pour un premier contact, envoyer votre dossier de candidature sous référence 066 à Didier GABIN,
Service Recrutement,
Hewlett-Packard France,
91947 Les Ulis Cédex.
Tél (16.6) 907.78.25.

HEWLETT PACKARD

média-system

Importante société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe industriel, recherche pour seconder son chef de service

Administration du Personnel Paye

Assistant de Gestion

Ce poste convient à un candidat de formation DUT ayant acquis une première expérience dans un service du personnel et une bonne connaissance des
systèmes de gestion informatisée.
La mise en place des moyens informatiques performants permet l'accès aux méthodes de travail les plus récentes.
La taille de l'entreprise autorise d'intéressantes évolutions professionnelles.
Le poste est à pourvoir en proche **banlieue Sud.**

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 5167, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

chef comptable

PARIS 17ème

Nous sommes une société de distribution leader sur notre marché dans les départements d'outre-mer (CA : 836 MF).
Pour notre siège parisien, nous recherchons un chef comptable. Dirigeant un service de six personnes, il dépend du directeur administratif et financier, mais bénéficie d'une grande autonomie. Outre les tâches classiques d'un tel poste, il établit le bilan et exerce un contrôle très strict de la comptabilité des magasins et dépôts outre-mer, d'après les relevés envoyés chaque mois. Dans un deuxième temps, il prendra *aussi en charge la comptabilité du siège.*
Ce poste de responsabilité implique une formation DECS et, si possible, Ecole de Commerce ainsi qu'une expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire, avec utilisation de l'informatique. De bonnes qualités d'adaptation sont nécessaires. Un séjour annuel de deux semaines aux ANTILLES et en GUYANE française est prévu.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 83.65 M à :

nicole outin
15 rue marcel renault, 75017 paris, conseil en recrutement, qui garantit une totale discrétion.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité

Jeanne Gatineau PARIS

L'un des Grands de la **COSMÉTOLOGIE** en France, face à son expansion continue, crée un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATION PERSONNEL H-F

VOTRE MISSION : Seconder le Directeur Administratif dans les fonctions administratives et la fonction personnel, en valorisant votre formation supérieure (maîtrise en droit) ou équivalent, votre anglais courant et vos quelques années à la tête d'une fonction identique en PME-PMI.

NOS ATOUTS : La stabilité d'un poste au sein d'un environnement porteur (l'Industrie de Luxe) et les avantages sociaux d'un grand groupe.

Adressez vos CV, photo et rémunération actuelle en précisant la réf. 46 046 M à notre conseil MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat 75017 PARIS.

Mercuri Urval

HAVAS CONTACT

DIASONICS SONOTRON ELECTRONIQUE MEDICALE

Une croissance de 50% dans l'IMAGERIE MEDICALE : Ultrasons, Radiographie Digitale, Résonance Magnétique Nucléaire, recherche pour son
DEPARTEMENT RADIOGRAPHIE DIGITALE

un ingénieur commercial

Spécialiste Radiologie Conventionnelle, il sera basé à PARIS.
Ses missions : prospection et suivi clientèle, participation à la politique de vente, organiser les congrès.

des ingénieurs de maintenance

- Connaissance en informatique générale HARD et SOFT
- Une connaissance radiologie rayons X fortement appréciée.

Postes à pourvoir **Paris, Régions : Nord - Sud-Est - Sud-Ouest - Bretagne.**

Pour tous ces postes, l'anglais courant est nécessaire.

La Société vous fournira une grande autonomie d'actions et une rémunération très motivante. Frais réels, voiture de fonction.

Merci d'adresser une lettre manuscrite (CV, prétentions) et photo à Michel LAMBALIEU, Directeur de Division de SONOTRON S.A. - BP 56 Z.A. de Courtaboeuf 91942 LES ULIS.

IMPORTANTE BANQUE FRANCAISE
recherche pour son
DEPARTEMENT NEGOCE INTERNATIONAL

SPECIALISTE EN CREDITS DOCUMENTAIRES

Niveau Classe III ou IV

ayant expérience opérations complexes, transferts, back to back.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 72668
CONTESSE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transm.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(650 personnes, C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Hémès



SOCIETE D'INGENIERIE EXERCANT SON ACTIVITE DANS LA CONSTRUCTION DE GRANDS ENSEMBLES DU SECTEUR DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE RECHERCHE POUR SES DIVISIONS SPECIALISEES ET SES UNITES :

INGENIEURS ELECTRICIENS

CONFIRME

pour suivi de fabrication et recettes de matériels et de logiciels
- des systèmes de conduite d'installations industrielles
- de l'instrumentation et des matériels d'analyses associées.

AVEC PREMIERE EXPERIENCE

Pour participer à l'élaboration et au suivi de réalisation dans les systèmes de conduite d'installations *industrielles.*

INGENIEURS GENIE CHIMIQUE

DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

Pour études de procédés

INGENIEURS PLANNING

Pour coordination des études et du suivi de réalisation sous la responsabilité d'un chef de projets et en liaison avec les divisions spécialisées (gestion informatisée, connaissances PERT et potentiels).

INGENIEURS MECANICIENS OU GENIE MECANIQUE

Pour :
- étude du choix des équipements pour les postes "opérations" et convoyage automatique
- *étude de conception d'appareillages chaudronnées;* établissement des spécifications.

INGENIEUR INSTALLATIONS GENERALES

Pour étude de projets et suivi de réalisations.

FORMATION : SUPELEC, IEG, AM, ENSI, INSA ou équivalent

AGENTS TECHNIQUES ELECTRICIENS

Pour participer à l'analyse de logiciels "conduite de process" et à l'élaboration de systèmes de conduite d'installations (possibilité de formation sur calculateurs et automates programmables).

AGENTS TECHNIQUES MECANICIENS

SPECIALISES EN GENIE CLIMATIQUE

Pour participer aux études de réalisation de Grands Ensembles Industriels.

FORMATION : BTS, DUT ou équivalent.

Ces postes exigent le sens du dialogue et du travail en équipe.
Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions au Chef du Personnel USSI
116, avenue Aristide Briand - B.P. 72 - 92223 BAGNEUX – Discrétion assurée.

CONTESSE

Jeunes ingénieurs

l'ingénierie : tremplin des responsabilités

Entrer dans une grande société d'ingénierie, c'est se donner la chance d'évoluer en fonction de ses goûts et de son tempérament. **SERETE**, en particulier, offre à chacun l'occasion de construire une carrière riche et variée, car ses domaines d'activités sont multiples (pétrochimie, énergie, industries de transformation, bâtiment, techniques avancées...) et son évolution est permanente.

Jeunes ingénieurs de grandes écoles, débutants ou ayant une *première expérience, nous vous proposons un métier passionnant,* à la mesure de votre curiosité d'esprit, de votre sens des responsabilités, de votre désir de réaliser, de construire.

Au départ, vous vous intégrerez dans l'une de nos équipes de spécialistes dans l'un des domaines suivants :

- informatique industrielle
- CAO, bureautique
- mécanique
- génie civil
- électricité
- thermique.
- chantiers

Rapidement, nous vous confierons la responsabilité d'un lot *technique au sein d'une équipe de projet. Par la suite, nous* adapterons ensemble, vous et nous, votre évolution de carrière selon votre personnalité : ingénieur de projet, ingénieur spécialiste, technico-commercial...

Cette opportunité vous intéresse, adressez rapidement lettre de candidature et CV détaillé sous réf 618 SERETE,
Service Recrutement, 86 rue Regnault 75640 Paris Cédex 13.



média-system

G.I.A. GROUPE EX-ORTF

Dans le cadre du développement de l'AUDIOVISUEL Français, G.I.A. Informatique du Groupe EX-ORTF équipé de matériels puissants et variés *IBM 3033/N - MVS-IMS* (plus de 180 terminaux), 8100 R 2000 - Mini 6 - Matra 6000 - Solar 16, accroît son potentiel d'études en informatique de gestion (contexte d'architecture distribuée, micros, minis, télécom) et en ingénierie des technologies audiovisuelles nouvelles (télématique en particulier).

Pour cela, il recherche pour **son service Industrialisations et Méthodes**

CADRE INFORMATICIEN

MIAGE ou équivalent

Expérience :
- 1 an minimum dans des fonctions d'analyse. Bonne connaissance du système OS 370 et culture générale dans les domaines : étude, système et exploitation.
- Ayant le goût et si possible la pratique de méthodologies de développement.

Missions :
- L'industrialisation des applications informatiques existantes en relation avec les services études, systèmes et exploitations.
- L'extension des outils méthodologiques et logiciels en vue d'améliorer les procédures de construction et d'exploitation des applications.

Salaire à partir de 145.000 F selon expérience.
Plan de formation complémentaire personnalisé assuré.
Avantages sociaux d'un grand groupe.

Merci d'adresser CV manuscrit et photo, sous réf. CI 13/01, à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION, 12 rue Godot de Mauroy 75009 Paris.

média-system

Europe Informatique Sélection



Ingénieurs, MIAGE, chez VEGLIA, l'informatique est en plein développement

PARIS 130/150.000

Un développement prévu sur deux ans, c'est l'occasion pour vous de prendre de vraies responsabilités au sein d'une petite équipe.
Notre futur environnement ; un IBM 4341 et un réseau de télécommunication avec les usines pour la *mise en place de techniques de pointe.*
Votre diplôme d'ingénieur ou votre MIAGE est complété par une première expérience acquise au sein d'une société industrielle ou d'une SSCI.
Vos connaissances particulières : IBM 43XX, temps réel, COBOL/CICS.
Ce poste d'analyste programmeur conduit à terme à la fonction de chef de projet.
Jouer un rôle moteur dans une société en pleine croissance, c'est ce que Veglia vous propose aujourd'hui.
Déplacements à prévoir à Amiens et Besançon.
Envoyez vite votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 6556 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



COOPERS & LYBRAND CONSEILS

Cabinet International Juridique et Fiscal

recherche dans le cadre de son développement

2 FISCALISTES

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures de droit avec une SPECIALISATION FISCALE ; bonne connaissance de l'anglais. *3 ans minimum d'expérience* professionnelle.

Réf. 10.340-M

1 JURISTE

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit, spécialiste du DROIT DES SOCIETES ; bonne connaisance de l'anglais. *2 à 3 ans d'expérience* professionnelle.

Réf. 10.345-M

Nous offrons à des candidats motivés, rigoureux, la possibilité de développer leur carrière, d'élargir leurs connaissances dans le conseil au niveau national et international au sein d'une équipe qui offre des services de très haute qualité.

Les candidatures seront traitées avec toute la confidentialité de rigueur.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (retournés) et prétentions en rappelant la référence choisie à CLA RECRUTEMENT - 11, avenue Delcassé - 75008 Paris.



Technip La Défense - Lyon - St-Nazaire

Société d'ingénierie à vocation internationale, leader dans son domaine recherche

Ingénieurs électriciens

Confirmés
- Formation ESE, IEG, ESME, CNAM ou équivalent, option électrique/électrotechnique.
- Age : 32 à 45 ans
- Anglais lu, écrit, parlé indispensable
- *5 à 10 années d'expérience* de bureau d'étude ingénierie dans les domaines
  - conception et définition d'installations électriques : *production et distribution d'énergie, unités pétrochimiques,* industrielles, off shore,
  - gestion technique et encadrement d'une équipe ingénieurs + bureau de dessin,
  - missions de courte durée pour négociations et mises au point techniques,
  - développement des méthodes calcul et gestion pour l'amélioration qualitative et quantitative du résultat des bureaux d'étude.

Débutants
- Ingénieurs formation supérieure (ESE, IEG, ESME, CNAM ou équivalent) l'option énergie/électrotechique est un atout supplémentaire.
- Anglais indispensable.
- Conception et définition d'installations électriques dans le cadre d'un travail collectif d'un bureau d'étude.
- Ces postes impliquent des relations internes avec tous les corps de métiers et externes, avec Constructeurs et Entreprises
- Suivi éventuel de la supervision de la construction *et mise en route.*
- Ils incluent la réalisation de programmes de calculs scientifiques informatiques.
- *Les responsabilités évolueront progressivement* en fonction de la compétence acquise.

Ecrire à la Direction des Relations Humaines
TECHNIP La Défense Cédex 23 92090 Paris La Défense.

média-system

Ingénieur mécanicien

ENSAM, IDN, ENSM...

Nous sommes 5 000 personnes à avoir un objectif commun : *l'évolution* permanente de nos techniques et de nos produits pour la réalisation d'ensembles industriels de très grande dimension dans le domaine de l'électro-nucléaire.

L'HOMME

Vous êtes un ingénieur mécanicien ayant une première expérience de la tuyauterie et de la robinetterie dans la réalisation d'installations de grands ensembles industriels (pétrochimie par exemple).

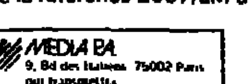


Vous aurez pour mission, en *liaison avec les autorités et nos* fournisseurs, de coordonner et de rassembler les informations techniques justifiant les fabrications et leur contrôle.



Ce poste doit déboucher sur des responsabilités d'encadrement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2557/LM à



(réponse et discrétion assur.)

MEDIA PA

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

l'adjoint, jeune mais talentueux, 250 000 F/an + de notre responsable de l'organisation (réf. 4364 LM)

Une grande banque parisienne prépare la succession de son responsable organisation : Son département a pour mission d'initialiser et de conduire les projets dont l'automatisation est prise en charge par les informaticiens, puis de procéder à leur mise en place en veillant à la cohérence des systèmes.

Vous commencez par piloter un grand projet, passez rapidement en double commande avant d'être lâché en solo, dans un délai de l'ordre de 12 mois.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez acquis en 7 ans au moins, chez un conseil ou dans une banque, votre savoir-faire d'organisateur et maîtrisez l'informatique. Voici l'opportunité de vous préparer rapidement à assumer l'intégralité de la fonction organisation.

la carrure d'un responsable d'études, dans le milieu de l'assurance (réf. 4335 LM)

Une compagnie d'assurances de dimension nationale dispose, à Paris, d'une informatique IBM/MVS à sa mesure, supportant un réseau de plusieurs centaines de terminaux.

Vous prenez la responsabilité d'un groupe d'études informatiques qui va se lancer dans de nouveaux développements et animez ainsi 20 chefs de projets, analystes et programmeurs.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez acquis, de préférence dans le milieu de l'assurance, une sérieuse expérience en conduite de grands projets DB/DC, mis en œuvre, si possible, sous IMS et fait vos preuves comme manager.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

recherche

pour son département techniques nouvelles

INGENIEUR SUP AERO - SUP ELEC

FONCTION : responsable du laboratoire de contrôle non *destructif*.
Relations étroites avec la Direction Générale de la Qualité, l'atelier, les bureaux d'études et de calculs, l'université, les centres de recherches.

PROFIL : Connaissance de l'hyperfréquence, de l'analyse du signal. Expérience 2 à 3 ans. Anglais lu et écrit, parlé impératif.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à

CONSILIA
Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris (4è étage)

Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : +28% en 82) recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD)

personnes dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans le domaine des

TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Ingénieur de Projet

Responsable de la préparation et de la rédaction de projets de transmission clé en main (principalement faisceaux hertziens) pour l'exportation.
Il travaillera dans une zone géographique donnée sous la direction d'un chef de zone.
Electronicien de formation avec une expérience en systèmes de transmission supérieure à trois ans.
– Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Chef de Zone Export

Responsable d'une zone géographique pour la vente de matériels de transmission (principalement faisceaux hertziens) et ayant une connaissance technique en systèmes de transmission. Les candidats auront une expérience supérieure à 10 ans dans *une société de télécommunications.*
– Anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Adresser CV et prétentions en précisant le poste choisi à TRT 5, Avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON



Dans le cadre de la stratégie
BUREAUTIQUE
définie par Jeumont-Schneider, Cerci recherche

spécialiste réseaux et communications

Vous possédez de 3 à 5 ans d'expérience dans ce domaine. Chef de Projet, vous nous apportez vos compétences (architecture des réseaux, X 25, SNA, terminaux 32-70 ou similaire, normalisation...) et une pratique courante de la conception.

Votre première mission :
- définir une architecture de réseaux autour de PABX, réseaux locaux...
- concevoir, sous UNIX, un logiciel de communications intégrant X 25, SNA, ARCHITEL, ETHERNET, etc...

Déplacements éventuels en Californie.

Merci d'adresser dossier de candidature sous référence 09.84 à CERCI - Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro 94120 Fontenay-sous-Bois (RER Val de Fontenay).



IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
(FABRICATION ET COMMERCIALISATION DE MATERIEL AGRICOLE), LEADER SUR SON MARCHE,
recherche pour son **Département Engineering**

UN INGENIEUR EN CHEF RESPONSABLE DES ESSAIS

Il sera chargé :
- de l'organisation des essais aux champs et en laboratoires,
- du développement des techniques et des moyens d'essais,
- de l'analyse des résultats du comportement fonctionnel et mécanique des prototypes testés sur le terrain.

Ingénieur agronome, le candidat (33 ans minimum) aura acquis une solide expérience du **machinisme agricole** dans un poste de l'industrie ou de la recherche.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le poste à pourvoir est situé à **50 km au Nord de Paris** et nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence 2614 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Conseiller, gérer, promouvoir...

A l'issue de vos études supérieures à orientation gestion (HEC, ESSEC, troisième cycle de gestion), vous avez opté pour de premières expériences professionnelles ouvrant des horizons assez larges... Le conseil, en général, a pu vous tenter. Ou bien, par exemple, la promotion immobilière : comme chargé d'opérations, vous avez dû allier rigueur financière et sens commercial.

Notre organisation professionnelle d'envergure nationale regroupe un millier d'entreprises, confrontées pour beaucoup aux problèmes de l'accession à la propriété. Nous devons les aider à élaborer leurs stratégies, innover en matière de gestion, transformer leurs structures. Nous nous efforçons de répondre à leur attente, qui est forte dans ce domaine, en leur dispensant les informations nécessaires, en mettant au point outils et méthodes et en intervenant en conseil s'ils le souhaitent.

Vous êtes intéressé(e) par cette activité qui marie heureusement action et réflexion, sans exclure la diversité des situations et les préoccupations pédagogiques. Vous n'excluez pas de prendre vous-même un jour des responsabilités opérationnelles. Vous avez donc votre place au sein du département qui, à Paris, a la charge de ces problèmes. Les consultants de SIRCA qui nous aident pour cette recherche vous en diront davantage sur nous. Ecrivez leur sous la référence 882 937M, en leur précisant votre rémunération actuelle. Des déplacements en province de l'ordre du tiers du temps sont à prévoir pour ce poste.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

juriste

ayant une première expérience de la :

fonction personnel

- Il effectuera des études et jouera un rôle de conseil en matière de droit du travail et de relations sociales auprès de la direction et des responsables des établissements de la Société.
- En fonction de ses capacités et de ses centres d'intérêt, il pourra évoluer, soit vers un poste de responsable de personnel en unité de production, soit vers d'autres fonctions.

Ecrire sous référence 72.560 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

HELIOS

un des premiers Cabinets français *d'Audit et de Conseil,* membre d'Arthur Young International
recherche pour Paris et Lyon

Auditeurs seniors

- **Nous leur proposons :**
- le cadre de travail d'un cabinet international d'audit et de conseil,
- des missions variées en France et à l'étranger auprès d'entreprises privées et publiques,
- une carrière évolutive et des prises de *responsabilité dans nos bureaux* français et étrangers, pouvant conduire à l'association.
- une formation Audit de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.
- **Nous leur demandons :**
- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC...),
- une expérience Audit de 3 à 5 ans.

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adressez C.V., photo et lettre sous la référence LM/05 à



Mme BENELLI
HELIOS
7, rue de Chaillot
75116 PARIS.

MEDIA PA

ORGANISME du secteur RECHERCHE et MEDECINE cherche

RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA PRESSE ET LE PARLEMENT

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 265 à rscg carrières 48, Rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Nous vous assurons la plus grande discrétion.

Une bonne carrière ça commence... ...au début

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et vous avez choisi l'Informatique pour commencer votre carrière. Avec les clients les plus prestigieux, les projets les plus techniques, nos méthodes de travail sans cesse améliorées, nous avons de quoi vous intéresser.
Faire carrière dans une Société de Services en Informatique, c'est la garantie d'un travail passionnant et formateur et la certitude d'accéder très vite à des responsabilités. CAP SOGETI, c'est 4000 personnes motivées, au travail dans le monde entier.

Rejoignez-nous, une bonne carrière, ça commence au début !

JEUNES INGENIEURS DE GRANDES ECOLES

CAP SOGETI SYSTEMES

Ecrivez à CAP SOGETI SYSTEMES, Michèle Denoux, 14-20, rue Leriche. 75738 Paris Cedex 15.

média-system

Entreprise en expansion sur 3 marchés :
Chimie - Travaux Publics et Distribution
(CA 420 M - 650 P)
désire intégrer à son siège d'Aubervilliers (93)

un jeune financier

- 117.000 F/an.
- Vous travaillerez dans une entreprise moyenne avec une grande délégation de responsabilités.
- Vous êtes diplômé d'une grande école de Commerce ou de l'Université.
- Vous serez responsable des opérations financières et vous participerez au reporting...
- Vous développerez sur informatique une comptabilité analytique.

Ecrivez-nous en envoyant votre CV avec lettre manuscrite et photo sous référence 2008/JN à : AMP - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS *qui transmettra*

BANQUE PRIVEE REGIONALE
SUD-OUEST
recherche

ADJOINT D'UN DIRECTEUR D'AGENCE

Le (la) candidat(e) devra posséder une bonne connaissance de la technique bancaire acquise au sein de la profession, faire preuve d'un dynamisme commercial certain pour développer et suivre la clientèle de l'agence.
(Réf. 5060 M)

BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
recherche pour ses Agences de
PARIS et PROVINCE

FUTURS RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

Le profil des candidats sera le suivant :
- 22 ans minimum
- Formation supérieure IUT ou équivalent,
- BP de Banque
- Anglais apprécié
- Bonne présentation.

Formation interne assurée. (Réf. 4120 M)

BANQUE PRIVEE
REGION MEDITERRANEE
recherche

CHEF COMPTABLE

POSITION CADRE

35 ans minimum, niveau DECS ou équivalent. Ayant bonne expérience de la comptabilité *(domaine bancaire apprécié)* et l'habitude du traitement informatique pour prendre en charge l'ensemble de la fonction comptable (situations CCB, bilans, déclarations fiscales, etc...). (Réf. 3250 M)

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS sous référence du poste choisi.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel nous organisons à partir du 19 septembre prochain notre prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de base les plus évoluées de l'informatique (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse aux titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique ou gestion

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets* et participez au développement de projets informatiques importants et variés, sur des matériels IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1500 terminaux répartis en France), *avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Adressez lettre, C.V., photo sous réf. M 230 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris la Défense Cedex 11.

Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.
Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique.
La GIE vous donne les moyens d'y réussir.

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Le professionnalisme en conseil informatique.

Dans le domaine du conseil et de l'ingénierie en informatique, la production de **progiciels** est appelée à connaître un développement très important.

La **Compagnie Générale d'Informatique,** premier producteur de progiciels en France doit aujourd'hui faire face à une expansion parmi les plus rapides du marché.

Elle propose dans ce cadre à des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
Débutants ou Confirmés

d'accéder à un réel professionnalisme en informatique:
— par une formation aux méthodes les plus récentes;
— *par une intégration à des équipes de haut niveau, intervenant sur des projets diversifiés et* importants mettant en œuvre des techniques innovatrices;
— par une évolution régulière dans le niveau d'intervention et de leurs responsabilités d'encadrement.

Quelle que soit votre date de disponibilité, vous pouvez adresser votre candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo à Madame JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

UNE FORMATION, UN MÉTIER, UNE CARRIÈRE.

Compagnie Générale d'Informatique



HAVAS CONTACT

Consultant système

Un large ensemble de responsabilités, la possibilité d'une évolution rapide de carrière dans le Groupe des Banques Populaires.

C'est ce que nous offrons à un Responsable ou Ingénieur Système, expérimenté IBM de préférence.

Basé à Paris, vous rejoignez notre équipe Système et Méthodes qui conseille et assiste les différentes Banques du groupe équipées, pour la plupart, de matériels IBM et CII HB. Vos missions : études de configurations, préconisations en matière de logiciels de base, recherche de logiciels d'aide à l'exploitation et d'aide aux études, conseils pour l'organisation des centres informatiques, diffusion de normes et de méthodes, conduite d'opérations clefs en main, découverte de technologies nouvelles. Cette activité implique des déplacements de courte durée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/5505 à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

---

jeunes ingénieurs

Grand Groupe Textile International
ayant des Etablissements en
FRANCE, ESPAGNE, TUNISIE, ETATS-UNIS, BRESIL, AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE
recherche des
JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES pour

CARRIERE INTERNATIONALE

- INGENIEUR 28 ans minimum avec première expérience industrielle. Il sera appelé à diriger une unité de production à l'étranger, après formation, dans un délai de 2 à 4 ans.
- INGENIEUR DEBUTANT de formation type A. et M. Il sera également, après formation, appelé à seconder le Directeur d'un des Etablissements à l'étranger.

Intéressantes possibilités de développement de carrière.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 9025-M, à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
(P.M.I. en forte expansion 10 ans d'activités)
recherche

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

POSITION II - 2 à 5
ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Ils s'intégreront à une jeune équipe chargée de la conception et du développement de nouveaux matériels.

Des compétences soit dans le domaine des micoprocesseurs (matériel et logiciel) soit en analogique sont demandées.

Lieu de travail, Paris-13e.

Adresser votre C.V. détaillé à Service du Personnel S.M.E., 88, rue Didot 75014 PARIS.

Groupe pharmaceutique international
recherche

Contrôleur Gestion Industrielle

Il aura la charge de :
- budgets usine,
- contrôle des prix de revient et suivi des stocks,
- immobilisations,
- rentabilité des investissements.

Le candidat reportera au Directeur des services comptables et gestion. Il aura une expérience similaire en milieu industriel et une solide formation comptable Lieu de travail . proche banlieue Est - Accès A4 ou RER.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. **9986** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

LEVI TOURNAY

GM — Delco Moraine

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

ingénieur des ventes

CONFIRME

Il sera chargé de la vente des composants automobiles fabriqués par les Etablissements de Gennevilliers - Liverpool - Southampton (GB) - Flint, Milwaukee (USA), auprès des principaux constructeurs automobiles français. Le poste sera confié à un ingénieur électromécanicien désirant évoluer au sein d'une société internationale. A moyen terme, le candidat devra être disponible pour une mission de plusieurs mois à l'étranger. Anglais courant exigé.

Adresser CV et prétentions au Service des Ressources Humaines GENERAL MOTORS FRANCE - 56-68, avenue Louis Roche 92231 Gennevilliers Cedex, sous référence JMQ/DM 188.

Dun & Bradstreet

VOTRE JOB : VENDRE AUX DIRECTIONS COMMERCIALES MARKETING ET DEVELOPPEMENT

DUN ET BRADSTREET FRANCE est une société de services spécialisée dans le domaine de l'information sur les entreprises.

Au sein de la division «Marketing Entreprises» vous proposerez à nos clients et prospects des services qui leur permettront de s'étendre sur de nouveaux marchés et surtout de développer la productivité de leur force de vente.

Ses services s'appliquent principalement pour les banques de données d'entreprises (DUN ET BRADSTREET), les études de marché, les enquêtes, les recherches spécifiques réalisées par les différentes divisions marketing dans le monde.

Ce poste qui nécessite des qualités commerciales réelles, afin de communiquer à haut niveau conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce parlant l'anglais et ayant si possible une première expérience dans l'un des domaines suivants : études, services aux entreprises.

poste évolutif au sein d'une équipe jeune.
Système de rémunération attrayant.

Envoyer CV et photo à l'attention de Françoise POLI -
DUN ET BRADSTREET *FRANCE* Direction du Personnel - Le Palatino -
17, av. de Choisy - 75013 PARIS



La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la visualisation.

La SODERN recherche un

REDACTEUR TECHNIQUE

Il sera responsable de la conception et de la rédaction des notices d'utilisation et de maintenance des équipements que nous réalisons.

Le candidat alliera rigueur et bon niveau technique général, et aura l'expérience de la rédaction technique.

Connaissance de l'anglais exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au
Service du Personnel SODERN
1, avenue Descartes
94450 Limeil-Brévannes.



SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE
recherche pour
PARIS - TOULOUSE - RENNES

INGENIEURS
DEBUTANTS ET CONFIRMES

pour participer à différents projets concernant :

- LE TRAITEMENT numérique de l'IMAGE et de la PAROLE.
- LE DOMAINE DES LANGAGES (COMPILATEURS).
- LE CONTROLE DE PROCESSUS industriel.
- LA SIMULATION et le test d'équipements.
  Compétences recherchées : MITRA, SOLAR, MINI 6, PDP, VAX.
- LES SYSTEMES MICRO-INFORMATIQUES destinés à des applications de *télécommunications.*
  Compétences : MOTOROLA 6800 - 68000 - INTEL 8085 - 8086.

Ariane CHARTIER attend vos candidatures, (C.V., lettres, photos, prétentions) :

Groupe EUROSOFT
Service Recrutement
38, Boulevard Henri Sellier
92150 SURESNES.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Proche banlieue ouest,
Filiale d'un des principaux groupes français d'ingénierie chimique et pétrochimique, recherche

responsable administration et gestion

diplômé grande école commerciale de gestion ou d'ingénieur

et possédant au minimum 4 ou 5 ans d'expérience dans cette branche d'activité.

Il lui sera confié, en liaison étroite avec la Direction Générale :
- la mise en place et le suivi d'une politique rigoureuse de gestion prenant notamment en compte les financements à l'exportation,
- la participation à l'élaboration et à la mise au point des clauses financières des contrats,
- l'estimation et le contrôle des prestations et des réalisations industrielles.

La fonction comporte une large autonomie de responsabilités et des possibilités promotionnelles importantes.

Adresser lettre manuscrite et CV sous référence 1306 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

T.P. GENIE CIVIL

INGENIEUR COMMERCIAL

Dans le cadre de son développement une importante Entreprise de T.P. et GENIE CIVIL recherche un INGENIEUR COMMERCIAL de formation supérieure (CENTRALE-T.P. ou équivalent) ayant acquis une première expérience réussie de la recherche d'affaires et de l'entretien de relations à haut niveau (administration, collectivités locales,...).
Ce nouveau collaborateur sera chargé de suivre les projets qu'il aura préalablement détectés depuis les études préliminaires (avant projets) jusqu'à leur réalisation.
Connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.
Poste à pourvoir : Région Parisienne.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.
Merci de lui adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence 1132 M

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

LA FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND CONCEVANT ET COMMERCIALISANT DES MACHINES SPECIALES AUTOMATIQUES DE TECHNOLOGIE ET CINEMATIQUE DE HAUT NIVEAU POUR L'INDUSTRIE DU TABAC RECHERCHE POUR LA Z.I. d'EVRY

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

CONFIRME 150-170 000 F/AN

Diplômé Ingénieur Mécanicien (A et M ICAM - ECAM - SUDRIA ou similaire), il a une expérience de 8 années minimum en mécanique, pneumatique et si possible automatisme.
Le candidat doit posséder un esprit créatif, faire preuve de dynamisme. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait souhaitée.
Le poste est varié, passionnant et d'avenir. La société exportant 95% de sa production est en plein développement et offre de nombreuses opportunités.

Adresser CV + photo + salaire actuel au CABINET CLAUDE VITET 6, rue Lauriston 75016 PARIS sous référence 83140.

Ingénieur confirmé

Centrale, Mines, AM...

Important groupe industriel français, 11 usines en France et aux U.S.A., C.A. : 2 milliards de francs, offre à un INGENIEUR CONFIRME une très intéressante opportunité de développement de carrière.

Ses compétences techniques acquises dans le domaine industriel et une solide formation de gestion, lui permettront d'accéder rapidement à la direction d'un centre de profit.

Ses capacités d'animateur seront à la base de sa réussite au sein d'un groupe qui attache une importance déterminante aux qualités humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 2572/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT
recherche un

Contrôleur de gestion

Entreprise à forte croissance (CA 100 M en 76 ; 900 M en 83 ; 10 % de rentabilité nette), nous intégrons au sein de notre équipe des candidats jeunes et à fort potentiel.
Nous pratiquons une gestion dynamique, s'appuyant sur des outils de prévision et de contrôle rigoureux.

Rattaché au responsable de la comptabilité-gestion de notre usine proche de Compiègne, le Contrôleur de Gestion participe à l'élaboration de tous les plans, des budgets, des projections et du reporting mensuel concernant l'unité de production et de distribution. Il signale les écarts, assiste et conseille au mieux chacun de nos Responsables de Département.

Ce poste convient à un diplômé HEC, ESSEC, Sup de Co, DECS... ayant acquis une première expérience de la fonction, de préférence dans une entreprise industrielle anglo-saxonne.
L'anglais courant serait un atout supplémentaire.
Lieu de travail : LASSIGNY (60).

CORT
Paris-Lille-Strasbourg

Danielle JALBERT vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 2940 M à CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Charles of the Ritz
Parfums
YVES SAINT LAURENT
crée le poste de

Chef du Service Clientèle Internationale

Rattaché au Directeur de la distribution, il encadre 25 personnes dont 2 agents de maîtrise.
Sa mission consiste à gérer administrativement la clientèle internationale, assurer la logistique des commandes : prévisions, gestion du portefeuille, contrôle du traitement administratif des dossiers. En liaison avec l'informatique, il recherche *tous les moyens susceptibles d'améliorer le service offert* et a des relations permanentes avec les transitaires, transporteurs, ministères et banques.

Nous souhaitons rencontrer un candidat au tempérament d'organisateur ayant une formation supérieure en gestion et 2 ou 3 ans d'expérience en commerce international. Il s'agit d'un poste sédentaire basé à l'usine de LASSIGNY (25 km de COMPIEGNE) mais qui comporte des liaisons téléphoniques fréquentes avec les filiales et les clients à l'étranger, d'où la nécessité de parler couramment anglais.

CORT
Paris-Lille-Strasbourg

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae + photo en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 2939 M à CORT - 65, av. Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

ACHETEUR

La Filiale Française d'un Groupe International spécialisé dans l'Industrie Alimentaire, recherche pour son Service Achats, au Siège, un collaborateur d'une trentaine d'années pour assurer, dans les deux ans, éventuellement plus vite, la responsabilité complète de ce service. Pour ce poste, nous recherchons un candidat ambitieux, très agile intellectuellement, pour acquérir rapidement ou pour perfectionner les connaissances techniques spécifiques à notre activité.
Le candidat aura une bonne formation supérieure (Ecoles Commerciales ou Ecole Supérieure d'Approvisionnement) et au moins 5 ans d'expérience réussie et de responsabilité dans un service achats.
D'entrée, il devra posséder de sérieuses compétences dans le domaine des emballages (connaissances des matériaux et impression), de même, et cela est très important, qu'une bonne pratique du fonctionnement d'un service achats au plan administratif.
Le poste est situé en Banlieue Sud'Est (RER) dans un cadre moderne et agréable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle ainsi que photo récente sous réf. 72413 à CONTESSE PUBLICITÉ
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société d'Etude et de Recherche intervenant dans le cycle des combustibles nucléaires recherche

INGENIEUR GEOLOGUE

pour travailler sur la connaissance des sites (géologie de surface et de profondeur).

Au sein d'une petite équipe, il participe à l'élaboration des objectifs et des programmes. Il pilote et suit les contrats d'études engagés et en est le répondant sur le plan de la qualité et la fiabilité.

Ce poste très vivant, en interface permanente avec l'extérieur et le terrain, s'adresse à un jeune ingénieur géologue (Ecoles des Mines...) débutant ou ayant une première expérience.

Anglais indispensable.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. 382 M à Catherine ROZES

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



IMPORTANTE SOCIETE
Quartier ETOILE
recherche dans le cadre du renforcement de son SERVICE COMPTABILITE

COMPTABLES

Niveau : CAP, CPECF, BP, BPS, DUT

38h30 sur 5 jours,
nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 72785, CONTESSE PUBLICITE 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Grande banque

recherche pour ses services parisiens

Economiste

EXPERIMENTE

Spécialisé dans l'analyse des taux de change
Anglais parlé couramment.
Possibilités importantes progression carrière
Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 6821 à Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 Paris qui transmettra.

Important Bureau d'Études recherche pour Paris dans le cadre d'un contrat de solidarité

DÉMOGRAPHE STATISTICIEN

Formation expert démographe complétée par une formation ISUP par exemple, ou équivalent. Le candidat sera chargé de la conception et de la réalisation d'études au sein du département spécialisé en santé publique et planification sanitaire. Connaissances souhaitées en informatique.
Bonne expérience appréciée.
Envoyer c.v. photo et prét. sous réf. 6636 à ORGANISTION et PUBLICITÉ, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

PARIS
Nouveau magazine chrétien pour 15/18 ans rech.

CHARGÉ (E) DE MISSION

min. 10 ans réf. profession. expér. animation si possible D'ADOLESCENTS.
Pratique journalisme, bon organisateur. Ecr. nº 16.344, sur enveloppe à J.R.P. 39, r. de l'Arcade. 75008 Paris qui transmettra.

P.M.E. recherche

CHEF COMPTABLE

ayant expérience pour établissement bilan, comptes d'exploitation, salaires, déclarations sociales et fiscales, facturation étrangère.

Adr. réf. et C.V. Nº 16.850 M. sur enveloppe à :
JEAN REGNIER PUBLICITÉ
39, rue de l'Arcade 75008.
Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ des PRODUITS

EXCEL

26, rue des Peupliers
NANTERRE (92000)
Téléphone 780-72-34
recherche pour
BUREAU de PAIE
(500 paies).

COLLABORATEUR (H/F)

Chargé du suivi des effectifs : congés etc...

- Expérience dans la fonction exigée et rémunération correspondante, contrat 8 mois. (Remplacement maternité).
- Service de car, RER Nanterre université. Usine assuré.
- Restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite à EXCEL Service du Personnel.

PARIS, département exportation d'une importante société agro-alimentaire recherche

ASSISTANTE COMMERCIALE

STÉNODACTYLO

Parfaitement bilingue anglais.
25/30 ans.
Excellente présentation dynamique, motivée pour contacts et suivis dossiers.
Grande disponibilité.
Déplacements possibles.

Adress. C.V., photo et prét. à M. CHANUT, G.M.P.
B.P. Nº 40, 75021
PARIS Cedex 01.

GROUPE FINANCIER PRIVE
8e arrdt Quartier Saint-Lazare
recherche
Pour son département
CONTENTIEUX

UN GESTIONNAIRE DEBUTANT

D.U.T. - B.T.S. ou équivalent

Ce poste convient à un candidat capable de s'intégrer rapidement dans une petite équipe polyvalente.
Le candidat devra être libéré des obligations militaires.
Avantages sociaux importants.
Restaurant d'entreprise.
Écr. avec CV, photo, prétentions sous *réf.* 6802 à **TELEX PA 34**, Bd Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

Un organisme Para-Public implanté à RUNGIS (94)
crée le poste de
CONTROLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure de gestion (H.E.C. - ESSEC ou E.S.C.P.) renforcée par une expérience de 2 ans minimum du contrôle de gestion

NOUS VOUS PROPOSONS :
- de mettre en place la comptabilité analytique
- de contrôler la conformité de la comptabilité des différents budgets
- *d'élaborer des indicateurs de gestion*
- d'assurer le suivi budgétaire
- d'analyser certains problèmes de gestion interne et de proposer les améliorations possibles.

Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions sous référence 16759 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

SOCIETE D'ASSURANCES,
nous nous adressons par vocation aux Professions *Médicales* et *Paramédicales* et nous renforçons notre équipe de Spécialistes Sinistres en recherchant :

jeune inspecteur sinistres

possédant, de préférence une petite expérience professionnelle ; les candidatures de débutants pourront toutefois être examinées.
Une formation juridique supérieure de niveau DESS avec une spécialisation en Droit des Assurances serait appréciée.
Les candidatures avec lettre manuscrite et prétentions sont à adresser sous réf. 72566 CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ASSISTANCE PUBLIQUE
HOPITAUX DE PARIS
recherche

INGÉNIEUR

de haut niveau

Le titulaire sera chargé de suivre l'évolution biomédicale et de procéder à des évaluations, des innovations médico-techniques à la Direction générale

Diplômes souhaités :
- ENSTA.
- SUPELEC.
- TELECOM, etc...

Tous renseignements pourront être demandés au :
277-11-22, poste 4516.

CAISSE RÉGIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
D'ILE-DE-FRANCE
recherche
pour son Service Prévention des accidents du travail

DOCUMENTALISTE

possédant DUT de documentation, ou diplôme *équivalent.*

Adresser lettre et C.V. avec copie du diplôme à Monsieur LE CHEF DU PERSONNEL de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France.
17/19, rue de Flandre,
75935 PARIS Cedex 19.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'AMÉNAGEMENT
EST PARISIEN
recherche

DIPLOMÉ(E) I.U.T.

- Gestion ou équivalent pour assurer assistance et suivi administratif et financier à missions confiées par collectivités locales.
- Quelques années d'expérience professionnelle souhaitées.
- Nombreux avantages sociaux.

Env. C.V. et prétentions à :
Nº T 40.873 M REGIE PRESSE
85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

(Métro mairie de Montreuil)
Important Bureau d'Etudes Techniques BATIMENT-INFRASTRUCTURES rech. :

TECHNICIEN

CHAUFFAGE-CLIMATISATION
- B.T.S. MAXIMILIEN PERRET.
- 3 à 5 ans d'expérience.

Ecr. à O.P.F., Nº 615, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui tr.

Pour la construction de l'anneau SUPER-ACO, le laboratoire d'utilisation du rayonnement électromécanique recherche

UN INGÉNIEUR

DIPLOMÉ EN MÉCANIQUE OU EN ELECTROTECHNIQUE.

Il sera chargé de la réalisation des électro-aimants avec sous-traitance dans l'industrie.
Participation aux mesures et aux tests.
Anglais souhaité.
Ce poste convient à un candidat débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Lieu de travail :
ORSAY

Adresser C.V., photo et prétentions à M. P. MARIN.
LURE/SUPER ACO. Bât. 209.
91405. ORSAY CEDEX.

ASSOCIATION NATIONALE
DU SECTEUR SOCIAL
recherche
pour animer et développer la formation de ses bénévoles

RESPONSABLE DE FORMATION EXPÉRIMENTÉ (E)

Connaissances du secteur associatif appréciées.

Env. C.V. détaillé et prétent. à U.N.A.P.E.I., 15, rue Coysevox, 75018 PARIS.

ASSOCIATION LOI 1901
SECTEUR DES LOISIRS
recherche

JEUNE CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Formation supérieure
Profil urbaniste sociologue de préférence.
Disponibilité immédiate.

Env. C.V. + photo sous nº T 40.875 M
RÉGIE PRESSE
85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cabinet de Conseil Financier indépendant et privé en pleine expansion rech. pour renforcer son équipe ciale

JNES DIPLOMES (ES)

de l'enseignement supérieur voulant réussir carrière commerciale.
- Formation assurée,
- travail en équipe,
- statut profession libérale.

Envoyer C.V. à B.I.F., 6, rue Jules-Lefebvre, 75009 Paris et Tél. 280-55-44

OFFRES D'EMPLOIS

Société de distribution matériel électrique et électronique industriel, filiale groupe leader national, recherche :

RESPONSABLE département AUTOMATISME

SA MISSION : Organiser, gérer et développer nouveaux produits automates programmables, séquenseurs logiques.
Expérience souhaitée bureau d'études avec ouverture commerciale.

Ecrire lettre manuscrite avec CV et prétentions sous référence 16751 sur enveloppe à
JEAN RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.
Réponse et discrétion assurées.

J.R.P.

secrétaires

SYNDIC DE CO-PROPRIÉTÉ
ST-LAZARE, recherche
SECRÉTAIRES
C.V. et prétentions F.S.G. 3, rue de Stockholm, PARIS-8e.

PONT DE NEUILLY SOCIÉTÉ recherche
SECRÉTAIRE ACTIVE
- Expérience.
- Connaissance comptabilité.
- Travail varié.

Ecrire avec C.V. à P.F. 11, quai Paul Doumer 92400 Courbevoie.

Organisme formation cherche 2 SECRÉTAIRES — HOTESSES expérimentées — vacances août. Envoyer C.V. avec photo : ASPROFORC — 153, bd Haussmann. 75008 PARIS.

NOVATOME
Le Plessis-Robinson (92) recherche
SECRÉTAIRE
EXPÉRIMENTÉE BAC MINIMUM

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste une personne dynamique ayant le sens de l'organisation et de réelles qualités relationnelles.

Une expérience de quelques années dans un service du personnel serait appréciée.

Horaire variable + nombreux avant. soc., transport société.

Adr. C.V. et photo au Service du Personnel 20, avenue Ed.-Herriot 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

capitaux propositions commerciales

Très importante société française de récupération de pièces automobiles d'occasion cherche clients ou contacts pour vente pièces mécaniques de récupération : Moteurs complets, boîtes de vitesses, ponts, éléments de carrosserie, etc.

Désire créer service exportation France, Afrique (Sénégal, Togo ou autres pays d'Afrique).

Possibilité de formation de société si entente préalable. Déplacements immédiats. Responsable commercial si nécessaire pour étude du marché sur place.

Ecrire à : AUTO-CORNY,
57680 CORNY-SUR-MOSELLE (FRANCE).
Téléphone : (8) 777-83-65.

formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

- STAGES LONGUE DURÉE OCTOBRE 83 — JUIN 84.
- AGRÉES PAR L'ÉTAT.
- OUVRANT DROIT AUX INDEMNITÉS ASSEDIC.
- FORMATIONS SANCTIONNÉES PAR UNE LICENCE DE *TECHNOLOGIE.*

Diplôme d'Université de second cycle

- Décision et implantation informatiques — responsable de projets moyens et petits utilisateurs .... 800 heures
- Chef de projet — commerce international .... 800 heures
- Economie sociale : gestion des secteurs coopératif, mutualiste, associatif .... 550 heures ....
- Gestion et création de petites et moyennes entreprises ....

- ASSISTANT (ES) DE DIRECTION BILINGUE (option bureautique) .... 450 heures
- SECRÉTARIAT COMPTABILITÉ BUREAUTIQUE . 600 heures
- GESTION ET ANIMATION SOCIO-CULTURELLE . 400 heures (*Stage réservé aux plus de 50 ans*).

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE
200, avenue de la République
92001 NANTERRE
Téléphone : 725-92-34, postes 864-865-866.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE MICROÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE MARSEILLE

Avec le concours de :
IBM - SNIAS - SEMA
EUROTECHNIQUE - TÉLÉMÉCANIQUE

recrute
INGÉNIEURS-ÉLÈVES

Pour formation appliquée en microélectronique 9 mois.
Téléphone : ISMEA (91) 49-91-40.

L'INSTITUT DES SCIENCES DE L'INGÉNIEUR DE MONTPELLIER ET LE CREUFOP (Service de Form. Continue) vous proposent une formation

D'INGÉNIEUR
MICROÉLECTRONIQUE C.A.O. - ROBOTIQUE

Durée et date : 18 mois à *temps complet à partir de septembre 1983.*
Objectif : Formation d'ingénieurs (délivrance du diplôme d'ingénieur de l'ISIM Microélectronique - C.A.O. - Robotique) ou par recyclage d'ingénieurs d'autres spécialités.
Conditions : Justifier de 2 années d'activité salariée. Etre titulaire d'une maîtrise scientifique, d'un DEA, d'un diplôme d'ingénieur, ou d'un diplôme équivalent.
Statut social : Stagiaire de formation professionnelle rémunérée par l'Etat. La sélection des candidats se fera sur dossier dans la première quinzaine de juillet.

Veuillez adresser votre candidature avec C.V. détaillé avant le 30 JUIN 1983 au : CREUFOP, 99, avenue d'Occitanie, *34075 MONTPELLIER* Cedex - Tél. 16 (67) 63-48-03 - à l'attention de M. VOLLE.

Vous avez dit B.T.S. ?
nous préparons au B.T.S. INFORMATIQUE
écrivez-nous
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Crimée, 75019 Paris.

NOUVEAU

Tester et formaliser gratuitement votre projet d'entreprise en Ardèche à Orly-Ouest sur micro-ordinateur.

Tél. : 884-59-72, pour R.-VS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur ENSG - Nancy
37 ans, parlant couramment anglais, portugais, espagnol.

Spécialiste en traitement des minerais. *Expérience industrielle sérieuse de 10 ans*, acquise dans des postes opérationnels chez différentes sociétés d'un même groupe.

recherche

Poste de Responsable d'un service de traitement des minerais ou poste de responsabilité dans une équipe projet.

Écrire sous nº 62.204 M à : BLEU,
17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL VENTES ET ACHATS

47 ans, métropolitain parlant italien. Expérience ventes *TOM DOM. Bien introduit pièces détachées automobiles*, libre immédiatement.
Étudierait toutes propositions association représentation ou emploi DOM TOM. Automobiles ou autres.

GUADELOUPE PRÉFÉRENCE

Écrire sous nº T 10.972 M,
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CONSEIL EN GESTION recherche emploi temps partiel P.M.E., P.M.I., pour réorganisation comptab. - restructuration fonds roulem., redresser trésorerie, négoc. emprunts, relat. banques. (1) 666-18-14 19.

J.F. 27 ANS
Docteur ès Sc. *Economiques*
Analyste social
CHERCHE
un poste de CHARGÉE D'ÉTUDES Paris ou Région parisienne. Expérience de l'étude dans les domaines suivants : analyse de secteurs industriels, ingénierie, transferts de technologie, introduction du changement technologique, développement social. Ecr. s/nº 1.484 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE HOMME (étudiant) désirant apprendre à faire la cuisine, cherche place (au Pair ?) chez Cordon Bleu ou dans un restaurant.
Ecr. s/nº 8391 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Documentaliste (I.N.T.D.), 36 ans, maîtr. anglais. esp., not. all., 10 ans exp. collab. entrepr., rech. poste entreprise en organisation internationale.
Ecrire sous le nº T 040.911 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

COMPTABILITÉ - PROF.
Femme, exp. ts niv., adultes, adolesc., act. enseign., niv. C.P.E.C.F. Ch. 8 heures env. Cours Paris, banl. moitié Ouest. Tél. 750-15-49.

F. 46 ans, 15 ans Responsable culturel, ch. poste programmation ou rel. publiques dans structure culturelle de créat. ou de diffusion. Rég. parisienne.
Ecrire sous le nº T 040.887 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. CADRE IMPORT-EXPORT Agro-alimentaire, produits divers, expér. *négociation*, ht niv. *sur le marché Amérique latine.* C.E.E. Organisation transport maritime, routier, aérien, problèmes douaniers. Crédit et compensation. Parlant couramment anglais, espagnol, italien.
Ecrire sous le nº T 040.958 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE D.P.L.G.
34 ans, ouvert, excel. contact, ancien conducteur de travaux, formateur F.P.A. Etudie ttes propositions Bâtiment, Immobilier, Expertise. Tél. 204-64-07.

AGENTS DE SERVICES
Administratifs informatiques
CH. EMPLOIS débutants
Basic CBM Commodore
Disp. 1er juillet 1983
étudions ttes propositions
LEP Jean-Moulin, Vincennes
Mme BOSSE, 328-44-42.

PRESSE - INF. - BANQUE,
H. 40 a. 12 a. journaliste économ. et financ. + 7 ans expér. bancaire, diplôme sup. de banque (I.T.B.), I.E.P. (12e a.), rech. poste à resp., ét. ttes prop.
Ecr. s/nº 1473 *le Monde* Pub., *service* ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. cherche emploi créatif, possibilités design, parle anglais, français, italien, espagnol, 12 ans d'expérience en recherche sociale, publicitaire et en langues, écrire M. SAC-CHI, 55, *cours Jean-Jaurès,* 38000 GRENOBLE.

H. lic. lettres esp., angl., courts exp. tourisme + enseign. disp. de suite, étudie ttes propos. Paris. Téléphone 325-94-81.

INGÉNIEUR + I.A.E.
H. 31 ans exp. ingénieur conseil pour les P.M.E. + direction S.A., bonnes connaissances en informatique,

recherche

poste à responsabilité.
Libre rapidement.
Ecr. s/nº 6495 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Allemande, bachelière, cherche place de travail sérieuse dans une famille. Offre à *Mme Kuhn, postlagernd.R.F.A.*, 5206 Neunkirchen.

Ingénieur électricien, 36 a., 9 a. d'expérience en bureau d'étude et entreprise, cherche poste à l'étranger.
Ecr. s/nº 1476 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

J.H. 25 ans, libre de suite, DESS gestion financière, désire faire carrière dans entreprise dynamique.
Étudie toutes propositions.
Téléphone : 347-50-38.

Hme 50 ans, excell. éducat. réf. et expér., rech. Secrétariat particulier ht niveau avec responsabilités organisation maison, réceptions, voyages, travaux, etc. Très gde dispon., parl. anglais.
Tél. 555-44-49 de 9 h à 12 h.

Cadr. H. 13 a. Exp. ttes activ. tourisme. Angl., esp. Lic., Maîtr. lettres. Etudie tte prop. *Paris.* Tél. 325-94-81.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS CEDEX 09

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

MON IDÉE EST SUPERBE
Je suis, dynamique et disponible, je recherche un collaborateur/(trice) pour club et loisirs. Tél. : 345-82-56.

travail à domicile

Cherche Dactylo à domicile habit. Paris très expér. — dictaphone français, anglais — textes juridiques.
Tél. : 500-33-54.

Secrétaire de direction, frappe vos rapports, manuscrits, thèses sur I.B.M. 82 C. Tél. : 603-14-14.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS
Pptaire vend dans imm. XVIIe, rén. 54 m², ref. neuf. Soleil, poutres, beaucoup de charme. 600.000 F. Tél. 307-81-81.

4e arrdt

SULLY-MORLAND
Double living + chambre, cuisine, bains, poutres, refait neuf, 520.000 F - 526-99-04.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
2, 3, 4, 6 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts les jours 14-19 h. sauf mercredi et dimanche

PANTHÉON ADORABLE 2 P., BNS, W.-C., CUIS., POUTRES, CALME, SOLEIL. 633-08-11.

PROX. PANTHÉON
Pierre de t., salon, s. à manger. 2 ch., 4e ét. + ch. serv. 1.210.000 F. 542-40-90.

6e arrdt

Bd du MONTPARNASSE
imm. cours réhabilitation
STUDIOS, 2 et 3 pièces.

PLACE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
RÉNOVATION DE QUALITÉ
2 PIÈCES ET DUPLEX
329-85-06.

21, RUE DU CHERCHE-MIDI
Sur cour, jardin, refait neuf, 140 m², 5 p., mardi 14 h-17 h.

CHERCHE-MIDI
2 pièces, cuisine, bains.
CLAIR, SOLEIL.
GARBI - 567-22-88.

8e arrdt

8e PRÈS MONCEAU 4 P. 90 m² 5e étage ascenseur sur cours, clair. 890.000 F calme. Tél. : 500-78-65.

RUE MARBEUF
Beau 6 p. groupées, 185 m², récept., 4 chbres, 2 bains, 1er ét., soleil, prof. lib., BOX. 2.000.000 - 525-04-44 mat.

9e arrdt

N.-D.-DE-LORETTE
BEAU STUDIO, cuisine, bains, w.-c., REFAIT NEUF, 175.000 F - 526-54-61.

11e arrdt

A. DUMAS, 55 m²
2-3 p., à rénover, charme, 230.000 F. 551-88-83.

PROX. RÉPUBLIQUE
dans imm. pierre de t., stand., tapis, asc., beau et gd 4 p., tt cft. décoré 92 m² s/rue. et cour. A SAISIR.
SIMRA - 355-08-40.

12e arrdt

DUGOMMIER 3 P.
cuis. sal. bains, 60 m² imm. ravalé, 360.000. 344-61-48

DAUMESNIL, 3 P.
Entrée, cuis., w.-c., bains, ref. neuf s/RUE ENSOLEILLÉE. Bel imm. 375.000 F 24, RUE WATTIGNIES. Mardi 14-18 h.

13e arrdt

BD ARAGO, 4 P.
95 m² + balcon, triple exposition, 2e asc., soleil, verdure. *1.150.000 N.J.H. 535-05-69.*

BUTTE AUX CAILLES
RARE MAISON CAMPAGNE A PARIS
BEAU JARDIN FLEURI
Living + 4 ch. qq tvx. CHARME FOU. 1.350.000 F à déb. si paiement cash. Vis. s. pl. mardi 13 h 30-18 h 30, 3, rue des 5-Diamants, 13e. Serge KAYSER - 329-60-60.

14e arrdt

Entre Plaisance et Alésia imm. 1960, vue sur jardin, plein sud, beau 3 pièces, cft, 8e étage, asc., 53 m². 470.000 F. Ce jour mardi 14-6 de 14 à 16 h. 2, rue Léonidas.

Plaisance 150 m². 354-95-10.
TERRASSE 100 m²
6/7 p. Park., vue, soleil, calme.

Face Parc Montsouris, très bel imm. pierre de taille, appt 3 p., à améliorer. dans anc. boutiq. d'angle. Pptaire : 296-12-06.

15e arrdt

Atelier type rare séj. + 2 chbres (mezzanine) cuisine équipée, 2 w.-c., bains, cave, hauteur sous plafond + 5 m *1.110.000 F. Vic 532-61-93*

Duroc Falguière superbe atelier triplex cuisine équipée soleil 745.000 F. — Tél. 532.61-93

DUROC - LUMINEUX 5 P. 120 m² - DÉCOR RAFFINÉ 633-29-17 - 577-38-38.

PORTE VERSAILLES/ISSY 78 m², 2-3 P., CONFT, 7e asc. Prix 530.000 F - 577-86-85.

TOUR DE MARS. 22e étage., living + 3 chambres, parfait état, belle vue, 1.200.000 F. *633-29-17 - 577-38-38.*

8, VILLA POIRIER
Imm. bourgeois, asc., 2 p., gde cuis., bains, soleil. 475.000. Calme. Visites ce jr 15/19 h.

PARC G.-BRASSENS
1973, liv. + 2 ch., cuis. équip. 8e ét. 710.000 F. 577-74-38.

16e arrdt

RUE BOISSIERE
Imm. luxe pierre de taille chambres à partir de 50.000 F. 766-28-77

VICTOR-HUGO
sur jard., imm. récent stand. beau 2/3 pces 85 m² + terrasse 70 m². 261-84-52.

IÉNA
sur jard. imm. récent stand magnifique studio 38 m² 525.000 F. 261-84-82 HB.

17e arrdt

MALESHERBES
ORIGINAL avec VERRIERE 2 P. en DUPLEX. 6e et 7e étg *REFAIT NEUF — LUXE* 850.000 — Vis lundi-mardi 14/18 h — 45 bis, av. de Villiers

TERNES. 2 p., tt cft. 30 m², refait à neuf, r.-de-ch., 290.000 F - 763-44-30.

20e arrdt

MÉTRO GAMBETTA
Ds 2 petits imm. neufs, stand. Studios, 3 et 4 pièces, balc., caves et park. Livrables immédiatement

FINANC. EXCEPT.
1. PRET CONVENT.
2. PR. VENDEUR POSS.
(jusq. 10 % du prix de vente à 2 % sur dix ans)
3. PR. PATRON. POS.
Bur. de vente s/pl. 7, r. des Rondonneaux ts les jrs de 14 h. à 19 h. dimanche compris, fermé vend. ; et sam. *Tél. PRIMM 789-11-23* — 636-70-56

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS-RASPAIL
STUDIO *confc 20 m² environ* ravalé, 108.000 F 577-96-85

Boulogne charmant 3 P. rustique, pl. soleil s/verdure de H.P ref. nf Exceptionnel 878-41-65

MONTROUGE. Part. vd 112 m² calme, soleil, transp., *pkg. 770.000 F. 656.94-79.*

BAGNEUX. liv. + 2 ch., tt cft, asc., v.o., balcons, soleil, urgent. 290.000 « FAC » 337-69-59.

93 Seine-Saint-Denis

MONTREUIL
appt 3 pces 62 m² + park. dans imm. récent habit. ou profes. MONVIL 837-15-03.

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL ÉGLISE
Appts dans immeuble rénové 2, 3, 4, 5 pièces, chauffage individuel, asc., vide-ordures, prêts conventionnés A.P.L. *MONVIL, 837-15-03.*

NOGENT-SUR-MARNE
150 m² EN DUPLEX, 6e et 7e étage, 70 m², TERRASSE, séjour, 4 chambres, 2 gar. Bel imm. récent. VUE ET SOLEIL, *IMPRENABLES. DEMICHELI* 873-50-22/47-71.

VINCENNES
Prop. vd 2 p., kitch., s. de bns, entièr. rénovés. 180.000 F. 261-90-19, Sophie LECOURT.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. *PAIE CPT chez notaire 873-20-67 même le soir.*

EMBASSY-SERVICE
8 av. de Messine 75008 PARIS
rech. URGENT APPART.
180 A 220 m²
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e Tél : 562-16-40

propriétés

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU
PARTICULIER VEND
PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING
CONDITIONS INTÉRESSANTES
T. (3) 414-52-79 (après 20 h).

TOURTOUR - MOYEN VAR. Demeure 14e, exceptionnelle, 400 m², vue unique. 1.850 MF à débattre. Tél. : (94) 705638 repas.

OISE près COMPIEGNE
1 h Paris, propr. 2 maisons dont une tout confort, 150 m². Terrain 2700 m. + 3 boxes sellerie, grange, dépendances. Px 550.000 F. 344-61-48

BOURGOGNE. 230 km de Paris, TGV, moulin 7 pces, tt cft, parc 12.000 m². Truites, *calme. Tél. : (80) 93-20-02.*

NANTES
à 60 km des plages, habitation, placement ou rapport (location assurée), JOLIE PROPRIÉTÉ, calme, maison 1974. *Rez-de-Chaussée : hall,* bureau, cuisine, séjour, chaufferie, garage (2 voitures)
1er étage : séj., s. à manger, cuis., 2 chbres, salle de bns, w.c., grenier aménageable, 2 chbres, chauf. cent. fuel, tél., Magnifique parc arboré, puits, terrain 4.000 m², dépendances. Prix : 700.000 F. (96) 43-24-51 - (40) 50-94-49.

châteaux

30' PARIS-OUEST - BAS PRIX CHATEAU + 2 pavill., 14 ha, étang, possible agrandir pour loisir, commercial, social. 550-34-00 ou 060-54-94 soir.

locations non meublées offres

Paris

Buttes Chaumont maison 7 p. tout confort, jardinet, garage, 10.000 F./mois — 344-23-25

Bois de Vincennes luxueux 100 m², 2 p. cuis équipée, parking 6.000 F. c.c. — *344-23-25*

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates. APPARTS HOTELS PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

Pour cadres supérieurs et employés mutés, GRANDE ADMINISTRATION DIRECT A PART. rech. appartements *toutes catégories et grandes surfaces ou villas.* Prix indifférents, 504-01-34, poste 24.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appartements de standing. 4 pièces et plus. 281-10.20.

URGENT
Administrateur de biens cherc. 2 appt. meublés minim. 4 chbres à coucher + salon, salle à manger juil. août. Téléphone : 720-09-39.

locaux commerciaux

Ventes

MONTREUIL
Local professionnel ou commercial 90 m² + parking. MONVIL, 837-15-03.

Locations

Vends droit au bail
Tous commerces, 30 m², rez-de-chaussée. Loyer annuel exp. 16.000 F. Tél. le soir. 526-54-68.

locaux industriels

Ventes

(93) AUBERVILLIERS
Terrain viabilisé
9.000 m²
SARL 776-44-88

fonds de commerce

Ventes

Pour cause départ retraite, vds fond de commerce standing, confection et meubles pour enfants, plein centre de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Pour tous renseignements tél. à M. Henry, résid. Les Manguiers, 97110 Abymes-du-Gazon ou *tél. 16-590-84-53-42.*

Cause retraite, cède fonds de commerce ameublement, bien situé dans ville importante de l'Est. 2.000 m² environ, parking, vitrine sur rue 25 m² environ. Affaire très saine.
Ecr. *s/nº 8.379 le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE
Charmante maison sud
Très agréable jardin planté 9 p. 220 m² tt cft + atelier d'artiste 40 m². Sous-sol clair et garages. 2.150.000 F. Claude ACHARD - 637-14-56

forêts

AIX-EN-PROVENCE
(15 km), 30 ha. bois, très beau. 450.000 F. (92) 87-56-33, h. r.

fermettes

25 KM BOURGES
aux portes Sologne
fermette tout confort, grande salle, cheminée, poutres, s. de bns, w.-c., s. à m., chbre, cuis., combles aménageables, cave, dépendances sur 1.400 m², terrain clos. 330.000 F.
Téléphone : (48) 21-08-42.

villas

VILLE-D'AVRAY
Propriété 1.500 m², près gare, liv. 70 m², 5 chbres, gd stand. Px 2.950.000 F, tél. 604-46-67.

terrains

78 - MESNIL-LE-ROI,
2.045 m².
Gde façade, viabilisé, vue imprenable, sud. 964-19-62.

viagers

EXCEPTIONNEL 8e
Ternes, splendide 3 p. de hôtel partic., classé historique, fresques murales. Occupé. 1 tête 70 ans. 295.000 F + 3.800 F. LAPOUS - Tél. 554-28-66, 354, *rue Lecourbe,* 15e.

bureaux

Locations

92 PUTEAUX
1.000 m² divisibles
Tél + pkgs + cloisons en place
SARL 776-44-88

PARVIS DEFENSE
167 m² en RDC
SARL 776-44-88.

LA DÉFENSE R.E.R. Nanterre-Préfecture
Immeuble neuf
1.500 m² divisibles/étage
SARL 776-44-88.

PORTE DE BAGNOLET
7.500 m² divisibles
Tél., Restaurant, parkings
Métro + périphérique + A. 3
SARL 776-44-88.

SÈVRES
5.000 m² divisibles
Immeuble neuf
vente ou location
SARL 776-44-88

AV. D'ITALIE
500 m² sur 1 niveau
cloisonnés - bon état
SARL 776-44-88.

BUSINESS BURO
UNE ANTENNE A PARIS
BUREAU OU DOMICILIATION
Téléphone : 296-38-74.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous Services
Permanence Téléphonique
355-17-50

RUEIL, GARE R.E.R.
10 mn - ÉTOILE
100 - 150 - 250 m²
Téléphone : 952-53-90.

S.A.R.L. Statuts personnalisés t. démarches comp. 2.797 F ttc
Domiciliation Com. agréé
1.000 F par an
Cession de Fonds de Commerce
MCII. Tél. : 238-14-31 +
151, rue Montmartre, PARIS-2e.

SAINT-LAZARE
Loc. 4 bureaux, 31, passage du Havre. 2.000 F env. charges comprises. Bail à céder, petite reprise. Tél. : 607-35-74.

SATI IMMOBILIER 742-32-52

36, RUE DES MATHURINS - 9e
Loue sans pas-de-porte, 67, r. de Fbg-St-Martin, 10e, angle rue du Château-d'Eau, face mairie. Imm. coial 3.500 m², 1 s/sol 600 m² + 1 s/sol 400 m², 14 parkings, ascenseurs, monte-charges, superbe réception, intégralement aménagée, air conditionné, vidéo, sonorisation, alarme, chff. et *eau chaude urbain.*

CONFIEZ TOUS VOS LOCAUX A SATI LE SPÉCIALISTE

boutiques

Ventes

AVEC MURS : 50 m²
10 m façade. Px 320.000 F. Possib. location 3.500 F mens. 64, rue Dulong, Paris-17e. Mº Villiers-Rome. 763-18-22.

domaines

Achèterais
VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE
SOLOGNE
Ecrire sous le nº 263915 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

immobilier information

Sud France, choix maisons, *comm., catalogue* grat. sur dem. Groupe Le TUC. Immobilier. B.P. 14 - 84100 ORANGE.

deux-roues

Suzuki 1970, *flat-turn*, 125 cc. pour amat.-collect. + moteur et pièces nombreuses.
16. 4. 421-41-67 (apr. 20 h).

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Part. vend coupé VOLVO P 1800 2 + 2 rouge, excellent état mécanique et carrosserie. 25.000 F.
Téléphone : 574-41-15.

boxes - parking

MÉTRO GAMBETTA
PARK. COUVERTS, BOXES
Tél. MIL 362-09-37 *et samedi*

Le Monde

économie

SOCIAL

Le congrès de la Fédération C.G.T. du sous-sol à Saint-Etienne

« Les choses ne vont pas »

De notre correspondant

Saint-Etienne. – La semaine dernière, les représentants de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol C.G.T. fêtaient, à La Ricamarie, le centième anniversaire de leur fédération. Cette célébration se trouvait précisément inscrite au programme du soixante-deuxième congrès triennal, qui, à Saint-Etienne, du 6 au 11 juin, vient de réunir près de trois cents délégués cégétistes des secteurs miniers (charbon, fer, ardoise, potasse, bauxite, plomb).

D'emblée, lors de la lecture de son rapport, M. Augustin Dufresne, secrétaire général de la Fédération, devait exprimer *« la vive crainte de toute la profession sur l'avenir »*, ainsi que la détermination de la C.G.T. et des mineurs pour une véritable relance de l'industrie minière. Et d'ajouter : *« Sous un gouvernement de gauche, cela doit être possible : en tout cas, nous ferons le nécessaire pour que cela soit rendu possible. »*

Les mineurs C.G.T. ont donné acte au gouvernement de l'« héritage » d'avant mai 1981 : une production charbonnière nationale, estiment-ils, tombée en vingt ans de 58 millions de tonnes à 20 millions de tonnes. Mais, ont-ils affirmé, la solution ne viendra pas *« en demandant au monde du travail de se serrer la ceinture »*, mais réside dans *« le produire français pour consommer français »*, avec, notamment, *« la relance de l'industrie minière pour diminuer les importations de charbon, de minerai, de fer et d'ardoise »*.

Analysant la situation de la profession, les congressistes ont admis le caractère positif de certaines mesures : vote du Parlement sur la production charbonnière, engagements sur l'arrêt des fermetures dans les mines de fer : *« Pour nous s'annonçait une grande politique minière répondant aux besoins du pays, créatrice d'emplois. »* En fait, deux ans après 1981, le bilan se révèle *« tout à fait négatif et les perspectives particulièrement inquiétantes »*. C'est ainsi que les travailleurs du sous-sol ont dénoncé les *« mesures Delors »*, qui *« en pesant sur la consommation intérieure prennent le contre-pied de la relance industrielle avec toutes les conséquences sur notre industrie minière »*.

« Notre politique économique, ont-ils ajouté, *notamment au niveau des mines de fer et de la sidérurgie, est toujours soumise au diktat de la CECA. Ce sont là des reculs sur des conceptions de fond de la politique industrielle et minière. Si cette orientation devait se préciser et se poursuivre, nous retomberions dans la même politique qu'il y a trois ans. Au niveau de l'industrie minière, ce serait la disparition de l'exploitation de substances entières, comme le fer, l'ardoise, et la poursuite de la casse de notre outil de production charbonnière, la récession dans tous nos secteurs. Disons-le d'une façon claire et nette, cette politique, nous ne l'acceptons pas. »*

Hausser le ton

Face à un constat de la situation du monde minier, où *« tant sur le plan économique que social, et tant pour les actifs que pour les retraités, les choses ne vont pas »*, pour reprendre les termes du secrétaire général de la Fédération, le congrès a été appelé à *« hausser le ton »*. Une délégation s'est rendue à la direction des Houillères du Centre-Midi pour demander un nouveau sursis à la fermeture du puits Pigeot qui concerne directement cent quarante-huit mineurs. L'affaire du puits Pigeot a également suscité un appel à toute la corporation minière française et constituera l'un des thèmes des deux journées d'action d'ampleur nationale proposées pour les 23 et 24 juin.

PHILIPPE MEHNERT.

LA C.S.M.F. DEMANDE UNE REVALORISATION DU TARIF DE LA VISITE

A l'issue de son conseil confédéral, les 11 et 12 juin, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a réaffirmé son opposition à la récente diminution décidée par le gouvernement de l'acte « Z », unité de mesure des actes de radiologie réalisés par les généralistes comme par les électroradiologistes.

La tarification de la visite (acte « V ») pose tout autant de problème. La C.S.M.F. réclame 120 F (au lieu des 81 F actuels, auxquels s'ajoutent 4 francs d'indemnité de déplacement). Cette hausse devrait, selon la C.S.M.F., couvrir l'alourdissement des frais liés à la visite supportés par les praticiens. La Confédération attend l'automne pour dresser un bilan des propositions gouvernementales et décider alors de diverses actions. Un conseil confédéral est convoqué d'ailleurs à cet effet pour les 24 et 25 septembre prochain.

Les praticiens du secteur conventionnel à honoraires libres (dit « 2 ») sauront, pour leur part, d'ici à fin juin, quel niveau de cotisations sociales ils auront à payer. La question est en discussion actuellement.

DES MILITANTS CONTESTATAIRES DE LA C.F.D.T. CONSTITUENT UN « COLLECTIF DE COORDINATION »

Les initiateurs du texte « Pour une autre démarche syndicale » (*le Monde* du 11 juin), ont réuni le 11 juin à Paris près de deux cents militants C.F.D.T. au cours d'une rencontre nationale des opposants à la ligne confédérale. Ces militants provenaient de quatre-vingt-trois syndicats parisiens et de province, de treize fédérations et de quatorze régions. Ils ont confié un *« mandat provisoire et limité »* à un *« collectif de coordination »* de onze membres (parmi lesquels, M. Anselme, du papier-carton, M. Marc Podevin, commerce-Paris, M. Roux, santé, M. Daniel Richter, Renault-Flins, etc.) afin de *« rencontrer les structures C.F.D.T. ayant exprimé un certain nombre de désaccords avec les orientations confédérales »* comme chez Hacuitex ou en Basse-Normandie. Une assemblée générale doit avoir lieu le 22 octobre mais sera avancée *« en cas d'événement important »*. Les militants contestataires ont également décidé de lancer *« une revue d'alternative »*.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UNAF A MARSEILLE

La décentralisation doit prendre en compte la dimension familiale,

estiment les représentants des familles

De notre envoyée spéciale

Marseille. – *« Aucune société n'a jamais pu se passer d'une structure familiale et de la solidarité qui unit les membres de la famille. Le maintien de cette structure est un défi qui nous est lancé pour les trente prochaines années »*, a déclaré Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (famille, population, immigrés), lors de l'ouverture de l'assemblée générale de l'UNAF (Union nationale des associations familiales), qui s'est déroulée à Marseille les 11 et 12 juin, devant six cents délégués réunis sur le thème : « Les aspects familiaux de la décentralisation. » *« La politique familiale doit s'exercer sur les plans local, départemental et régional »*, a poursuivi le ministre en encourageant l'assemblée – qui s'est ensuite prononcée positivement – à modifier ses statuts pour créer des unions régionales des associations familiales (URAF), ayant comme l'UNAF, au plan national, et les unions départementales toute vocation à représenter légitimement les intérêts des familles. *« Ces URAF devront être le lieu de dialogue avec les autres instances régionales. »*

« Depuis plus de vingt-cinq ans, l'UNAF s'attache à développer l'idée de décentralisation et de régionalisation, a rappelé son président, M. Roger Burnel. *Sa mise en œuvre est donc un grand dessein des années à venir, puisqu'il s'agit de permettre aux usagers de mieux saisir leur destin en accentuant leur pouvoir de consultation et de participation. Mais la région doit être une entité géographique, sociologique, économique, culturelle et sociale, et non l'addition de particularismes départementaux. »*

Les congressistes, unanimes à renouveler leur attachement à la décentralisation, n'en ont pas moins manifesté des préoccupations, craignant que *« la centralisation nationale ne soit remplacée par un autoritarisme local sans avantages pour le citoyen »*, ou s'inquiétant de l'inégalité en ressources des régions. Ils ont alors demandé qu'il soit procédé à *« un inventaire des besoins »*, et que soit garanti *« un minimum d'équipement, grâce à une juste péréquation »*. Ils ont manifesté leur volonté *« d'être présents dans toutes les instances et associés à tous les stades de la préparation et de la mise en place de la décentralisation »*. *« La dimension familiale de tout problème doit apparaître, doit s'exprimer, doit être prise en compte, au moment et au cœur des décisions, comme la dimension professionnelle, culturelle ou politique »*, ont-ils affirmé. Les représentants des familles attendent donc avec intérêt la réforme de la réglementation des associations, mettant leurs espoirs dans le congé de représentation et le statut de l'élu social.

CHRISTIANE GROLIER.

LES RENCONTRES NATIONALES DE L'UGICT-C.G.T. POUR « TRANSFORMER LA GESTION »

Plusieurs centaines de personnes ont participé récemment à Bagnolet, aux rencontres nationales organisées par l'UGICT-C.G.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) qui avaient pour thème « Transformer la gestion pour une efficacité nouvelle ».

Dans son discours de clôture, M. Alain Obadia, secrétaire général de l'UGICT-C.G.T., a salué l'émergence de *« l'intervention des salariés sur les problèmes de gestion ». « Il s'agit de leurs propres affaires »*, a-t-il dit, en soulignant que les salariés *« peuvent faire bouger les choses »* et doivent utiliser *« le potentiel immense »* que représentent les nouvelles lois Auroux.

AFFAIRES

L'OFFENSIVE D'I.B.M. DANS LA TÉLÉPHONIE PRIVÉE S'AMPLIFIE

I.B.M. va acquérir pour 228 millions de dollars 15 % du capital de Rolm, une des principales sociétés américaines, spécialisée dans les centraux téléphoniques privés. Cette prise de participation s'accompagne d'un accord technique qui prévoit une coopération entre les deux sociétés dans le domaine de la communication d'entreprise. I.B.M., qui pourra porter sa participation à 30 % dans le futur, détiendra deux sièges au conseil d'administration de Rolm, qui a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 500 millions de dollars.

Les nouveaux centraux privés électroniques permettent la transmission de la voix, mais aussi de données d'ordinateur à l'intérieur d'une même entreprise. Toutefois, le développement de ces réseaux locaux bute encore sur des problèmes techniques, dus principalement à la diversité et à l'incompatibilité des différents matériels, ordinateurs et centraux téléphoniques.

On assiste donc depuis quelque temps à la multiplication d'accords de recherche-développement entre les spécialistes des centraux et les sociétés d'informatique afin de proposer à la clientèle des matériels homogènes. I.B.M. avait conclu en juillet 1982 un accord de ce type avec la société canadienne Mitel, un des principaux concurrents de Rolm.



AÉRONAUTIQUE

Un entretien avec M. Jean Martre nouveau P.-D.G. de la SNIAS

- Le programme Airbus sera maintenu
- Les formules de coopération seront développées

C'est une situation difficile qu'a à affronter le nouveau président-directeur général de la Société nationale industrielle aérospatiale, M. Jean Martre, successeur à ce poste du général Jacques Mitterrand. La situation financière de l'entreprise se dégrade depuis un an (*le Monde* du 21 mai), et la mévente de l'Airbus – qui représente 65 % du plan de charge de la division Avions de la SNIAS – n'y est pas étrangère.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Martre explique toutefois les raisons pour lesquelles il faut, selon lui, en dépit de la conjoncture, continuer à développer et à vendre des avions de la famille Airbus. « *Nous sommes, dit-il, dans une course périlleuse où il faut avoir du souffle.* » Pourtant, aussi résolue soit-elle, la compétition n'exclut pas la prudence, et, dans cette optique, la coopération industrielle et l'équilibre entre activités civiles et militaires lui apparaissent comme autant de moyens de limiter les risques inhérents à une entreprise telle que la SNIAS.

« La montée en cadence de la production d'Airbus est moins rapide que prévu, du fait de la mévente des avions civils. Quelle en sera la conséquence sur le plan de charge de la SNIAS ?

– Il était, en effet, prévu de produire les Airbus à la cadence de huit, et même de dix, par mois. Compte tenu du malaise du marché des avions civils, nous avons été obligés de limiter la cadence de production à environ cinq avions par mois. Cette cadence n'avait pas encore été dépassée au niveau des « travaux aval » et des chaînes d'assemblage. A ce stade, il y aura donc tout au plus maintien du rythme de production, mais pas de ralentissement.

» En revanche, le cycle de fabrication d'un avion étant de trente-six mois, dans les « fabrications amont » – et en particulier chez les sous-traitants – les cadences avaient déjà été accélérées pour pouvoir dans le futur « sortir » plus de cinq appareils par mois. Il y a donc, en amont de la production, une « avance » que nous allons devoir résorber en réduisant sensiblement les approvisionnements.

» Comme les sous-traitants, certaines usines de la SNIAS seront touchées. Mais notre groupe met au point des dispositions pour éviter les traumatismes sociaux.

– Selon votre prédécesseur, le général Jacques Mitterrand, la mévente des Airbus reposerait en partie sur les conditions de financement faites aux acheteurs éventuels, qui, selon lui, ne peuvent pas entrer en compétition avec les pratiques américaines.

– Dans le commerce des avions civils, il est impératif de disposer de systèmes de financement compétitifs. Aussi notre objectif est-il de mettre au point un tel dispositif. La situation a évolué dans un sens favorable depuis quelques mois ; nous sommes sur la bonne voie, mais il s'agit là d'un travail de longue haleine.

– Compte tenu du marasme dans le commerce des avions, pensez-vous que le programme Airbus a des chances d'atteindre la rentabilité ?

– Du point de vue de l'entreprise, il est déjà rentable ; il dégage des marges bénéficiaires. Du point de vue de l'État, qui a avancé les sommes nécessaires à son développement, il ne l'est pas encore. Les avances n'ont pas été remboursées en totalité, et il faudra sans doute produire et vendre encore quelques centaines d'avions pour y parvenir...

– Quelques centaines ? Pourriez-vous être plus précis ?

– En fait, ce seuil de rentabilité dépendra d'un certain nombre de facteurs : le rythme des ventes, les cadences de production, le niveau des prix, largement déterminé par la concurrence, et, surtout, les taux de change.

– La multiplication des versions des deux modèles existants – Airbus A-300 et A-310 – n'est-elle pas préjudiciable à la rentabilité du programme ?

– Pour ce qui est de la production, peut-être. La capacité d'amortissement des frais fixes de développement se trouve réduite par la multiplication des versions ; c'est incontestable, c'est une de nos difficultés. Mais, commercialement parlant, une entreprise doit s'adapter aux besoins des clients et à l'état de la concurrence. Si, l'on a développé ces versions, si l'on compte en développer encore de nombreuses, c'est bien parce que c'est nécessaire. La course, dans le domaine des avions de transport, est difficile, périlleuse. Ce n'est pas maintenant, après tous les efforts faits, les succès remportés, que nous allons baisser les bras et abandonner le marché à des concurrents. Dans une course comme celle-ci, il faut avoir du souffle.

Partage des risques

– Si le groupement d'intérêt économique Airbus Industrie s'élargit à d'autres partenaires pour la construction de l'avion de 150 places A-320, ne serait-ce pas au détriment, entre autres, de la SNIAS ?

– A l'heure actuelle, le partage des charges sur le programme A-320 a déjà été défini entre les partenaires existants. Si d'autres partenaires entrent dans le groupement, il faudra, évidemment, revoir ce partage. Mais une telle redistribution ne sera pas, je crois, préjudiciable à la SNIAS. D'ailleurs, nous ne voyons pas poindre, à l'heure actuelle, de partenaire susceptible de prendre une très grosse participation dans le programme.

» En revanche, nouveaux partenaires, cela veut dire aussi apport de nouveaux moyens de financement. Etant données les difficultés de financement d'un programme de cette envergure, nous sommes favorables à l'arrivée d'associés qui permettraient de le lancer dans de meilleures conditions.

– Outre sa participation à Airbus Industrie, la SNIAS est engagée dans la construction d'un avion de transport dit « régional », l'A.T.R.42, pour 42 à 49 passagers. Cet avion sera, lui aussi, réalisé en collaboration avec un constructeur étranger, l'Italien Aeritalia. Cette orientation de plus en plus marquée vers des entreprises de coopération ne risque-t-elle pas de vous faire perdre une partie de votre indépendance ?

– Non. Dans notre esprit, la coopération a essentiellement pour objet de diviser les risques. Techniquement, nous sommes capables de réaliser par nous-mêmes les produits auxquels nous nous attaquons. Mais les développements sont de plus en plus coûteux, les marchés de plus en plus difficiles. Il faut donc partager les risques et les financements.

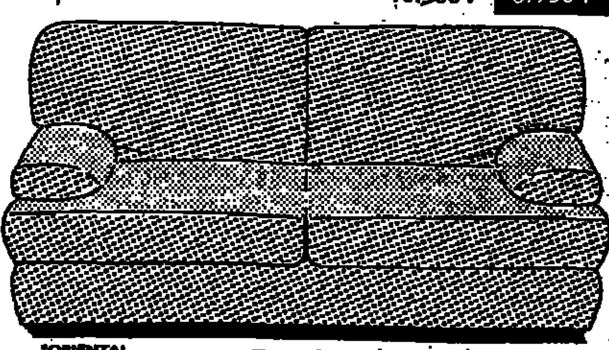
– Comment voyez-vous l'évolution de la part de la construction civile dans l'activité de la SNIAS ?

– Mon souhait est d'avoir un bon équilibre entre activité civile et activité militaire. Parce que, dans les aléas auxquels nous sommes exposés, notre groupe doit, par la diversification de ses produits et de ses clientèles, tendre à un nécessaire équilibre des risques. Pas question, dans un groupe comme la SNIAS, de faire de la monoculture. C'est d'ailleurs le fondement de sa création, en 1969 : on pensait que les grandes aventures aérospatiales ne pouvaient être menées à bien qu'en coopération.

» C'est ce qui a été compris aussi dans d'autres pays, notamment en Grande-Bretagne et en R.F.A., à travers une série de fusions qui ont conduit à la création de grands groupes ayant une assise internationale. »

Propos recueillis par
JAMES SARAZIN.





CONJONCTURE

1983 : croissance zéro

Stagnation totale de la croissance économique en France, cette année. Très légère amélioration en 1984. Telles sont, pour l'essentiel, les perspectives qu'auront à étudier au début de la semaine prochaine les membres de la commission des comptes de la nation.

L'économie française entre lentement, mais sûrement semble-t-il, dans la récession. Cette évolution est voulue. Elle est dans la stricte logique du plan de rigueur lancé par MM. Mauroy et Delors à la fin de mars. Cette logique table sur une quasi-stagnation de la consommation des ménages cette année (peut-être + 0,5 % quand même) qui devrait entraîner une baisse de l'investissement productif d'environ 2 à 3 %. Mais – et c'est le but visé – les exportations progresseraient (+ 2 % en volume) et les importations reculeraient (entre 1 et 2 %).

Toutes ces hypothèses sont, grosso modo, celles sur lesquelles travaillent les pouvoirs publics. Elles impliquent une détente du dollar qui, à partir de l'été, devrait lentement revenir des sommets où il se trouve aux environs de 7 francs.

En 1984, la France poursuivrait (poursuivra ?) la politique de rééquilibrage de ses comptes extérieurs dans une conjoncture mondiale améliorée. Du coup la production nationale pourrait croître très légèrement (peut-être 1 % en volume), mais la consommation des ménages continuera à stagner (peut-être + 0,5 %). L'investissement s'améliorerait puisqu'il passerait d'un chiffre négatif à la stagnation : des anticipations meilleures ne compenseraient qu'insuffisamment le manque cruel de moyens de financement des entreprises. Mais le rééquilibrage extérieur se poursuivrait avec des exportations, en accroissement assez net (+ 3 % à 4 %) et des importations stagnantes (entre 0 et 1 %).

Ces comptes – qui ne sont probablement pas exactement ceux qu'auront à discuter les membres de la commission la semaine prochaine – impliquent une assez nette reprise mondiale. Se posera de ce point de vue à l'été le problème des taux d'intérêt aux États-Unis. Si ceux-ci remontent, portant le prix réel de l'argent à des niveaux incacceptables (l'inflation est maintenant très faible outre-Atlantique), c'en est peut-être fait de la reprise. Problème crucial donc.

Comment, dans tout cela, va évoluer le chômage en France ? Pour la fin de cette année, la cause semble entendue puisque l'INSEE avançait dans sa dernière note de synthèse un chiffre de 2,2 millions, après correction des variations saisonnières. Pour 1984 le chiffre de 2,4 millions avancé par notre confrère Libération est hélas parfaitement vraisemblable.

La tendance était, en effet, à une augmentation annuelle du nombre de chômeurs de 120 000 environ. A ce chiffre s'ajoutent maintenant les effets du plan de rigueur.

Cette montée du flot est actuellement endiguée par des mesures gouvernementales ; contrats de solidarité et préretraite, stages de formation pour les jeunes, plus grandes difficultés à s'inscrire comme chômeurs de longue durée, restriction à l'indemnisation des jeunes...

Mais ce que M. Mauroy appelle « traiter socialement le chômage » ne pourra pas contenir très longtemps un phénomène de fond que connaissent tous les pays industrialisés. Toutes les prévisions – même les plus optimistes – aboutissent à cette même conclusion.

Le chômage va, hélas, recommencer à augmenter.

ALAIN VERNHOLES.

● **Les prix internationaux des matières premières importées par la France** ont augmenté de 2,9 % en mai (+ 4 % pour les matières premières alimentaires ; + 2,4 % pour les matières premières industrielles). L'indice calculé par l'INSEE s'est établi à 185,3 (base 100 en 1978). En devises, les prix internationaux se sont accrus de 0,9 % (+ 2,1 % et + 0.4 % respectivement).

ENVIRONNEMENT

La France va se doter de deux nouveaux centres de stockage des déchets nucléaires

annonce M. Auroux

La France va se doter de deux nouveaux sites de stockage en surface des déchets nucléaires et d'un laboratoire en profondeur pour étudier les moyens de conserver dans les couches géologiques adéquates les déchets dont la radioactivité s'étend sur des centaines, voire des milliers d'années.

« *Je vais demander au Commissariat à l'énergie atomique*, a indiqué le 10 juin M. Jean Auroux, ministre de l'énergie, *d'une part, d'engager des prospections sur un nombre suffisant de sites potentiellement valables à la création des centres en surface ; d'autre part, de réactiver les recherches sur les formations géologiques profondes pour installer dans un premier temps – en coordination avec l'ensemble des démarches européennes – un laboratoire d'essais, qui n'impliquera pas une implantation définitive.* »

Le ministre, qui intervenait lors de la séance de clôture du colloque organisé par les élèves de l'Ecole des mines sur le thème : « Que faire des déchets radioactifs ? », a ajouté que nous vivons « *dans une société adulte qui assume sans imprudence mais sans complexe sa technologie* ». Aussi, a-t-il indiqué, « *les sites sur lesquels une prospection sera faite seront connus, et, pour ceux d'entre eux qui seront choisis pour des opérations de qualification, une commission locale d'information pourra être créée dès les opérations préliminaires afin que toutes les informations désirées puissent être fournies à la population et aux élus* ».

● **Fos-étang de Berre, zone test-européenne.** – La zone de Fos-étang de Berre est, jusqu'au 18 juin, placée sous haute surveillance. Elle a été choisie par le secrétariat d'Etat à l'environnement et la Commission européenne pous servir de banc d'essai à des matériels de mesure de la pollution atmosphérique mis au point par des équipes de recherche de plusieurs pays d'Europe. Ce n'est pas la première opération de ce genre puisque cinq campagnes l'ont précédée, mais c'est sans doute la plus importante compte tenu des moyens mis en place. Sur un rayon de 30 kilomètres, vingt-trois équipes de chercheurs de sept pays d'Europe et du Canada (dont sept équipes françaises) sont en place. – *(Corresp.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E.-U.	7,6490	7,6510	+ 170	+ 210	+ 380	+ 430	+ 1060	+ 1190
$ can.	6,1990	6,2022	+ 140	+ 200	+ 310	+ 380	+ 870	+ 1000
Yen (100) ...	3,1666	3,1688	+ 150	+ 180	+ 320	+ 360	+ 990	+ 1070
DM	3,0108	3,0124	+ 170	+ 200	+ 360	+ 400	+ 1070	+ 1140
Florin	2,6848	2,6864	+ 130	+ 160	+ 280	+ 320	+ 830	+ 900
F.B. (100) ...	15,0541	15,0640	+ 300	+ 350	+ 680	+ 780	+ 1850	+ 2250
F.S.	3,6152	3,6175	+ 210	+ 240	+ 450	+ 490	+ 1380	+ 1470
L. (1 000) ...	5,0750	5,0770	– 190	– 140	– 400	– 320	– 1210	– 1060
£	11,9783	11,9868	+ 230	+ 320	+ 550	+ 670	+ 1700	+ 1940
TAUX DES EURO-MONNAIES								
$ E.-U.	8 5/8	9 1/8	9 1/4	9 5/8	9 5/16	10 1/16	9 5/8	10
DM	4 5/8	5	4 5/8	5 1/4	5 1/16	5 7/16	5 3/8	6
Florin	5 1/4	6 1/4	5 1/2	6 1/4	5 3/4	6 1/2	6 1/8	6 7/8
F.B. (100) .	7 3/4	9 1/4	9 1/4	10 1/4	9 1/4	10 1/4	9 3/4	10 3/4
F.S.	2 7/8	3 1/8	4 3/4	5 1/8	4 3/4	5 1/8	4 13/16	5 3/16
L. (1 000) ..	13 3/4	15 3/4	16 1/4	17 1/4	16 1/2	17 1/2	17 1/2	18 1/2
£	9 3/4	10 3/8	9 5/8	10 1/4	9 5/8	10 1/4	9 5/8	10 1/4
F. franç. .	12 1/8	13	12 1/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	16 3/8	17 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

La dette nationale des États-Unis dépasse 7 000 milliards de dollars

L'ensemble de la dette nationale des États-Unis est supérieure à 7 000 milliards de dollars (54 000 milliards de francs), soit plus de cinq fois le plafond de la dette publique (récemment relevé par le Congrès de 1 290 milliards de dollars à 1 400 milliards de dollars), vient de révéler une étude d'une commission économique commune au Sénat et à la Chambre des représentants.

« *L'ensemble des engagements contractés par l'État fédéral pour l'exécution des programmes de retraite, les garanties d'assurance ou vis-à-vis des institutions internationales est bien plus importnt que la dette publique inscrite* », affirme l'étude. « *Nous sommes peut-être en train d'imposer aux générations futures des dilemmes douloureux, comme de choisir entre l'annulation de promesses antérieures ou un alourdissement des charges fiscales destructeur pour l'économie.* »

Quant à la dette publique, « *bien moins importante de nos jours qu'il y a vingt ans, comparée à la taille de l'économie, elle ne constitue pas vraiment un problème* ».

R.F.A.

LA BALANCE DES PAIEMENTS SUBIT LE CONTRECOUP DU RÉALIGNEMENT MONÉTAIRE DE MARS

La balance des comptes courants de la R.F.A. a été excédentaire de 296 millions de deutschemarks en avril, après un excédent de 3,23 milliards en mars (+ 360 millions en avril 1982).

Mais le compte des capitaux à court terme a été déficitaire de 4,29 milliards de deutschemarks, ce qui est partiellement imputable à une « détérioration » des flux après le réalignement des parités intervenu au sein du S.M.E. le 21 mars, indique l'institut d'émission. La balance des capitaux à long terme a également été déficitaire de 3,63 milliards de deutschemarks.

La balance des mouvements de capitaux s'est globalement soldée en avril, indique la Bundesbank, par une « exportation » de 7,9 milliards de deutschemarks (1,7 milliard en mars et 2,1 milliards en avril 1982). Pour les quatre premiers mois de l'année, la R.F.A. a « exporté » 4,4 milliards de capitaux.

LE CHILI DÉMENT DEVOIR METTRE EN GAGE L'OR DE SES RÉSERVES

Santiago *(A.F.P.)*. – Le Chili ne mettra pas en gage l'or de ses réserves pour obtenir un prêt auprès des banques privées internationales, a affirmé, le 10 juin, le ministre chilien des finances, M. Carlos Caceres. De source financière à New-York, il avait été indiqué que le Chili devrait déposer en garantie dans une banque privée à Londres 16 854 kilos d'or pour obtenir un prêt de 180 millions de dollars *(le Monde* du 10 juin).

« *Nous sommes parvenus à un accord avec la Banque des règlements internationaux et le comité des douze banques internationales pour des crédits-relais sans qu'il soit nécessaire de donner de l'or en garantie* », a précisé le ministre des finances. « *Toute information ayant un sens différent est totalement erronée* », a tenu à ajouter M. Caceres.

Le comité des douze banques est représentatif des quelque six cents banques américaines, japonaises et européennes avec lequel le Chili a conclu le 29 avril dernier un accord sur le rééchelonnement du cinquième de sa dette extérieure qui totalise 17 milliards de dollars. Cet accord prévoit l'étalement sur huit ans des échéances de 1983 et 1984, ainsi que l'octroi de nouveaux crédits bancaires.

Depuis un siècle American Express joue la carte de la France

Pourquoi le cacher ? Nous sommes fiers de notre nom et de nos origines américaines. D'autant que nous avons notre légende : nous nous sommes d'abord appelés "Wells Fargo", puis "Pony Express" ; oui, les audacieux messagers des westerns qui bravaient tous les dangers pour que le voyageur, l'argent ou le courrier arrivent à l'heure, c'était nous... D'ailleurs, ces messagers n'avaient guère le choix : notre premier président, Henry Wells, leur avait, une fois pour toutes, enjoint de "ne craindre que Dieu".

On le voit, ils étaient très courageux et même un peu puritains... Et, d'une certaine manière, nous ne renions pas cet héritage, car nous remplissons toujours jusqu'au bout notre contrat envers ceux qui nous ont fait confiance, fut-ce dans des périodes dramatiques de l'histoire d'une nation. Récemment encore, au Vietnam, au Liban, en Iran, nos agents sont les seuls à être restés jusqu'au dernier moment pour honorer les factures des commerçants payées avec des cartes American Express ou permettre l'évacuation de nos clients qui désiraient partir. Question de principe...

La frontière de l'Ouest atteinte sur les rivages du Pacifique, nos pionniers retournèrent vers l'Atlantique pour découvrir l'Europe. Et dès 1881, il y a un premier employé American Express à Liverpool. Mais pour ouvrir notre premier bureau sur le Vieux Continent, en 1895, notre représentant, un ancien shériff de l'Idaho, William Swift Dalliba, choisit alors Paris.

Une renommée partie de Paris

Cinq années plus tard, en mars 1900, il s'installe au 11 de la rue Scribe, une adresse que tous les voyageurs du monde allaient bientôt connaître. Car c'est largement à travers elle que la renommée American Express a grandi. Au point que notre nom est devenu, dans toutes les langues, souvent synonyme de voyage, de chèques de voyage, de carte de paiement et de banque.

Bref, à la France, American Express doit beaucoup de sa croissance. C'est fréquemment pour la découvrir, hier comme aujourd'hui, que dans 144 pays, des dizaines de millions de personnes ont franchi, ou franchissent pour la première fois, la porte de l'une de nos 1000 agences American Express ou bureaux affiliés à travers le monde. Rien qu'en 1982, ils ont été plus de 2 millions qui, tant pour payer leurs frais de transport que de séjour, ont usé de chèques de voyage ou de cartes American Express, dépensant ainsi, en France, l'équivalent – en devises – de plus de 6 milliards de francs.

Pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait de tourisme ou de vacances. Une longue tradition, d'ailleurs, qui remonte sans doute aux années folles et qui s'est poursuivie après la seconde guerre mondiale, lorsque "American Express" rimait un peu avec un "Américain à Paris". Depuis, bien d'autres nationalités ont appris à découvrir la France avec, comme Sésame, la célèbre carte verte ou les chèques de voyage.

La découverte d'un miracle économique

Pour la plupart, ce sont les affaires qui sont la cause de ces voyages. Il est vrai que là aussi, dès les années 50, American Express fut l'un des premiers établissements financiers d'envergure internationale, à découvrir (et à faire connaître) le "miracle économique" français et à prévoir que la France allait connaître le plus fort taux de croissance d'Europe occidentale. D'ailleurs la banque American Express (aujourd'hui American Express International Banking Corporation) fut la première banque américaine qui s'installa en France - et cela dès 1964. Aujourd'hui, elle compte cinq agences dans notre pays.

Mais c'est aussi grâce aux Français que American Express a grandi. Plus de 330000 d'entre eux, par exemple, sont sensibles à toutes les facilités que procure en voyage, une *véritable carte de paiement internationale.* C'est pourquoi 95 % des 2 mille premières entreprises françaises remettent à leurs cadres des cartes American Express pour qu'ils puissent, dans une grande simplicité de gestion, couvrir leurs frais de voyages tant en France qu'à l'étranger.

Au service du tourisme français

Pourtant, si important que soit le développement de l'utilisation de nos cartes en France, les Français en 1982, n'ont dépensé à l'étranger que 1,3 milliard de francs, soit seulement la moitié de ce que les étrangers, en contrepartie, ont dépensé en France avec cette même carte American Express.

Ainsi, en tirons-nous la satisfaction de concourir, avec notre seule carte de paiement, *pour environ 10 % de la balance des* comptes "tourisme" de la France (11 milliards de francs en 1982). Sans compter ce que nous apportons grâce à nos chèques de voyage et à nos agences de voyages.

Nous en sommes heureux...

De même que nous sommes fiers de notre "nom américain", nous sommes fiers d'être l'une des entreprises françaises qui, malgré les difficultés actuelles, concourent au dynamisme exportateur de la France. Car nous assurons, grâce à nos activités touristiques et financières, une partie non négligeable des entrées de devises étrangères "fortes" en France...

C'est ainsi que nous jugeons notre activité. En fait, ce sont de nombreuses industries françaises – et notamment celles du tourisme – que nous vendons aux 15 millions de détenteurs étrangers de carte American Express, ainsi qu'à tous les millions d'autres personnes qui ont recours aux services de notre compagnie.

Les nombreux commerces affiliés à notre carte, sans compter tous ceux qui reçoivent quotidiennement des chèques de voyage, sont devenus – à nos côtés – des ambassadeurs du tourisme français, cette activité qui concourt à la création de 20000 emplois nouveaux par an en France.

Une stratégie sans ambiguïté

Y avons-nous quelque mérite ? Peut-être. Mais en fait, fidèles à nos engagements, nous n'avons fait que recueillir les fruits de la stratégie la plus simple qui soit : jouer toujours à fond la carte de la France, sans arrière pensée.

Toujours, aussi loin que l'on puisse remonter dans notre histoire, nous avons recherché et privilégié l'entente avec les entreprises touristiques ou financières françaises. C'est, par exemple, en pleine collaboration avec American Express que les plus grosses banques françaises, qu'elles soient nationalisées ou mutualistes, ont créé en commun une société qui émet des chèques de voyage.

Un exemple parmi d'autres. Et qui prouve, s'il en était besoin, que American Express est toujours prêt à mettre son savoir-faire et son expérience au service de toutes les entreprises françaises.

Et nos 15 millions de clients, de par le monde, sont l'un des atouts dont la France dispose dans l'actuelle crise. Une carte, en quelque sorte, qu'elle peut jouer à coup sûr et qui fête cette année son 25[e] anniversaire.

Une tradition de services partout dans le monde

Au niveau mondial la première agence de voyages, la première carte haut de gamme, l'une des plus grandes banques internationales, le créateur et le premier émetteur "chèque de voyage", le quatrième réseau de télévision par câble.
Aux U.S.A., la deuxième société de courtage financier et la sixième compagnie d'assurance.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

LA RÉGION-CAPITALE ET SA « POLITIQUE ÉTRANGÈRE »

Déjà fort agissante au sein de l'Union européenne des régions-capitales, l'Ile-de-France a pour ambition de développer une véritable politique étrangère en signant des conventions bilatérales avec des grandes capitales. C'est chose faite avec l'aire métropolitaine de Madrid *(lire l'article ci-dessous)* et avec la communauté urbaine de Montréal. M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France, mène en ce moment des pourparlers avec l'Etat de New-York pour conclure une convention similaire.

Les grands centres urbains connaissent aujourd'hui des problèmes comparables d'aménagement et d'organisation de l'espace. L'Ile-de-France s'est dotée d'un atout majeur en créant l'Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAURIF), qui a acquis au fil des années une expérience importante dans ces deux domaines. Organisme d'étude, il abrite de nombreux experts qui ont pour mission la planification urbaine. Parfaitement au fait des contraintes économiques et, par vocation, essentiellement au service de la région Ile-de-France, ils ont pourtant développé récemment des contacts très variés avec des capitales étrangères.

Accompagnant l'effort de l'exécutif régional, ils mènent aussi une politique d'interventions dans les pays en voie de développement. En dépit de la récession mondiale et de la tendance actuelle du F.M.I. à supprimer les études à long terme, l'IAURIF, après avoir défini le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du Grand-Caire au début de cette année, co-réalise avec les Egyptiens les études d'une autoroute de contournement de la capitale, la construction de quartiers nouveaux à l'est, le tout représentant un contrat de plus de huit millions de francs.

A Beyrouth, l'Institut s'apprête à participer aux travaux de la mission française qui doit se rendre sur place l'an prochain. A Alger, une mission d'expertise est sur le terrain pour préparer le schéma directeur d'aménagement de la ville. En Côte-d'Ivoire, à Abidjan, des experts de l'IAURIF sont en train de peaufiner le montage d'une agence franco-ivoirienne d'urbanisme. Au Mexique, une expertise de longue durée est menée en collaboration avec le ministère de la coopération technique. Dans le cadre de la convention d'entente économique et culturelle signée le mois dernier à Montréal par le président du conseil régional d'Ile-de-France et celui de la communauté urbaine de Montréal, l'IAURIF s'est attelé au dossier de la télédétection.

En Argentine, un échange d'experts pour deux ans a été décidé par l'Institut et l'agence de planification de Buenos-Aires pour étudier l'organisation spatiale de la ville de Cordoba. Au Brésil, le F.M.I. vient de suspendre pour des raisons financières les rapports franco-brésiliens consacrés jusqu'alors à la révision du S.D.A.U. de Curitiba et de celui de Sao-Paulo.

Dans le cadre de l'Union européenne des régions-capitales qui regroupe Paris, Luxembourg, Bruxelles, Cologne, Amsterdam et Rome, M. Michel Giraud a demandé la réalisation d'un livre commun qui paraîtra en novembre de cette année. Il s'agit pour lui de faire apparaître tous les problèmes structurels des grands centres urbains, d'en décrire l'organisation, les budgets et les politiques afin d'en tirer le maximum d'enseignements.

Afin de renforcer cette union, Michel Giraud mène des négociations avec le Grand-Londres qui a jusqu'alors refusé de prendre part à ces travaux. Comme on le voit, le président du conseil régional ne ménage pas ses efforts pour ouvrir la région parisienne sur l'extérieur. Il pourrait d'autant mieux réussir que les contacts à ce niveau-là sont rendus plus simples, débarrassés qu'ils sont du formalisme qu'exigent les relations d'Etat à Etat. Et ainsi poursuit-il un rêve solide : donner une véritable identité à l'Ile-de-France.

OLIVIER SCHMITT.

Echange d'informations avec Madrid

Madrid. – L'Ile-de-France et la province de Madrid, qui ont entamé en 1982 une coopération en matière d'aménagement du territoire, ont décidé de lui donner un nouvel essor. Un second accord plus concret que le premier, qui prévoyait essentiellement un « échange d'informations », a été signé le 15 avril 1983 à Paris entre le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, et le délégué du gouvernement auprès de la commission de coordination et planification de l'aire métropolitaine de Madrid, M. Eduardo Mangada.

Les régions de Paris et de Madrid connaissent les mêmes problèmes liés à l'accroissement territorial incessant de la métropole. Elles ont décidé de porter leurs efforts communs sur deux objectifs particuliers : la protection du milieu physique « péri-urbain » et le développement d'un système de transport régional.

le premier thème répond à la fois à des préoccupations écologiques, *culturelles et économiques. Il s'agit* de permettre à la campagne de résister avec plus de succès aux assauts que lui porte sans cesse la ville en expansion. Comment ? En essayant

De notre correspondant

de relancer l'agriculture péri-urbaine aujourd'hui en voie de disparition. La mise en valeur des petites vallées situées aux alentours de la ville pourrait constituer la pre*mière étape de cette entreprise.*

Cette action commune se réalisera à partir de politiques urbaines pourtant différentes. L'expérience des villes nouvelles que l'on a lancée en Ile-de-France ne convainc guère à Madrid. On a tendance a y voir une entreprise quelque peu « pharaonique ». On lui préfère des actions plus ponctuelles, visant à améliorer les conditions d'existence *dans* le tissu urbain. D'autant que la construction de villes nouvelles suppose des investissements que l'Espagne pourrait difficilement se permettre dans la conjoncture actuelle. Priorité est donnée ici à un programme de logements sociaux (25 000 semblent nécessaires au total) afin d'effacer le *chabolismo*, le phénomène du bidonville autour de Madrid.

En matière de transports, l'exemple du réseau express régional (R.E.R.) tracé autour de Paris sus*cite l'intérêt dans la capitale* espagnole où aucun véritable effort de coordination régionale des transports n'a encore été mené. La main-d'œuvre qui se déplace quotidiennement entre les « cités-dortoirs » situées au sud de Madrid et le centre de la ville a principalement recours aux voitures privées ou aux autobus (qui ne disposent pas de bande de circulation réservée). Le train ne joue qu'un rôle tout à fait marginal. Quant aux lignes d'autobus, elles relient le centre à la périphérie mais non les différents centres périphériques entre eux. Madrid pourrait donc prendre exemple sur Paris pour développer un réseau de transports en commun, conçu à l'échelle régionale, privilégiant les voies ferrées, et raccordé au réseau urbain existant.

L'accord d'avril 1983 énumère d'autres domaines possibles de coopération. Ils vont de la lutte contre le bruit à l'organisation d'un système informatisé destiné à faciliter la gestion foncière au niveau régional. Enfin, à la demande de l'Ile-de-France, une action concertée d'assistance technique pourrait être menée en direction des grands centres urbains d'Amérique latine.

THIERRY MALINIAK.

Les timidités d'une grande mairie

S'il est une ville qui se devrait d'avoir sinon une politique étrangère, du moins une politique à l'égard de l'étranger ou des étrangers, c'est bien Paris. Elle abrite en permanence le personnel de cent vingt ambassades et consulats, mais aussi nombre d'artistes, d'intellectuels et d'hommes d'affaires. Quatre cent mille travailleurs immigrés, soit 18 % de la population résidente, y forment la colonie étrangère la plus fournie d'Europe continentale. Elle reçoit d'outre-frontière bon an, mal an, cinq millions de touristes et en attend vingt-cinq millions en 1989 pour l'Exposition universelle.

Son histoire, ses monuments mais aussi son organisation municipale attirent l'attention de bien des métropoles à travers les cinq continents. Enfin, la personnalité et les ambitions nationales de son maire, M. Jacques Chirac, justifient une curiosité internationale.

Pourtant, Paris n'a eu pendant longtemps d'autre politique que celle de cofinancer, avec la chambre de commerce, l'office du tourisme et d'accueillir avec courtoisie les chefs d'Etat étrangers en visite en France. Les relations extérieures de la municipalité se bornaient donc, par tradition, au minimum. Depuis un incident avec le président Giscard d'Estaing, M. Chirac se garde d'aller accueillir les grands de ce monde à leur descente d'avion. Quant au banquet annuel du corps diplomatique, à l'Hôtel de Ville, c'est une pure manifestation mondaine.

Paris a *été jumelée* avec *Rome en* 1955, et de manière exclusive, mais ce mariage monogame n'a engendré ni échanges culturels ni coopération technique. En 1981, la Ville a organisé le « Noël des Polonais », qui permit d'envoyer à l'épiscopat de Varsovie 1 million de francs et deux avions-cargos chargés de 1 000 tonnes de vivre, puis, six mois plus tard, quarante camions. Cette opération se déroula sous la couverture du gouvernement français et avec sa collaboration étroite.

Une association des maires des villes francophones a été lancée en 1979, où se retrouvent des cités du Québec, du Proche-Orient, de Belgique et de certains pays d'Afrique. Ni la Suisse, ni l'Algérie, ni le Vietnam n'ont accepté d'y participer. *Son action semble assez formelle.*

Les services de la Ville reçoivent des demandes de renseignements de sociétés étrangères s'installant ou désirant s'établir à Paris. Faute de savoir et de pouvoir y répondre, on les renvoie à la chambre de commerce. Bien des villes étrangères sollicitent aussi l'assistance technique de Paris. Celle-ci ne paraît guère motivée et organisée pour leur donner entière satisfaction. On peut citer, toutefois, Brazzaville, dont certains ingénieurs ont été reçus en stage, et Phnom-Penh, qui a bénéficié de l'aide des services parisiens de l'assainissement. Paris pratique le dialogue Nord-Sud mais par exception et au coup par coup.

M. Jacques Chirac lui-même, absorbé par le cumul de ses multiples fonctions politiques (conseiller général et député de Corrèze, maire de Paris, chef du R.P.R.), répugne à faire du « tourisme » à l'étranger. Estime-t-il y perdre son temps ? Bien qu'il ait reçu de nombreuses invitations de pays d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, d'Allemagne fédérale, de l'Inde et du Japon, il a limité ses sorties à deux ou trois voyages par an depuis 1977. On l'a vu dans une dizaine de capitales, notamment à Pékin et, plus récemment, pendant la dernière campagne électorale, à Rome, pour y recevoir la bénédiction du pape, et à Washington, pour y serrer la main *de M. Reagan.*

La modestie de ces différentes actions n'ont sans doute pas échappé, finalement, au maire de Paris. Aussi a-t-il créé, après sa réélection en mars dernier, une direction des relations extérieures. Il en a confié la charge à M. Bernard Billand, qui fut six ans durant son directeur de cabinet. Mais ce dernier n'a pour l'instant ni mission bien précise, ni personnel, ni budget.

Parallèlement un conseiller municipal, M. Guy Genesseaux (U.D.F.), a été chargé du dossier difficile des travailleurs immigrés. Toutefois, il n'a pas paru nécessaire à *M. Chirac de lui donner le titre* d'adjoint.

Enfin, M. Jacques Toubon, maire du XIIIe et député (R.P.R.) du XVe arrondissement, a reçu mission de représenter la Ville dans les organismes s'occupant de l'Exposition universelle. On ne sait encore si c'est pour négocier âprement une participation financière minimum ou pour « expédier » la manifestation à Marne-la-Vallée. Ces quelques initiatives sont-elles ou seront-elles sous-tendues par une conception d'ensemble ? La question reste posée.

MARC AMBROISE-RENDU.

PARIS-ROME

Le mariage de deux mythes

Elu maire de Paris, Jacques Chirac, toujours député de la Corrèze, avait voulu, dès 1977, anoblir cet état ambigu par un jumelage de la capitale avec Ussel, chef-lieu de son camp de base... Fort heureusement, Paris était déjà liée avec Rome – *en exclusivité.*

Mariage de deux mythes, de deux capitales qui connaissent, à des stades différents, les problèmes communs aux grandes métropoles (deux millions d'habitants ici, près de trois là-bas), mais qui, au fond, ne se ressemblent guère, à lire attentivement le dernier numéro de *Paris-Projet (1).*

Cette bible de trois cent quarante pages, aussi bellement illustrée qu'une invitation au voyage, fournit matière à réflexion (plans, réglementations, textes d'analyse) sur les relations que chacune des deux villes entretient avec son passé, sur sa façon de faire face à la modernité.

Le contraste est passionnant et commence à l'origine et à la signature des textes : côté français, des *études détaillées, parfois techniques* (le secteur sauvegardé du Marais, celui du VIIe arrondissement, la transformation de la gare d'Orsay, la rénovation de la tour Eiffel et la reconstruction du pont des Arts), souvent anonymes, même si le nom de Pierre-Yves Ligen, « patron » de l'Atelier parisien d'urbanisme, signe discrètement la présentation d'ensemble et si on remarque l'analyse des apports du dix-neuvième siècle due à François Loyer ; côté italien, des articles signés d'architectes connus, d'universitaires qui ont des responsabilités politiques dans l'équipe de gauche au pouvoir depuis 1976 (réélue en 1981). Ainsi Giulo Carlo Argan, historien d'art, qui fut maire de Rome pendant trois ans, brosse-t-il le portrait sombre de cette ville *« célèbre et malade, épouvantablement déformée, pauvre en services et en espaces publics, étourdie et quasiment paralysée par une circulation congestionnée, bruyante et sale, rarement aimée et encore moins respectée par les habitants dont les familles viennent d'autres régions ».*

La réflexion des Romains est très critique à l'égard des générations précédentes, lucide (il y a plus d'idées, de discours, que de réalisations, avoue l'un), et même un rien masochiste, comme inclinent à l'être les intellectuels, avec des éclairs d'enthousiasme.

Il faut lire la contribution de Pier Luigi Nicolini, grand maître des fêtes de l'Été romain, qui déclare avoir *« joué la carte de l'éphémère par désespoir (aussi) de ne pas pouvoir jouer celle, plus consistante, des institutions culturelles, des structures ».*

Pour qui a vu les écrans géants de cinéma se dresser en plein air entre les églises baroques et les arcs antiques, et *des milliers de gens assis* ou couchés dans les ruines pour regarder jusqu'à 3 heures du matin des films d'épouvante ou le dernier chic des ciné-clubs (et jusqu'au *Napoléon* d'Abel Gance, projeté l'an dernier devant une foule immense), cet *« éphémère » est éblouissant* et chaleureux. Rome nous envierait-elle les *« structures »*, les *« institutions culturelles »*, figées, entassées dans les kiosques d'acier et de verre fumé des nouvelles Halles, et cet abusif Forum où règnent l'avaleur de feu et le tam-tam de banlieue ?

Bien sûr, nous avons Beaubourg, mais il semble que la fréquentation des escaliers roulants y soit très nettement supérieure à celle du Musée d'art moderne, qui n'aurait rien gagné, dit-on, à quitter le seizième arrondissement...

C'est vrai, Paris ne va pas si mal : capitale incontestée et anciennement établie, harmonieusement dotée par les pouvoirs successifs, correctement préparée par le dix-neuvième siècle à affronter le suivant (voir la remarquable étude de François Loyer), Paris s'est modernisée et vit avec son temps. Même si *elle tend à devenir la ville des* bourgeois, des services, des loisirs culturels pour une région urbaine de dix millions d'habitants, cette transformation est, relativement et dans l'ensemble, assez équilibrée. Les responsables de l'urbanisme, qui ont stoppé vers 1975, sous la pression de l'opinion, l'entreprise d'écartèlement de la ville engagée dans les années 50, peuvent expliquer sans rougir comment, oubliant tours et barres, ils respectent aujourd'hui la silhouette urbaine, ses rues, ses places et ses îlots. Il y aurait beaucoup à dire sur le détail de cette action, mais ce n'est pas l'occasion, qui invite plutôt à découvrir Rome.

Une ville malade

Rome est malade. Capitale installée en province, peuplée de fonctionnaires comme peut l'être une ville coloniale, isolée culturellement dans le Sud léthargique *quand* les *idées*, les nouveautés, l'action, continuent de pétiller au Nord, où sont l'argent, l'industrie et la bourgeoisie éclairée, Rome semble « dépassée » par les événements : on estime officiellement à huit cent mille le nombre d'habitants logés dans les constructions illégales de la proche périphérie, les *borgate*, et la question du *logement (appartements* vides et locataires en manque) est cruellement posée.

Les objectifs de la municipalité sont clairs : repenser la banlieue, organiser en quartiers les extensions urbaines des années 50 et 60, privées d'édifices publics et d'équipements, écarter les automobiles (ce qu'on n'oserait pas proposer à Paris) pour laisser souffler le centre, restaurer (sans chasser les habitants) les vieux quartiers, comme on a commencé de le faire à Tor-di-Nona ou ailleurs (des exemples sont décrits).

Au fil des exposés perce l'immensité de la tâche. Dans cette ville où l'histoire se lit à nu – superpositions, entassements, logements dans les arènes ou les églises, ruines familières, – le trop-plein de beauté encombre et intimide autant qu'il ravit.

Rome, capitale des collages : le *plus incroyable*, le *plus surprenant* (au point qu'on propose régulièrement de le faire disparaître), reste le monument à Victor-Emmanuel, insolemment blanc dans Rome la rousse, et si mal posé dans le labyrinthe des époques mêlées qu'on le croit *toujours en trop sur la photo*graphie.

Rome a manqué d'un vrai dix-neuvième *siècle* ordonnateur, et *le* fascisme l'a brutalisée sans l'aider vraiment à sortir de l'âge baroque. La mutation fut bien plus souple, selon les historiens, quand il fallut bâtir la ville-phare de la chrétienté sur les ruines de l'empire.

Et l'Etat, qui pourtant siège à Rome depuis 1870 (deux cent mille habitants à l'époque, quinze fois moins qu'aujourd'hui), ne lui porte pas assez d'affection et d'estime, si l'on en croit Argan et ses amis. Le refus du Parlement de financer le gigantesque projet de mise en valeur du *forum* et le détournement de la voie de circulation qui le traverse (présenté en détail dans *Paris-Projet)* en est le plus récent signe.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

(1) Paris-Projet, nº 23-24 : *« Paris-Rome, protection et mise en valeur du patrimoine architectural »*, tiré à trente mille exemplaires, dont la moitié sont diffusés en Italie. Créée en 1970 pour présenter de façon attrayante les études de l'Atelier parisien d'urbanisme, la revue publie deux numéros par an. En vente dans les librairies spécialisées et 17 boulevard Morland, 75014 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg
Capital 14 400 000 000 d'Écus

EMPRUNT 14,80% JUIN 1983 DE F 1 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 200 000 OBLIGATIONS DE F 5000 NOMINAL

Prix d'émission : 99,34 %
Jouissance : 27 juin 1983
Taux de rendement actuariel brut pour le Souscripteur :

14,93%

(au 27 juin 1983 date de règlement des souscripteurs)

Durée : 10 ans

Amortissement normal :
Les obligations seront amorties en totalité le 27 juin 1993 par remboursement au pair.
Avant ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 7 premières années à des amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 58 000 obligations.

Pour ce faire, la B.E.I. a donné mandat à la Société Générale d'acheter pour son compte les obligations [illegible]

La B.E.I. aura à tout moment le droit de racheter les obligations sur le marché [illegible]

Amortissement anticipé :
autorisé par rachats en Bourse, interdit par remboursement.

Régime fiscal :
en vertu de l'article 6, paragraphe 2 de la loi française n° 65-566 du 12 juillet 1965, les titres du présent emprunt sont assimilés à des obligations françaises et seront donc soumis au régime fiscal des emprunts classiques (notamment abattement de F 5000 par an et, pour le solde, option éventuelle pour le prélèvement de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu).

Cotation :
à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa 83-161 du 1er juin 1983 de la Commission des Opérations de Bourse a été publiée par l'Agence Économique et Financière du 13 juin 1983.

Balo du 13 juin 1983



Le 27 MAI, a été signé au Siège Social de l'UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES, un important accord de financement en faveur du CREDIT POPULAIRE d'ALGÉRIE, pour porter de *500 MILLIONS* à

2,2 MILLIARDS de FRANCS

le montant des crédits mis à la disposition du programme algérien de constructions préfabriquées, par un groupe de banques françaises comprenant outre l'UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES, la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR, le CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, le CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, le CRÉDIT LYONNAIS et l'UNION MÉDITERRANÉENNE de BANQUES.

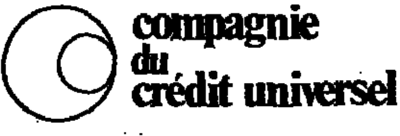
MARCEL GERMON CONSEILS

C.G.P. PRIMAGAZ

Le bénéfice net de l'exercice avec plus-values à long terme s'est élevé à 22 435 732 F (+ 98,27 %). La hausse des profits nets consolidés a été de 59 %, tandis que celle de la marge brute d'autofinancement s'établissait à 16,35 %.

Les tonnages vendus au cours des cinq premiers mois ont légèrement progressé par rapport à l'exercice précédent, sans qu'il soit possible d'extrapoler cette tendance à l'année entière.

L'assemblée a approuvé à l'unanimité la distribution d'un coupon global de 14,25 F sur un capital dilaté de 40 %.



EMPRUNT JUIN 1983
600 MILLIONS DE FRANCS
120 000 obligations de 5 000 francs

DEUX FORMULES AU CHOIX DES SOUSCRIPTEURS

	TAUX FIXE	TAUX VARIABLE
Montant minimum :	150 000 000 de francs	150 000 000 de francs
Prix d'émission :	99,92 %, soit 4 996 francs par obligation	98,80 %, soit 4 940 francs par obligation
Intérêt annuel :	15 %, soit 750 francs par obligation **Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement : 15,02 %**	Égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés. Intérêt minimum : *9 %*

Jouissance, règlement :	*29 juin 1983*
Durée :	8 ans
Amortissement :	en totalité le 19 juin 1991 par remboursement au pair
Fonds de régulation :	avant cette date, il pourra toutefois être procédé à des rachats en Bourse de 10 % des titres émis, la première année, et, pour les années suivantes, de 10 % des titres restant en circulation au début de chacune d'elles.
Cotation :	L'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée dès la clôture de l'émission.

Une note d'information visée par la COB sous le n° 82-197 en date du 16 novembre 1982 est mise gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement et au Siège administratif central de la Compagnie du Crédit universel, service de la documentation, 51, boulevard des Dames, 13242 MARSEILLE, CEDEX 1 — B.A.L.O. du 13 juin 1983.

BANQUE PETROFIGAZ

Dans son allocution, le président a souligné la forte progression au cours des cinq dernières années tant des fonds propres qui sont passés de 27,532 millions de francs à plus de 67,491 millions de francs, que du bénéfice net qui est passé de 5,308 millions de francs à plus de 9,052 millions de francs ou des dividendes distribués qui s'élevaient à 6 416 864 F contre 2 400 000 F en 1978.

Il a signalé également les résultats de la principale filiale de la Banque Petrofigaz, la société « Fimodi », qui termine l'exercice 1982 avec 15 554 401,48 francs de fonds propres, 1 470 973,08 francs de bénéfice net et 1 170 000 francs de dividendes distribués.

(Voir *le Monde* du 9 juin 1983.)



elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 de francs C.F.A.
Siège social : Port-Gentil (Gabon)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf-Gabon s'est réunie le 9 juin dans les bureaux de la société à Libreville sous la présidence du M. André Tarallo. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui font apparaître un bénéfice de 40 139 millions de francs C.F.A. et a fixé le dividende de cet exercice à 6000 francs C.F.A. par action (soit 120 francs français).

Un acompte de 2400 francs C.F.A. par action (soit 48 francs français) ayant été mis en paiement en décembre 1982, le complément de 3600 francs C.F.A. (soit 72 francs français), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 25,92 francs français pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du lundi 20 juin 1983 aux guichets des établissements bancaires suivants, en contrepartie du coupon n° 27 :

— **Au Gabon :**
Union gabonaise de banque.

— ***En France :***
Crédit lyonnais,
Banque nationale de Paris,
Banque de Paris et des Pays-Bas,
Banque Vernes et Commerciale de Paris,
Crédit Commercial de France,
Crédit Industriel et Commercial,
Crédit du Nord,
Société Générale.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 2-6-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	355 033
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	27 338
ECU	67 930
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 728
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 600
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	189 730
dont :	
Effets escomptés	85 822
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	7 633
Total	626 637

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	179 422
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 416
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	6 646
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	60 603
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	18 187
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	11 533
Total	626 537

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	3 juin	10 juin
Valeurs franç. à revenu variable	1051,3	1047,8
Valeurs étrangères	3127,9	3147,1
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	151,7	151,2
Valeurs étrangères	423,2	426,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	131	130,8
Pétroles-Énergie	122,1	121,1
Métallurgie	76,4	75,5
Chimie	132,4	128,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	110,2	111,5
Constructions mécaniques	106,3	106,3
Matériel électrique	154,9	152,7
Automobile et accessoires	108,5	105,5
Industr. de consom. non alim.	177,4	178,5
Agro-alimentaire	168,9	169,3
Distribution	86,7	86,8
Transports	137,4	138
Services	152,8	152,6
Assurances	102,4	103,7
Banques	152,9	150
Immobilier et foncier	134,9	135,7
Investissement et portefeuille	133,6	134,1
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	154,1	153,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	102,1	102,2
Emprunts d'État (*)	103,2	103,2
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,9	101,9
Sociétés (*)	102	102,2
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	99,6	99,6
Sociétés (*)	97	97,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	126	125,6
Produits de base	118	117,4
Construction	108	109,2
Biens d'équipement	115,2	114,7
Biens de consom. durables	133,9	131,9
Biens de consom. non durables	164	161,1
Biens de consom. alimentaires	165	166,9
Services	109,5	109,2
Sociétés financières	137,1	136,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	100,5	99
Valeurs industrielles	129,8	129,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	109,8	109,5

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SLAVENBURG'S BANK. – Cette filiale à 78 % du Crédit lyonnais cessera comme prévu (*le Monde* du 24-25 avril) de porter ce nom après son assemblée du 28 juin prochain pour prendre celui de sa maison-mère : Crédit lyonnais Bank Nederland N.V.

Dans son cinquante-septième rapport annuel, la Slavenburg's Bank rappelle qu'il sera proposé d'affecter les pertes (203 millions de florins contre un *bénéfice de 1 million de florins en 1981*) à la réserve pour risques généraux et, en compensation, de ramener de 100 à 50 florins la valeur nominale des actions. Cette diminution du patrimoine sera compensée par un émission de nouvelles actions pour un montant de 205,5 millions de florins, garantie par le Crédit lyonnais.

Le conseil précise d'autre part que la Slavenburg sera obligée pendant de nombreuses années de consacrer le résultat d'exploitation à la provision pour risques généraux, de sorte qu'aucun dividende ne sera distribué pendant ces années.

Il souligne que l'exercice 1982 a été *rendu extrêmement difficile surtout en* raison de l'influence défavorable exercée par l'enquête judiciaire menée pour faire la lumière sur certains incidents survenus les années *précédentes* dans lesquels seraient impliqués des cadres de la Banque.

La justice néerlandaise enquête en effet depuis novembre 1982 sur les agissements de plusieurs employés de la Slavenburg, soupçonnés d'avoir prêté leur concours à la dissimulation de fonds soustraits au *fisc. Sur la base de documents saisis* lors d'une perquisition faite au siège et dans plusieurs succursales de la Slavenburg, le 18 février dernier, six directeurs ou anciens directeurs de la Banque ont déjà été arrêtés et interrogés par la police. Ils ont tous été remis en liberté, mais l'enquête se poursuit.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	9 juin
Valeurs françaises	125,7
Valeurs étrangères	130,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	9 juin	10 juin
Indice général	125,3	125,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 13 juin .... 12 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10 juin	13 juin
1 dollar (en yens)	242,78	241,50

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours

SICAV

10/6	Émission Frais incl.	Rachat net
Soleil Investis.	415 07	396 25
U.A.P. Investiss.	297 18	283 70
Unifrance	218 92	208 99
Unifoncier	578 34	552 11
Unigestion	550 35	525 39 ◆
Uni-Japon	907 37	868 22 ◆
Univers	1576 81	1524 96
Univar	12137 83	12137 83
Valorex	352 69	336 70
Valorg	10230 97	10180 07
Valrel	112828 38	112715 66
Worms Investiss.	680 48	649 63

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cellulose du Pin	18	....
Coparex	312	316
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Le Mars	69 50	....
Promepla	160	136
Rorento N.V.	625	690
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	119	119
Total C.F.N.	68	....
Ufinex	259	255

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	265	....
Alcan	196	203
Alcan Alum.	315	319
Algemeine Bank	1131	1178
Am. Petrofina	470	485
Arbed	180	....
Asturienne Mines	69	....
Banco Central	103	103
Bco Pop Espanol	88	88

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2001	4,5 % 1973	2040	2068	2068	2055
3236	C.N.E. 3 %	3042	3096	3099	3095
680	Agence Havas	710	715	715	705
645	Europe n° 1	710	718	720	718
690	Facom	689	683	683	671
880	Fichet-bauche	865	855	855	838
	Vallourec	80 10	79 40	80	78
	V. Clicquot-P.	1315	1335	1335	1345
	Viniprix	690	698	698	685
	Elf-Gabon	1000	1000	1000	1000
	Amax Inc.	259 50	264	264	262
	Amer. Express	635	639	641	640
	Amer. Teleph.	607	608	606	600
	Anglo Amer. C.	198	200 50	202	199 50
	Angold	1106	1147	1147	1139
310	Exxon Corp.	319	316	315 c	308 50 c
455	Ford Motors	495	500	497	481
475	Free State	468	470	466 c	474 80 c
250	Gencor	240 10	248	248	243
305	Gén. Belgique	293	289	289	284
970	Gén. Electr.	1046	1044	1048	1044
615	Gen. Motors	643	645	643 c	634 c
81	Goldfields	81	81 50	81 20	80
220	Harmony	218	218 50	217 20	215
31	Hitachi	31	31 20	31	31 35
546	Hoechst Akt.	541	549	549	540
68	Imp. Chemical	70	72 30	72 35	72 30
140	Inco. Limited	141 10	143	143	141 20
1020	IBM	1093	1087	1089 c	1070 c
50	Ito-Yokado	46 90	47	47 05	47
365	ITT	363	359	359 10	358
58	Matsushita	58	59 20	59 20	59 20
800	Merck	794	800	800	798
810	Minnesota M.	814	802	805	802
290	Mobil Corp.	276 70	267	256 70 c	266 70 c
1290	Siemens A.G.	1272	1270	1278	1289
144	Sony	144	143	142 20	141 10
195	T.D.K.	203 60	203 90	203 90	199 90
660	Unilever	674	682	680	676
660	Unit. Techn.	665	665	663 c	666 c
1150	Vaal Reefs	1120	1133	1133	1130
595	West Deep	553	565	561	565
515	West Hold.	522	513	507 c	503 c
415	Xerox Corp.	441	442	443	437 10
3 30	Zambia Corp.	3	3 03	3 04	3 03

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 897	7 885	7 510	7 910
Allemagne (100 DM)	300 890	301 150	290	310
Belgique (100 F)	15 050	15 063	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	268 580	268 800	256	276
Danemark (100 krd)	84 290	84 400	80	88
Norvège (100 k)	106 100	106 110	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	12 180	12 164	11 800	12 600
Grèce (100 drachmes)	9 135	9 135	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 077	5 086	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	361 760	362	350	371
Suède (100 krs)	100 750	100 790	96	103
Autriche (100 sch)	42 740	42 780	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 395	5 397	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	7 510	7 520	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 231	6 232	6 150	6 450
Japon (100 yens)	3 176	3 173	3 080	3 240

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/6
Or fin (kilo en barre)	101100	102900
Or fin (en lingot)	101200	102800
Pièce française (20 fr)	684	685
Pièce française (10 fr)	414	.....
Pièce suisse (20 fr)	670	680
Pièce latine (20 fr)	645	650
Souverain	825	818
Pièce de 20 dollars	3900	3950
Pièce de 10 dollars	1890	1880
Pièce de 5 dollars	1125	.....
Pièce de 50 pesos	4265	4325
Pièce de 10 florins	691	683

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *PRÉCISION.* – *Dans le sommaire du* Monde daté 12-13 juin, notre journal avait mis « M. Rocard au pied du mur ». Il apparaîtra à la lecture de l'article auquel renvoyait cet audacieux résumé qu'en fait, plus que M. Rocard, ce sont les agriculteurs qui se trouvent aujourd'hui le dos à une barrière. Puissent le ministre de l'agriculture et les représentants de la paysannerie française la franchir ensemble...



A B C D F G H

Les vrais aveux du docteur Augoyard

Interrogé dimanche 12 juin par Radio-Monte-Carlo, M. Claude Cheysson a qualifié de *« mensonge pur et simple »* les affirmations de l'ambassade d'Afghanistan à Paris selon lesquelles la France n'avait jamais officiellement demandé la libération du docteur Augoyard, libéré la semaine dernière. *« Ce qui compte le plus,* a ajouté le ministre des relations extérieures, *quand un Français est interné à l'étranger, c'est d'obtenir qu'il soit libéré le plus tôt possible. Les moyens d'action sont divers : les plus efficaces, dans la plupart des cas, sont très discrets. »*

On l'avait vu il y a quelques mois, ânonnant un texte écrit par d'autres, sous l'œil vigilant d'officiels afghans, au cours d'un procès-propagande (*le Monde* du 12 avril). On l'a revu dimanche dans un salon d'un grand hôtel parisien tapissé de milliers de lettres et de cartes postales de soutien. Le docteur Philippe Augoyard, médecin envoyé par l'organisation humanitaire Aide médicale internationale (1) soigner les populations de la province afghane du Logar, donnait sa première conférence de presse après son retour discret samedi. Discrétion souhaitée sans doute par le Quai d'Orsay, mais aussi justifiée par un contrat d'exclusivité avec une agence de presse dont le bénéfice, a dit le docteur Augoyard, ira intégralement à des organismes humanitaires.

La sincérité – mise en cause par un journaliste soviétique – du docteur Augoyard, on la sent bien dans la pudeur avec laquelle il raconte ses mois d'interrogatoire et de prison, dans la prudence avec laquelle il se refuse à toute prise de position et à toute analyse de nature politique, dans l'honnêteté avec laquelle il se borne à ne raconter que ce qu'il a vu, dans sa façon, enfin, de remercier sans réserves en exclusives tous ceux qui ont contribué, quels que soient leurs motifs, à sa libération, dont l'organisme présidé par M. Georges Marchais, le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme.

Le médecin raconte d'abord comment, après avoir fui toute la nuit dans la montagne une attaque aérienne, il s'est retrouvé au petit matin face à vingt hélicoptères soviétiques. *« Les autorités de Kaboul ont des espions partout,* dit-il. *Dans le quartier général* (du parti Harakat) *où je me trouvais, il en avait qui savaient où j'allais, et c'est pourquoi j'étais attendu. »* Mais pas de condamnation générale des collaborateurs des Soviétiques, dont *« certains sont sincère »*, comme sont honorables *« certains objectifs »* des dirigeants de Kaboul. Une fois arrêté, il n'a pas revu de Soviétiques et n'a pas été trop mal traité en prison ; mais il a remarqué que certains de ses camarades de détention présentaient des signes de torture.

Le moment le plus fort est celui où le docteur Augoyard raconte comment les autorités de Kaboul, après l'avoir menacé de la peine de mort, lui ont proposé une sorte de *« contrat »* : il serait libéré au bout de quelques mois s'il faisait une conférence de presse favorable au gouvernement – un texte de ce qu'il devait dire lui étant fourni à l'avance – puis acceptait de participer à un procès-spectacle destiné avant tout à *« impressionner »* les Afghans et l'opinion dans le bloc soviétique. *« J'ai hésité à mentir dans ce procès-bidon »*, mais *« ces opérations de propagande ne peuvent convaincre que les convaincus. Si j'avais refusé, cela aurait été de l'héroïsme inutile »*, ajoute-t-il, précisant que les résistants font de même, se considérant *« plus utiles en liberté qu'en prison. »*

Retournera-t-il en Afghanistan ? Sans doute pas avant des années. *« Mais je continuerai à faire des missions médicales dans d'autres pays »*, comme le Salvador par exemple. Et si une leçon doit être tirée de son expérience dans les geôles de Kaboul, c'est *« qu'il faut protester contre toutes les répressions »* de tout bord, et continuer, quoi qu'il arrive, à aider la population afghane.

PATRICE DE BEER.

(1) 119, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél. 636-66-10.

En Inde

Mme GANDHI N'A PAS RÉUSSI A PRENDRE LE CONTROLE DU CACHEMIRE

Le nouveau gouvernement de l'État du Jammu et Cachemire a prêté serment dimanche 12 juin à Srinagar après avoir remporté les *élections du 5 juin. Il est présidé par* M. Farouk Abdullah, premier ministre sortant, dont le Parti de la conférence nationale (N.P.C.) a obtenu 45 des 76 sièges à l'assemblée locale, le Congrès du premier ministre national, Mme Gandhi, passe de 11 à 24 sièges, mais échoue dans sa tentative de prendre le contrôle de l'État. Les efforts personnels de Mme Gandhi n'ont pas suffi pour remporter ces élections, qui se sont déroulées dans un climat de tension. Quatre sièges sont encore à pourvoir, en raison des incidents électoraux qui ont fait au moins cinq morts.

Mme Gandhi, nous signale notre correspondant à New-Delhi, s'était pourtant donné pour tâche de juguler la montée des partis régionalistes après l'échec cinglant subi en janvier dernier en Andhra-Pradesh et au Karnataka, et cela d'autant plus qu'elle est elle-même originaire du Cachemire. Le N.P.C. était pourtant vulnérable après la mort, l'an dernier, de son chef historique, Sheikh Abdullah d'autant que le Congrès était déjà majoritaire au *Jammu, partie méridionale de* l'État, hindouiste, alors que le Cachemire proprement dit est musulman.

● *Le sort des touristes enlevés au Zimbabwe.* – Les six touristes qui avaient été enlevés en juillet 1982 par des « dissidents » au Matabeleland (*le Monde* daté 20-21 mars) seraient morts, a annoncé, dimanche 12 juin, à Canberra, le ministre australien des affaires étrangères. Harare aurait, en effet, informé le gouvernement australien que, selon les témoignages de « dissidents » faits prisonniers depuis lors, les deux Australiens du groupe et leurs quatre compagnons (deux Américains et deux Britanniques) ont été tués par leurs ravisseurs dans les quarante-huit heures qui ont suivi leur enlèvement. Aucun corps n'a, jusqu'ici, été retrouvé.

Le numéro du « Monde » daté 12-13 juin 1983 a été tiré à 463 256 exemplaires

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET COMMUNALES AU MAROC

Voici les résultats globaux des élections municipales et communales qui se sont déroulées au Maroc, le vendredi 10 juin.

Il y avait 57 000 candidats pour 15 480 sièges à pourvoir dans 857 communes. La participation électorale a été de 72 % des inscrits, selon le ministre de l'intérieur. Ont obtenu :

Sans étiquette : 3 440 sièges (22,19 %) ;

Union constitutionnelle : 2 727 sièges (17,59 %) ;

Istiqlal : 2 601 sièges (16,77 %) ;

Rassemblement national des indépendants : 2 190 sièges (14,12 %) ;

Mouvement populaire : 1 891 sièges (12,19 %) ;

Parti national démocratique : 1 818 sièges (11,72 %) ;

Union socialiste des forces populaires : 537 sièges (3,46 %) ;

Parti du progrès et du socialisme : 19 sièges (0,13 %).

D'autres formations de moindre envergure, sur les treize qui ont participé au scrutin, totalisent moins de 1 % des voix.

LA CONTESTATION DES POLICIERS

La riposte des syndicats sanctionnés se heurte à la fermeté du pouvoir

Après les sanctions radicales prises contre deux responsables syndicaux, pour leur responsabilité dans les manifestations policières du 3 juin, le pouvoir force son avantage. Non seulement la manifestation de riposte envisagée par l'un des syndicats visés – l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.), dont le secrétaire général, M. Rémy Halbwax est révoqué – est interdite, mais, de plus, l'autorisation du meeting qui la remplacera, jeudi 16 juin, ne tient qu'à un fil. M. Defferre l'a confirmé, dimanche, au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » : si ce meeting *« ne revêt pas de caractère syndical, je n'hésiterai pas à l'interdire »*.

Réunie en intersyndicale avec les syndicats C.G.C. et C.F.T.C. de la police, l'U.S.C.P. annonce une conférence de presse dans l'après-midi de ce lundi 13 juin. Elle aura fort à faire pour donner à son initiative l'ampleur espérée – *« de sept mille à dix mille policiers »* avait avancé M. Halbwax. En effet, le nouveau directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe vient d'avoir recours à une procédure exceptionnelle : *« Vous n'accorderez ce jour-là* [jeudi 16 juin] *aucune autorisation d'absence au personnel placé sous votre autorité*, a-t-il fait savoir par télex aux chefs de service. *Vous me rendrez compte de tout départ qui pourrait avoir lieu malgré cette interdiction, et me communiquerez le nom des organisateurs. »* En clair, ne pourront se rendre à un meeting éventuel que les policiers en congé hebdomadaire, annuel ou n'étant pas en service. Aucune récupération – « temps compensé » ou « heure forfaitaire » – ne pourra être prise ce jeudi.

A cette décision autoritaire s'ajoute, pour renforcer cette guérilla entre l'administration et les syndicats proches de l'opposition, le fait que l'enquête administrative sur les manifestations du 3 juin ne sera terminée qu'à la fin du mois : *« La lumière devra être faite sur toutes les responsabilités »*, a annoncé, dimanche, M. Defferre.

Cette probabilité de nouvelles sanctions contribue, sans aucun doute, à démobiliser la base policière, que l'on sent tendue, certes, mais pas excessivement motivée. L'épreuve de force est refusée par la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.P.I.P.), classée à l'extrême droite, dont le président, M. Didier Gandossi, bien que révoqué, n'annonce aucune initiative publique : *« Nous n'emploierons que les moyens légaux, nous n'envisageons pas d'autre riposte. »*

A l'avant-veille de l'ouverture à Strasbourg, mardi 14 juin, du congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), majoritaire dans la police en tenue et proche de la majorité, M. Defferre a annoncé qu'il engageait une concertation avec tous les syndicats demandeurs, sur le *« moral »* des policiers et l' *« aspect qualitatif »* des réformes promises mais pas encore mises en œuvre. Il n'a toutefois donné aucun calendrier. – E. P.

(Lire nos informations page 11).

Quarante-quatre médecins devant le tribunal de Grenoble

Sur assignation du conseil départemental de l'ordre des médecins de l'Isère, quarante-quatre médecins comparaissaient devant le tribunal de Grenoble, ce lundi 13 juin. Le motif n'a rien d'original : il s'agit du refus de paiement des cotisations annuelles. A cette occasion, les médecins concernés rappellent que la suppression de leur ordre avait été promise avant mai 1981. Des collectifs se créent, çà et là, pour obtenir si ce n'est la fin de cette institution, du moins la liberté de ne pas y adhérer.

« En 1976, il y eut un confrère poursuivi pour non-paiement de cotisation. Trois ans après, ils étaient vingt. Aujourd'hui, pour ce troisième procès, nous sommes quarante-quatre. Une estimation a été faite : pour la quatrième « fournée », une centaine de médecins du département se retrouveront devant le tribunal. » Pour ce praticien opposant de l'Isère, il n'y a aucun doute : on assiste à une vague croissante de contestations.

Les données du problème sont – apparemment – fort simples : un parti au pouvoir (le parti socialiste) qui, dans l'opposition, réclamait avec force la suppression de l'ordre, des médecins socialistes ou non pour l'appuyer, et, face à eux, une justice qui applique la législation en vigueur et condamne les opposants à payer leur cotisation annuelle, c'est-à-dire qu'elle les contraint à adhérer. Ni la promesse faite par M. François Mitterrand avant mai 1981 ni les contacts établis entre l'Elysée et les opposants ne se sont encore traduits dans les faits. A aucun moment, depuis deux ans, on n'a pu avoir l'impression que cette suppression était considérée comme une priorité. L'an dernier, on la jugeait inopportune (*le Monde* du 14 avril 1982). Qu'en est-il aujourd'hui ?

On peut imaginer que les récents événements qui viennent d'agiter la communauté hospitalière auront eu notamment pour conséquence de faire réfléchir les responsables politiques sur la meilleure des conduites à tenir pour réformer l'exercice de la médecine. Dès lors, le gouvernement estime-t-il qu'il y a urgence à prendre le risque de supprimer un ordre qui trouve son assise à la fois dans la médecine libérale et dans la médecine hospitalière, et ce tout en sachant qu'il n'en tirera aucun avantage économique ? Cette suppression pourrait-elle être à l'origine d'une nouvelle épreuve de force entre le corps médical et les pouvoirs publics ? Peut-on, à l'inverse, supposer que la disparition de l'ordre des médecins ne poserait pas plus de questions que celle, récente, du secteur privé à l'hôpital public ?

Aujourd'hui inquiets, les médecins opposants adoptent une nouvelle tactique. Ils se font plus modérés. Même s'ils ont imaginé comment certaines fonctions administratives, réglementaires et disciplinaires de l'ordre pourraient être assurées immédiatement, et même s'ils restent très critiques à l'égard de cette institution conservatrice *« créée sous le régime de Vichy »*, ils ne formulent plus qu'un souhait : *« Au cas où il ne serait pas possible,* viennent d'écrire dans une lettre ouverte à M. François Mitterrand une vingtaine de médecins ardéchois, *de résoudre rapidement ce problème, nous vous demandons au moins, au nom de la clause de conscience, que l'inscription à l'ordre soit facultative et que ne soient plus menacés de poursuites judiciaires ou de tracasseries professionnelles les médecins qui ne se reconnaissent pas dans cet ordre-là. »*

JEAN-YVES NAU.

La restructuration de la chimie

L'ÉTRANGE PROPOSITION DE M. CHALANDON

Nouvel épisode d'un feuilleton qui serait plaisant si pendant ces palabres la chimie française – déjà bien mal en point – ne restait l'arme au pied : Elf-Aquitaine vient de proposer à Total de reprendre l'ensemble de la chimie lourde.

Les positions des deux groupes pétroliers sont bien connues. Elf – désignée par les pouvoirs publics pour restructurer la chimie – désire consacrer son argent frais (jusqu'à 1,5 milliard de francs par an, dit-il) aux investissements nécessaires pour rendre cette activité rentable. Pas question donc pour M. Chalandon de payer immédiatement en argent frais des actifs de peu de valeur. D'où la proposition que Total se retire lentement en restant partenaire minoritaire d'ATO-Chloe, leur filiale chimique commune. Ou alors que l'ERAP, holding d'Etat, porte un certain temps les parts de Total.

Total, en revanche, entend obtenir tout de suite du « cash » et se retirer complètement de la chimie. D'où le refus d'une proposition faite samedi 11 juin par Elf de payer ses actifs chimiques par des obligations. D'où aussi la volonté d'obtenir à défaut d'argent frais des avoirs pétroliers ou gaziers qui en rapportent immédiatement, comme Frigg en mer du Nord.

Devant des positions aussi éloignées, Elf a, le 12 juin, fait une proposition qui ressemble fort à un coup de bluff. Pourquoi, dit M. Chalandon à Total, ne reprendriez-vous pas l'ensemble de la chimie lourde ? Mieux, il s'engage à demeurer un temps actionnaire minoritaire dans cette chimie et à participer aux éventuelles augmentations de capital. Une manière de dire : *« Nous sommes prêts à faire pour vous ce que vous nous refusez. »* A cela près que Total n'a visiblement pas les moyens financiers nécessaires à la restructuration de la chimie française...

B. D.

LE REPLI DU DOLLAR CONTINUE : 7,64 F

Amorcé au milieu de la semaine dernière, le repli du dollar a continué et même s'est un peu accentué, lundi 13 juin, sur tous les marchés des changes. A Francfort, le cours de la monnaie américaine est revenu de 2,5550 DM à 2,54 DM, à Tokyo, de 243 yens à 240,80 yens, et, à Paris, de 7,68 F à 7,64 F, c'est-à-dire au niveau du début du mois de juin.

Ce repli est dû, comme cela était prévisible (« la Revue des changes » dans *le Monde* daté 12-13 juin 1983) à la quasi-stabilité de la masse monétaire américaine annoncée à la veille du week-end et qui a fait un peu tomber *« la fièvre du vendredi soir »*.

En conséquence, le taux d'intérêt américain, notamment sur l'eurodollar à six mois, qui sert de référence aux eurocrédits, est repassé en dessous de 10 %, à 9 7/8 % et même 9 3/4 %. Certes, les craintes des milieux financiers internationaux quant à une nouvelle tension du taux ne sont pas totalement calmées (on parle d'une augmentation massive de la masse monétaire la semaine prochaine en raison des règlements opérés par le Trésor au titre des remboursements d'impôts).

La livre sterling a fléchi un peu par rapport au dollar, et davantage par rapport aux monnaies européennes, revenant, à Paris, de 12,11 F à 11,93 F. Ce fléchissement est imputé à la rumeur d'une baisse du taux en Grande-Bretagne dans les prochains jours afin de soutenir l'économie.